







# **MEMOIRES**

ET

# INSTRUCTIONS.

POVR SERVIR

DANS LES NEGOCIATIONS ET AFFAIRES

concernant

LES DROITS DV ROY DE FRANCE.





A PARIS,
Chez SEBASTIEN CRAMOISY,
& SEBASTIEN MABRE-CRAMOISY,
Imprimeurs du Roy, ruë S. Iacques aux Cicognes.

M.\* DC. LXV.

AVEC PRIVILEGE DV ROT.





#### TABLE DES TRAITEZ contenus en ces Memoires.

V rans des Ambassadeurs du Roy au Trais

Forme de la Seance des Deputez de France es d'Espagne à Vervins, l'an 1598. p.3. La Leure des fieurs de Bellieure, et de Silau Roy Henry le Grand, du 11. Féwrier 1598.

Relation de la Conference pour la Paix à Vervins,

l'an 1598, par le Secretaire du Legat à Latere. p.4-Que les Legats à Latere, & Nonces du Pape ne doivent faire difficulté de s'entremettre de la Paix, qui est à traiter entre les Princes Catholiques, Calvinistes, & Lu-

theriens. page 7. Des Cardinaux qui se sont trouvez de la part des Rois aux

Traitez, de Paix, er de Confederation, Escrit envoyé par le Cardinal de Strigonie à tous les Carur ce que le Pape ne l'auroit pas voulu ouyr comme Ambassadeur de l'Empereur. Du rang des Cardinaux, selon la dignité des Rois qui les

Que les Princes Catholiques peuvent s'allier & faire des Traitez, avec des Princes Infidelles , & Heretiques.

Moyens que tiennent les Espagnols, pour parmenir à la Monarchie de l'Europe. Page 21. Monarchie de l'Europe. Page 22. V furpations faites par les Espagnols en Italie , sur les Sej-

#### TABLE

gneurs particuliers des Seigneuries, & Fiefs mouvans de l'Empire.

De l'autorité de la Seigneurie de Siene Ser l'autorité.

De l'oserpation de la Seigneurie de Siene par l'Empereur Charles V. & Philippes II. Roy d'Espagne. p. 27.

De l'osurpation de la Seigneurie de Plombin par l'Empereur (harles V. Philippes II. & Philippes III. Rois d'Espagne.

De l'ossurpation du Marquisat de Final, par Philippes II. & Philippes III. Rois d'Espagne.

De l'osurpation de la Ville, & Chasteau de Monaco, par Philippes III. Roy d'Espagne. page 32.

Del'ossurpation de la Ville Imperiale de Cambray, par l'Empereur Charles V. & l'hilippes II. Roy d'Espagne.

page 33.

De l'ustrapation de la Souvereaineté da Comté de Bourgogne, © des Duchez, de Brabant , Limbourg , Luxembourg , de Gueldres , & autres Scienturies des Pais-bas, par l'Empereur Charles V. © fon fils Philippes II. Roy d'Espagne.

De l'ustrapation de la Uille Imperiale de Constance. P. 36.

De l'osurpation de la Ville Imperiale de Constance. p. 36. De l'osurpation du Duché de V virtemberg, par l'Empe-

reur Ferdinand I.

Que l'Empereur Ferdinand II. a privé le Duc V virtemberg, d'une grande partie de ses Terres & Seigneuries, principalement en haine du Roy. Infractions faites par les Espagnols, & Maison d'Austri-

che des Traitez, faits entre eux, la France, & fes Alliez. page 41.

Infractions faites par les Espagnols, & Maison d'Austriche, des Trastez, faits entre eux, & plusieurs Princes d'Italie, Allemagne, & autres.

Exemples par hilloires, d) par Traitez, que divers Princes, c les Eßpagnoltemre autres, ont ritema quelquesois partie de leurs conquestes en faisant la paix, d) d'autres sois n'ont pas voulta messe qu'on parlass aux Traitez, qu'ils faisoient, de ce qu'ils s'estoient reservez, par les pre-

#### DES TRAITEZ

cedens. page 52. Esclaircissement des Droiss, que Charles-Quint pretendit ceder au Roy François I. & ses Successeurs par les Traitez de Madrid, Cambray, & Crefpy, fur les Villes & Forteresses, qui sont sur la riviere de Somme, d'un costé es d'autre, sur le Comté de Ponthieu, sur les Chaftellenies de Perrone, Roye, & Mondidier, & sur le Comté de Bologne, eg de Guines. page 16. Genealogie. entre les pages 60. & 61, Articles qui sont dans les Traitez faits entre la Couronne de France, & d'Espagne concernant le commerce entre les Subjets des deux Couronnes. page 63. Quelles sont les pretentions du Roy d'Espagne sur la Bretagne. page 64. Droits du Roy aux Comtez de Roufillon & de Serdaigne. Droits du Roy. sur la Catalogne, & sur le Roussillon. page 71. Sujet de l'affranchissement des Catalans de la domination d'Espagne. page 73. Quels sont les Droits cedez sur le Comté de Montpellier en eschange du Roußillon. page 75. Quels estoient les Droits cedez par le Roy d'Arragon au . Roy S. Louis sur le Comté de Thoulouze, & sur plusieurs Seigneuries du Languedoc, en eschange de la Catalogne, par le contract de l'an 1258. page 81. Droits du Roy sur le Royaume de Navarre. page 89. Droits du Roy Iean IV. esteu Roy de Portugal, sur cette Couronne. page 91. Abregé des Droits de la France sur l'Estat de Milan. p.96. Abregé des Droits de la France sur l'Estat de Naples. p. 98. Moyens de nullitel contre les Traitel de Madrid, Cambray, & Crefpy. page 103: Anciens Droits de la France sur la Sicile. page 105. entre les pages 114. & 115. Genealogie.

Abregé des Droits de la Couronne de la France sur les

ã iy

TABLE	
Estats du Duc de Savoye.	page 11
Que le Duc de Savoye a pu aliener Pignerol	; que l'ali
nation est bonne ; que le consentement de l'E	mpereur n
estost point requis, cette Placene dépendant po	int del En
pire.	page 12.
Rassons pour lesquelles Monsieur de Savoye	ne peut pri
tendre, que le Traité de l'eschange de Pigne	rol foit nu
parce que le Roy n'est pas entré en guerre av	ec la Repu
blique de Genes, ainsi que ledis sieur Duc l'.	avoit desir
to page 133, makes the Colored S. A. manage &	HR 1998
Article du Traité de Cambresis, touchant les e	lifferends a
la Couronne de France, & des Ducs de Sav	ore. P.12
Droits du Roy fur le Comté de Flandres	page 139
Droits de la France sur le Comté d'Artois.	page 14
Droits du Roy sur Hesdin.	page 14
Droits du Roy sur le Comté de S. Paul.	D290146
Droits du Roy sur la Chastellenie de Beaurains	. page 149
Droits du Roy sur la Chastellenie de Beaurains Droits du Roy sur Cambray.	page 15
Lifte, Donay, & Orches.  Lifte, Dunkerque, Gravelines, Bourbourg.  Drotts du Roy for le Duché de Bourgogne.  Raisons de l'épagne, sur lesquelles elle sonde su fout le Duché de Royane.	pages
Lifte , Dunkerque , Gravelines , Bourbourg.	pageise
Droits du Roy sur le Duché de Bourgogne.	page 17
Raisons de l'Espagne, sur lesquelles elle fonde su	pretention
. sur le Duché de Bourgogne.	page 160
Du Comté de Masconnois.	page 164
Droits du Roy sur le Comté de Bourgogne.	page 166
Du Comte de Charolous.	Dage 171
Instification du procedé de l'Electeur de Tréves	: # quell
est la liberté des Electeurs de l'Empire, & a	utres Prin
ces d'Allemagne, de faire des Traitez, & All	iances ave
tous les Princes de la Chrestienté.	Dage 176
Deduction des raisons du Roy sur tout ce qu	is selt nall
. entre my & te Duc Charles de Lorraine.	page 186
Du Droit de Souveraineté & furisdiction,	qui appar
tient à l'Empereur sur le Duché de Lorraine	en certain.
cas.	page 203
Drosts annexel au Duché de Lorraine, que les	Ducs tien-

nens a foy & hommage de l'Empereur. page 204 Droits Royaux desquels les Ducs de Lorraine jouissent dans leur Duche, dont ils ne font la foy & hommage page 205. à l'Empereur.

Dénombrement des Seigneuries tenues en Fiefs, ou arriere - Fiefs , & fous la Souveraineté , & Iurisdiction de l'Empire, qui ne sont d'ancienneté des appartenances du Duché de Lorraine, ains ont esté acquises par les Ducs, soit par succession & donation, ou par contracts d'achapt, d'eschange, ou autrement. page 206. Qu'one juste guerre est on moyen legitime d'acquerir.

Que la Lorraine ne doit estre restituée nonobstant la dépendance de l'Empire. Stenay, Sathenay, ou Astenay, Septiniacum. page 213. page 215. Moyenvic.

Droits du Roy sur les Villes, & Evefchel de Mets, Toul, & Verdun, leurs appartenances, & dépendances, avec quelques considerations pour maintenir l'establissement du Parlement de Mets. page 217.

On propose qu'on François, qui s'estoit retiré en Italie avec cette resolution de ne retourner plus en France, soit decedé en ce pais estranger laissant des enfans neZ. en France , où ils font leur demeure, & des petits enfans descendus de son fils aisné marié en Italie avec vne femme estrangere. Sur ce faiet, on forme la question en laquelle on demande, si en consequence de la loy & Aubaine, le Roy est bien fondé à pretendre une partie de la succession des biens , qui sont scituez, en son Royaume, & dont ce François est mort possesseur ; ou au contraire, si les enfans qui sont net, & demeurans en France luy doivent estre preferez en cette succession. page 223.





## DV RANG DES AMBASSADEVRS du Roy aux Traittez de Paix.



E s grands merites des Rois de France, tant envers Flegliúc Chreflienne en general, qu'envers celle de Rome en particulier, l'antiquité, & la grandeur de la Monarchie Françoife, leur ont acquis, outre beaucoup d'autres grandes prerogatives, la préfeance pardeflus rous les Rois Chreftiens.

Il n'y a point de memoire, qu'avant les defordres de ce dernier fiecle, & la confusion que l'ambition a mise entre les choses les plus saintes & plus asseurées, cette préseance ait esté revoquée en doute.

Les preuves de cette prerogative, non jamais debatuë à nos Rois, sont anciennes, non contestées, & en sit grand nombre, qu'il est superilu de le déduire particulierement.

En vn mot les Rois d'Espagne ont deferé fans aucune contestation ce premier rang à nos Rois Philippes III. en l'année 1259. Philippes le Bel en l'année 1250. Charles VI. l'an 1416. Charles VIII. l'an 1434. à Louïs XI. l'an 1465. Charles VIII. l'an 1495. & à Louïs XII. l'an 1514.

Depuis ce temps, les Rois d'Espagne enslez par quelques bons succez en leurs affaires, ont tenté de traverser cette ancienne & non interrompue possession,

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

mais avec peu de fuces. Car à Venife en l'année 1918, au Concile de Trente en l'année 1962, à Rome en l'année 1964, & en Pologne l'an 1973, nos Rois Henry II. Charles IX. & Henry III. furent maintenus en leur rang, & le Roy d'Elipagne Philippes II, qui le vouloir entreprendre fut debouré par des jugemens fi folennels, qu'il n'y peur refler autune difficulté.

Voicy le particulier, de ce qui se passa à la Confe-

rence tenue à Vervins en l'année 1598.

Alexandre de Medicis Legat à Latere du Pape Clement VIII. fut affis au haut, & en vne chaire qui efloit élevée fur vne marche d'vn pied, & fous vn dais au deffus.

Et à la main droite François de Gonzague Evesque

de Mantouë Nonce du Pape.

Au dessous duquel furent assis de suitte les sieurs Richardot, de Taxis, & de Verreiken, Deputez de Philippes II. Roy d'Espagne.

Et de l'autre costé vis à vis du Nonce le sieur de Bellievre premier Deputé du Roy Henry le Grand,

Et de suite le sieur de Sillery, second Deputé dudit Roy Henry, vis à vis dudit Richardot premier Deputé d'Espagne.

Et le General des Cordeliers au bout regardant le Legat en face, & les Deputez en porfil, ayant auprés de luy en mesme rang le Marquis de Lulins Ambassadeur du Duc de Sayoye.

Tellement que le seur de Bellievre eut la préseance fur le sieur Richardot, puisqu'il seoir le plus proche du Legat & au premier lieu à main gauche, qui est plus honorable que n'est le second à main droite, ainsi qu'il s'observe non seulement en France, mais en Espagne, Italie, Allemagne, & en Angleterre.

Et ne sert de rien, de vouloir dire, que ledit Richardot auroit esté nommé pour Deputé à la Conference, par l'Archiduc Albert Gouverneur des Païs-Bas,

#### POVE LES NEGOCIATIONS DE PAIX

felon le pouvoir qu'il en avoit, & non immediatement par le Roy Philippes. Car il n'ogifioir point en cette Conference pour les interefls de l'Archidoc Albert, du nom duquel il fe couvroit, ains avec fes Collegues, et cette felorie feulement pour & au nom du Roy Philippes, & comme tel il fur qualifié fans contredit, avec fes Collegues, par les fieurs de Bellievre, & de Sillery: De forte que ce fur vn expedient qui fur trouvé, à ce qu'il parult moins que le fieur Richardot cedoit au fieur de Bellievre, qui en efferconferva l'ancienne poficifion de preceder, qui appartenoit au Roy Henry le Grand, yeu qu'il demeura au rang & feance que defi-foit aveir ledit Richardot nour le Roy Philippes.

Tout ainsi qu'en l'an 1563, au Concile de Trente les fieurs de Lanslae, du Ferrier, & de Pybrac, Ambassadeurs du Roy Charles I X. furent assis au rang des Ambassiladeurs, les premiers aprec l'Ambassadeur dudit Roy Philippes, qui avoit poursuivi d'avoir le messen les place, en sur refuse, n'ayant avoir le messen les place, en sur refuse, n'ayant avoir le messen di apprec Secretaire du Concile hors le rang des Ambassadeurs, selon qu'il sit qu'orig par les Legats du Concile selon qu'il sit qu'orig par les Legats du Concile

#### FORME DE LASEANCE des Deputez, de France & d'Espagne, à Vervins l'an 1598.

#### LE LEGAT A LATERE.

1. Le Nonce du Pape.

 Le sieur de Bellievre premier Deputé du Roy Henry le Grand.

2. Le President Richarde premier Deputé de Phili pes 11. Roy d'Espagne ry le Grand.

2. Le sieur de Sillery second Deputé dudit Roy
Henry

3. Le S' Taxis second Deputé dudit Roy Philippes. 4. Le sieur de Verreiken troisséme Deputé du mesme Roy Philippes.

Le General des Le Marquis de Lulins D Cordeliers. Le Marquis de Lulins D puté du Duc de Savoy

La Lettre des sieurs de Bellievre, & de Sillery au Roy Henry le Grand, du 11. Fevrier 1598.

NOVS arrivámes Mardy dernier 7. de ce mois en cette ville de Vervins avec Monsteur le Legas. Le lendemain les sieurs Presidens Richardos, & Commandeur Taxis, avec le Pere General.

Le jour fuivant estant assemble7 chez. Monsteur le Legat, le lieu le plus honorable pour la scance, apres Monfeur le Nonce, qui se trouva en cette Compagne, nous sut accorde, le Pere General s'y trouva aussi.

La Relation de la Conference pour la Paix a Vervins l'an 1598, par le Secretaire du Legat a Latere.

I parirono quelti, el fubito vennero i Frances. Quali disfero esfere pronti a sare tutto quello, che sua signoria illustrissima ordinasse, havve precetto dal Ré loro di congregarsi, quando egli volosse, Et che tutto si sacesse con l'authorita del Papa, per mar, co loro.

Ricordano la precedença, che al Legato non fu cesa movosa, havendone fino a Pariggi ragionato col generale to poi in San-Quintino & tutti due rellavamo col anmo fispeso, to freamo rimesti al beneficio del tempo, Pensandi in ianto aqualche paritto, del quale il Legato no era scarfo esendo futo ianti anni Ambascatarore.

Ma il parlare rifoluto, che fece Monfignore di Bellievre, turbo affai l'animo del Legato. Havendo detto che non voleva mel 20 alla fua Preceden (a come fi era fatto al ConPOUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX.

cilio di Trenio, che all'hora il Cardinale di Lorena haveva assassinato i Francesi che altrimente li partirebbero, ne ci vo-

lere effo mettere la testa.

Ricordo al Legato la Dichiaratione fatta a Roma da Plo quarto in favore del possesso fa Francia nel precedere est aggiunsse essere obligato a difendere quello, che haveva sutto il Papa.

Il Legato diede buone parole, & desse che non intendeva far perdere loro cosà alcuna , che sorse si accommodarebbero gli altri a cedere , come Deputati del Ré Cattolico ,

& non del Cardinale d'Austria.

Il Legato replico, che feil Cardinale era Procuratore del Cattolico, poteva ancora deputare altri. Et che questi non trattarebbero per il Ré Cattolico, ma come huomini subdelegati dal Cardinale.

Si mitigo al quanto Bellievre, & disse che bisogna veder

le scritture, & participi con Siller

Si riftrinfe il Legato col Generale, & tratto fopra questa difficulta, laquale li pareva, come era di molta importanza, li disse il Cardinale che i Fiamenghi non cederebbero

mai affoliutamente. Et stando cost se

Et fiando coji jajetji, jawcenne toro da proporre con parzio in queflo modo, che i Ucycovo di Mantina, com Nuntio di noftro Signore, intervenifi nelle congregationi, che fidorevanio fare, coi fedinodi il Legato in tella, efio Nuntio fedife alla mano dritte, dabonda dalla finifira, a rincontro di effo, i prim Francefi, fotto a Mantina immediate i Fiannegio tio fono tre, perche Laudinza-neo i numerato nella ficolta. Dapiedi a rincontro al Legato fedelle il Generale.

Il quale per commissione del Legato propose il partito alle parti, & senza alcuna oppositione su accettato, sacendo

ambidue i loro conti.

Et il giorno feguenté , che fu à 9, di Feb. dal Legato adunata la prima congregatione, non fi parlo feerano i Deputati di Spagna, o del Cattolico , o del Cardinale d'Aufiria. Ai

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

E ben wen che i Frances, nel nominargli , li chiamarono Ambosciatori del Ré Catolico , è furono i primi a parlare i Frances, è vollero che il Legato nel primo congresso, di cessi deve dovewano sidere, il che sustato, non sonza haven prima constrito con le parti , procedendos dal Legato con molta caustela. Marthieu en l'Histoire du regne du Roy Henry IV. depuis l'an 1598, jusques à 1604, livre premiter page al. 421.

Mais certe préseance ne fut jamais soustenue plus genereusement, que par ceux mesme qui l'emporterent

en cette Conference de Vervins.

Enfin apres pluficurs remonftrances & proteflations des Deputez du Roy d'Espagne, ceux du Roy eurent le choix de prendre relle place qu'ils voudroient apres le Legat & le Nonce.

La chaire du Legat estoit élevée sur vne marche d'un

pied & fous vn dais au dessus.

L'Evesque de Manrouë prend la premiere chaire au

devant du Legar, & devers la main droite. Les Deputez du Roy prennent les deux chaires de l'autre costé, de sorte que le premier estoit vis à vis du Nonce, & le second vis à vis up remier Deputé d'Erfaganç qui estoit joignant le Nonce en la seconde chai-

re, Taxis prit la troisséme, Verreiken la quatriéme, Le General des Cordeliers regardoit le Legat en sa-

ce, & les Deputez en porfil.

Quand le Marquis de Lulins estoit mandé en la Conference, il se mettoit aupres de luy en mesme rang.

L'avantage que les Deputez du Roy emporterent pour leur seance leur demeura par tout le Traitté.

#### 格等的特殊的特殊的特殊的特殊的特殊的

QVE LES LEGATS A LATERE \*\*D'Nonces du Pape, ne doivent faire difficulté de s'entremettre de la Paix qui est à traitter entre les Princes Catholiques, Calvinistes & Lutheriens.



Es Ministres du Pape font difficulté de se trouver en Conference avec les Deputez & Ambassadeurs des Princes Calvinistes & Protestans.

Ils ont l'exemple du Legat du Pape Clement VIII. lequel en l'année 198. lors du Traitré de Vervins, declara qu'il fe retireroit à Reims, fi les Deputez de la Reine d'Angleterre venoient à Vervins, ne pouvant, div-il, demeurer en mesme lieu avec lesdies Anglois.

Le messine Legat ne voulut soussiri, que ceux de Geneve sussens au Traitté de Vervins, & au cas que l'on les y eust voulu comprendre nommément, re-

fusa d'estre depositaire du Traitté.

Neantmoins le mefine Traitré dont ledit Legat fur depofitaire, porte ces moss: De la part du Roy Tres-«Chreltien, font compris les Electeurs Princes Ecclefia-« litques & Seculiers, Villes, Communautez & Ellass du « Saint Empire, & par fipecial Meffieurs les Comne Pa-« larin Electeur, Marquis de Brandebourg, Duc de Wir-« temberg, Langrave de Helle, le Marquis d'Anfipach, le Roy & Royaume d'Efcoffe, les Rois de Pologne, « le Roy & Royaume d'Efcoffe, les Rois de Pologne, « Dannemark & Suede, les treize Cantons des Ligues de « Suiffes, & Seigneurs des trois Ligues Griffes.

Tous ces Princes sont ou Calvinistes ou Lutheriens, except le Roy de Polognes, & l'on ne void pas quelle difference pouvoir eltre entre eux & ceux de Geneve, pour le regard de la Religion & de la dissiduale que 
fic lors ledit Legar: ce qui fari juger, que c'est plussost

vne imagination fans fondement, qu'vne bonne & solide confideration.

Le Pape Alexandre V I. craignant la venue du Roy Charles VIII. en Italie, & ne voulant pas remettre entre les mains dudit Roy Gen Sultan, frere du Grand Seigneur Sultan Bazajet, envoya audit Bajazet vn Nonce, avec vne ample Instruction & des Lettres, ne faisant point de difficulté de traitter avec vn Prince infidele. L'on a copie des instructions, & des lettres du Pape: le Grand Seigneur fit response au Pape, le priant de faire mourir son frere avant qu'il peust tomber entre les mains du Roy de France. Ce qui fut executé.

Il y a vn Traitté fait le 23. Septembre 1576. pour la Paix du Comté de Venisse, en faveur de ceux de la Religion pretenduë Reformée demeurans dans ledit Comté, terre du Pape: ledit Traitté fut fait dans le Palais Apostolique d'Avignon, & signé par George Cardinal d'Armagnac Collegat, & puis par plusieurs Deputez Catholiques, & par neuf autres Deputez de la Religion Calviniste, qui prirent tous qualité dans ledit Traitté de Deputez de la Religion Reformée. Ce sont les mots dudit Traitté: L'on a le Traitté entier.

Le Pape au fait qui se presente aujourd'huy est seulement mediateur. Les Suedois & les Hollandois font part de la negociation, sont interessez avec le Roy, non seulement pour l'interest de la France, mais pour le leur propre. Il semble donc que le Pape se doit accommoder aux vns & aux autres, & travailler suivant les qualitez des personnes qui sont interessées. Quand sa Sainteté s'est entremise de cet accommodement, elle n'a pas ignoré la condition des parties interessées, & la Religion dont ils font profession. Son entremise sera vaine & inutile, si les Ministres ne veulent passer sur cette difficulté, n'estant question que d'vne chose pure temporelle, c'est à dire de la Paix generale. Et sa Sainteté considerée par tous les Princes interessez, non point comme

se font la guerre.

Le Pape Bonifice VIII. en l'année 1197, envoya en France deux Cardinaux, declarer au Roy Philippes le Bel comme il avoir ptrongé la trefve entre ledit Roy & les Rois des Romains & d'Angleterre fes ennemis, & ce fur peine d'excommunication, contre celuy qui y contreviendroit.

Le Roy avant que de vouloir ouir la lecture de ladite ptrorogation, voulut avoir vn ace deces Cardinaux de la proreflation qu'il faifoir, qu'il n'entendoir fe fout, mettre à homme vivant pour chofe concernant le temporel de fon Royaume, que le gouvernement en apparenoir à luy feul, & qu'il ne reconnoilfoit autre Superieur en celt.

Les Cardinaux luy delivrerent cét acte, dont l'on a

Le mefine Roy faifant la Paix avec l'éle à Empereur & le Roy d'Angleterre, compromit en la perfonne du Pape Boniface VIII. & l'acte du compromis porre, Que « le Pape eft nommé arbitre comme perfonne privée, & « eft nommé Benoîth Cajetan de fon nom de famille, non « de celuy de Pape, afin qu'il ne pult rien entreprendre « fur le temporel & l'autorité de ces Rois.

Par cette observation l'on peut dite, que le Pape ne doit eftre consideré au fait de la Paix qui se presente à traitere comme Chef de l'Eglife, qui a vne puissance dont il veut titre de l'avantage au prejudice des Rois Catholiques: Mais comme vn Prince grand & puissant emporel & personne privée, & par consequent qui ne doit faire difficulté de s'entrenettre avec des Princes d'autre creance que de la Catholique s'il veut le bien de la Chrestiens.

MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

## A CARDARD COLOR CONTROL CONTRO

DES CARDINAVX OVI SE SONT TROVVEZ DE LA PART

des Rois aux TraitteZ de Paix & de Confederation.

Trente. Le Cardinal & Amboife.

V Trairté de Paix & de Confederation & Alliance entre Louis XII. Roy de France, & Maximilian I. Roy des Romains à Trente l'an 1501. le 13. d'Octobre, le Cardinal d'Amboise, Legat à Latere en Fran-

ce, intervint audit Traitté pour & au nom dudir Roy Louis. Hac omnia & singula pradicti Serenissimus Romanorum Rex in fide & verbo suo Regio, & Reverendissimus Dominus Cardinalis Rotomagensis vigore Mandati & Procuratorii sufficientis quod à Christianissimo Francorum Rege

habuit, ejusdem nomine promiserunt.

1508.

Au Traitté de Paix entre l'Empereur Maximilian I. & son petit fils Charles Prince d'Espagne d'vne part : Et le Roy Louis XII. d'autre, à Cambray l'an 1508. le 10. Decembre, ledit Cardinal d'Amboise Legat à Latere s'y trouva comme Procureur dudit Roy Louis.

Les Lettres de pouvoir données audit Cardinal. Deputons, Constituons, Establissons nostre Lieutenant

general & Procureur special quant à ce.

Ce qui fut pareillement observé au Traitté de Confederation fait entre les Venitiens, entre le Pape Iules II. l'Empereur Maximilian, le Roy Louis XII. & Ferdinand II. Roy d'Arragon, aussi à Cambray au mesime an & jour.

Cambray Le Cardinal d'Amboife.

1508. Cambray Le Cardinal d'Amboife.

Au Traitté de Confederation entre le Roy François Le Cardinal I. & Henry VIII. Roy d'Angleterre à Amiens l'an arere. 1527. le 18. d'Aoust, Thomas Cardinal d'Yorc fut Ambassadeur & Deputé dudit Roy Henry.

Les Lettres de Commission pour ledit Cardinal.

Ipsum nostrum locum tenentem ac verum & indubitatum Oratorem, Ambaßiatorem, Commissarium, Procuratorem, Deputatum, Nuncium specialem atque generalem facimus , constituimus & ordinamus per prasentes.

Au Traitté de Paix de Henry II. Roy de France avec Elizabeth Reine d'Angleterre; Au Chasteau de Cambress. Cambresis l'an 1559, le 2. Avril; Charles Cardinal de Le Cardinal de Lorraine, fut I'vn des Commis & Deputez de la part Lorraine. dudit Roy Henry.

Chasteau en

Au Traitté de Paix dudit Roy Henry avec Philippes II. Roy d'Espagne au Chastcau en Cambresis l'an 1559. le 3. Avril, le mesme Cardinal de Lorraine sur aussi l'yn des Commis & Deputez de la part dudit Roy

COMME en l'an 1632, au mois d'Avril, le Pape Vr- DES CARbain VIII. à present regnant, ne voulut donner audien- AMBASSADE. ce au Cardinal de Strigonie, envoyé par devers luy de Le Cardinal la part de l'Empereur, luy disant que c'estoit au des- de strigonie. sous de la dignité de Cardinal qu'il fust Ambassadeur d'vn Prince seculier, & que ceux qui avoient fait au-

trement estoient des ignorans. A quoy repliqua ledit Cardinal, qu'il y avoit des exemples sans nombre, des Cardinaux envoyez devers les Papes, de la part des Empereurs, & des Rois, ou qui avoient esté Vice-Rois, Gouverneurs des Provinces, & Conseillers des Empereurs & des Rois, ou Commissaires & Deputez en leurs noms pour la Paix, voire Lieutenans Generaux des Rois en leurs Armées.

Escrit envoyé par le Cardinal de Strigonie à tous les Cardinaux; sur ce que le Pape ne l'auroit pas voulu ouït comme Ambatfaileur de l'Empereur.

EMINENTISSIME & Reverendissime Domine Paterone observansisime, internitive non opsime quin molessim annu mei sonsan Eminentie vostre detegam: unuquam enim mih in montem vosit, vu hie meus ad vrbem adventus, vu standitusti domin nostri Pape, vul Casarea Majestati molessiam aliquam sti creaturus: sed nesico quo meo infortunio, certe non errore, vul studio, contrarum accidis cohementre dolco.

Res ita se habet. Cum Sanctitati sue litteras Casarea Majestatus reddetem: Sanctitas sua dixit, se acceptare & aperire litteras Casaris non posse si in iis Legatus appellor: si quidem infra dignitatem Cardinalitiam sit vt Legatione fungar: sed vti ex meo scripto quod vt summarium Legationis nomen me spectante calamo delevit Sanctitas sua, ego ob hoc nihil aliud dixi , quam antea quoque viitatum fuisse, vt à magnis Principibus Cardinales mitterentur ad Sedem Apostolicam. Cum verò Sanctitas sua subjunxisset ignorantes fuisse qui id fecerunt, ego nihil aliud respondi, quam me non effe missum à sua Cesarea Majestate, vt hac de re disceptarem; sed vt pericula Germania exponerem, & opem Sanctitatis fue implorarem. Horum omnium nihil ego villi mortalium significavi: imò ne aliqui disgustus orirentur, constitutum habui tantisper silentio rem tegere donec relatio Legationis mea facienda foret. Caterum vbi hac ipfa de re passim fermones cui vult Pontifex fieri audivi, imo per Secretarium Consistorialem denunciatum intellexi Emi nentisimis Dominis Cardinalibus, ne me pro Legato Casareo agnoscerent, vehementer fui perplexus. Ex una enim parte singularis mea in Sanctitatem suam veneratio, altum filentium dissimulare suadebat: altera ex parte verebar ne . honori meo (quem vita prapono) jacturam faciam, Cafarisque indignationem incurram, si prepostero silentio rem transigam.

Quocirca ad Eminentiam vestram recurro, camdémque impense rogo, non tantum ut ego tanto dedecore non afficiar ; verum ne Casaris auctoritas circumscribatur. Innumera extant exempla non solum quod Cafares, sed & quod Reges alis, Legatos sive Oratores, sive Ambassiatores (neque enim de nomine hiclaboramus ) ad Sedem Apostolicam Cardinales destinarint : atque etiam nunc de facto in Curia . Romana videtur Regis Catholici Legatus sive Ambassiator Cardinalis. Et neque vel à Casaremitti, vel ad Sanctitatem suam expediri quidquam habet indecorum & dignitate Cardinalitia indignum. Vidimus Cardinales Vice-Reges; vidimus Regum nomine Gubernatores Provinciarum; vidimus Confiliarios; vidimus pacis conficienda Commissarios: Et quod mirabilius est, Cardinales Regum nomine generales belli duces, & quidem contra Principes Catholicos; W in bello de cujus justitia quari posset. Quod si hisce functionibus lesa non putatur dignitas Cardinalitia, cur ladetur si Cardinalium opera vtantur Casar & Reges, vt suo nomine Apostolicam Sedem conveniant, informent to orent?

Confideret quasse Eminentia vostra ée fine Cardinales Nationales ex vasfallis suis à Captie d'Regivius nominari, vo operacorum vit possiti in gravossimité maximis functionibus: Confideret quam delicata res sit magnorum Frincipum ausboritatem circumsferber vostle in it robus, quarum ysum exempla majorum ispite concedunt: Confideret quam importanto tumpore dosse face or manquam mont quassitivosciiettur, efficiatque vt also tempore hac disfeutienda reponantur. Certe varui or quindem dolosse Chinnali interpretatoribus comperatum erit, cur hot tempore, hot cocassones, hoe lis excitetur; de qua pramoniti Principes Christiani antea manquam seturus: cur ab hot executiones cum dedecore Car-

dinalis & Primatis Hungaria inchostur.

Ego quiden jam ad fuam Majestaten hac de re feripsi statim ac publicationem ex aula Santtitatus sue factam intellexi. Quidquid sua Majestas hac in re mihi injunxerit punttualiter exequar. Interimtamen Eminentia vostra con-

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

fideret menihil admissse, ob quod Legatione à Casare misi enminista exau mercar, sed neque constinte me posse aut debere, or authoritas sua Massestatu no orminutatur quod visue es exempla Casareum es Regium roboraturat. Atque ideirero me tantisper pro Casaro Legato vel O tratore, cel estimo omnia idem significare costa probat) gerrer velle, donce a sua Massestate Casaraccontrarium specio ordinatum reque existimo Santituats su attentamento res se sono monta in consultatura su consultatura s

Cardinalis devotus, STRIGONENSIS.

#### 

OMME aux deux Traittez de Cambray en l'an 1508. entre l'Empeteur Maximilian I. & le Roy Louis XI I. Marguerite fille dudit Empereur Duchefie Douairiere de Savoye, ayant pouvoir de son pete d'in-

tervenir audit Traitté, fut nommée, & preferée au Cardinal d'Amboife, Legat à Latere en France, Commis dudit Roy Louis.

De sorte que l'on eut égard à la dignité de ceux qui deputoient, & non à celle des Deputez.

Le premier des Traittez, qui est le Traitté de Paix. In primis quidem astum & conclusum est inter Procuratricem & Procuratorem pranominatos, &c.

Et l'autre Traitté, qui est vne confederation contre les Venitiens.

Margareta Dei gratia Archidux Austria, Dux Burgundia, vidua relicta Sabaudia, &c. hodie cum Reverendissimo in Christo Patre Domino Georgio de Ambasia, Tituli sancti Sixti Sancta Romana Ecclesia Presbytero Cardinali & Archiepiscopo Rothomagensi, & per Franciam ac alia dominia Christianisimo Francia Regi submissa Apostolico de Latere Legato, tanquam locum & vicem gerente negotiorum Procuratore, et inhac parte Procuratorio nomine supra scripti Serenissimi & Christianissimi Principis domini Ludovici Francorum Regis, erc.

Inprimis quod hodie nos cum prefato Reverendissimo Domino Cardinali Rothomagenfi, &c. predictorum facratissimi domini Imperatoris & Christianissimi Francorum

Regis monitibus inivimus, conclusimus, &c.

#### \*\*\*\*\*\*\*\*\* 全學學學學學學學學學學學學學學學學學學學

QVE LES PRINCES CATHOLIQVES peuvent s'allier & faire des Traittel avec des Princes Infideles & Heretiques.

L femble que les Rois Catholiques sont plus obligez que les autres Souverains qui ne sont dans l'Eglise, de regler l'administration de leurs Estats; en sorte que les moyens dont ils se servent pour les main-

tenir, soient conformes en tout à la qualité qu'ils ont de Princes & enfans de l'Eglise, & qu'ils ne blessent en rien les interests de la Religion.

Cette pensée a donné sujet à plusieurs de mettre en doute fi les Princes Catholiques pouvoient legitimement avoir alliance & confederation, avec ceux qui font Infideles & Heretiques: Sur ce fondement, que l'alliance que l'on contracte avec eux fortifie davantage leur domination, & en asseure la puissance, dont ils fe peuvent servir à la russe des Princes Catholiques; en forte que l'on pourroit conclure, que c'est indirectement somenter leur mauvais Religion. Et y adjoustent, si l'Eglis desend la communication avec vn excommunié sà plus forte raison, avec vn Prince, qui est hors de l'Eglise.

Ce sont des maximes que l'Essagne fait proposer, qu'elle ne reconnoist point; Au contraire, elle n'a pas fait difficulté de sourair de l'argent aux Protestans de France, assin que durant l'embrasement des guerres Civiles, elle eust moven d'opprimer les autres Souverains.

Que si les Traittez d'Alliance estoient sous des conditions qui portassen projetion à la Religion, les Princes Catholiques seroient avec rasson blassez de les faire. Mais si au contraire ils n'ont leur sondement, que pour la conservation de leurs Estats; il semble qu'ils ont droit de s'allier avec les Princes Insideles & Heretiques.

L'on sçait que le Pape Sixte V. s'estant esclairei du dessein des Espagnols, qui sous couleur de se rendre Protecteurs de la Religion Carbolique, contre les Heretiques, aspiroient à l'invasion de tous les autres Estats, excita pussament la Couronne de France, à la defense de Estats de Hollande.

On pourroit sur ce saire une déduction de toutes les Histoires sacrées & prosanes de temps en temps: mais il suffira d'en rapporter quelques exemples des plus si-

gnalez.

Le premier d'autant plus singulier & remarquable, qu'il elt mis diversement dans la Sainte Eferiture, est d'Abraham, que S. Paul appelle par honneur, Pere des croyans; & duquel les actions sont telles, qu'estant exemptes de tout balsme, elles doivent estre proposées à imiter à tous. Ce grand Patriarche donc, s'gachant que son neveu Loth avoit esté pris par quesques Rois de Syrie qui luy avoient fair guerre, & ne le voyant

voir

avoir affez de force de foy-mefme, il fit alliance avec Afeol & Aner Princes Idolatres; & avec eux arrefla les conditions de la confederation, fi bien qu'avec routes ces forces vnies, il eut moyen de delivrer fon neveu, & en rapporter vne glorieufe victoire. Voilà vne alliance d'yn Saint Patriarche avec des Princes, non feuiement de diverfe Religion, mais qui plus est Infideles, & Idolatres.

Le second exemple sera de David, Prince selon le cœur de Dieu, & Prophete. Iceluy donc se voyant persecuré par le Roy Saul, avec sa compagnie de six cens hommes de guerre, s'en alla à la solde d'Achis, Roy de Geth, fit alliance avec luy, & receût de luy en don vne ville pour habiter. Or il est certain, qu'il le voulut servir en guerre contre les fideles mesmes; dautant que la guerre s'estant émeuë contre ce Roy Idolâtre, & Saul Roy du peuple de Dieu, David ne voulut faillir de se trouver à cette guerre: Mais Achis ne luy voulut permettre, à cause que luy, & les siens entrerent en quelque difficulté de la foy de David , dont David se plaignit grandement, comme luy estant fait tort en son honneur de se deffier ainsi de luy; ce qui monstre clairement qu'il estoit preparé & resolu à combatre pour les Infideles, contre ceux qui professoient la vraye Religion. Qui considerera bien la personne de David, si grand Roy, si grand Prophete, & si grand Saint, il verra manifestement, qu'il estoit loisible, & est encore aux autres Princes, de faire le mesme, puisqu'il se void vn si illustre exemple de l'Escriture Sainte, d'vn Capitaine avec ses gens, qui veut faire service à vn Roy Înfidele, contre ceux de sa propre Religion.

Il est aussi certain que le mesme David estant parvenu à la Couronne, sit alliance avec Naas, Roy des Ammonites, & Hiron Roy de Vir, & ne peut-on dire que la necessité l'y contraignit, pource que cela se sit au temps qu'il possedoit pacisiquement le Royaume

d'Ifraë

Et Salomon fon fils & fucceffeur, contrada allianca vec le Roy d'Egypte, époufair van feinen fille, & Afa Roy de luda, de qui l'Eferiture témoigne qu'il avoir vn cœur droit & parfait enver: Dieu; Comme David appella à fon fecours Bernadad Roy de Damas, contre Bafa Roy d'Ilrad, qui elhoit s'allier & contecte er avec vn Roy Infidele, contre vn de mefine Reli-

gion que foy.

Depùis és temps approchans la venué du Fils de Dieu, nous avons les exemples des Maghabées, qui entretent en ligue deffensive avec les Romains, & l'on voir les conventions effablies entre eux; Que à quiconque d'eux on feroit la guerre, ils fe Coureroient nutuellement l'un l'autre de vivres, armes, vaiifeaux, argent & Soldats, autant que leurs forces, & la condition de l'Estat du temps le permetroient. Les messes Machabées firent entore ligue avec la Republique de Sparte qui commanda en la Morée, & la renouvelerent plusseurs un la Morée, & la renouvelerent plusseurs de la renouvelerent de la renouvelerent plusseurs de la renouvel

fois, la confirmant de temps en temps.

Par ces exemples on voit, comme il est permis aux Princes Fideles, de s'allier, aider, & recevoir secours des Princes Infideles, & pour fa propre defense; & l'exemple du plus au moins peut servir pour le fait present. Car bien que les Estats de Hollande ne soienr sous l'obeissance de l'Eglise Romaine, ils ne sont toutesois Idolâtres, ni Infideles. Et la Maxime que les Missionnaires vont semant par tout, que les Heretiques sont pires que les Idolâtres, est plus accommodée à l'interest temporel, qu'elle n'est conforme aux saintes Escritures, & à la doctrine des anciens Peres. Et est chose horrible à penser seulement, de vouloir faire croire que celuy qui appelle NOSTRE SEIGNEVR IESVS CHRIST, leducteur & faux Prophete, foit plus tolerable & moins abominable, que celuy qui l'invoque comme DIEV, est baptizé en son saint Nom, & confesse que c'est le seul nom sous le Ciel, auquel, & par lequel les homfemble. Du temps de l'Empire Romain, & que les Empereurs faisoient profession de la Foy Catholique, & Orthodoxe. Les Histoires sont pleines d'exemples, des Princes les plus grands & les plus pieux, qui ont eu alliance & amitié avec les autres Princes, tant Infideles que Heretiques: Entre autres l'on sçait que le Grand Constantin, qui a si bien merité de la Foy Chrestienne, & Catholique, fit pour la defense de l'Empire, accord, & alliance avec les Tartares, & Vandales, (avec l'Heretique, il ne pouvoit, car lors il ne s'en trouvoit point encore qui eussent seigneuries) & leur donna lieux pour habiter dans les Provinces de l'Empire. Or en ce temps-là, l'Eglise estoit merveilleusement feconde, & florissante en hommes de sainte vie, & tres-zelez à la pureté de la Religion, & cependant il ne se trouve point que jamais aucun d'eux ait repris cela, ou enseigné qu'il ne fust pas permis de faire telles alliances, & confederations; ce qui témoigne par vne raison invincible, que toute la sainte Eglise Catholique l'a ainsi approuvé.

Depuis, Valentinian ayant esté éleû Empereur, il ne fut pas seulement Catholique, mais tres-grand Zelateur de l'Eglise, & de ses Prelats. En mesme temps estoit Empereur en Orient, son frere Valens Heretique Arrien, qui perfecutoir à outrance les Catholiques: Et neantmoins entre ces deux Empereurs, l'vn Catholique, & l'autre Heretique, il ne laissa pas d'y avoir bonne paix, confidence, & vnion pour la dessense commune de l'Em-

pire contre les ennemis d'iceluy.

Enfuire Theodofe, Arcadius, Honorius, & Valentinian Empereurs, firent plufieurs accords, & conventions a vec les Gots, Alans, Gepides, Vandales, & François dont les vns estoient Idolâtres, les autres Heretiques Et pourtant ne se trouva jamais personne qui l'osast reprendre, comme chose mauvaise, & illicite. Ce mesme temps toutefois porta ces grandes lumieres de l'Eglise, qui par leur zele ardent de verité, ne craignoient point de mettre en face des Empereurs & Imperatrices, leurs pechez avec severe reprimande. Tels furent les Ambroise, Hierosme, Augustin, Chrysostome, Leon, & autres Saints Prelats, desquels nous avons encore les œuvres, aufquelles il ne se lit point, qu'ils ayent trouvé à redire en ces alliances, & confederations. Et faut advouer necessairement, qu'estans si zelez en toutes autres choses, à reprendre librement les fautes des Empereurs, leur filence en cette-cy monstre vne commune approbation de toute l'Eglise Catholique.

Apres la mort des Empereurs , s'efhablie in Italia Royaume des Gots, qui à duir áflez long-temps. Ces peuples effoient Chreftiens, mais entachez de l'herefie d'Artius, qui a dél-la pire de routes celles qui ont troublé l'Egilé, daurant que comme nous avons déja dit, ils combatroitent la perfonne de I E 5 v S CHR 15 T, mefine en niant la Divinité, qui elf faper tout le fondement de la Religion Chreftienne l'Et neammoins quelques pervers, & dangereux qu'ayent effécs Heretiques, les Empereurs de Conflantinople, qui effoient Carholiques, non laiffée de mœurer en paix, & alliance avec eux durant qu'ils ont regné en lealie. Et les Paes mefines leur effoient fuilyes, & elur rendoient rou-

te obeissance; & se trouve qu'ils envoyerent quelquesvns d'eux en Ambassade pour affaires d'Estat. Si bien qu'on ne voit point qu'aucun de ce temps-là ait blafmé les Princes Catholiques, de tenir alliance, & confederation avec ces Rois infectez d'herefie. Ce ne seroit jamais fait qui voudroit rapporter tous les exemples qui se trouvent en cette matiere.

Depuis mesine que l'on a commencé à joindre la puisfance temporelle en Italie, à la dignité spirituelle, qui est le remps auquel ont esté faites toutes les constitutions comptifes dans les Decretales, Sexte, Clementine, & Extravagantes,n'y ayant matiere, ni question sur laquelle la Cour de Rome n'ait estendu son authorité, & ses decrets: On ne laisse pas toutefois d'y trouver nombre d'exemples de semblables alliances, & confederations, que l'on peut voir dans les Historiens du temps.

Georges de Progrebracq a esté Roy de Boheme & Heretique Hussite, & pour tel persecuté par le Pape Pie II. L'exemple en est notable: Car il semble que dez ce temps-là 1463. il estoit question de la Religion, comme aujourd'huy. Et toutefois l'Empereur Frideric III. se trouvant estroitement assiegé dans Vienne, l'appella à fon fecours, & fit alliance, & convention avec luy de mutuel secours. Ce qui fut approuvé par le mesme Pape, lequel cessa pour ce de le poursuivre par censures.

Et Iules I I. estant en l'an 1510, dans Boulogne en grand danger de l'armée Françoise, qui en estoit proche; le Capitaine Chiapin Vitelli vint à son secours, entra dans la ville avec sa troupe de six cens chevaux legers, & vne compagnie de Turcs, ausquels il confia sa personne.

En l'an 1558. Paul IV. prit à sa solde plusieuts Grisons Protestans, & disoit tout haut qu'il estoit licite de se servir de toutes sortes de personnes. Il se trouve aussi vne response authentique, qu'il fit en l'an 1557. à ceux qui le reprenoient, leur disant, qu'il estoit non seulement loisible, mais mesme louable d'appeller à son se-

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

cours les Turcs, les Mores, & les Iuifs : aussi est-il bien certain qu'il envoya encore apres traitter avec les Turcs.

### 2 At MOTENS OVE TIENNENT LES Espagnols pour parvenir à la Monarchie de l'Europe.



NCORE que les desseins de la Monarchie vniverselle que meditent les Espagnols depuis cent ans en çà, soient asfez connus, & trop sensibles par leurs pratiques & conquestes. Si est-ce que pour en mieux juger, il semble estre à propos d'en representer les commencemens, & progrez, & les moyens qu'ils

tiennent pour y parvenir.

L'on sçait que l'Empereur Charles V. est celuy qui a jetté les premiers fondemens pour la conjonction de la Couronne Imperiale avec celle de Castille, qui en donna les instructions, qui se voyent encore és mains des curieux, au Roy Philippes son fils qu'il suivit en partie, y adjoustant ce qu'il jugea necessaire selon les occurrences.

Premierement, s'estant servi accortement de ceux qui avoient part aux Conseils de conscience, & d'Estat du Roy Dom Sebastien de Portugal, pour le pousser à la guerre d'Afrique, qu'il entreprit peu considerément, & où il perdit la bataille, & la vie, ainsi quel'on a creû, ce qui fit l'ouverture de la reunion de Portugal aux Couronnes d'Espagne, & ensuite de tout ce qui estoit des conquestes des Portugais és Indes Orientales, dont est ensuivi que l'Espagne n'ayant plus en soy de puissance qui les peust occuper en guerre, & servir à faire diversion de les forces; Et s'estant aussi par mesme moyen osté les sujets de nourrir l'emulation ambitieuse qu'avoient

#### POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 2;

les Caltillans & les Portugais, par les defeouvertures & conquelles du nouveau monde, au lieu qu'ils entroiens flowent en diféordes. Et judques - là qu'il faltu que le Pape s'en rendit arbitre, & fit le ur feparation par le meridien qu'il leut donna pour borne: Elle s'eft fervie conjointement de leurs conqueltes, richeffes, & forces pour travailler par guerre, & divisions intestines tous les Estas de l'Europe.

En quoy la Fortune ayant favorifé (es Rois, ils ont trouvé, outre leurs Subjets naturels, des Eltrangers, qui se sont rendus partifans de leur grandeur, dont aucuns qui efloient Chefs d'armée, l'One par armes avancée; d'autres, comme les hommes seavans, & gens de confeience, paresfertis, & consfeils, y ont contribué leurzele,

& leurs estudes.

De là font venuës les genealogies falsifiées, pour leur donner des titres specieux d'envahir des Estats, & entre autres la France. De là les interpretations subtiles de quelques passages des Propheties de la Bible, qu'ils expliquent en ce sens, & les horoscopes, & observations celestes, pour monstrer que la Monarchie du monde ayant fait son cours d'Orient en Occident, & passé par les mains des Affyriens, Medes, Perses, Grecs & Romains, doit enfin tomber en celles des Espagnols, pour attirer par la Sainte Escriture les Theologiens, & autres personnes de pieté & devotion, & par les horoscopes estonner les esprits credules, & curieux, pour les dispofer suivant les occurrences de servir à leurs fins. L'on sçait outre ces choses les desseins d'Estat & de conscience qui ont esté composez, pour monstrer qu'il seroit aussi expedient que la Monarchie de l'Europe fust és mains d'vn seul pour le bien de la Religion, & de l'Estat, afin d'exterminer les Heretiques, & de ruïner l'Empire du Turc, dont mefines quelques Ecclesiastiques se sont fait chefs, & mediateurs de certe doctrine, qu'ils soustiennent, & advancent par des expediens yn peu estranges.

C'elt ce qui fervir de pretexte contre le feu Roy pour entretenir les guerres civiles en fon Eltat, & de luyer aux difcours qui font dans le Threfor Politique, pour monfter au Roy Philippes II. que pour y parvenir di fotoi necefiaire de conquerir premieremen la France. D'autres ont dit qu'il devoit commencer par l'Angletere, comme il en fu l'entreprife, parce, difoient-ils, que cela eltant il fe rendroit mailtre de la Mer, qu'il fetoir les chofes plus faciles: Et il y en a cu qui ont palfé jufques à luy confeller d'envahil l'Italie pour la commodité de fon affierte, alleguant fur ce fujer l'exemple des Romains, qui apres l'avoir conquilé s'affujerient facilement l'Europe, l'Afrique & l'Afie; qu'ainfi apres cela tout luy feroit bien plus aifé, pource qu'il pourtui disporte de spuifances temportles, & tiprituelles.

Mais outre toutes, ess choles, ce qui peut faire voir qu'il y a vu deffien formel & continu, et l, qu'encore que le Roy d'Efpagne foir en âge, qui le rende plus adonné aux plaitis qu'aux foims des affaires, & que de Comte d'Olivares qui en a la direction foir auffi d'âge, & d'experience mediores, que les plus vieux, & csperiennetez Minittres d'État olient morts ji d'i-ce que par les confeils, & entreprifes qu'il execute vhaque jour, Eon peut inferer, qu'il agir par vu ordre reglé, & par

vnc fuite d'instructions.



VSVRPA-



# VSVRPATIONS FAITES

PAR LES ESPAGNOLS EN ITALIE,

Sur les Seigneurs particuliers des Seigneuries & Fiefs mouvans de l'Empire.

I. DV DVCHE' DE MILAN SVR L'EMPIRE, MILAN. par l'Empereur Charles V. & Philippes II. Roy d'Espagne.

RANÇOIS SFORCE Duc de Milan estant decedé l'an 1535. sans laisser de soy aucuns comme s'Emdescendans : L'Empereur Charles V. Roy pereur Charles d'Espagne, se saisit aussi-tost du Duché, Duché de Mi-& en prit possession comme Empereur & har. Souverain Seigneur d'iceluy; Et aussi que ledit Francois Sforce l'avoir par son Testament institué son heri-

tier & successeur audit Duché. Il entretint neantmoins tousjours d'esperance le Roy François I. d'en investir I'vn de ses fils.

Et depuis en l'an 1546. il en investit son fils Philippes II. du nom Roy d'Espagne, auquel il le donna sous investime de pretexte que la defense & conservation dudit Duché Duché de Milan avoir beaucoup cousté en argent & en hommes aux à Philippei 11. Royaumes de Castille & d'Arragon : Et que pour le re-par son Pere pos d'Italie & de toute la Chrestiente, il faloit qu'il de-l'Empereur meurast entre les mains d'vn Prince qui fust assez puif- Charles V. fant pour s'y maintenir; Comme il est porté par son testament fait à Bruxelles l'an 1554.

Ce qui luy fut d'autant plus facile d'executer, que l'Allemagne estoit lors en troubles, & l'avoit comme

subjuguée. Et le Roy François I. estoit en guerre avec

Henry VIII. Roy d'Angleterre.

Il receut à cét effet de Philippes le ferment de fidelité, tel qu'il luy effoit deu, & aux Empereurs les fucceffeurs pour ration dudit Duché, en le refervant toutefois le gouvernement & l'administration d'iceluy: Qu'il ceda ensin audit Philippes avec le Royaume de Naples en faveut de son mariage avec Marie Reine d'Angletettre; En telle maniere que dellors il en prit le titre, & en jouit comme proprietaire sa vie durant.

1594. V nson du Duché de Milan aux Royanmes de Cafille & d'Arragon.

Ét le mesme Philippes par son restament sait à Madrid l'an 1994, institua son fils le Roy Philippes III, son heritier audit Duché, tour ainsi qu'en ces autres Terres & Seigneuries; ordonnant qu'à perperuité il séroir vai aux Royaumes de Castille & d'Artagon, & autres sie Estats, sans en pouvoir jamais estre aliené, ni divisé en rout, ou en partie.

1519.
Investiture du
Duché de Milan
par l'Empereur
Charles V. contre (a parole
defleurs de
l'Empire.

O'r ladite invefititure de l'Empereur Charles V. fur faire courte fafoy & parole donnée par écrit enl'an 1932, aux Electeurs apres fon élection, fous le nom de capier utlation Imperiale, par laquelle il leur promit, & fir le ferment enfuite à fon Couronnement, de ne point conférer à qui quece fuil les Duchez, & autres Seigneuries de l'Empire qui feroient veacns, fult par forfaiture ou faute d'hoirs, ains de les réunit au Domaine dudit Empire, ainfi qu'il le declara à Rome en prefence du Pape en l'an 1936. Joss que pour s'excufer d'invettir dudit Duché Charles Duc d'Orleans (1'va des fils du Roy François I.) il remonîtra qu'il ne le pouvoit démembrer du Domaine de l'Empire.

# \*\*\*\*\*\*\*\*

II. DE L'VSVRPATION DE LA Seigneurie de Siene, par l'Empereur Charles V. & Philippes II. Roy & Espagne.



'AN 1554. l'Empereur Charles V. ayant dessein de se rendre Maistre & Seigneur absolu de la seigneurie de Siene, comme mojenis Em luy estant vne acquisition tres - avanta- reur Cherles V. geuse pour la conservation de ses autres fire de la fii-Estats d'Italie, & pour tenir en bride & à sa devotion gneurie de Sie-

Per owl

les Papes. Il declara la Ville décheuë de tous ses droits & privileges, & la Seigneurie acquise & confisquée à l'Empire comme à luy rebelle, & s'estant rangée du parti de France.

Et mit en avant pour colorer cette confiscation, qu'il y avoit vn titre de l'Empereur Charles IV. qui portoit, que ladite ville avoit obtenu le gouvernement & seigneurie d'elle-mesme & de tout ce qui en dépendoit, à la charge & condition qu'en se monstrant contraire à l'Empire ou aux Empereurs, elle seroit décheuë de tous ses droits, & deviendroit subjete à l'Empereur comme

auparavant. D'où il prit occasion d'en investir son fils Philippes, la seigneure de lors Roy d'Angleterre, depuis Roy d'Espagne Philippes siene a Ph II. avec pouvoir d'en sous-infeoder vn autre. Ce qu'il 1911.29 fefit fi secretement, que tres-peu de personnes en eurent perel Empereur

Investiture de

L'an 1555. la Ville & l'Estat de Siene persuadez ou plustost contraints & forcez à ce faire, se sousmirent, comme si c'eust esté d'eux-mesmes, & de leur libre volonté, du tout à la seigneurie & souveraineté dudit Empereur, & de son fils Philippes qu'il en investit de nou-

veau en meilleure & plus ample forme qu'auparavant,

conformément à ladite foumission.

Et l'an 1557. ledit Philippes II. investit Cosine I. Duc de Florence, depuis grand Duc de Toscane & ses descendans masles legitimes Ducs de Florence, de la Ville, Siene à Cosme 7. Duc de Flo- Estat & Seigneurie de Siene, & de Porto Ferrato: Ainsi resu par Pli- qu'il en avoit esté investi par ledit Empereur son pere-En se reservant les places maritimes de Porto d'Er-

Conditions four le quelles Cofme I. fus invefti de Siene par Philippes II. Roy d'Effigne.

cole, Telamone, Monteargentaro, & Orbetello, Cofme luy en fit la foy & hommage lige, comme à Roy d'Espagne. Et en furent les lettres de reprise expediées de la seigneurie à Bruxelles l'an 1558. & s'obligea pour luy, & les Ducs ses successeurs, d'assister le Roy d'Espagne à leurs frais & despens de quatre censchevaux, & quatre mil hommes de pied pour la deffense du Royaume de Naples, & du Duché de Milan, au cas qu'aucuns Princes & Potentats d'Italie ou de dehors, veulent attaquer ces deux

Il fut outre cela convenu qu'à faute d'hoirs masses. ladite seigneurie de Siene reviendra au Roy d'Espagne. Qu'il y aura à perpetuité confederation & ligue offensive & deffensive entre les Rois d'Espagne, les Ducs de Florence & de Siene, & auront les vns & les autres, mesines amis & ennemis.

Et de plus, que lesdits Ducs bailleront & presteront à leurs despens leurs galeres au Roy d'Espagne, toutes fois & quantes qu'ils en seront requis de

# 被被告诉的 的复数被告 经营业的 经营业的 经营业的

DE L'USVRPATION DE LA PLOMBIN

Seigneurie de Plombin par l'Empereur Charles V. Philippes II. & Philippes III. Rois d'Espagne.

1603.



vit de Hierosme Salviati Cardinal, pour reur Charles V. persuader à sa sœur, vesve de lacques Ap- mit gernisen pian V. du nom Seigneur de Plombin, & Plembin mere & tutrice de son fils Iacques VI.

'AN 1545. l'Empereur Charles V. se ser- commetemp

Seigneur dudit Plombin, lors en bas âge, de recevoir garnison Espagnole dans la place pour & au nom dudit Empereur; A quoy elle confentit d'autant plus volontiers, que les parens de son mari luy debatoient sa tutelle. Et Diego de Luna eut le gouvernement de la place de la part de l'Empereur.

L'an 1547, le mesine Empereur la bailla en garde à Cosme I. Duc de Florence qui en prit la possession, apres avoir fait promesse audit Empereur de la luy ren- en garde à Cosdre lors qu'il le trouveroit à propos. Et fut permis au- me 1. Due de dit lacques VI. de jouir du revenu de la Seigneurie.

L'an 1557, ledit Cosme estant investi de l'Estat de Siene par Philippes II. Roy d'Espagne, il luy remit la Plambin remise place & le gouvernement entre les mains : & le revenu de la Seigneurie fut laissé comme auparavant audit 11. Rey & Este-

Mais depuis en l'an 1603. le dernier Seigneur de Plombin estant decedé à Genes, non sans soupçon de poison, le Comte de Fuentes Gouverneur de Milan, envoya quatre cens hommes audit Plombin, qui s'al- & an nom de seurerent de la place : Et s'en appropria au nom du Philippes 111. Roy d'Espagne, au prejudice de la sœur du defunct, & de tous ceux de la Maison qui restoient encore en

La place de

La place de entre les mains

1603. Le Comse de Fuentes fe faifis Roy a Efragne.

A quoy il luy fut d'autant plus facile de parvenir, que desia dix ou douze ans auparavant il y avoit quelques mortes-payes Espagnoles qui furent introduites audit Plombin, apres le meurtre d'Alexandre Seigneur de Plombin (pere dudit dernier Seigneur de Plombin) par la vefve qui estoit Espagnole de la Maison de Mendoze, sous pretexte de la seureté des mineurs; mais en effet pour estourdir la recherche du meurtre de son mari, dont Philippes II. Roy d'Espagne la faisoit menacer, ayant desja fait constituer prisonnier son amoureux.

# \*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

1602.

IV. DE L'USURPATION DU MARQUISAT de Final, par Philippes II. & Philippes III. Rois d'Esbagne.

Rebellion de ceux de Final contre leur Sei-

AN 1362. les habitans de Final se rebelle-rent contre Alexandre Marquis de Final leur Seigneur de la Maison de Carretti, & receurent garnison de la Republique de Gennes, qui fut contrainte neantmoins

quelque temps apres de l'en retirer, à cause du commandement qui leur en fut fait de la part de l'Empereur, persuadé à ce faire par Philippes II. Roy d'Espagne.

Comme Philipes II. Roy Chaftean de Final.

L'an 1571. le Duc d'Albuquerque Gouverneur du Duché de Milan, fit assieger & prendre par son neveu Bertrand de la Cueva, la Ville & Chasteau de Final, avec vne armée de douze mil hommes & dix-sept pieces de canon, pour & au nom dudit Roy Philippes.

Il y mit deux cens Espagnols en garnison, & fut laifséle revenu de l'Estat libre au Marquis, avec offre de la part dudit Roy d'Espagne de luy faire recompense en fes autres Royaumes & Seigneuries s'il luy vouloit ceder ses droits audit Marquisat, à quoy il ne voulut entendre.

Cette occupation se fit au mesme temps que le Roy d'Espagne seignoir de lever vne armée en Italie, pour faire la guerre aux Turcs, & sous pretexte que les Francois se vouloient saisir dudir Marquisar, & qu'ils en traittoient avec le Marquis, dont le Duché de Milan, & autres Estats d'Italie tenus par les Espagnols cussenr

L'Empereur Maximilian II. se sentit fort offensé d'yne relle vsurpation, combien qu'il fust beau-frere, & cousingermain du Roy d'Espagne, comme estant le Marquisat renu de luy à foy & hommage, & sous la souve-

raineté de l'Empire.

Tellement que l'an 1573. le Roy Philippes pour le contenter, s'accorda que les Espagnols sortiroient de Fi- Garnison d'Alnal, & qu'au lieu d'eux il y auroit des Allemans en gar-liman au lieu nison sous le commandement de Jean Manrique de Lara, Find. confident du Roy Philippes, qui seroient payez à ses despens, & que le Marquisar se gouverneroit sous le bon plaisir de l'Empereur qui y metrroit vn Gouverneur pour l'administration de l'Estat, & de la Iustice.

Ledit Marquis Alexandre estant decedé, luy succeda Final exclus son frere Scipion Carretti: Mais ledir Roy Philippes ne de ladite Seiluy en voulut laisser la jouissance pour la défiance qu'il guerie, som avoir de luy, de ce que presque toute sa vie il avoit fair feverifiit les

sa demeure en France.

Et luy ayant fait offre par plusieurs fois de l'en re- Philippes 11. compenser, & iceluy n'y ayant voulu entendre non plus Rey d'Espegne que ledit Alexandre, il chargea son fils Philippes III. de retenir le Roy d'Espagne par son testament fait à Madrid l'an 1594. Merquisat de le 7. Mars, au cas que de son vivant il ne peust parvenir Final far le Seigneur prià vn accommodement pour raison dudit Marquisat, de faire informer de ce qu'en Iustice il conviendroit faire en cet affaire, soit par voye de recompense, ou en quelque autre forme qu'il se pourroit, & qu'il le fist, & executait en telle maniere que sa conscience & la sienne en fussent entierement, & avec effet deschargées.

mes en garnison des Espagnols à Final an lien des Allemans qui y estoient.

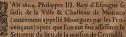
Mais ledit Philippes III. y eut peu d'égard, non plus Philippes 111. Mais ledit Philippes III. y eut peu d'égard, non plus Rep a'Espegne qu'à la restitution du Royaume de Navarre, & de la Iurisdiction temporelle des Eglises d'Espagne venduë par ledit Roy Philippes son pere, qui luy estoit enchargée par le mesme testament. Car en l'an 1602, le Comte de Fuentes Gouverneur de Milan, fit en sorte que la garnison Allemande qui n'estoit que de soixante homines en sortist, à laquelle il fit payer quelques mois de leur solde. Et au lieu desdits Allemans y envoya trois mil hommes pour se saisir de la place, & y laissa en garnison trois cens Espagnols, avec six pieces de canon, en permettant le revenu au Marquis, à qui il bailla garde dans vn sien Chasteau. Et peu apres se saisit de tous les titres & papiers concernans les droits de l'Empereur audit Marquisat, sauf audit Marquis, & à ceux de la Maison de Carretti de poursuivre leurs droits en la Cour de l'Empereur Rudolphe II. ainsi qu'ils adviseroient. Ce qu'il fit (à ce qu'il mit en avant) de peur que les François ne s'en rendissent les Maistres.



V. DE L'VSVRPATION DE LA VILLE & Chasteau de Monaco, par Philippes III.

Roy d'Espagne.

Comme Philipde la Ville & Chaftean de Monaco.



Et le Comte de Fuentes Gouverneur de Milan mit en galere vn Secretaire dudit Seigneur, qui avoit conservé cette place contre les conjurez & homicides de son maistre, pour avoir dit aux habitans que s'ils vou-

### POUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 33

loient se maintenir en leur liberté, ils ne devoient laisser entrer le Prince de Valdetaro, qu'avec vn ou deux des

# 

Imperiale de Cambray par l'Empereur Charles V. W Philippes II. Roy d'Espagne.



'AN 1543. l'Empereur Charles V. estant en guerre avec le Roy François I. persuada à ceux de Cambray par le moyen de leur Evesque (de la Maison de Crouy) qui les vendoit, qu'il estoit adverri que ledir Roy

1543.

François estoit deliberé de se saisir de leur ville, leur oster la liberté de neutralité, que de toute ancienneré ils avoient, & l'attribuer à sa Couronne: Er pour empescher cela, il estoit de necessiré de faire edifier vne Citadelle, de laquelle ils auroient la garde, pour leur protection. Lesdits Cambrefiens ainsi seduits par l'intercession de leurdit Evesque l'accorderent. A certe occasion d'icelle Ciradelle, sur vne montagne qui commande à la ville: Er encore qu'elle fust gardée à leurs despens, les Soldats avoient neantmoins le ferment à l'Empereur, le commandement à la ville : de sorte, que de liberté

L'an 1580, cette Ciradelle avec la ville fut delivrée pat le Gouverneur au Duc d'Alençon frere du Roy Henry III. qui en donna le gouvernement au sieur de Balagny, depuis Mareschal de France.

Sur lequel elle fut reprise en l'an 1593, par le Comte de Fuenres, Gouverneur des Païs-bas, avec l'intelligence des habitans, mal conrens du mauvais gouvernement.

Er les Ecclesiastiques, les Nobles, & le Magistrat de

1580.

& fes successeurs Rois d'Espagne, pour leurs Seigneurs & au nom dudit Roy Philippes, par acte mis par écrit le 22. d'Octobre audit an

LVXEM-

DE L'USURPATION DE LA Souveraineté du Comté de Bourgongne, & des Duchez, de Brabant, Limbourg, Luxembourg, de Gueldres, et) autres Seigneuries des Pais-Bas, par l'Empereur Charles V. & fon fils Philippes 11. Roy d'Espagne.

les Duchez de Brabant, Limbourg, Luxembourg, & Gueldres, & les Cointez de Hainaut, Namur, & autres Seigneuries des Païs-Bas, (qui font part du Royaume de

Bourgongne, & du Royaume de Lorraine, tels qu'ils estoient du regne de la Maison de Charlemagne) sont & Jurisdiction de l'Empire, & tenuës à foy & hommage d'iceluy, selon qu'il apparoist des anciens Titres &

Et l'Empereur Maximilian II. le donna assez à entenque les Duchez à son frere l'Archiduc Charles , pour persuader audit de Brabant, de Roy Philippes d'entendre à la Paix des Pais-Bas, parce que par ladite instruction il est exposé que l'Empereur Guildres, & les est Seigneur Souverain desdits Pais, qui relevent tous, Camtez deHai- ou pour la pluspart à foy & hommage de l'Empire, & nant de Na- est obligé de les garder de tous dommages, & les con-Seigneuntes des server en leurs anciens privileges : Le Roy d'Espagne

estant tenu d'y entretenir les Edits, & Ordonnances de dela Sonverail'Empire pour la Paix publique, soit touchant la Reli- neté de luristi-

Et neantmoins l'Empereur Charles V. par la transa- prection qu'il fit avec les Estats de l'Empire, à Ausbourg meyens l'Empel'an 1548. le 26. de luin pour les contributions dudit rear Charles V. Empire avec les autres Estats à cause desdites Seigneu- revines des ries, mit en avant & fit glisser dans ladite transaction, Pays-But de la qu'il estoit Souverain desdites Seigneuries, & qu'elles Souveraineité n'estoient de la Iurisdiction de l'Empire, ni sujetes aux sempire. contributions, non plus qu'aux Edits, & Mandemens

Ce qui fut pareillement soustenu par ledit Roy Philippes, en la response qu'il fit audit Empereur Maximilian sur ladite instruction, par Louis Venegas de Figueroa son Ambassadeur extraordinaire, qu'il estoit Souverain entierement desdits Païs-Bas, sans estre obligé aux Loix Imperiales, ou aux Decrets des Dietes, ni que ses subjets pussent avoir recours à l'Empire, pour le faict de la Religion, ou autrement. Voire il passa plus outre vingt-six ans apres; Car par son testament fait à Madrid en l'an 1594. & derechef par son codicile à Saint Laurent en l'an 1597.

Il ordonna que lesdits Pais seroient à perpetuité vnis aux Royaumes d'Espagne, sans en pouvoir estre alienez, Vnien à perpe ni divifez en tout, ou partie, sous quelque titre ou pour tuité des Proquelconque cause que ce fust, excepté s'ils estoient don- Pars-Bu à la nez en dor à sa fille Isabelle Claire Eugenie, en faveur Couronne d'Ede son mariage avec l'Archiduc Albert son cousin.

Auguel cas il veut que ce soit sous ces conditions,

entre autres, Que lesdits Païs seront reconnus à foy & hommage de la Couronne de Castille.

Oue les fils ou filles heritiers desdits Païs ne pourront le marier, sans le consentement du Roy d'Espagne. Que celle qui fera Princesse & Dame desdits Pais,

ction de l'Em-

Par quels'

1594.

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

se mariera avec le Roy d'Espagne, ou avec son fils aisné, sinon avec telle personne qui sera agreable au Roy d'Espagne,

Que les Royaumes d'Espagne, & lesdits Païs, seront alliez & confederez perpetuellement, & seront amis

d'amis, & ennemis d'ennemis.

Et que és Citadelles d'Anvers, de Gan, & de Cartbray, & autres villes, & plaese fortes du país, le Roy d'Espagne y mettra telles garnisons qu'il luy plaira, qui feront payées des deniers d'Espagne. Et que les Gouverneurs lots a qu'ils prendrom posiession de leus charges, feront le fement de fidelité autant au Roy d'Elegagne, qu'aux Princes & Princesse des la Roy d'Espagne, qu'aux Princes & Princesse des la Roy

Ce qui fut reiteré en la cession & transport de ce pais faite à ladite Isabelle, à Madrid l'an 1598. le 6. May. A laquelle plusieurs autres articles, & conditions furent

dioustée

transport des Fays-Bas à Isabelle-Claire-Engenie Infante d'Espagne.

\*\*\*\*\*\*\*

CONSTANCE. VIII. DE L'VSVRPATION DE LA Ville Imperiale de Constance.

1548.

'An 1548. Empereur Charles Quine ayane fair vn Edit, par lequel il youlur obliger ceux de la Confession d'Ausbourg à vn accommodement pour la Religion: sur le refus que frent ceux de Constance, ville

Imperiale, dy obeir 3 if it we enterptife pour la furprendre. Cette entreprife ne luy ayant pas reitiff, il les mit au ban de l'Empire 5 Ce qui les fit enfin refoudre de recevoir l'Edit, & de reconnoîstre à perpetuité les Princes de la Maison d'Austrichespour leurs Seigneurs; ce qu'ils ont cousjours fait depuis.



# IX. DE L'USURPATION DU DUCHE WIRTEM de VV irtemberg par l'Empereur Ferdinand I.

'AN 1519. Vlric Duc de Wirtemberg fut chassé de son Duché par ceux de la ligue, & confederation de Sueve, à cause qu'il guen, qui estoit de cette ligue,

Ledit Duc fut depuis mis entre les mains de l'Empereur Charles V. par ceux de ladite ligue, moyennant qu'il se chargea d'acquitter les debtes du pais. Il en investit son frere Ferdinand Roy des Romains, qui en eut la jouissance jusques en l'an 1534, que Philippes Lantgrave de Hessen reprit ledit Duché par armes, aidé de la François I. auquel ledit Vlric engagea pour seureté, le Comté de Montbeliart.

Mais la mesme année Iean Frideric Electeur de Saxe, (celuy qui fut depuis privé de la dignité Electorale) persuadé par l'Archevesque de Mayence, & Georges Duc de Saxe, & ayant obtenu à Cadan ville de Boheme, ce qu'il desiroit dudit Roy Ferdinand, soit pour la possession des biens Ecclesiastiques, ou pour la fuccession des Estats de Iuliers & autrement, fit yn accord avec ledit Ferdinand; comme en ayant pouvoir dudit

Que Vlric & ses hoirs masles, reconnoistroient ledit Duché à foy & hommage dudit Ferdinand, comme Archiduc d'Austriche.

Et qu'advenant que la famille de Wittemberg vinst à faillir, & qu'il n'y restast plus aucuns hoirs masses, qu'alors ledit Duché appartiendroit à celuy qui seroit Archiduc d'Austriche.

Ce que ledit Vlric ratifia depuis en l'an 1535, encore

qu'il luy fust bien à contre-cœur, de Vassal immediat qu'il estoit de l'Empire, d'estre contraint doresnavant d'en relever mediatement, & en arriere-sies.

Quelques années apres, le meline Vlrie entra en la ligue de Smalealde contre ledir Empeteur: mais il le contraignit par armes de luy demander pardon en l'an 1947. Er fur derechel ratifié l'accord que dessus de l'an 1944 touchant la mouvance & reversion du Duché de Wittemberg, avec promesse de metrer en aucune alliance avec les Princes de la Masson d'Austriche.

Ce qui a donné fujet aux Archiducs d'Austriche descendus dudit Ferdinand, de s'intituler depuis ce temps Ducs de Wirtemberg, pour l'esperance qu'ils ont de suc-

ceder quelque jour audit Duch

L'Empereur Charles V. se faisit en l'an 138 apres le deceds du Duc Charles, de la Maison d'Egmont, qu'il 138.

contraignit par le Traitté de Goriehom en l'an 138. & 1316.

celuy de Grave en l'an 1316. de reconnositite son Duché à foy & hommage du Duché de Brabant, & du Comré de Hollande. Et encore avec promesse de consenir, que s'il decedoir sins dessenadas las legitimes, ledite Duché reviendroit audit Empereur, & à les successeures Ducs de Brabant, & Comtes de Hollande.

Ladire inveltirure du Duché de Wirtemberg, fur fai.
te par ledit Empereur Charles, contre la teneur des LetFrimmer, tres d'erection du Duché de Wirtemberg, par fon ayeul
(Empereur Maximilian I. données à Vormes l'an 1495.)
1495. par lefquelles il eft ordonné, que s'il n'y a plus aucung

masses de la Maison de Wirtemberg, ledit Duché sera

1919. Er encore contre la promelle qu'il fic en l'an 1919. (ainsi qu'il a déja esté remarque cy-dessus) de n'infeoder à aucuns les Duchez & grandes Seigneuries de l'Empire qui feroient vacans, ains de les retinir au Domaine de l'Enpire.

X. OVE L'EMPEREUR FERDINAND II. a privé le Duc de VV irtemberg d'une grande partie de ses Terres & Seigneuries, principalement en haine du Roy.



demandé avis à l'Electeur de Baviere, & print de fire aussi aux Electeurs de Mayence & de Co- sur par l'Emles Princes, & Estats de l'Empire, qu'il

auroir exclus de sa grace & pardon, par le Traité de Prague avec l'Electeur de Saxe: Ils luy ont fait response, que dautant nommément que le Duc de Wirremberg s'est confederé & allié avec le Roy, & a esté cause de luy delivrer & mertre en main la Forteresse de Philipsbourg, & Montbelliarr, il le devoit priver de tous fes Estats & Seigneuries.

Er sur cela le mesme Empereur, par sa resolution à Rarisbonne audir an le 9. Decembre, feignant d'yser lesquelles le Duce d'une grande clemence & misericorde envers ce pauvre Duc, a declaré vouloir le restablir sous ces condi-

Conditions four a esté restabli en ses Estats par (Empercur.

Que les Ecclesiastiques seront confervez en la possession des Monasteres, & aurres biens Ecclesiastiques qu'il a oftez audit Duc, & donr ce Duc & ses predecesseurs jouissoient auparavant depuis plusieurs années; laquelle rigueur neantmoins il n'a exercée envers l'Electeur de Saxe, & aurres Princes Protestans pour le regard des biens Ecclefiastiques, qu'ils ont vsurpez en leurs territoires, depuis le Traité de Passav en l'an 1552, esquels ils sont neantmoins encore maintenus quarante ans du-

rant, pour ne s'estre liez avec la France, ainsi que le-

Que la forteresse de Hoentwillier demeurera audit Empereur, & à la Maison d'Austriche.

Et pareillement aux maisons Hoenstauffen, Achlen,

donner de la Seigneurie de Heidenheim, que depuis il a donnée audit Electeur de Bayiere.

Que le Bailliage de Oberkirch retournera à l'Evesché de Strasbourg, tenu par l'Archiduc Leopold second fils

Que les investitures faites par ledit Empereur de plusieurs Fiefs dudit Duché à des particuliers, & confisquez sur d'autres, autont leur plein & entier effect.

Et que les Offices & Charges données par le mesme Empereur à diverses personnes leur demeureront.

Oui est en effet affoiblir ledit Duc du tiers de son Duché, & en ce qui luy reste luy laisser yn grand nombre de vassaux, & Officiers qui neseront plus ses subjets, ains ses ennemis, & dépendans, & obligez de leur for-



INFRA-



# INFRACTIONS FAITES PAR LES ESPAGNOLS

of Maison d'Austriche, des Traitez, faits entre eux, la France, of ses Alliez.

I

N l'an 1482. fur le different de la tutelle Exemple ou gardenoble de l'Archiduc Philippe fils Françis. vinique & heritier de Marie Duchesse de 1482. Bourgongne, fur fait vn Traité de Paix FRANCE. entre l'Empereur Maximilian, & le Roy

Louis XI. où fut arrefté que l'enfant demeureroit en la garde de quelques Princes & Eflats des Pais-Bas, fans que ni ledit Maximilian, ni ledit Roy Louis s'en mellaffent aucunement: Mais tost apres Maximilian entra dans le pays à main armée, & vsurpa ladite tutelle contre fa parole, foy & signature.

II.

L'an 1493, Charles VIII. resolu de recouvrer le Royau1493,
me de Naples qui luy appartenoit, vsurpé par la Maison Royseit
d'Arragon sur celle d'Anjou, cstima bon de faire, que Los.
Ferdinand Roy d'Espagne ne luy sus contraire, le pouvant traverse du cossé d'Arragon, de Castille & Siciles pour cét este il luy rendit les Comtez de Roussillon

le: pour cét effet il luy rendit les Comtez de Roussillon & de Cerdaigne sans aucune recompense, encore qu'ils luy sustent engagez pour trois cens mil esteu, & qu'ils servissent de rempart à la France du costé d'Espagne; moyennant ce, Ferdinand s'obligea par serment par le Traité fait à Barcelone en lanvier de ladite année 1493, d'estre ennemi des ennemis du Roy Charles, & par con-

sequent de ne l'empescher au recouvrement de Naples, & de ne marier ses enfans avec ceux du Roy des Romains, ou du Roy d'Angleterre. Mais il n'eut pas si tost pris possession de ces Comtez qu'il contrevint à sa promesse sollicitale Pape contre le Roy, donna secours aux Arragonnois qui tenoient le Royaume de Naples, traita vne ligue entre le Pape, le Roy des Romains, luy, la Seigneurie de Venise, & le Duc de Milan dont estoir composée l'armée, qui combattit à la bataille de Fornoue pour chasser les François d'Italie, & ensuite maria ses filles aux fils du Roy des Romains, & d'Angleterre ennemis du Roy: & adjouste Philippes de Commines ces mots, Grand tort eurent Rois & Reines d'Espagne, de s'estre ainsi parjurez envers le Roy apres cette grande bonsé qu'il leur avoit faite de leur rendre les pays de Roussillon.

111

1496. FRANCE. Le troiféme exemple de Traitez rompus, & foy violée, est d'environ l'an 1496. quand le Roy d'Espagne envoya traiter de paix & d'alliance avec la France, par l'entremise de son gendre le Prince Philippe d'Austriche, lequel il defavois aussil-tost pares, sous couleur que sondit gendre avoit excedé sa commission, bien qu'accompagnée de la clause ordinaire & promesse de ratifier, & avoir agreable tout ce qu'il feroit & concluroit en ce Traité.

1 /

ISS9. FRANCE. Le Traité de Cambress de l'an 1559. & autres sublequens, mesme celuy du mariage du Roy Philippes I I, avec Madame Elizabeth de France, & l'entreveue amiable de Bayonne, ensemble la consormité de Religion , n'ont point empéché les Espagnols de débaucher les Suisse & les Grisons de l'amité de la France, & pendant la ligue pratiqué des levées audit pays, envoyé en France des années encieres, & fait tous leurs esforte pour

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. en déposseder les vrais & legitimes heritiers, & faire eslire l'Infante des Pays-Bas; outre leurs pretentions & entreprises sur la Bretagne, voire sur le Royaume entier.

Quant à celuy de Vervins de l'an 1598, chacun scait que peu apres Dom Balthazar de Zuniga Ambassadeur d'Espagne residant en France, prit intelligence avec Merargues par vn sien Secretaire Flamand nommé Bruneau, pour faire mettre entre les mains du Roy d'Espagne la ville de Marfeille; à l'occasion dequoy ledit Merargues fut par Arrest de la Cour condainné & executé à Paris. Depuis la mort du Roy Henry IV. voire depuis le double mariage avec l'Espagne, les Espagnols ont entrepris diverses fois sur les frontieres de Navarre, & de fois à autre recommencé la construction d'yn fort sur les terres de France, non loin de Gravelines, lequel ils ont fait depuis la guerre; ce qui oblige de demander au Traitté de la Paix qu'il soit ruiné.

Le Roy & la Reine Regente s'estans entremis d'accommoder le different survenu à Aix la Chappelle en France & l'an 1611, conjointement avec les Ambassadeurs des Ar- CHAPPELLE. chiducs de Brabant: le feu sieur de la Vieuville n'en fut pas plustost parti, que par l'industrie des Espagnols le Traité fut rompu, les habitans mal traitez & la ville surprise par le Marquis Spinola, & celle de Vezel six jours apres.

On se peut aussi souvenir comme en 1614. les Espagnols ayant conjuré le Roy d'envoyer ses Ambassadeurs FRANCE O Xanten, pays de Cleves, pour conjointement avec BRANDEleurs Deputez, terminer les differens entre les deux Prin- BOVE G, ecs possedans Brandebourg & Neubourg, ils convinrent d'yn Traité d'accommodement qui fut figné des deux parties, mais ausli-tost rompu, sur & à l'occasion d'vn des articles par pure chicanerie, afin qu'à la faveur de

1198.

NEVBOVEG.

ce discord, ils peussents & garder & fortifier Vezel, & empieter le surplus de ces Provinces-là comme ils ont fair, & triennent les places principales au grand prejudice desdirs Princes, & autres amis, & alliez de cette Couronne.

#### WITT.

1617. FRANCE & VENISE.

En Ian 1617, apres vne longue guerre entre l'Archidue Ferdinand, depuis Empereur, & la Seigneurie de Venife, fur projecté vn. Traité d'accord en Efpagne, & conclu à Paris audit an 1617, au prejudice duquel les Vécocques, ennemis jurez des Venitiens, ont ellé cheris & favorifez tant à Grats qu'à Vienne, pour continuer à molefler & înquietre les Navires & Subjets de la Republique, dequoy ils ont fait affez de plaintes fans aucun fruit.

#### IX.

1620. FRANCE & ALLEMAGNE.

Le Traité d'Vlme fut fait & signé en presence & par l'entremise de Messieurs d'Angoulesme, de Bethune & de Chasteau-Neuf, Ambassadeurs extraordinaires du Roy en l'an 1620, entre les chefs de la Ligue Catholique, & de l'Vnion Protestante d'Allemagne. Par l'yn des articles il estoit dit, que de part & d'autre les armes seroient licenciées, & que les vns n'entreprendroient rien fur les autres dans l'Empire, mesine dans le Palatinat &c autres pays patrimoniaux de l'Electeur Palatin, gendre du Roy d'Angleterre. Aussi-tost apres l'Electeur de Mayence, à la priere des Espagnols, donna passage libre à l'armée de Spinola, pour occuper le bas Palatinat; Et en mesme temps le Duc de Bavieres, qui avoit signé & juré ledit Traité, se rendit maistre du haut Palatinat, qu'il tient encore avec quelques places principales dudit bas Palatinat, que ledit Spinola contraint de ramener ses troupes au Pays-Bas, n'avoit eu loisir de prendre, ayant au reste pillé & volé tous les riches meubles dudit Electeur Palatin son cousin, de mesmes nom & armes,

# POVE LES NEGOCIATIONS DE PAIX.

La memoire est fraische du Trairé de Madrid fait en Ayril 1621, par l'entremise de Monsieur de Bassompier- FRANCE & re, figné & ratifié par les deux Rois de France & d'Espagne, pour la restitution de la Valteline en son premier estat: mais quand ce vint à l'execution, le Gouverneur de Milan y apporta tant de difficultez, & tergiversations, y ayant fait à main armée construire cinq ou fix forts, que le Roy s'est veu mocqué, & enfin contraint d'y employer la force ouverte sous la conduite de Monsicur le Marquis de Cœuvres.

Par le Traité de Mouçon, fait l'an 1626, entre la France & l'Espagne, il fut convenu que les affaires des FRANCE & Grisons & de la Valteline, scroient remises comme el- GRISONS. les estoient auparavant l'année 1617. & que tous Traitez faits du depuis, par lesquels la Maison d'Austriche & l'Espagne se reservoient les passages, seroient revoquez & nuls, & que lesdirs Grisons jourroient de tous droits de Souveraineté sur la Valteline, & Comtez de Chavenne, & Bormio: & neantmoins au prejudice dudit Traité de Mouçon, les armes de l'Empereur appellées par l'Espagnol en 1629, ont passé par force, & faisi lesdits pasfages des Grisons & Valteline pour aller opprimer le Duc de Mantouë, & autres Princes d'Italie alliez de la France. Et les années 1633. & 1634. le Duc de Feria, & Cardinal Infant ont encore passé par force dans ledit pays de la Valteline & de Bormio pour aller en Allemagne contre les Alliez du Roy, fous pretexte de secou-

rir l'Empereur; & jusques à present lesdits Grisons ne jouyssent de leurs droits anciens sur leurs Subjets Valtelins, qui ont esté destournez par l'Espagnol de l'obeissance qu'ils doivent à leurs Souverains, & ne payent pas les cens de vingt-cinq mil escus qu'ils devoient payer par ledit Traité, en recompense de la Iurisdiction civile & criminelle qui leur est demeurée.

1629.

1634.

En quoy est à noter que les Grisons protegez par le Roy, attissont de leur part à tout ce à quoy ils sont obligez par ledit Traité, & que les Valtelins, portez & soûrenus par le Roy d'Espagne, n'accomplissent aucune chose de ce à quoy ils sont tenus.

XII.

1628.

Par le Traité fait au Camp devant la Rochelle en 1618. entre Monsieur le Cardinal, & Monsieur le Marcichal de Schomberg pour le Roy; Et entre le Marquis de Mirabel, & Dom Ramirez de Prado pour le Roy d'Efpagne: Il flut artelé que les differens entre Savoye & Gennes, seroient rerminez à l'amitable par l'advis & entremise des deux Couronnes: & neantmoins contre le-dit Traité, le Roy d'Espagne ai mduit le Duc de Savoye & la Republique de Gennes; à mettre entieremnt leurs differens à son seul jugement; ce qu'il a execuré du depuis, pour fruitre le Roy du gté & obligation que les deux parties luy eussien pla voir.

XIII.

1629. FRANCE & MANTOVE. Apres le Traité de Suze fair en 1629, entre la France d'une part, & le Due de Savoye fe faifant fort pour le Gouverneur de Milan, & le Roy d'Elpagne d'autre, pour le neure de la Paix d'Iralie, & confervation des Elfasts du Due de Mantouë: lequel Traité fut apres ra-rifié par le Roy Catholique, au metine jour qu'il figna celuy qu'il fit avec Monfieur de Rohan, pour former vn parti des Huguenots en France, femblable à celuy des Hollandois & Provinces vuies. Les atmées de l'Empereux & celles d'Efipagne, attaquerent derechef, & envahitent les Elfars dudit Due de Mantoue & de Venife, fans espargner mesmes les terres de l'Eglife de Parme & autres Princes.

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 47 

# INFRACTIONS

FAITES PAR LES ESPAGNOLS er Maison d' Austriche des Traitez, faits entre eux, & plusieurs Princes d'Italie, Allemagne, & autres.

A fourbedesMinistres de l'Empereur Char- Exemples

les Quint fut signalée en l'equivoque de Estrangers ces deux mots Allemands de Enig. & Evig. quand ils tromperent le pauvre Lantgrave Philippes de Hessen, qui estoit venu sous Hesse &

bonne foy, faire la reverence & fa sousmission audit Em- Saxe. pereur apres sa capitulation, laquelle portoit qu'il ne seroit nullement detenu prisonnier; au lieu dequoy faisant changer la lettre N en celle de V, ils luy firent croire qu'il estoit dit, que sa prison seroit non perpetuelle, ains au plaisir de l'Empereur, & de fait le garderent jusques à ce que l'Electeur Maurice son gendre le fist mettre en liberté par la force, puisque la priere & l'intercession n'y avoient de rien servi.

L'Histoire du Païs-Bas marque vn grand nombre de Traitez, capitulations & accords, tant generaux que particuliers des Espagnols auec ceux des Provinces Vnies, qui n'ont esté qu'autant de pieges pour les sur- Hollandois celuy de 1576. en celle de Gand; & la notable Conference del'an 1579. à Cologne, & autres devant & apres; ayant au reste trompé, non seulement ceux qu'ils tiennent

pour ennemis & rebelles, mais aussi les Provinces enticres, qui se reconcilioient avec eux. Carbien qu'en la pacification de Gand, ils cussent promis & juré solemnel-

prendre: comme celuy de l'an 1574, en la ville de Breda, & FLAMANS.

lement à ceux d'Artois & de Hainaut, de ne plus leur donner de gouverneurs ni garnisons Espagnoles. Ils v contrevinrent bien-tost apres par la doctrine de leurs Theologiens & Iurisconsultes, & entre autres de Baltazar Ayala, soustenant que les pactions entre vn Prince & ses Subjets, tels qu'ils pretendent estre les Flamans, ne sont obligatoires, ains peuvent estre revoquées à son plaisir, & ainsi se jouer de son serment, de son seau & de sa signature. Ceux d'Arragonen l'an 1590. Et les Grenadins vingt ans auparavant ont aussi éprouvé la bonne foy des Castillans, & encore davantage les habitans de l'Amerique & des Indes Orientales, & par tout où GRENADINS ils ont pû mettre le pied, ainsi que leurs propres Evesques & Historiens l'ont publié par leurs escrits.

Le feu Duc de Savoye Charles Emanuel se plaignoit continuellement, non seulement de l'inobservation des articles de son Traité de mariage avec la feuë Infante sa femme, fait en l'an 1579. Mais aussi de celuy d'Ast. par l'intervention du nom, faveur & authorité du Roy 1615. en l'an 1615. & depuis confirmé en 1617. lors de l'accord 1617. de l'Archiduc Ferdinand avec la Republique de Venife.

Il se plaignoit aussi de mille traverses que luy donnoient les Espagnols, bien qu'il fust beau-pere du feu Roy Philippes III. & oncle de Philippes IV. à present regnant.

En pleine paix, entre l'Espagne & l'Angleterre, Bernardin de Mendoza Ambassadeur du Roy d'Espagne re-ANGLETER sidant en Angleterre, apres avoir conspiré avec quelques Grands malcontens contre la personne & l'Estat de la feuë Reine Elizabeth, elle sans s'en prendre à luy en fit plainte par vn Gentil-homme envoyé expres en Espagne, lequel en six semaines entieres n'eut ni audience ni Iustice aucune, laquelle elle-mesme disoit pouvoir prendre, si elle eust voulu, dudit Ambassadeur, pour avoir fait chose qui le rendoit son Iusticiable, selon le

## POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 49 droit d'Angleterre & celuy des Gens.

Philippes II. Roy d'Espagne fit equiper cette gtan- R.B. de flotte, que les Espagnols appelloient l'Invincible, pour conquerir le Royaume d'Angleterre en l'an 1588. au prejudice des Traitez de Paix avec ledit Royaume, & sans apparence d'aucun droit. Et si cette Armée Navale n'eust esté défaite par les vents & par la tempeste, le bon Roy Catholique eust apparemment conquis l'Angleterre, sans avoir égard aux Traitez de Paix, ni avoir premierement denoncé la guerre. Ce melme Roy a fait diverses entreprises sur le Royaume d'Irlande, où de

Les Anglois font diverses plaintes des contraventions Angleterfaites par les Espagnols au prejudice du grand Traité RE de Paix de l'an 1604. pour avoir esté besslez par eux & par ceux d'Austriche en plusieurs Traitez, Legations, & Conferences pour le fait du Palatinat, & sur tout en la promesse solemnelle faite par l'Empereur au Chevalier Woton l'an 1620, au Comte de Carlisse 1621, que l'affaire s'accommoderoit à l'amiable, & au contentement du Roy de la Grand' Bretagne, & depuis encore au Baron d'Igby par vne trefve ou cessation d'armes au Palatinat, faite & fignée à Bruxelles, en vertu de laquelle ledit Roy fit retirer ses gens de guerre dudit Palatinat. Cependant, apres que les Espagnols curent obtenu leurs fins, qui n'aboutissoient qu'à gagner temps, bien qu'il fust dit par le Traité fait à Bruxelles 1622, que la ville de Frankandal scroit misc entre les mains de l'Infante

en depost, pour la rendre en mesme estat aux Anglois deux ans apres, à sçavoir en Octobre 1624. quelques sollicitations, fommations qu'on ait pû faire de la part dudit Roy de la Grand' Bretagne, pour obtenir ladite restitution, elles ont esté sans effet, l'affaire ayant esté remise à l'Empereur, & de luy au Roy d'Espagne.

1604. 1620-1621.

1622

On peut encore mettre au nombre des Infractions, les artifices par lesquels le Comte d'Olivares amusa, & abusa le feu Roy, & le Prince de Galles, maintenant Roy regnant, en la negociation du mariage dudit Prince avec l'Infante d'Espagne, seulement à dessein pour avoir temps de subjuguer l'Allemagne, ainsi qu'il paroist par la lettre du Roy d'Espagne au Comte Olivares son favori, presentée au dernier Parlement d'Angleterre par le Duc de Bouquingham, de laquelle voicy les propres mots. Le Roy mon pere declara à sa mort que ce n'e-" ftoit son intention de marier ma sœur l'Infante Donna , Maria avec le Prince de Galles , comme vostre oncle " Dom Balthazar qui y assista l'ouit fort bien, mesme il " traitoit ce mariage en Angleterre tousjours à dessein , de dilayer : neantmoins on en est venu assez avant. " Mais considerant le peu d'inclination, voire l'aversion " de madite sœur à ce mariage, il est temps de chercher quelques moyens d'en divertir le Traité, dequoy je me remets à vostre industrie, vous promettant d'ap-" prouver ce que vous en ferez: Mais sur tout taschez de donner autre satisfaction au Roy de la Grand' Bretagne, .. qui a bien merité de moy, & cela me contentera, pour-, veu que ce ne soit pas au fait dudit mariage.

1609.

Quant aux Estats des Provinces vnies, outre les raisons qui les ont meuës à secouër le joug du Roy d'Espagne, dont le principal est la contravention à serment de la joyeuse entrée, comme ils appellent, par lequel en ce cas il se declare luy-mesine décheû de son droit & titre de Prince Souverain des Païs-Bas, ils firent & jurcrent par l'intervention du nom & authorité des deux Rois de France & d'Angleterre, vne trefve pour douze ans en l'année 1609, au bout desquels ils firent voir à sa Majesté par leurs Deputez, vn gros cahier, contenant plus de cent contraventions à ladite trefve par les Espagnols, tant par mer, que par terre, qui montoient à

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX.

quelques millions, dont ils disoient avoir demandé plusieurs fois en Espagne & à Bruxelles , raison & remboursement, sans pouvoir en tirer aucune satisfaction, ce qui causa la reprise des armes.

Au Traité de Versel en 1617. les Espagnols avoient 1617.

promis qu'à la premiere semonce, Versel setoir remis entre les mains du Duc de Savoye: Mais ce ne furent que delais, remises, & tergiversations l'espace d'vn an entier, & jusques à ce qu'ils furenr menacez qu'on y renvoyeroit Monsieur de Lesdiguieres.

L'an 1618. les Espagnols voulans desbaucher la Mai- VRSINS. fon des Vrsins de l'ancienne amitié, & de l'attachement qu'ils avoient eu avec la France, firent épouser au Duc de Bracciano, aisné de cette famille, l'heritiere de Piombino, avec promesse de luy laisser la libre possession, & jouissance de ladite ville & de rous ses droits : Mais le Cardinal des Vrsins n'eut pas plûtost quitté la comprorection de la France, qu'ils se mocquerent de luy, & de fon frere, conservans comme ils font encore garnison Espagnole dans Piombino, quelque instance qu'on ait pû faire pour obtenir l'execution de leur parole.

La Trefye de vingt ans fut faite & jurée entre l'Empereur & le Grand Seigneur 1615, nonobstant laquelle les Imperialistes ont plusieurs fois contrevenu, jusqueslà qu'ayant ainsi surpris vne place en Hongrie, le Bacha de Bude retint en cette consideration le sieur Curts Ambassadeur de l'Empereur revenant de Constantinople, & fit plusieurs courses sur les pays de l'Empereur.

Les Estats de Hongrie estant disposez à donner la BETLEEM Couronne de Hongrie à Betleem Gabor: pour empef-1620. cher qu'il ne l'acceptast, l'Empereur sit un Traité de 1622. trefye avec luy en 1620. & depuis yn Traité de Paix

1615.

en 1622, par lequel l'Empereur luy accorde vne pension de cinquante mille florins par an, avec deux Principautez en Silesie; cependant il n'a jamais sceù obtenir l'accomplissement dudit Traité.

& HON-

On ne doit pas obmettre ce qui s'est passé en 1622. és affaires de la Hongrie, & de la Boheme, où ceux de la Maison d'Austriche firent jetter au seu tous les Traitez anciens, & modernes, trouvez au Thresor des Chartes à Prague, concernans la liberté, & les privileges de la Couronne de Boheme, sur tout au fait d'vne eslection libre, afin de rendre ledit Royaume hereditaire à leur Maison. Ce dont il y a de grandes plaintes publiées en diverses langues par plusieurs Escrivains.

Il y a encore d'autres exemples d'Infractions & contraventions de la Maison d'Austriche, & des Espagnols, tant contre la France, qu'autres Princes Estrangers, que l'on peut recueillir par les Histoires anciennes, & moder-

EXEMPLES PAR HISTOIRES ET par Traitez, que divers Princes, & les Espagnols entre autres, ont retenu quelque fois partie de leurs conquestes en faisant la Paix ; Et d'autres fois n'ont pas mesme voulu qu'on parlast aux Traitez, qu'ils faisoient, de ce qu'ils s'estoient reserve | par les precedens.

AINT Louis, par le Traité qu'il fit à Paris l'an 1258. avec le Roy Henry III. d'Angleterre, retint le Duché de Normandie, les Comtez d'Anjou, de Touraine, du Maine, & le Poictou qui avoient esté conquis par le Roy Philippes Auguste son ayeul, sur le Roy

# POUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 53 Ican, sans terre, pere dudit Henry, & luy laisse le Li-

mosin, le Perigord, le Quercy, l'Agenois, Bordeaux, & Bayonne, sauf le droit de feodalité sur ces païs.

Ferdinand Roy d'Arragon, l'Empereur Chârles V. & Philippes II. Roy d'Elpagne, par les Traitez faits avec les Rois Louix XII. François I. Henry II. & Henry le Grand, & Gont confervez en la possession des Royaumes de Naples, d'Arragon, & Navarre, du Duché de Milan, & autres Seigneures d'Italie, & des Pais-bas, sans aucune restituction, ni recompesse.

Par le Trairé de Chasteau en Cambresis l'an 1559, il tut stipulé que les villes de Turin, Quiers, Pignerol, Chivas, & Villeneuve d'Aft avec leurs dépendances, demeureroient au Roy Henry II, jusques à ce que les differens sur les droits par luy pretendus sur le Comré de Nice, de Costny, Savillan, Fossan, & autres Seigneuries, fussant de cidez par Deputez de part & d'autre, ou par articles chostis d'un commun accord & consentement.

Le Roy Henry II. ayant conquis Calais sur Marie Reine d'Angleterre, qui s'estoit declarée son ennemie. Depuis ledit Roy Henry fit vn Traité de Paix avec la Reine Elizabeth au Chasteau en Cambresis l'an 1559, par lequel il fut convenu que Calais demeureroit durant le terme de huit ans en la possession dudit Roy Henry, & des Rois ses successeurs, pour le rendre ledit temps fini & expiré, à la charge qu'elle n'entreprendroit par armes contre le Royaume de France: Et comme elle y eut contrevenu, ayant assisté d'hommes, & d'argent les Huguenots, rebelles à leur Roy, qui luy livrerent le Havre de Grace, qu'elle ne voulut rendre apres la fommation qui luy en fut faite de la part du Roy Charles IX. cela fut cause qu'ayant redemandé cette place en l'an 1567, on luy refusa de ce faire: De sorte qu'elle est demeurée à la France, sans que les Rois d'Angleterre en ayent plus fait aucune instance.

Guîtave I. Roy de Suede, s'est reservé la possession

de la Livonie, & d'yne partie de la Prusse, par deux Traitez de trefves faits par l'entremise du Roy avec Si-

gismond III. Roy de Pologne.

Et auparavant l'Ingrie, & la Carelie, par le Traité de Paix ayec Michel Federowits Grand Duc de Moscovie. Estienne Battory Roy de Pologne, & ledit Sigismond III. se sont maintenus en vne bonne partie des Provinces des Grands Ducs de Moscovie, par plusieurs Traitez de Paix.

L'Empereur Charles Quint par les Traitez de Madrid, Cambray, & Crespy, és années 1526. 1529. & 1544. contraignit le Roy François I. de renoncer à plusieurs Royaumes, Seigneuries & droits que ledit Empereur & Ferdinand Roy d'Arragon (fon ayeul maternel) avoient vsurpez sur le Roy Louis XII. & ledit Roy François.

Pour conserver ces vsurpations, par son instruction à fon fils Philippes II. Roy d'Espagne à Ausbourg l'an 1548. touchant le gouvernement de ses Royaumes, & Estats apres son deceds: il luy conseille qu'il persiste à ce que les renonciations par lesdits Traitez aux Royaumes de Naples & de Sicile, aux Estats de Flandre, d'Artois, & de Tournay, & autres demeurent à tousjours, & expressément en leur force & vigueur, & qu'en nulle maniere il n'aille à l'encontre; pource, dit-il, que le tout a esté acquis par luy à bon droit & juste raison : & que si autrement il en quitte quelque chose, c'est prendre le chemin de revoquer le tout en doute, & se mettre auhazard de perdre le reste.

1554. Et par son Testament à Bruxelles l'an 1554, il le charge de n'aliener aucun de ses Royaumes, Estats & Sei-

gneuries.

1559.

Ce que ce fils a ponctuellement executé: car par le Traité de Paix au Chasteau en Cambresis l'an 1559. il obligea le Roy Henry II. d'approuver lesdits Traitez, pour demeurer en telle force & vigueur qu'ils estoient auparavant les guerres commencées l'an 1551.

## POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 55

Et à la Conference pour la Paix à Vervins l'an 1598. le President Richardot proposa de la part du mesme Roy La relation de la Philippes, qu'il ne consentiroit à la restitution de Calais Conference pou & autres places qu'il avoit occupées en France, si pre- la Paix à Vermicrement le Roy Henry le Grand ne declaroit vouloir Sieure de Bellierenouveller ledit Traité de Chasteau en Cambresis, aux un é de sillemesmes conditions qui y sont conrenuës.

De fait le Traité de Paix audit Vervins porte, qu'il est conclu & resolu conformément, & en approbation des articles contenus au Traité de Chasteau en Cambresis, lequel Traité les Deputez desdits Rois suivant leurs pouvoirs confirment de nouveau & approuvent en tous ses poinces, & sans innover aucune chose en iceluy, ni és autres precedens, qui tous demeurent en leur entier:







ESCLAIRCISSEMEINT DES DROITS
que Charles Quint pretendit ceder au Roy Français I.
v) fe fuccifieurs, parles Traites, de Madrid, Cambray,
O' Crefty, für les Villes & Forterestes qui sons sur la
riviter de Somme, d'un cossé d'd'autres, sur le Comé
de Ponthieu, sur les Chastellenies de Peronne, Raye, &
Mondidier, o' sur le Comté de Bologne, & de Guines.

AR le Traité d'Artas de l'an 1451. le Roy Charles VII. transporta au Duc de Bourgong pour luy, ses hoirs & ayans causé a tousjours, toutes les Villes, Fotteresses, a couseur a papartenant à la Couronne de France, sur la riviere de Somme d'vn co-flé & d'autre; comme Saine Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville & autres, lequel transport se fait par le Roy au rachapt de quatre cens mil estus d'or.

Cette somme de quatre cens mil escus a esté payée esfectivement, comme il se voit par les quittances qui sont au Thresor des Chartes du Roy de l'an 1463. & ainsi la Maison de Bourgongne n'y avoit plus rien.

Depuis en l'année 1461, par le Trâité de Conflans Louis XI. ceda lefdites Villes au Comte de Charolois, au rachapt neantmoins de deux cens mil efeus, qui fe fetoit aptes la mort dudit Comte, qui artiva l'an 1477. Re il y en a qui ont écrit qui apres le deceds dudit Charles, toutes les Villes furent retinies au Domaine par Lettres folennelles; ce qui fait juger que lefdits deux cens mil efeus avoient esté acquitez.

## COMTE' DE PONTHIEV.

Es droits cedez au Roy par l'Empereur par le Traité de Crespy sur le Comté de Ponthieu, sont fondez sur le Traité de mariage fait l'an 1438, entre Charles Duc de Bourgongne, fors Comte de Charolois, & Madame Cathetine de France, fille de Charles VII. Ledit Roy promit payet à sadite fille, la somme de six vingts mil escus d'or, pour vne fois; cette somme fut assignée sur le Comté de Ponthieu, outre pluseurs sommes qui estoient deuës audit Duc, tant par le Traité d'Atras de l'an 1435, qu'auttement.

Les sommes deuës pat le Traité d'Arras ont esté payées l'an 1463, par les quittances qui sont au Thtesor des

Chartes.

Pour le fait de ce mariage, il est vray qu'il fut confommé, mais Catherine mourut sans enfans. Par le contract la moitié de la somme de cent vingt mil escus, devoit estre employée en achapt d'heritages, pout estre heritage à ladite Dame, & à ses hoirs, l'autre moitié demeureroit au Duc Charles; mais parce qu'il avoit jouï dudit Comté, il retourna sans charge au Roy; Et de fait Louis XI. au Traité de Conflans 1465. ceda audit Duc de Bourgongne ledit Comté de Ponthieu, & autres Seigneuties avec faculté de les retiter pour deux cens mil escus d'ot apres la mort dudit Duc, qui artiva l'an 1477. ainsi ledit Comté moyennant le payement des deux cens mil escus retoutna au Roy.

Depuis par le Traité de Paris du 24. May 1514, entre François I. & Charles Prince d'Espagne, depuis Empereur, fut conclu le mariage dudit Charles, avec Madame Renée de France fille de Louis XII. qui porte entre autres clauses, que si pat defaut du Roy, de la Reine, ou de ladite Renée ledit mariage ne se faisoit, le Roy de France, & la Reine consentitent que ledit Comté de Ponthicu, Dourlens, & les Villes situées sur la Somme

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

appartiendroient audit Charles, & ce sur des sermens

solemnels & reciproques.

ce mariage ne tut contomme: les imperiaux ont touvent écrit qu'il avoit tenu au Roy qu'il n'euft esté executé. Le Roy & la Reine eurent pour ce recours au Pape Leon X, qui les décharges de leur serment par la

Bulle du mois de Septembre 1516.

Ces droits, quoy que foibles, dønnerent lieu aux articles des Traitez de Madrid 1326, de Cambray 1539. Se de Crefty/1344-, qui portent expreffement que l'Empereur renonce au profit du Roy, Se de fes fucceffeurs, à rout ce qu'il pretendoit aux Villes afflies fur la riviere de Somme, Se au Comté de Ponthieu, en quelque forte & maniere que fes. pretenfions foient fondées, foir fur les Traitez d'Arras, Conflans, Peronne Se autres.

# PERONNE, MONDIDIER ET ROYE.

Blen que par les Traitez de Madrid, de Cambray, & Cecrépy, Empereur Charles V. renonçalt au profite du Roy François I. & de fes fucceffeurs au droit par luy pretendu aux Chaltellenies de Peronne, Mondidier, & Roye, il n'y en avoit aucun qui fut confiderable. Car il n'avoit point d'autre pretenfion qu'en vertu du Traité d'Artas de l'an 1435. par lequel le Roy Charles VII. rransporta au Duc de Bourgongne, & à fes defensions mafles legitimes lesdites Chaftellenies; ce qui fur ausli confirme par le Traité de Conffans fait entre le Roy Louis XI. & Charles Duc de Bourgongne, lequel n'ayante qu'une fille dont eftoit yffu l'Empereur Charles Quint, lesdites Chaftellenies retournoient de plein droit au Roy, & au Domaine de la Couronne. Et ainsi la cession de ces droits est imaginaire.

# BOVLOGNE.

par le Roy Louis XI. & Charles Comte de Charolois, depuis Duc de Bourgongne; il fut convenu que fans déroger au precedent Traité d'Arras, ledit Roy Louis XI. accorda que ledit Duc, se enfans masles ou semeles, procreca de son corps propre, durant leut vie, pourtoient tenir ledit Comté de Boulogne, par la forme & maniere que ledit Duc le pouvoit renir s' ke l'Aoy promit de recompenser ceux qui pretendoient droit audit

Comté.

Depuis ce temps Louis XI. qui ne pouvoit foufrit linjufte vurpareur de ce Comtei, fi important à fon Eflat, remit I an 1477. par armes en fon obeilfance ladite ville de Boulogne, & le pais Boulenois: neantmoins Marie de Bourogange fille dudit Duc Charles, & Maximilian d'Aufriche fon mary, ne laisferent de retenir le Comté de Boulogne.

Au mesme temps de cette conqueste, Louis XI. qui voyoit le peu d'asseurance qu'il y avoit au legitime Scigneur dudit Comté, qui estoit Bertrand de la Tour II En Avril de l'ainée fuivante, le Roy fit don & tranfport du fief & hommage dudit Comté de Boulogne, qui luy appartenoit à caulé du Comté d'Artois, duquel il eftoit lors en possession, à la Vierge Marie Merc de Dieu, reverée en l'Eglife fondée fous fon nom en ladite ville de Boulogne, pour en faire l'hommage entre les mains de l'Abbé de ladite Eglife. Les Lettres de ce don furent regittées au Parlement le 18. Aoulte fusivant,

Depuis ce temps, ledit Comté est demeuré dans le Domaine i la possibilité nouverois fut interremonpué par Henry VIII. Roy d'Angleterre, qui prit Boulogne l'an1544, fur le Roy François I mais par le Traité fait l'an 1546, il fut dit que ladite ville demeuteroit à l'Anglois jusqu'à ce que le Roy d'Angleterre fust payé par le Roy de certaines grandes sommes. Le Roy d'Angleterre pour retenir toùjours Boulogne, restud de recevoir l'argent da Roy avant la sainé Michel 1554. Toutefois ladite ville sur restructe au Roy Henry II. par Traité; Et le Roy y si son entre en l'année 1554, depuis lequel temps elle est toùjours demeurée dans le Domaine du Roy.

Le droid: que l'Empereur pretendoit au Comté de Boulogne, & qu'il a cedé au Roy par les Traitez de Madrid, Cambray & Crefpy, est fondé sur vne fausse Genealogie, déduite dans les Conferences de se Minientre les pages 60.

Ev

MAH

EVSTACHE IV. C espousa Constance, mourut sans ensans.

I DE Comtesse de H espousa Renaut Con

MAHAVT Comtesse longne & de Morta lippes de France & mont.

IEANNE DE BOV morte fans enfans e cher de Chaftillon, Mahaut fa mere. A eur de grands proce Comté de Boulong les descendans de



stres, & dans leurs Memoires, qui ne peut estre mieux refurée & renduë ridicule, que par la Genealogie veritable cy-jointe, par laquelle l'on voir que le Roy est entré au droict legitime de ceux de la Maison de la Tour.

Davantage, les articles des Traitez d'Artas & de Conflans, cy-deffus alleguez, témoignent affez cette verité: car l'on y voir apertement que nos Rois & l'Empereur reconnoiffoient, qu'il y avoit d'autres perfonnes à qui appartenoit ledit Comté, que l'Empereur avoit fijulé effre recompenfées pour en avoir la legitime poffeffion, eftant certain que la jouisfance qu'on voir que les Dues de Bourgongne ont eue dudit Comté, a cfté par violence & à caufe de la foibleffe de ceux de la Tour. Ain Cette ceffion des droits voir for frivole.

#### COMTE DE GVINES.

L'EMPEREVR Charles n'avoit point d'autre droich fur le Comté de Guines, qu'en vertu du Traité de Confians de l'an 1465, par lequel le Roy Louis XI. ceda & transporta en heritage perpetuel au Comte de Charolois le Comté de Guines, pour luy, ses hoirs & succession de Guines, pour luy, ses hoirs & succession de la réctive de la foy'de hommage, ressor de couveraineté; & du droich que ceux de Croy avoient audit Comté; ledit Roy promit de les recompenser.

Par le Traité de Paris de l'an 1514. Il fut convenu que les deux Rois affembleroient leurs Deputez pour decider les droichs, & pretentions de l'Empereur fur les Comtez de Boulogne & de Guines.

Depuis par les Traitez de Madrid, Cambray & Crefpy, l'Empereur ceda au Roy François ses droits sur le-

dit Comté de Guines.

Monsieur le Chancelier Ollivier, au memoire qu'il fit contre les Traitez de Madrid, Cambray, & Crelpy, dit ces mots:

#### 62 MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

Et au regard de la renonciation faite par ces Traitez, e, mondier & Roye, & Comté de Boulogne, Guines , & Ponthieu, elle luy a ellé aifee à faire, dautant qu'il n'y avoit aucun droid, comme il a ellé fouvent montré à les Deputez. Et quant aux villes affizes fur la Somme qu'il dit avoir quitrées, ledites villes avoient et de builles par le Roy Charles VII. au Duc de Bourgonne par engagement à la fomme payée, ledites villes sorient les ont effe baillées par le Roy Charles VII. au Duc de Bourgonne par engagement à la fomme payée, ledites villes sorient les roits de l'etituées comme il effoit tent par les ont ellé retituées comme il effoit tent par les ont ellé retituées comme il effoit tent par les ont ellé retituées comme il effoit tent par les ont ellé retituées comme il effoit tent par les ont ellé retituées comme il effoit tent par les ont ellé retituées comme il effoit tent par les ont ellé retituées comme il effoit tent par les des des les elles ell

"Davantage il faut confiderer, qu'il y a grande dif"ference entre ceder vne querelle, & vn droict pretendu
"& cederattu dont on ne jouît point, & ceder des chofes
"dont on jouît, qui font claires & indubitables, ni
"oncques disputées.

Ce sont les propres termes du memoire de Monsieur le Chancelier Ollivier.



### ARTICLES QVI SONT DANS LES

Traitel faits entre la Couronne de France & d'Espagne, concernans le commerce entre les Subjets des deux Couronnes.



E Commerce fera libre de part & d'autre, fans qu'il foit besoin de prendre aucun faufconduit. Le Traité de Senlis l'an 1493. Idem, au Traité de Barcelone 1493.

Iden, au Traité de Marcoulfis l'an 1498. finon qu'il ett adjouîté que les Subjets des deux Couronnes ne feront arreflez pour les debtes, & crimes les vns des autres, & que les Rois nonmeront des Confervaeurs du commerce de part & d'autre;

Idem, par le Traité de Blois l'an 1505.

Autre Traité à Blois l'an 1513. Idem, par le Traité de Bruxelles l'an 1516.

Idem, par le Traité de Madrid 1526.

De Crespy 1544. De Vervins 1598.





#### QVELLES SONT

# LES PRETENSIONS DV ROY d Espagne sur la Bretagne.



E Roy d'Espagne pretend que la Bretagne luy appartient comme heritier d'Isbelle sa tante, Gouvernante des Pays-bas, fille d'Elizabeth de France, qui estoit sœur de Henty III.

Il represente qu'Anne de Bretagne fille de François II. dernier Duc de Bretagne, fut mariée à Charles VIII. & depuis à Louis XII. que de ce mariage sont vssus deux filles, Claude, & Renée. Claude l'aisnée fut mariée à François I. & eut en dot le Duché de Bretagne; De ce dernier mariage sont yssus François II. qui sur couronné Duc de Bretagne, & mourut du vivant de François I. Henry II. qui fucceda à la Couronne & au Duché, fut marié à Catherine de Medicis, & eut François II. Charles IX. Henry III. qui moururent sans enfans; Elizabeth, Claude, & Marguerite de France. Elizabeth fut mariće à Philippes II. Roy d'Espagne ; de ce mariage est venu Elizabeth Infante Gouvernante des Pays-bas. Cela posé, ceux qui soustiennent les droicts d'Espagne disent, Qu'à Elizabeth appartenoit le Duché de Bretagne comme heritiere de Henry III. par representation d'Elizabeth sa mere, estant hors de doute que la representation a lieu en la Coustume de Bretagne: Que cette succession ne luy peut estre contestée, dautant que par le contract de mariage d'Elizabeth

beth auec Philippes II. il y a clause de renonciation seulement aux successions directes, mais non pas aux collaterales: Ainsi que le Duché de Bretagne ayant appartenu à Henry III. non point comme vn Domaine de la Couronne, mais comme venant en ligne directe de sa bisayeule Anne, qui avoit esté mariée à Louis XII. Oue Elizabeth a eu vn titre bien legitime pour pretendre que ledit Duché luy appartenoit, & en suite le Roy d'Espagne à present son neveu & successeur.

L'on demeure d'accord qu'Anne de Bretagne Duchefse a esté mariée à Charles VIII. & depuis à Louis XII. Qu'elle avoit en dot le Duché de Bretagne: Qu'Elizabeth vient d'elle en ligne directe : mais il ne s'ensuit pas qu'elle ait pû succeder au Duché par le deceds de Henry III. lequel n'a jamais possedé le Duché de Bretagne à titre particulier, mais comme Roy de France, dautant que François I. en qualité de Tuteur de Henry II. en avoit fait la reunion à la Couronne, du consentement & à la requisition de tous les Estats de cette Province. Et depuis Henry II. estant venu à la Couronne a confirmé cetre reunion par plusieurs actes, en erigeant yn Parlement, & Supprimant tous les Officiers Ducaux: tellement que depuis cette vnion solemnellement faite, Henry II. & ceux qui luy ont succedé au Royaume n'ont jamais pris le titre de Ducs de Bretagne, mesmes dans les Lettres expediées pour la Province. Cette vnion fut faite avant la naissance d'Elizabeth: En forte qu'il n'y a apparence qu'elle peust avoir aucun droict au Duché failant partie de la Couronne. Et quand bien il n'y auroit point eu de reunion expresse,

ce Duché ayant apparrenu à Henry II. fils de Claude; Lors qu'ilest venu à la Couronne, il s'est fait comme vne vnion tacite de cette Province, qui estoit mouvante de la Couronne, estant une maxime qui a de tout temps esté observée, & qui a passé pour vne loy de l'Estar: Que les biens que les Rois ont lors qu'ils viennent à la Couronne, particulierement ceux qui en font mouvans y font reunis, sans qu'ils en puissent jamais estre separez, estans comme le dot que le Roy apporte à la Couronne, avec laquelle il contracte vn mariage politique : Et partant Elizabeth n'auroit eu aucun droict en la Bretagne comme heritiere de Henry III. la Bretagne n'estant point son Domaine particulier, mais Domaine de la Couronne, & qu'il avoit possedé comme Roy de France.

L'on pourroit dire qu'Isabelle Archiduchesse estant estrangere, ne pourroit par la loy du Royaume succeder au Roy Henry III. bien qu'il y eust reserve de la fuccession Collaterale; dautant que cela se doit entendre avec toutes les conditions legitimes, fi ce n'est qu'il y eust vne derogation particuliere à la loy du Royaume qui exclud les Estrangers: tellement que s'il y avoit lieu à la succession pour la Bretagne, elle auroit appartenu à Marguerite de France, qui estoit regnicole, & qui a institué le Roy à present regnant, son heritier en tous ses biens.

Mais quand bien tous les movens cy-dessus cesseroient, & que l'on admettroit le Roy d'Espagne à demander le Duché de Bretagne, comme heritier de Henry III. Le Roy a vn autre moyen bien puissant, pour reduire toutes les pretensions d'Espagne à peu de chose; dautant que Louis X I. craignant qu'Anne Duchesse de Bretagne ne se mariast avec yn Prince Etranger, il prit cession de tous les droices & pretensions des heritiers de la Maison de Penthieyre, qui pretendoient que de droict le Duché de Bretagne leur appartenoit, & que la Maison de Montfort l'avoit vsurpé sur eux par force & violence: Et de fait Louis XI. lors qu'il fit le mariage de son fils Charles VIII. avec Anne de Bretagne, le contract est en forme de transaction, fur les differens qui estoient entre le Roy & Madame Anne de Bretagne ,pour les droicts qu'il pretendoit avoir au Duché, lesquels droicts l'on pourroit re-

prendre s'il en estoit besoin.

Pour entendre quels eftoient ces droichs: Il faut remarquer que du regne de Philippes de Valois, le Duché de Bretagne eftant contefté entre le Comte de Montfort, & Charles de Blois, qui avoit époufé leanne de Bretagne; Philippes de Valois, Juge fouverain des parties, adjugea par Arreft, donné à Conflans l'an 1341.

le Duché de Bretagne à Icanne.

Le Comte de Montfort irrité de ce jugement, rendit la foy & hommage du Duché de Bretagne au Roy d'Angleterre pour estre assisté de luy, & vint en Bretagne, met vne armée fur pied. Charles de Blois arme de son costé. Enfin ce Prince malheureux perdit la bataille & la vie. Et depuis leanne sa femme transigea & renonça à toutes ses pretensions, moyennant le Comté de Penthieure & autres biens qui luy furent donnez. Cette transaction a esté suivie de plusieurs actes qui l'ont approuvée; Entre autres des foy & hommage rendus par ceux de Montfort aux Rois de France, qui les ont toûjours reconnus pour Ducs: Neantmoins fous le regne de Louis XI. Ican Brosse, Seigneur de Boussacq, & Nicole de Bretagne, yssus par moyens de Charles de Blois & de Jeanne de Bretagne, obtinrent Lettres pour estre relevez du Traité fait à Nantes, fondez sur la force & violence. Les Lettres furent presentées au Parlement, sur lesquelles il sut ordonné que François II. se disant Duc de Bretagne, seroit appellé, & viendroit defendre.

En faire de ce fur patificontrad en 1479, entre Louis X I. & Jedie de Broile, tant en fon nom que comme Procureur de fa femme, par lequel Jedie de Broile cede ce transporte audit Seigneur Roy & à fes successfeurs, tous les droids, noms, raisons & actions qui pourroient appartenir à fa femme audit Duché de Bretagnes fur lequels droids fut transfigé par le contract de mariage

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

de Charles VIII. & Anne de Bretagne. Il est vray que par ce contract, il est dit que ladite Dame Anne Duchesse fortifiant le droict du Roy, luy cede & quitte, & à ses successeurs Rois de France, ses droicts au Duché. en cas qu'elle predecede sans enfans. Comme aussi ledit Seigneur Roy cede à ladite Dame, en cas qu'il predecede sans hoirs, ses droicts audit Duché. Ce cas dernier est arrivé : Car Charles VIII. est decedé sans enfans; Tellement que l'on pourroit dire qu'en la personne d'Anne sa femme, tous les droicts qu'il pouvoit avoir au Duché ont esté reunis. Mais il y a lieu, en cas que l'on voulust pretendre le Duché par succession, de reprendre toutes ces anciennes pretensions, qui seroient bien fortes, estant soustenuës par vn Roy de France estant en possession. Il n'est pas necessaire d'en venir à ce dernier moyen: Il se faut tenir aux premieres desenses, qui sont indubitables & sans replique, ou bien il saudroit changer toutes les loix & les maximes de la France.



### 推出排物排作排作的信仰性的推出推出推出推出推供

LE SVIET DE CE MEMOIRE, EST DE seprégnet la pretujon qu'ont les s'hagnols sur le Duché de Bretagne à cansé de Madame élizabeth de France, s'ille du Roy Henry II. & les réponse qu'on y fait pour le Roy. Pour mieux comprendre cette affairé, il faut voir cette Genealogie.

FRANÇO IS II. Duc de Bretagne mort 1487. Anne Duchelle de Bretagne, qui épousa le Roy Louis XII.

CLAV DE de France épouse du Roy François I.
qui vnit la Bretagne à la Couronne Fan 1532.

REN s's de France femme du Duc de Ferrare :
de ce mariage font yffus
Messieurs de Nemours.

FRANÇOIS HENRY II. Roy de France épousa MARGVERITE de France
Dauphin mort 1536.

MARGVERITE de France
épousa Emanuel Philbert
Duc de Savoye.

FRAN- GHAR- HEN- ELIZA- CLAYDE LA REINE CHARLES EMANVEL COIS II. 181 IX. AY III. BETHÉ- ÉPOUÍA MAR- DUC dE SAVOYC, ÉPOUÍA ROY dE ROY de ROY de POUIA CHARLES VERRI- CARTENE EÎLE CP France. France. Philip- II. Duc Ti. lippes III. Roy d'Espagne.

Lorraine

pes I1. de Lor-Roy raine: de d'Espa- ce mariagne. ge sont fortis les Dues de

SABELLE OU ELIZA- CATHERINE ÉPOU-BETH Infante, qui a fede Charles Emaefté Gouvernante des nuel Duc de Sa-Païs-bas, morte fans enfans 1651.

VICTOR AMEDS' Duc de Savoye épousa Chrifine de France,

Le Duc de Savoye qui est à present.

DROICTS DV ROY AVX COMTEZ de Roußillon & de Cerdaigne.

Es Comtez furent engagez en l'an 1462. au Roy Louis XI. par lean II. Roy d'Arragon, pour la fomme de trois cens mil efeux. Et par le Traité de confederation entre le Roy Charles VIII. & Ferdinand & Ifabelle, Rois de Catille & d'Arragon, à Barcelone l'an

belle, Rois de Castille & d'Arragon, à Barcelone l'an 1493. il fut convenu que le Roy Charles delaisseroit au Roy Ferdinand la possession desdits Comtez, à la charge que lesdits Ferdinand & Isabelle ne s'allieroient avec les ennemis du Roy Charles, & observeroient les anciennes confederations, entre les Rois de France & d'Espagne; Qu'ils ne marieroient leurs filles avec les Rois des Romains & d'Angleterre, ou bien avec leurs fils, & autres ennemis declarez du Roy de France; Qu'ils n'auroient intelligence avec quelque Prince que ce fust, au prejudice les vns des autres; Et que tant le Roy Charles, que les Rois ses successeurs, pourroient faire voir & examiner leur droict sur ces Comtez à cause d'engagement ou autrement, dont les deux Rois se sousmettroient à arbitres de part & d'autre : Et au cas que le Roy Ferdinand n'accomplist le contenu au Traité, il renonçoit à tout droict de proprieté de Seigneurie & de possession qu'il pouvoit pretendre esdits Comtez.

Or lesdits Ferdinand & Isabelle contrevintent à ce Traité, ayant marié leurs filles à des Princes des Maisons d'Austriche & d'Angleterre, & de plus assisté le

Roy de Naples contre le Roy Charles.

Et neantmoins par le Traité de Paix entre le Roy Louis XII. & lefdits Roy Ferdinand & Ifabelle, qu'ils ratifierent à Grenade l'an 1900. le Roy Louis ceda à Ferdinand, & aux Rois d'Arragon ses successeurs, le droict qui luy appartenoit esdites Contez: Et en contreschange lessites Ferdinand & Isabelle cederent au Roy Louis & de Successites Rois de France, le droict qu'ils pretendoient leut appartenir au Comté de Montpellier, & autres Terres & Seigneuries du Royaume de France.

Le Roy Louis XI. assiegea Perpignan & le ptit.

Charles VIII. son fils qui l'avoit rendu pat ttop de facilité, envoya vne puissante armée pout le ravoit, qui estoit commandée par Charles d'Alençon, Lieutenant du Duc de Bourbon.

Le Roy François I. y alla mettre le siege luy-mesme, avec une armée de quarante mil hommes.

Henry le Grand y envoya aussi le Mareschal d'Ornano avec vne armée.



DROICTS DV ROT SVR LA CATALOGNE, es sur le Roussillon.



A Catalogne a esté sous la Souveraineté des Rois de France, depuis l'Empereur (Charlemagne, jusques au Roy Sainét (Louis, lequel y renonça l'an 12,18.

Les principales villes de Catalogne, sont Tarragone, qui est Archiepiscopale, Barceloune, Gironne ou Gironde, Letide ou Lyerde, Elne, Vich d'Osone, Solsone, Vigel, & Tottose, villes Episcopales.

Au mesme païs est aussi le Comté de Roussillon, où sont les Villes & Places de Perpignan, Salfes, & Elne; & encore le Comté de Cerdaigne, ainsi appellé à cause de la ville de Puycerdan.

Les Mores & les Arabes l'vsurpetent depuis leur irruption en Espagne, l'an 714. Et les Empereurs Charle-

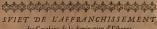
magne, & Louis le Debonnaire en recouvrerent la pluspart, depuis l'an 797, y establissant des Gouverneurs, sous les titres de Comtes. De sorte que les Rois de France en ont esté reconnus pour Souverains & Seide ce qu'en l'an 820. l'Empereur Louis le Debonnaire condamna Bera premier Comte de Barcelonne, comme criminel de leze-Majesté: Qu'en l'an 874. le Roy Charles le Chauve donna en propre, à foy & hommage, le Comté de Barcelonne au Comte Wifridn, & à ses successeurs, au lieu que ledit Wifridn ne l'avoit auparavant qu'en gouvernement: Qu'és années 860, 876, & 878. les Evelques de Barcelonne, d'Vrgel, de Gironne & de Roussillon, ville à present ruinée, ont assisté aux Estats Generaux de France, & és Conciles & Synodes tenus à Troyes, & autre part, comme estans vassaux & subjets du Royaume: Des fondations d'aucuns Monasteres, & des privileges octroyez aux villes & Eglises par les Rois de France, qui bailloient permission de fortifier les villes & bourgs, & confirmoient les dons faits aux Eglises par les Comtes de Barcelonne : De ce qu'en l'an 816. ledit Empereur Louis, par sa Declaration à Aix la Chappelle, en faveur des Espagnols qui s'estoient venus habituer en France, & y cultiver des terres desertes, commanda que pour memoire il seroit gardé des originaux de ladite Declaration à Barcelonne, Gironne, Roussillon, & aux Empuries: Que l'an 874. le Roy Charles le Chauve ordonna à Attigny, sur les plaintes de l'Evesque de Barcelonne, qu'il seroit remedié aux entreprises sur la jurisdiction spirituelle, & sur les decimes qui luy estoient deuës: Et finalement, de ce que l'on mettoit les années du regne des Rois de France, de la Maison de Charlemagne, & de celle de Hugues Capet, en tous les Traitez de Paix, Contracts, Sentences, Fondations d'Eglises, & autres actes publics qui se passoient en Catalogne, ainsi qu'il se void par plusieurs titres,

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 73

jusques en l'an 1160, du regne de Louis le Ieune. Cét va lage n'ayant esté aboli qu'en l'an 1180. Au temps que les Comtes de Barcelonne estoient devenus Rois d'Àrragon, & que nos Rois ne tenoient en propre le Lan-

guedoc, & la Guyenne.

Mais le Roy Sainé Louis, par le Traité de l'an 1138. fair avec lacques premier Roy d'Arragon, luy ceda & transporta, & à les successeurs Rois d'Arragon, les droicts de Souveraineté, de jurissélicition, de s'écodalité, & d'autres qui luy appartenoisent és Comtez de Barcelonne, d'Vrgel, Bezalu, Roussélion, des Empuries, de Cerdaigne, Constans, Girone, & d'Osfone, où est la ville de Vich: & Jedit Roy Jacques quirta au reciproque, audit Roy Sainét Louis, & à ses successeurs Rois de France, les droists qui luy pouvoient apparensi fur plusieurs Comtez & Scigneuries de Languedoc, Guyenne, & de Provence.



des Catalans de la domination d'Espagne.

A principale, & l'unique raifon pourquoy

Les Caralans fe font foultraits de l'obeitfance du Roy d'Efpagne, est qu'ils difient
fance du Roy d'Efpagne, est qu'ils difient
de guerne, du rour extraordinaires, que
leurs privilèges ayont ellé violez, & qu'en d'attres chefs,
il les luy-mefine violez par fon authorité. Ce qui les
rend de droite exempse de fon obeitfance, entant qu'ils
ne fe, font jamuis donnez, qu'à condition que leuriflites

La plus apparente preuve qu'ils rendent de leur dire en ce sujet, est, qu'ils sont en possession du consentement mesme du Roy d'Espagne, de ne recevoir, ni executter aucune ordonnance emanée de luy, qu'il n'ait premierement juré leurs privileges: D'où ils inferent, que lors qu'il vient à les violer, ils reviennent au mefme cflat qu'ils efloient auparavant qu'il les avoit jurez; c'est à dire libres, & non subjets à son obeïssance.

Pour confirmation de cette preuve, ils mettent en avant, qu'au lieu que toutes les Provinces sujetes au Roy d'Elpagne sont obligées d'executer ses ordres apres vue seconde jussion, sur peine d'estre criminelles; la Catalogne n'est point obligée à cette rigueur, ains a la liberté de les rejetter quand ils choquent leurs privileges,

La liberté des Caralans ett encore fondée au Tettament de Jacques I. dit le Conquerant, Roy d'Arragon, par lequel il ordonne que les Royaumes d'Arragon, de Valence, & de Majorque, & la Principauté de Catalogue, ne feront jamais de la juridicition du Royaume de Caftille, ni vnis & incorporez à cette Couronne; & ne reconnoiltront en tien le Roy de Caftille pour leur Souverain.

Zurica, is Ann les d'Arragon, liv. 3. ch. 43. Et ce qui est à noter, ce Roy pour ne rien oublier qui pûst empescher qu'on ne contrevinst à la disposition, a ordonné qu'elle sust publique. Ensuire dequoy elle sur publiée en la ville de Valence, l'an 1248. le 19lanvier.



## OVELS SONT LES DROICTS CEDEZ

sur le Comté de Montpellier, en eschange du Roußillon.



E siege Episcopal de Montpellier estoit anciennement dans l'Isle de Maguelonne : Charlemagne, à cause des courses des Sarrasins qui infectoient cette Isle, fit abattre l'Eglise de Maguelonne, & tous les edifi-

ces; & deflors l'Evesché fut transferé dans la ville de Sustantion, qui estoit en terre ferme, où le siege Episco-Arnaud, mort l'an 1078, rebastit l'Église de Maguelonne, & y restablit son Chapitre. Durant ces trois cens ans, ceux de Maguelonne commencerent à bastir vne nouvelle ville en terre ferme, nommée depuis Montpellier, où fort long-temps apres, sçavoir sous le regne de François I. l'Eyesque de Maguelonne se retira & son Clergé, & l'Evesque depuis ce temps s'est appellé Evesque de Montpellier.

Pour la ville de Montpellier & ses appartenances, elle a esté vn fief de la Couronne de France; depuis vn long temps: il y en a des Declarations anciennes des Evesques de Maguelonne, qui ont reconnu de plus, que la partie de ladite ville, qui s'appelle Montpellier, estoit tenuë en fief par ceux du Roy. Que pour le reste de ladite ville, & le Chasteau de Lattes, appellé anciennement de Palude, le Roy d'Arragon fieur de Montpellier, le tenoit en fief de l'Evelque, & de l'Eglise de Maguelonne, & estoit yn arriere-fief de la Couronne. L'on a les preuves de ce que dessus par de bons actes.

En l'an 1155, le Roy Louis le Ieune confirma l'Eglise & l'Evesque de Maguelonne, en la possession de tous

fes biens, & particulierement de toute l'Isle où l'Eglise estoit siruée; ce que sit aussi depuis Philippes Auguste, l'an 1208.

Les Evefques de Maguelonne ont rectú les hommages liges, tant des anciens Seigneuts de Montpellier, que des Rois d'Atragon & de Majotque, par plufieurs actes qui teflent encote des années 1184, 1193, 1199, 110-64, 1108, 1136, 1160, 1176, 1183, 1301, 1311.

Le Roy de Majorque sieur de Montpellier, reconnut en l'an 1977, tenir du Roy de France, tout ce qu'il te-

noit de l'Evesché de Maguelonne.

L'an 1392, efchange entre Philippes le Bel, l'Evefque & l'Eglifé de Maguelonne, par lequel ilscedent au Roy, ce qu'ils avorent à Montpelher, & les droichs qu'ils y petcevoient: & le Roy leur baille 300, livres de renre, qu'il affigne en la part qu'il avoir en la part qu'il avoir en la ville d'âler, à la chatge de tenir le tout en fief du Roy. Cét échange fut executé, & l'Evefque mis en possession de ce que le Roy luy avoit cedé.

Le Roy est Seigneur ditect & vtile, de la pattie de la ville de Montpelliet, qui appartenoit à l'Everque: refloit celle qui avoit appartenu aux anciens Seigneurs de Montpelliet, nommez Guillaume, & ensuite aux

Rois d'Atragon & de Majorque.

L'an 1349. Iacques Roy de Majorque fieur de Montpellier, vondri au Roy Philippes de Valois, Ia Ville & Chafteau de Montpellier, & le Chafteau de Lattes, & dépendances, pour la fomme de fav. vairges milecleus d'or. Ce contrad tratifé la meline année par Jacques fils dudit Roy, âgé feulement d'onze ans, & par la fœur l'abbelle, âgée de douze ans car ainfi avoir-i elft flupulé.

Ce Roy vendeut, receut du Roy Philippes, pour ptemiet payement, la somme de 40000. escus d'ot; aussitost aptes le Roy de Majotque mourut en mauvaise fortune, chasse de ses sestats par le Roy d'Attagon.

Zurita en ses Annales d'Artagon, a escrit, qu'en l'an-

G- 57- 46

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 77

néc 1310. Pierre IV. Roy d'Artagon, envoya vets le Roy Philippes de Valois, pour le faité de la Baronnie de Montpellier, & des Vicontez d'Omeladez, & de Cartadez, pretendant que la vente qu'en avoit fait le Roy de Majorque efloit nulle, faite à son prejudice, & de l'Insart Jacques fils dudit Roy de Majorque; demanda au Roy la restitution desdites terres, au nom dudit Insant.

Que le Roy envoya en Arragon, où apres plusieurs conferences, ladite vente fut confirmée, & convenu que le Roy payeroit au Roy d'Arragon, ce qui restoit à payer du prix desdites terres: Et que pour ce, il auroit pouvoir dudit Infant de Majorque. Le mesme Autheur, chap. 42. du mesme Livre, & en l'an 1351. dit: Que le Roy Iean continuant ce Traité, envoya des Ambassadeurs en Arragon: Qu'au mois de Fevrier, ils demeurerent d'accord du mariage entre Louis de France Duc d'Anjou, avec l'Infante Constance, ou avec Ieanne, seconde fille dudit Roy d'Arragon: Que le Roy de France donneroit à fon fils la Ville de Montpellier, le Chasteau de Lattes, avec tout ce qu'il avoit acquis du Roy de Majorque: Que le Roy d'Arragon renonceroir en faveur du Roy, aux Villes de Montpellier, & de Lattes, à la Baronnie de Montpellier, aux Vicomtez d'Omeladez, & de Frontignan, & au fief de Cartadez: Que pour plus grande asseurance, le Roy devoit donner au Roy d'Arragon 50000. florins, qui appartiendroient aux enfans yssus de ce mariage : mais en defaut d'enfans, ou que ledit mariage ne se fist pas, le Roy s'obligea de donner au Roy d'Arragon 150000. florins en trois ans, Cét Historien dit, que ces deux Rois jurerent ce Trairé, qui demeura neantmoins sans execution, ce mariage ne s'estant point fait, qui en estoit le fondement.

Mais ce qui termine cetre affaire, est la Transaction que fit le Roy Charles VI. l'an 1593, avec Isabelle Reine de Majorque, & Marquise de Montserrat, fille du Roy vendeut, & vnique hetitiere de lacques son frere: Elle disoit qu'à la verité le Roy de Majorque son pere, avoit vendu en Avril 1349. au Roy de France, la ville & baillie de Montpellier, & la ville de Lattes, sans y comprendre la Baronnie de Montpellier, moyennant la somme de cent vingt mille escus du coin de France: Que le Roy de France prit en sa main ladite Baronnie, pour la restituer à ceux à qui elle appartenoit, à cause que son frere & elle estoient prisonniers en Arragon. Que depuis ladite Baronnie fut delivrée à son frere, comme Roy de Majorque: luy mort sans hoirs, qu'elle estoit sa seule heritiere, & que ladite Baronnie luy appartenoit, ensemble la somme de quatre-vingts mille escus. qui restoient à payer de la vente desdites villes & baillies de Montpellier, & de Lattes. Le Roy ne demeuroit pas d'accord de ce que dessus : car il pretendoit que le Roy de Majorque luy avoit vendu ladite Baronnie, & lesdites baillies; mais que les choses avoient esté fort mal estimées. Enfin le Roy bailla à ladite Isabelle Reine de Majorque, sa vie durant sculement, le Chastelet, Chastellenie de Hallargues, & 1200. livres de rente sur la Seneschaussée de Beaucaire. Et de plus, ladite Dame receut 5000. francs d'or, pour payer ses debtes; moyennant quoy, elle ceda au Roy tout le droict & action qu'elle avoit, tant comme vnique heritiere de son frere, qu'autrement, en la Baronnie de Montpellier, & en toutes les autres terres & choses que ses pere & mere avoient, & pouvoient demander en la Seneschaussée de Beaucaire, & païs de Languedoc. Cette Transaction fut passée à Paris le 13. Septembre 1395. ratifiée par ladite Dame, & executée par le Roy par le payement defdits cinq mille francs d'or, le 8. Novembre suivant.

Pat le Traité de paix entre Louis XII. & Ferdinand (l'abelle Rois de Calfille & d'Arragon, de l'an 1900. "il est porté en ces termes: Les Roy & Reine d'Espagne, "ont cedé & transporté au Roy Louis XII. & à ses suc-

### POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 79

cesseurs, le droid qu'ils pretendoient au Comté de Montpellier, & aux Terres, & Seigneuries du Royaume de France: & en échange ledit Roy Louis a cedé aux mesmes Roy & Reine de Cassille, le droid qu'il avoit aux Comtez de Roussillon, & de Cerdaigne, tant

à cause d'engagement, qu'autrement.

Et par les Traitez de Paix, entre l'Empereur Charles V. & François I. à Madrid 1316. & à Cambray 1329, confirmez par ceux de Crefpy 1544. & Chafleau en Cambrefis 1559. & Vervins 1598. ledit Empereur, & Philippes II. Roy d'Elpagne, ont renoncé au profit dudit Roy François I. & de les fuccefleurs Rois, au droid pretendu par ledit Empereur, & Roy d'Elpagne, à caufe de leur Couronne d'Espagne, & Terres & Seigneuries posfedées par ledit Roy François: & en recompense les Rois de France ont renoncé au droid par eux pretendu au Royaume de Naples, & aux Royaumes de la Couronne d'Arragon, au profit dedits Rois d'Espagne.

Par là fon void le peu de raifon qu'avoir Mercurin Gatinara, Chancelier dudit Empereur, fiivi par Zurita, & autres Hiftoriens d'Elpagne, aux Conferences de Calais 1721. & de Tolede 1732, lors qu'ils ont mis en ayant, que le Comé de Toloulet, Narbonne, Montellier, & tout le pais de Languedoc appartenoient audit Emprerur, pour avoir dét injudtement vlurpez fur la Couronne d'Arragon. Et quels pouvoient eftre les droicts cedez par Ferdinand & Ifabelle, au Roy Louis XII. puifque ceux d'Arragon, & leurs fuccefleurs avoient vendu long-temps auparavant leurs droicts à nos Rois, & en ayoient recèu les fommes promifes parleurs

Traitez

#### GENEALOGIE.

GVILLAVME fils d'Ermengarde, Seigneur de Montpellier. 8. 1121.

GVILLAVME fils d'Ermefinde, Seigneur de Montpel-

lier. 9. 1146.

GVILLAYME fils de Hibille, Seigneur de Montpellier.

GVILLAVME fils de Matilde, Seigneur de Montpellier.

6. 1204.

MARIE de Montpellier. 1219. Esp. Pierre Roy d'Arragon. 8. 1213.

IACQUES Roy d'Arragon, Seigneur de Montpellier.

6. 1272.

IACQUES fut Roy de Majorque,

ragon. Seigneur de Montpelliër, par tellament de fon pete: Efp. Efelarecide fille du Comte de Foix. 8, 1311. SANCHE Roy de Majorque, Seigneur de Montpellier.

PIERRE Roy d'Ar-

6. 131.

IACQ VES III. Roy de Majorque, Seigneur de Montpellier. 8. 1343. Marie sa femme.

ISABEL Reine de Majorque, IAC QVES mort en Ca-Elp. Iean Marquis de Montferrar, vnique heritiere de Jacques fon frere,

QVELS

## \*\*\*\*\*\*\*

## OVELS ESTOIENT LES DROICTS.

cedez par le Roy d'Arragon, au Roy S. Louis, sur le Comté de Toulouse, & sur plufieurs Seigneuries du Languedoc, en échange de la Catalogne: par le Contract de l'an 1258.

### A QVEL TITRE LE ROT EST COMTE de Toulouse, & Seigneur de Languedoc.



AIMOND sixiéme Comte de Toulouse, s'estant rendu Chef des Heretiques Albigeois en Languedoc, le Pape excita les Princes contre luy: Simon Comte de Monfort se croifa, & fa conduite fut si heureuse, qu'il

conquit le Languedoc, en sorte que le Comte de Tou-L'an 1215. le Concile de Latran fut tenu à Rome, le

Comte de Toulouse s'y trouva, & le frete de Simon Comte de Montfort: Là le Comte de Toulouse fut pride son Comté, qui fut adjugé par le Concile audit Courre de Montfott, avec ce qu'il avoit conquis sur les

L'an 1216. Simon conquit la ville de Toulouse, & ours vint trouver le Roy Philippes Auguste, qui luy una l'investiture du Comté de Toulouse, du Duché Purbonne, du Vicomté de Beziers, de Carcassonne, autres lieux.

Sunon Comre de Montfort ayant esté tué dans son tal diffement, fon fils Amaulry luy succeda, qui eut le grandes guerres contre le Comte de Toulouse, qui

avoir etlé fipolié, & contre Raimond fon fils, feptiéne du nom, qui trouva peu de refiltance, n'ayant plus en telle que le Comte Amaulty, qui fe defiendit fort mal; & en lotte, qu'il fur obligé de le retirer en France, vers le Roy Louis VIII. auquel il ceda tous fes droichs fur le Comté de Touloulé, au Vicomté de Beziers, & en toute la conquette d'Abligeois. Voilà donc le Roy a

droict du Comte de Montfort. En luite de ce, Louis VIII. prit la Croix, vint en Languedoc, où pluseurs villes luy ouvrirent les portes, & vne bonne partie du pais le reconnut.

Le Comte Raimond cependant faisoit ce qui estoit en luy, pour se conserver vne partie de son pays; & lors il sut excommunié en vn Concile tenu à Narbon-

ne, par les Legats du Pape.

Louis VIII. mourut cette année, retournant de son expedition, & le Roy Sainét Louis son fils commença à regner, qui continua la guerre en Languedoc, jufques en 1128, que le Legat du Pape fit parlet de paix: ce qui sur reces de rous, & se sur tartée à Paris, en prefence du Roy S. Louis, qui y eut yn grand advantage.

Le Comte de Toulouse par le Traité, promit de bailler sa fille au Roy S. Louis, pour la marier à vn de ses freres: à condition que ledit Comte jouïroit sa vie durant, de Toulouse, & des terres qu'il avoit dans l'estendue de l'Evesché de Toulouse: Qu'apres sa mort le tout appartiendra au frere du Roy, qui épousera la fille dudit Comte, & aux enfans yssus de ce mariage; & en cas qu'il n'y ait enfans dudit mariage, le tout appartiendra au Roy, & à ses heritiers, à l'exclusion de la fille, & autres heritiers dudit Comte: en telle forte qu'en tout cas la ville de Toulouse, & les lieux qui sont dans l'estenduë de l'Evesché de Toulouse, retourneront au Roy, & aux siens. Que si ledit Comte decede sans enfans, ses autres terres appartiendront à sa fille, qui épousera le fils du Roy, & aux enfans seulement qui viendront de ce mariage.

1226.

POUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 8:

Le Comte de Toulouse quirte au Roy, & à ses heritiers à perpetuité, toutes les autres terres qu'il avoit de deçà le Rosne, & tous les droicts qu'il y avoit. Ce

Traité fut fait en Avril 1228.

Ensuite de ce Traité, le Comte sut absous par le Legat; mais neantmoins il se repentit de ce qu'il avoit fair, à diverses fois: mais principalement en l'année 1241. qu'il se ligua avec le Roy d'Angleterre, & les Comtes de la Marche & de Foix, & fit la guerre au Roy Sainct Louis. Le Comte de Foix traita à part avec le Roy, l'an 1242. & luy fit hommage pour son Comté, & en la mesme année le Comte de Toulouse fir sa paix avec le Roy, confirmant le Traité de Paris, de l'an 1228, pour l'execution duquel, Icanne sa fille vnique épousa Alfonse frere du Roy Sainct Louis.

Le Comre de Toulouse mourut le 27. Septembre 1249. & par son testament, il institua en tous ses biens fon heritiere leanne sa fille, femme dudit Alfonse Com-

te de Poictiers.

Alfonse & leanne possederent paisiblement le Comté de Toulouse, & furent reconnus de tous les Seigneurs du païs: leur deceds arriva à l'vn & à l'autre en l'année 1270, au retour de leur voyage d'outre-mer. Ils n'eurent point d'enfans, en sorte que le Comté de Toulouse, suivant le Traité de Paris 1228, demeura au Roy, qui en prit aussi-tost la possession par les Officiers, qui declarerent par acte, que le Languedoc appartenoit au Roy, en verru dudit Trairé.

En l'année 1247, en Octobre, Trincavel Vicomte de Beziers & de Carcassonne, ceda & donna au Roy Saince Louis, tout le droict qu'il pouvoit avoir aux villes de Beziers, Carcassonne, Toulouse, Narbonne, Agde,

Nifmes, Maguelonne, Alby & Lodéve.

Mais pour venir au faict des Rois d'Arragon, le Roy Sainct Louis n'oubliant rien pour s'asseurer le Comté de Toulouse, sit vn échange avec lacques Roy d'Arra-

gon, au mois d'Aoust 1258, par lequel le Roy cede au Roy d'Arragon, tous les droicts de feudalité, de jurifdiction, & autres qui luy pouvoient appartenir dez les regnes des Rois Pepin, Charlemagne, & Louis le Debonnaire, aux Comtez de Barcelonne, Vrgel, Befals, Roussillon, aux Empuries, à Cerdaigne, Conflans, Gironne, & à Ossonne en Catalogne. Et le Roy d'Arragon cede au Roy S. Louis les droicts qu'il pretendoit à Carcassonne & au Comté; à Laurac, & au Comté de Lauragais; à Beziers, & au Vicomté; à Agde, à Albi & Albigeois; à Rhodez, au Comté de Foix; à Cahors, & au Cahorfin; à Narbonne, & au Duché de Narbonne, à Puylaurens, à Saincte Foy, à Millaud, au Vicomté de Credon, au pais de Fezansaguel, à Nismes, & au Nemausois, à Toulouse & au Comté de Toulouse, & à Sainct Gilles: bref tout ce qu'il pretendoit en toute la terre & jurisdiction de seu Raimond Comte de Toulouse. Zurita a écrit le contenu en ce Traité; mais il adjoufte ce qui n'est pas aux originaux, qui sont au Threfor des Chartres du Roy: Que le Roy d'Arragon ceda par le mesme Contract, ce qu'il pretendoit à Leucate.

Voilà à quel titre le Roy est Seigneur vtile du Lan-

Le Roy Iean, par ses Lettres patentes du mois de Decembre 1361, reunit à la Couronne le Comté de Toulouse. Cét échange de l'an 1258, entre le Roy S. Louis, &c le Roy d'Arragon, a donné sujet de demander quels droicts avoit le Roy d'Arragon sur le Comté de Touloufe, & fur toutes les grandes Seigneuries; dont il ce-

de les droicts au Roy Sainct Louis.

Il y en a qui ont creû qu'ils prenoient leur origine de ce que Bertrand Comte de Toulouse, en l'année 1116. alla trouver Alfonse VI. Roy d'Arragon son ayeul, & luy demanda secours, pour recouvrer son Comté de Toulouse, qu'avoit envahi le Comte de Poictiers, pendant son voyage de la Terre Saincte. Pour l'induire à prendre fa protection, il luy fit vne declaration qu'il ethoit fon valfal. Zurita au livre premier de fes Annales d'Arragon, chap. 43. parlant de ce faid, adjoutles Que « ce Come foulinit au Roy d'Arragon, non feulement « fon Comté de Touloufe, mais aulti int Comté de Rho-ede, Beziers, Agde, Narbonne, Cahors, Carcassonne, « Alby, & ce qu'il tenois en Foix.

Il n'y a personne qui ne juge que cette reconnoissance de Seigneur de sies est nulle, n'estant pas permis à vn vassal de choisir tel Seigneur que bon luy semble, au

prejudice de son ancien & naturel Seigneur.

Pour eftre feudataire, il faut avoir receù la terre de celuy de qui l'on la reconnoith. Or le Comté de Toulouse avoit esté baillé aux Comtes de Toulouse par le Roy de France, & ledit Comté de tout temps a esté vn sief mouvant de la Couronne de France.

Le Conte de Toulouse n'a pû faire cette fousinission au Roy d'Arragon, sans le consentement du Roy son Seigneur souverain; n'a pû obliget ses fuccesseurs à citte hommagers; & ainsi il n'a donné aucun droit à ceux d'Arragon: & quand il l'auroit pû, les Rois d'Arragon n'auroient seulement que la directe sur les choses cedes, a

& reconnuës mouvantes d'eux.

Il ne faut donc point penfer que le Roy d'Arragon air fair auten fondement lur ce droid, en traitant avec S. Louis, Il est donc question d'examiner quels pouvoint estre les droists cetez au Roy S. Louis, par cé échange de l'an 12/8. Mais avant que d'en venir là, il faut confiderer que nos Histoires font fort dérécheurles pour ces particularitez (Que ces droids de preensions, pour estre avant l'année 13/8. ne se pauvent que tres-difficillement défeouvrir; ce qui ne se peut trete que des Histoirens de la Maiston d'Atragon, qui ont en cela montré peu de curiostié.

Neantmoins l'on void, que ceux d'Arragon ont pretendu sur le Comté de Carcassonne, à cause d'Almodie,

femme de Raimond Berenger Comre de Barcelonne; Que depuis ce temps les Comtes de Barcelonne, & apres eux les Rois d'Arragon, se sont dits Comtes de Carcasfonne. Hest vray que ce Raimond Berenger eut de grandes guerres avec Raimond Trincavel Vicomte de Beziers, qui avoit épousé Ermengarde, fille & heritiere de Raimond, legitime Comte de Carcassonne: mais les Historiens d'Arragon ont écrit, qu'ils transigerent en l'année 1068. & que Trincavel & sa femme cederent au Comte de Barcelonne leurs droicts au Comté de Rasez, à Couserans, Comminge & Carcassonne. De là, sans doute, est le fondement du Roy d'Arragon. Mais l'on void par nostre Histoire, & tres-certainement, que la posterité de ce Trincavel Comte de Beziers, & de sa femme Ermengarde Comtesse de Carcassonne, a joui & possedé les Comtez de Carcassonne & de Beziers : & que Raimond Roger Comte de Carcassonne & de Beziers, yslu d'eux en ligne directe, ayant suivi le parti des Heretiques Albigeois, y fut tué, ses Estats conquis. & donnez à Simon Comte de Montfort, Chef de la Croisade: ce qui fut confirmé par le Pape Innocent III, Tellement que le fils de ce Roger, nommé Raimond Trincavel, ceda l'an 1211. audit Simon ses droicts aux Comtez de Carcassonne, au Vicomté de Beziers, à Alby, Rasez, & à Agde: sans que ceux d'Arragon se soient opposez, soit lors que l'on extermina les Albigeois, soit lors que le Pape confirma le don qui en fut fait au Comte de Montfort, soit aussi lors de la cession qu'en fit le fils de celuy qui avoit esté spolié, soit aussi lors qu'Amaulty fils de Simon Comte de Montfort ceda l'an 1223, au Roy Sainct Louis le droict qu'il avoit au Comté de Touloule, au Vicomté de Beziers, & en toute la conqueste sur les Albigeois; bref quand Raimond Trincavel, fils de Roger, par acte de l'an 1247, declara qu'il n'avoit plus de droict au Vicomté de Beziers, & au Comté de Carcassonne, les ayant cedez au Roy S. Louis: & tout cela

avant l'échange dont est question, qui est de l'an 1258.

Pour le Lauragais, l'on void vn Traité de l'an 177, entre Ildefoné Roy d'Arragon Comte de Bacclonne, & Roger Vicomte de Beziets & de Carcallonne, par lequel ledit Roy donne à ce Roger la ville de Carcallonne, le Chafteau de Laurac, & tout le Lauragais, à la charge de luy en faire la foy. Par l'échange done, par Roy d'Arragon ne ceda que la diredée fur le Lauragais, puifqu'il avoit quitte l'vule par ce Traité, à celuy duquel nous avons les droids.

Pour les Contrez de Rhodez & de Foix, l'on ne void pas quel droité ceux d'Artagon y avoient avant l'an 15,8, non plus qu'au païs de Fezanguel, ayant toûjours elté possedez par des Seigneurs particulters; possible y avoient-ils quelques droités, en fuite des mariages, &

autres causes.

Pour le Quercy, estant survenu different entre le Roy, & le Comte de Toulouse, sur l'execution du Traité de Paix de l'an 1248, intervint Sentence arbitrale, donnée par le Legat du Pape, & le Comte de Champagne, Esecuteurs du Traité, par laquelle la ville de Cahors, & les fiefs qui en dépendent, sont adjugez au Roy. Depuisee cemps nos Rois ont esté reconnus Seigneurs de Cahors, à cela les Rois d'Artagon ne s'y oppoletent jamais.

Pour le Vicomté de Narbonne, il est viray qu'il est tenu du Comté de Toulouse, & l'on en a des actes de foy des années 1240, 1242, 1247. Ce sont des actes comme nos Rois estoient Seigneurs directs de Narbonne,

non pas les Rois d'Arragon.

Refte le Comté de Touloufe, cédé par cét échange; fon n'a jimais ved que les Contres de Barcelonne, & les Rois d'Arragon ayent pris qualité de Comtes de Touloufe. Les Rois d'Arragon ont veû la guerre futieufe dans le Languedoc, faite par les Croifez, entre les vrais & legritmes Comtes de Touloufe: Ils ont veû ces Comtes dépoullez par l'armée des Croifez; ont veû le Comté transporté en autre main, à sçavoir aux Comtes de Montfort, par des Declarations publiques, par des Conciles generaux connus de tout le monde: Ils ont vei, que ceux de Montfort en ont disposé comme bon leur a semblé, fans alleguer leurs droicés, ni leurs pretentions, sur le tout, ni sur les moindres parties.

Il faut donc conclute, que ces droichs d'Arragon, n'eftoient que simples pretensions, la pluspart vaines, & cans sondement, puisque les Rois d'Arragon n'estoient pas en possession d'aucunes de ces Terres, & grandes

Seigneuries qu'ils cedoient.

À toutes ées confiderations, il est bon d'adjouster vue marque indubitable, que le Roy d'Arragon lors de cette cellion, n'estoit en possession reelle ni actuelle d'aucue chose qu'il codoi tat Roy S. Louis, parce que toutes ces Comtez & Seigneuries avoient esté conquises une se comtes de Toulouse, à l'eure a sière anne retriques Abigeois possession d'artagon ne farent ni heretiques, ni fauteurs des Abigeois ne s'opposerne jumisis à la conqueste qui fur faite de ces lieux, comme ne leur appartenant pass : ne fe presenteren point lors qu'il en su disposé; par confequent il ne fur tien conquis sur eux, par consequent ils néstoient pas en possession de leux, puisqu'ils avoient esté confiquez sur les nessessions de leux puisqu'ils avoient esté confiquez sur les services de le leux puisqu'ils avoient esté confiquez sur les Heretiques, & confiquez sur les Heretiques, & confiquez sur les Heretiques,



# 

# DROICTS DV ROY SVR LE ROYAVME de Navarre.



E droict du Royaume de Navarre est si clair & si legitime, qu'il n'est besoin d'autres g preuves que la Genealogie, qui ne peut sestre contestée.

L'ysurpation en fut faite en 1512, par Ferdinand & Isabelle, sur Catherine de Foix, & Iean d'Albret son mary.

Le premier & l'unique moyen qui fur mis en avant lors de l'vfurpation, fur la feule excommunication fulminée par le Pape Iules II. contre les Roy & Reine de Navarre, portant privation de leur Royaume, pour n'avoir affité le Roy Louis XII. & avoir treflé le pafage à l'armée, que Ferdinand Roy d'Artagon disoit vouloir faire entrer en France, pour affitéer le Roy d'Angleterre à la conquette de la Guyenne.

A ce moyen il fuffit de dire, ce que le Chancelier du Prat dit de la part du Roy François I. en la Conference de Calais, de l'an 1521. Que la privation du Pape ne pouvoir estre valable, n'ayant puissance par telles voyes, « d'ofter & transporter les Royaumes non mouvans de « FEglise.

Le Sieur de Roiffy en dit autant en l'Affemblée de Cereamp, de l'an 1538. Etle Roy Charles IX. fit la mefme response au Pape Pie IV. l'an 158, lors qu'il voulut declarer leanne Reine de Navarre, décheuë de son Royaume & de se Estas, à causé d'herresie.

Aussi en l'Assemblée de Montpellier, de l'an 1519, le Chancelier d'Espagne ne trouva pas bon, qu'aucun des Ministres de son Maistre se servist de ce moyen, le te-

nant peu confiderable & inutile.

Depuis cette vsurpation, les Rois Louis XII. François I. & Henry II. ont envoyé des armées dans la Navarre, pour restablir les Rois de Navarre dans leurs

Estats, ce qui n'a pas succedé.

Sous le règne de François I. en 114. fut fait vn Traitéà Paris, avec Charles Prince d'Espagne, qui a esté depuis Charles V. Empereur, qu'il seroit envoyé vers Ferdinand Roy d'Arragon qui avoit envahi le Royaume de Navarre, pour le perluader de prendre jour, pour terminer ce differend, & qu'Arbitres setoient à cét este nommez de part & d'autre; autrement que le Roy François I, pourroit assiste le Roy de Navarre.

En l'an 1516, au Traité de Noyon, le mesme Charles promit, que si-tost qu'il seroit en Espagne, & que la Reine de Navarre suy auroit fait voir son droict, il suy don-

neroit contentement.

La Reine de Navarre sit voir son droid par ses Ambassadeurs; mais inutilement. L'on leur sit response, que l'vnion de la Navarre à la Couronne de Castille n'avoit pas esté faite sans grande justice.

Par le Traité de Madrid, Charles V. ne pût tirer autre chofe du Roy François I. quoy qu'en captivité, sinon qu'il promit de faire ce qui seroit en luy, pour persuadre le Roy de Navarre à rennecer à tout ce qu'il pouvoit pretendre, au prosit de l'Empereur Charles.

L'Empereur demanda les mesmes clauses par les Traitez de Cambray, en 1529. & de Crespy, en 1544, qui sont des marques asseurées du doute qu'il avoit de son droict.

En 1548. l'Empereur Charles V. fit vn Elerit en forme de Codicille, par lequel il commande à fon fils, de commettre l'affaire du Royaume de Navarre à des perfonnes de fçavoir & de conscience, pour rechercher à quel titre le Roy Ferdinand l'avoir possedé, le tout pour descharger la conscience.

Le mesine Empereur, par l'instruction qu'il donne à son fils, article 58, il luy conseille de faire en sorte qu'il

espouse la Princesse Ieanne d'Albret, ou de l'enlever, & qu'elle luy quitte ses droicts au Royaume de Navarre.

Antoine Roy de Navarre envoye ses Ambassadeurs, en Espagne, pour demander la restitution de ses Estats: l'on luy proposa de luy donner recompense; ce qui ne su executé.

Henry le Grand rejetta la proposition qui luy su faite de la part du Roy d'Espagne, par le General des Cordeliers, de rendre la ville d'Amiens, & quelques autres villes, s'il luy vouloit ceder ses droicts au Royaume de Navarre.

Philippes II. en 198. ordonna par son Testament à son fils, pour seurceé de sa conscience, de faire sincerement examinet, s'il estoit obligé à la restitution du Royaume de Navarre, & de le faire, ou d'en donner recompense; & s'excusé de n'avoir pû executer le Testament de son pere.

Par le Traité de Vervins, en 1588, les actions sont reservées à Henry le Grand, & à les successeurs, à cause du Royaume de Navarre, qu'il pretend luy appartenir, pour en faire poursuite par voye amiable, ou de Iustice, & non par les armes. Tellement que le droich est tout entier.

## \*\*\*\*\*\*\*\*

DROICTS DV ROY IEAN QVATRIES ME éleû Roy de Portugal, sur cette Couronne.



OVR éclaireir le droict du Roy Iean IV. de Portugal, il faut (çavoir qu'Emanuël qui mourut en l'an 1721. & qui a esté le dernier Roy de Portugal qui a laissé des ensans, en laissa sirs (çavoir est,

Ican III. Roy de Portugal, qui mourut en 1557. Isabelle mariée à Charles Quint.

Beatrix de Portugal, mariée au Duc de Savoye, grand pere du Bossu. M ij

Pierre qui mourut sans enfans, & sans estre Roy. Henry premierement Cardinal, reconnu Roy en la LXXV. année de son âge, qui ne fut point marié.

Duarte qui mourut avant Henry, & consequemment fans estre Roy.

Iean III. qui fut Roy de Portugal apres Emanuel son pere, eut vn fils nommé lean comme luy, qui mourut

Ce Prince nommé Ican laissa yn fils, qui fut le Roy Sebastien, qui se perdit en Affrique en l'an 1578.

Duarte dernier fils d'Emanuel laissa deux filles; vne nommée Marie, mariée à Alexandre Duc de Parme, laquelle mourut en l'an 1577, vn an devant le Roy Se-Et vne autre nommée Catherine, mariée au Duc de

Bragance, laquelle vivoir en l'an 1580, lors que le Roy Philippes II. vsurpa le Royaume. On demande qui doir succeder, ou de Philippes II.

à raison d'Isabelle sa mere, ou des descendans de Bea-

trix, mariée en Savoye, puisnée d'Isabelle. Ou de la fille aisnée du Prince Duarte mariée à Parme, ou de la cadette mariée à Bragance, qui toutes deux estoient en pareil degré que Philippes II. quand le Royaume vint à vacquer.

On dit que Philippes II. ne pût fucceder, parce qu'il estoit Prince Estranger, portant autre nom, & autres armes que celles de Portugal, & autre titre de Royauté, dans lequel celuy de Portugal eust esté confondu.

On dit que la fille mariée en Savoye n'a pû donner droict de succession à ses enfans, parce qu'ils estoient

Estrangers comme Philippes.

On dit que celle qui a esté mariée à Parme, n'a pû aussi donner droict à ses enfans, pour la mesme raison, & parce qu'elle estoit morte, & qu'en ce fait, representation n'a lieu qu'és personnes vivantes.

On conclud de-là, que la fuccession appartient legi-

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 93

timement à la seconde fille, mariée à Bragance, nommée Catherine; parce qu'elle estoit vivante, lors que le Royaume a manqué de masses, qu'elle est du nom, & des armes de Portugal, qu'elle portoit l'vn & l'autre, & qu'elle estoit actuellement residente dans le Royaume.

Ceux qui soustenoient le droict de ladite Catherine, disoient, qu'elle representoit ledit Duarte son pere, qui lors vescu. Et qu'aux Royaumes où les filles sont receuës à la succession, tandis qu'il y a des descendans des fils des Rois, soit femelles ou masses, en quelque degré éloigné qu'ils soient, ils doivent estre preferez aux filles, & à leurs descendans.

Pour exclure demonstrativement tous les autres pretendans, que Iean IV. éleû en l'an 1640. il faudroit faire voir vn titre qui exclut les Princes estrangers qui ne portent pas le nom, & les armes de Portugal, de la fuc-

Les Portugais disent, que c'est vne loy reccue & notoire en leur pais, de pareille nature que la loy Salique en France, qu'on ne peut revoquer en doute, quoy qu'il

n'y en ait point de Constitutions écrites.

Ils fortifient ce droict en disant, que c'est chose si ordinaire en toute l'estenduë des Royaumes qui sont compris sous le nom d'Espagne, d'establir pour heritiers des Couronnes les descendans des derniers masles, soit qu'ils soient masles, ou femelles: Que Henry III. Roy de Castille, parson Testament fait à Tolede l'an 1406. le 24. Decembre, ordonna que son fils Ican, depuis Ican I I. Roy de Castille, & sesenfansmasles, & femelles, luy succederoienten ses Royaumes, & Seigneuries par preference à ses filles Marie, & Catherine, & que leurs enfans masles, & femelles succederoient comme eux. Charles Quint en 1 vsé ainsi par son Testament fait à Bruxelles, en l'an 1554. preferant à la succession de tous ses Royaumes & Seigneuries, les descendans malles, & femelles à l'infini de son fils Philippes Second Roy d'Espagne, à sa fille aifnée Marie, femme de l'Empereur Maximilian II. & gal, mere du Roy Sebastien, & à leurs descendans masles & femelles, encore qu'ils fussent plus proches en dedont il s'agit, qu'il est bien juste que Philippes II. soit Prince de Portugal, par la mesme loy que son pere fait pour luy conserver le Royaume d'Espagne.

Le meline Philippes s'est condamné en cette cause

par luy-melme, en ce que par son Testament fait à Madrid en l'an 1594, il prefere à la succession de tous ses Nota, Que Royaumes, & nommément en celle de Portugal, les destit de Ryde delcendans masses, & femelles à l'infini, de son fils Philippes III. Roy d'Espagne, à sa fille Isabelle Claire Eugenie, Princesse des Païs-Bas, femme de l'Archiduc Albert; & à sa seconde fille Catherine, mariée avec Charles Emanuel Duc de Savoye. De sorte que les fils & les filles de la Reine de Hongrie, fille dudit Roy Philippes III. qu'on a mariée sans renoncer, seroient preferez en la succession d'Espagne au Cardinal de Savoye, & au les benneurs qui Prince Thomas, qui sont plus proches d'un degré de Philippes Second.

Ceux qui soustiennent les droicts du Roy \* Ican IV. àceux quipeste- nouvellement éleu, disent encore, que Philippes II. s'est non seulement exclu du Royaume de Portugal par met, of Medicar pair pro- les raisons susdites; mais en outre, parce qu'il est entré seus pair pre- les comme vsurpateur dans le Royaume qu'il a occupé par Illabsprasse- force d'armes, sans avoit fait juger son droiet, qui deseleurs de Mas voit estre decidé par les Estats du Royaume, & au jugetisu Roy de ment desquels il s'estoit sousmis, en le poursuivant comavir igard anz me il faisoit contre Catherine sa cousine.

Si cette raison estoit seule, je l'estimerois de peu de dois III. avait force, à l'égard des Rois, qui, à mon advis, ne peuvent Gobellinus lib. estre estimez vsurpateurs, pour prendre ce qui leur aps. de gestis Pa partient. Mais quand mesme cette raison n'auroit pas

Centement du Reyaume, on Gont dens à cenx

#### POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX.

de lieu, & quand la Couronne de Portugal n'appartiendroit pas à Ican IV. en vertu des loix municipales du Royaume, qui ne se trouvent point par écrit: Toûjours demeurera-t-il vray, que les Ducs de Savoye auroient autant de droict que Philippes Second.

#### GENEALOGIE.

Ican III. Isabelle. Henry pre-Roy de mariée à mourut amariée qui moumierement Portugal. rut fans Charles au Duc Cardinal, vant Henry,& confe-Quint. de Saenfans & fans estre Roy au 75. an de fans estre Roy. fon âge. Catherine, Ican Prin-Philippes ce de Porfemme de Roy d'Eflean , Duc tugal, decedé l'an pagne, qui de Braganle faisit du ce, laquelle 1554. vivoit quad Royaume Philippes de Portugal l'an le Portugal Philippes Theodose Sebastien III. Roy fecond Duc Roy de d'Espagne de Bragace. Portugal, & de Porl'an 1557tugal. Ican IV. perdu en DucdeBra-Affrique, Philippes gance, éleû l'an 1578. Roy de à present Roy d'Een 1640. spagne.

## ABREGE DES DROICTS DE LA France fur l'Eftat de Milan.

EAN Galeas Duc de Milan laissa deux sils, lean, & Philippes, avec vne fille nommée Valentine, que Louïs Duc d'Orleans, sils du Roy Charles V. épousa, ayant apporté pour dor, le païs d'Ast.

Iean, & Philippes estant morts sans enfans, la succession regardoit les ensans de Valentine, dautant que par son contract de mariage avec Louis, il estoit sipulé, que la ligne masculine de Galeas defaillant, le Duché de Milan seroit acquis à Valentine & à ses descendans,

Mais François Sforce, qui avoit espousé Blanche, fille naturelle de Philippes, s'empara du Duché, pendant que les armes des Anglois estoient dans la France, & par les divisions des Maisons d'Orleans, & de Bourgongne.

Louis XII. auparavant Duc d'Orleans, employa ses armes pour le recouvrement de ce Patrimoine de ses ayeuls; ce qui luy succeda heureusement, s'estant rendu Maistre du Milannois.

Il en demanda l'investiture à l'Empereur Maximilian , & l'obtint , moyennant cent mil escus pour le droict de relief.

Apres la bataille de Ravenne, les François furent contraints d'abandonner le Milanois, horfinis les Chafteaux de Bresse & de Milan, où ils laisserent garnison.

Louis pour repater cette perte, traita avec les Rois d'Arragon, & d'Angleterre, & cayant fait de grands preparatifs, il mourut au milieu de fes desfleins, laiflant François Comte d'Angoulesme heritier de sa Couronne.

Ce jeune Roy prit la qualité de Duc de Milan, com-

me hereditaire à la Maifon d'Orleans, dont il ethoit defcendu, & ayant passé les Monts, désit les Suisses, prit Milan, & contraignit Maximilian Sforce d'abandonner se prepensions

François Sforce son frere se retira vers Maximilian, qui prit les armes en sa faveur, encore qu'il eust investi

Louis, & receû de luy cent mille escus.

Ainsi l'armée Imperiale vint assieger Milan, mais la resistance des François, sit qu'il y perdit son armée, & sa reputation.

Apres la mort de Maximilian, Charles d'Austriche son fuccesseur, renouvelle cette querelle, sous couleur du restablissement de François Storce, qu'il disoit estre injustement dépouillé.

Dans cette guerre le fieur de Lautree ayant perdu la bataille de la Bicoque, il perdir en fuite toutes les Pla-

ces que le Roy tenoit dans le Milanois.

Cette perte obligea François I. de repasser les Monts, & de reconquerir Milan, où il entra victorieux: mais ayant assegé Pavie, il sur fait prisonnier, & conduit en Espagne.

Pour fortir de prison, il quitta par le Traité de Madrid, le Duché de Milan, avec le Royaume de Naples,

la Souveraineté de Flandres, & la Bourgongne.

Depuis l'Empereur donna Chrettienne la niepce, hile du Roy de Dannemark, avec le Duché de Milan, à François Sforce, qui cflant mort fans enfans, le Roy en demanda l'investiture à l'Empereur, qui la luy refusa, &

la donna en 1546. à Philippes II. fon fils.

Le Roy irrité de ce refus, fait van troiliéme voyage en Italie, conquelte le Piedmont, & fait quelque progrez au Milanois: mais son entreveué avec le Pape, & l'Empereur, moyenna van sufupension d'armes pour dix ans pendant lesquels l'Empereur passant par la France, promit au Roy de luy faire raison du Duché de Milan. Mais apres auoir mis ordre aux affaires des Païs-Bas, il ne tunt compre de sa promesse. N

Ce sont les moyens par lesquels la Maison d'Austruche a ravi injustement l'Estat de Milan aux Rois de France.

On colore cette vsurpation par la renonciation faite au Traité de Madrid, par le Telhament de Philippes Duc de Milan, qui institua son heritet Alphonse d'Arragon, &c par nullité de la clause inserée dans le contract de mariage de Valentine, pour n'avoir esté authorisée par l'Empereur.

Au premier on respond, que le Traité de Madrid estant forcé n'obligeoit point le Roy, qui mesmes ne pouvoit disposer des biens de sa Couronne.

Au second, que Philippes ne pouvoit faire cette institution au prejudice du droict acquis à Valentine.

Au troisième, que lors du mariage, l'Empire estoit vaquant, que les Papes pendant la vacance en ont l'administration, & que le Pape a ratifié la clause du mariage.

# 

France sur l'Estat de Naples.



E Royaume de Naples a esté possedé par les Princes de la Maison d'Anjou, dés l'année 1265, que Clement IV. en donna l'investiture à Charles Premier Comte d'Anjou, frere du Roy Sainôt Louïs, tant pour

luy que ses héritiers en droite ligne, masse ou semelle: Et en desaut des descendans dudit Charles, Alphonse Comte de Poictou est appellé, & en suite le pussée masse de S. Louis.

Les successeurs de Charles en ont joui paisiblement, jusques en l'an 1380, que Jeanne première Reine de Naples sut inquietée en la possession de ce Royaume, par

fes coufins, qui eltoient de la Maifon de Durazzo. Leanne premiere fe voyant fans enfans, bien qu'elle euît eu quatre maris, adopta en l'année 180. Louis Duc d'Anjou fon coufin, ftere de Charles V. pour luy fucceder en tous fes Eflats.

Cette adoption fut confirmée par le Pape Clement VII, Depuis les fuccesseurs de Louis furent troublez en la possession du Royaume, par Lancelot, qui esloit de la Maison de Durazzo, & Lancelot estant mort, sa sœur Icanne luy fucceda.

leanne Deuxiéme le gouverna fi mal, que les Barons du Royaume appellerent Louis 111. & c en confequence du Teltament de Louis 11, fon pete, qui l'avoit inflitué fon heritier en rous fes Eflats, juy fubblitueent fon fecond fils René, & audit René Charles fon troiféme fils.

Cette Princeffe voyant qu'elle effoit en terme de perdre tous fes Eftats , demanda fecours à Alphonfe Roy d'Arragon, qui possedit la Sicile. Alphonse fit la guerre à Louis 11. & teame en reconnossilance de ses levyices, l'adopta pour luy succeder au Royaume de Napel.

Depuis la Reine Ieanne eftant mal-traitée d'Alphonfe, eur recours à Louis II. I lacceffeur de Louis II. I elle l'appella prés d'elle, & l'adopta; & porte l'acte, Qu'il eft fon proche patent, & de la race Royale. Elle revoque l'adoption l'aite en faveur d'Alphonfe, & infitria Louis III. hertirier en tous fés Eftats. Cette adoption fut confirmée par le Pape Martin, par Bulles expresses en 1433.

Louis Troifiéme mourur avant la mere adoptive, en 433. Ieanne voulant reconnoiltre les fervices qui luy avoient ellé rendus par Louis III. inlittua par fon Teltament René d'Anjou, frere de Louis III. fon heritier en tous ses Estats. Cette inlitution fut confirmée par le consentement de la Noblesse, & du Peuple.

Le Pape Eugene, nonobitant les pretenfions d'Alphonfe, confirma l'inftitution de René d'Anjou, par l'investiture qu'il luy donna du Royaume de Naples, en 1436. N ij Alphonfe fit la guerre à René, le chassa de ses Estats, sit reconnoistre son bastard Ferdinand pour Duc de Calabre, & obtint du messne Eugene, l'investiture du Royaume de Naples, en 1448.

René fit en suite vne disposition, par laquelle il institua son heritier Charles d'Anjou Duc de Calabre son

nepveu, fils du Comte du Maine.

René mort, Charles prit le titre de Roy de Naples, non tant par la difposition testamentaire de son oncle René, qu'en consequence des investitures de ses predecesseurs de la Maison d'Anjou, & particulierement de celle de Martin cinquiéme, en laquelle Charles, & se hertiters nommément estoient appellez à la succession pares le deceds de René sans enfans.

Charles mourut la mesine année, en 1451. fit son Testament, & institua son heritier vniversel en tous ses Estats, Louis XI. Roy de France, & en suite tous ses successeurs descendans de la Couronne de France, c'est

à dire les Rois de France.

Louis XI. qui avoit fuccedé à Charles, mourut en 1483. Charles VIII. son fils entreprit la conqueste du Royaume de Naples, ce qui luy succeda. Le Pape Alexandre VI. sit vn Traité avec luy, le principal article fut, qu'il le couronneroit Roy de Naples, & luy en bailleroit l'investiture, sans prejudice du droité d'autruy.

Le progrez de Charlés VIII. fut travets par Férdinand Roy de Catrille, qui suscita le Pape, & les autres Puissances d'Italie contre luy, luy debaiti son droichauprés du Pape; & jaloux de la bonne fortune des François, il assistant président de la prosince, par Gonlaive General de son armée, & le restablit dans le Royaume de Naples.

Depuis Ferdinand Roy de Castille traita avec Charles VIII. pour chasser ce Ferdinand qu'il avoit mainte-

nu au Royaume de Naples.

La negociation fut longue, & ne fut terminée qu'a-

prés la mort de Charles VIII. sous le regne de Louis XII. & fut convenu entre Louis XII. Roy de France. & Ferdinand Roy de Castille, que Louis XII. auroir pour sa part la ville de Naples, Gayette, la Terre de Labour, la Bruzzo, la moitié de la Doüane de la Pouïlle, & qu'il s'intituleroit Duc de Milan, Roy de Naples, & de Hierusalem; & que Ferdinand & Isabelle auroient le Duché de Calabre, la Pouille, & l'autre moitié de la Douane, & s'intituleroit Roy de Sicile, Duc de Calabre & de la Pouille, & que l'vn & l'autre des Rois jouiroit de sa part, & leurs successeurs à perpetuité.

Cette reconnoissance du droict du Roy faite en ce Traité, est fort considerable; mais bien davantage la confirmation du Traité, faite par Alexandre VI. qui en donna l'investiture aux deux Rois, suivant leurs partages, pour eux, leurs enfans legitimes, & leurs fuccesseurs; ce qui comprend tous les Rois de France.

En suite de ce Traité, Louis XII. & Ferdinand Roy de Castille, entrerent en armes à communs frais dans le Royaume de Naples. Federic, qui estoit frere de Ferdinand, fils bastard d'Alphonse, fut chasse, & vint en France, où par Traité de 1501. il ceda au Roy le droict qu'il pouvoit avoir en la portion qui luy estoit écheuë par le partage.

Le Traité fait avec Ferdinand Roy de Castille, dura peu: Gonsalve demeura le Maistre de tout le Royaume,

L'année suivante 1505, se traita le mariage de Madame Germaine de Foix, niepce du Roy Louis XII. avec Ferdinand Roy de Castille : & par le Traité, le Roy Louis XII. donna en dot à ladite Dame sa niepce, toute la part & portion qu'il avoit au Royaume de Naples deçà le Fare, selon la division qui en avoit esté faite avec Ferdinand, ensemble le Royaume de Hierusalem; & apres sa mort aux enfans descendans de ladire Germaine de Foix: & au defaut d'enfans, la part du Royaume de Naples ainsi cedée, & le titre de Roy de Hierusalem, retournerent de plein droiet au Roy Louis Douziéme, ses heritiers, successeurs, & ayans cause.

Depuis 1513. Ferdinand qui ne destroit pas tenit să parole, & executere les clausies de retour, en cas qu'il 1719 eur point d'enfant, prit son temps sur la mauvaile intelligence qui sur entre le Roy Louis XII. & le Pape lules Second, qui luy donna vne ample investiture de toue l'Estat de Naples, à autre titre neantmoins que celuy porté par le Contrast, & le dispensa de tout ce qu'il

pouvoit avoir promis pour ce regard,

Depuis Ferdinand effant mort fans enfans, Charles V. reconnoifiant bien que cette invefiture ellot injufte, & qu'elle ne pouvoir ofter aux Rois de France yne Couronne qui leur appartenoir par tant de titres, & dont le droit avoit efte meline reconnu & confirmé par Ferdinand fon pere, par deux actes fi folennels, du partage fait avec Louïs X II. & du Contrad de mariage de Madame Germaine de Fois. Ledit Charles V. par le Traité de Noyon, en l'année 136. Fait avec François I. conviur qu'il fe freoit yn mariage, entre Madame Louïfe fille du Roy François I. ons viur qu'il fe freoit yn mariage, entre Madame Louïfe fille da Roy François I. ons qu'elle auroit artein le fe-ptiéme an de fon âge, avec luy Charles; & quele Roy François I. Ons qu'elle auroit offs & actions au Royaume de Naples: Et au cas que le mariage ne fortif effect (comme il et advenu par le dececds de Jadie Louïfe) les parties demeureroient en leurs droichs au Royaume de Naples.

Par ce Traité l'on void que Charles V. doutoit de son droict, & reconnoissoit que les droicts des Rois de

France estoient bien fondez.

Iusques-là les droicts de la Couronne sur le Royaune de Naples avoient ellé confervez en leur entiers mais le Roy François I. par les Traitez de Madrid, Cambray & Crespy, y a renoncé, & depuis ces renonciations ont elle constimées par le Traité de Vervins, par Henry IV.

#### MOTENS DE NVLLITE' CONTRE LES TraiteZ de Madrid , Cambray , & Crespy.

On dit, que le Trairé de Madrid a ellé fair pendant l'étroite prifin de François I. qui fit vn ade fort confiderable, avant que de faire figner le Traité par aucune chole au prejudice de fon honneur, ni de fon Royaume, & que le Traité qu'il devoit figner el roit par force, & par la longueut de fa prifin, pour éviter les grands maux qui pourroient arriver à fon Royaume: & que tout ce qui effoit contenu en iceluy, feroit & demeuteroit nul, & de nul effect; proreflant de nullité de toutes conventions, renonciations, & promefles qu'il pourroit faire au profit de l'Empereur Charles V. au prejudice des droitsts de fon Royaume.

Én (uire de ces proteflations, le Traité fut figné, le Roy mis hors de prifon: l'Empereur Charles Cinquiéme qui doutoit de la validité du Traité fait pendant la prifon de François Premier, le follicita estant à Bayonne, & depuis à Paris, de ratifier le nouveau Traité, ce

qu'il refula

François I. renouvella la guerre en Italie, qui luy fur peu heureufe, le Pape fur pris prifionier: Enfai es deux Princes laffez de voir Jeurs Royaumes en fi grands troubles, firent le Traité de Cambray, par lequel on retrancha des renonciations, & cellions faires par le Traité de Madrid, J. E. Duché de Bourgongne; toutes les autres claufes du Traité furent continmées.

Ce Traité dernier fut verifié dans tous les Parlemens du Royaume, & le Roy François I. donna pouvoir par Lettres patentes, à tous les Procureurs Generaux de le prefenter pour en demander la verification Ils obérient tous, mais avec des protessants pour la conservation des droicts du Roy, & que la requisition qu'ils faisoient, estoit par commandement exprés, & pour obeir.

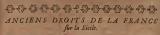
Depuis en l'année 1536. le Roy François Premier entra en son Parlement, donna audiance à son Procureur General, demandeur en matiere de declaration de felonnie commise, & reversion de fiefs, contre Charles d'Austriche, detenteur des Comtez de Flandres, Artois, & autres Scigneuries de la Couronne de France, ayant contraint le Roy de luy transporter pendant sa prison, plusieurs grandes Principautez, & Seigneuries. comme Naples, Sicile, Milan, & autres; Que tous ces Traitez estoient iniques & injustes; Qu'vn Roy ou autre estant entre les mains de ses ennemis, n'a point de strances par vne demande, que s'il ne plaisoit au Roy adjuger la commise des fiefs, qu'il luy plust luy donner commission pour faire assigner ledit Charles V. pour L'Arrest fut donné ensuite en presence du Roy, & ordonna que Charles V. scroit assigné, pour voir adjuger la commise des fiefs, & terres possedées par luy, mouvans de la Couronne.

En fuire des Traitez de Madrid, & Cambray, le Traie de Crefty fur fair l'an 1544-, par lequel le Roy confima tous les precedens Traitez: mais ce Traité fut fair
lors que l'Empereur choir en France d'un costé, & le
Roy d'Anglererre d'autre, avec de puissantes armées.
Ce Traité tut suivi d'une protestation faite par Monsieur
le Dauphin fils aissé, qui potre, qu'ayant fech le Traieé de Crefty, fait entre le Roy son Seigneur & perc, &
l'Empereur, qui contiene plusseurs armées grandement
prejudiciables, non seulement à luy, mais au general du
Royaume, à causé des renonciations faites à la Souveraineté du Comté de Flandres, & droidts au Royaume,
de Naples, Duché de Milan, Comté d'Aft, & autres
Terres & Seigneuries, il declare, qu'en cas qu'il soit obli-

gé de le figuer, pour trainte & reverence paternelle, qu'il entrell que tout es qu'il fera, ne luy puisse prejudicier, ni au Royaume, & qu'il foit en son enter de pouvoir poursuivre ses droits. Cét Acte est de 1744, passife pardevant deux Noraitese, en presence du Duc de Vendoline, François de Bourbon Duc d'Anguien, & François d'Anguien Comte d'Aumale.

Ce sont les mesmes moyens que l'on peut proposer contre les Traitez de Madrid, Cambray & Crespy.

Depuis, ces Traitez ont esté confirmez par le Traité de Vervins.





A Sicile estant possedée par les Sarrasins, les Normands, sous la conduite de Roger, & Robert Guiseard freres, descendirent en Italie, & peu d'années apres conquirent toute la Sicile, sous le titre de Comté; Ro-

bert eut la Pouïlle & la Calabre. Robert meurt, laisse deux enfans qui partagerent ses

Terres

Roger meurt enfuire, & laifia fon Royaume de Sieile à Roger II. fon fils, qui vfurpa depuis fur fes neveux la Pouille, & la Calabre; & enfin apres leur morr, il fur Seigneur patible de la Sieile, de toute la Pouille, & la Calabre.

Roger II. ne se contenta pas de posseder toutes ces grandes Seigneuries sous le titre de Comté, il se fit saliuer Roy d'Italie par ses subjets: & depuis en l'année 1129. il se sit couronner dans l'anorme Roy de Sicile, & de Naples, où affistrent les plus Grands de ses Estass.

Calixte Pape en ayant eu advis, fait refolution de luy faire la guerre; mais il fut prevenu de la mort, le cinquiéme an de son Pontificat. Honoré II. qui luy succeda, reprit le mesme dessein,

qu'il ne pût executer, estant mort en l'an 1150.

Innocent II, luv fucceda, mit vne armée fur pied. qu'il commandoit en personne, & s'advança avec tant de diligence au lieu où estoit Roger, qu'il fut surpris, & contraint de se retirer. Le Pape le suit, l'assiege dans vn lieu appellé Galluce. Pendant ce fiege, Guillaume fils de Roger, Prince de Tarente, met vne armée sur pied, pour secourir son pere, donne la bataille à Innocent II. desfait toutes ses troupes, le prend prisonnier, avec tout le College des Cardinaux, & le met dans

Roger estant delivré du siege, retira Innocent II. de prison, avec tous les Cardinaux, & luy rendit de grands honneurs. Innocent touché de la generosité de cette action, & voulant reconnoistre la grace qu'il avoit receuë, donna à Roger non seulement le titre de Roy de Sicile, qu'il desiroit; mais il adjousta à ses Estats la Terre de Labour, la Pouille & la Calabre, jusques à la mer Sicilienne, avec la ville de Naples, qui avoit jusques-là esté possedée par les Empereurs Grecs, & luy donna l'investiture de tous ses Estats, sous le titre de Roy de Sicile.

En suite Roger entre dans Naples avec le Pape Innocent, & tout le College des Cardinaux.

Cependant le bruit estant venu à Rome, qu'Innocent estoit prisonnier avec sa suite, l'on éleût Pape sous le nom d'Anaclet, Pierre fils de Leon Chevalier Romain.

Innocent ayant cu cét advis, paffa en France, & se

mit sous la protection du Roy Philippes.

Roger voyant Innocent éloigné, reconnut pour Pape Anaclet, qui luy donna de grandes Terres, outre celles qu'il avoit euës d'Innocent.

Innocent estant en France, tint vn Concile à Clermont, condamne Anaclet avec tous ses sectateurs, entre dans l'Italie avec les forces de Lothaire Empereur de

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 107 Germanie, reprend toutes les Terres qu'il avoit données à Roger, qui s'estoit retiré en Sicile.

Innocent meurt l'année 1145. Celestin, & Lucie II, & Eugene III. succedent au Pontificat l'yn apres l'autre : Roger voyant qu'ils prenoient peu de foin de conferver les Estats qu'Innocent avoit repris sur luy, rentre dans la Sicile, prend Naples, & se rend maistre de tout ce que luy avoit ofté Innocent. Et depuis Eugene luy confirme le titre de Roy de Sicile.

Roger meurt l'an 1154. laisse heritier de sa Couronne Guillaume son fils, qu'il avoit fait couronner de son

Guillaume Premier demande à Adrian I V. l'investiture de ses Estats, Adrian luy refuse: En suite de ce refus, Guillaume met vne puissante armée sur pied, entre dans les terres de l'Eglise, sollicite le Pape d'yn Traité de paix, en luy donnant la continuation de ses Estats: à la charge qu'il rendroit non seulement ce qu'il avoit vsurpé sur l'Éstat de l'Eglise; mais qu'il donneroit vne partie de ses Terres. Le Pape Adrian accepte les conditions, reçoit Guillaume en son amitié, luy donne l'investiture de tous ses Estats, sous le titre de Roy de Sicile, en faisant le serment d'honorer & reverer l'Eglise, & de la proteger par ses armes.

Guillaume Premier, dit le Mauvais, meurt l'an 1166. laisse son Royaume à Guillaume II. son fils, dit le Bon, qui apres avoir regné vingt-cinq ans, deceda fans en-

fans, l'an 1189.

Apres la mort de Guillaume le Bon sans enfans, le Royaume de Sicile devoit retourner de droit au S. Siege; neantmoins les Siciliens estant pressez par les guerres que les Sarrafins qui estoient demeurez en la Sicile leur faisoient, éleurent pour Roy Tancrede, fils bastard de Roger II. qui fut ensuite couronné à Panorme.

Clement III. met vne armée sur pied, qu'il envoye en Sicile, pour recouvrer le Royaume; Tancrede s'oppose avec grandes forces: Ensin Clement III. retire son armée pour l'envoyer en Syrie, sécourir Proslemaide, assie gée par les Sarrasins. En sorte que pour vn temps Tancrede demeura en possession du Royaume de Sicile.

Clement III. eftant mort, Celeftin III. luy fuccede, qui ne pouvant fonffrir l'Vitrpation faite fur l'Eglife par Tancrede, du Royaume de Sicile, confirme l'élection faire pour Empereur de Henry fils de Frederic Barbetouffe, à la charge qu'il recouvteroit à fes despens le Royaume de Sicile, des mains de Tancrede. Et pour donner plus de pretexe à fon dessein, et retire du Monaftere Constance, fille du Roy Roger, qui effoit àgée de cinquante-deux ans, la dispens de les vecux, & la frait espouler à Henry l'Empereur, comme heritiere legitime de la Sicile.

Henry entre avec de grandes forces en Italie, assiege Naples, qui est secouruë par Tancrede, en sorte que l'Empereur est contraint de sortir de l'Italie, & s'en retourner en Allemagne avec sa femme.

Tancrede apres avoir regné cinq ans, decede l'an 1195, laisse le Royaume de Sicile à Roger son fils.

Roger III. estant couronné Roy. Henry Empereur, sur l'advis qu'il eut de la mort de Tancrede, vint par vne seconde fois en Italie, avec vne puislante armée, asserge Naples: mais voyant qu'il ne pouvoir l'emporter par la force, il proposé un Traité de paix à Roger, & de partager les Estats. Roger accepte les conditions, consent que Henry VI. ai la Sicile, & que les Estats qui estoient dans IItalie luy demeurent pour son partage; Es sous l'affeurance de ce Traité, estant venu à Panorme trouver l'Empereur, il est arresté, & envoyé en Allemagne. Henry luy stat crever les yeux, ains le dit l'Histoire. Le Royaume de Sicile passa en la Maison de Suauve, apres avoir demeuré en celle des Normans pendant cent tente-cinq aus.

Henry meurt l'an 1199, apres avoir regné cinq ans en

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 109

Sicile, & laisse Federic son fils successeur en son Royaume; Federic est couronné Roy de Sicile, & depuis Empereur de Germanie, & Roy de Hierusalem. Il futgrand ennemi & persecuteur de l'Eglise; ce qui donna sujet à Innocent IV. de tenir vn Concile à Lyon, où il cita Federic; & à faute de comparoir, par vne resolution de tout le Concile, il fut declaré ennemi de l'Eglise, excommunié, & en suite privé de l'Empire & de tous ses Estats, en l'an 1245.

Federic meurt cinq ans apres, en l'an 1250, sans estre reconcilié à l'Eglife, laisse deux enfans legitimes. Conrad de sa premiere femme Constance, & Henry d'Ioland la derniere, & deux enfans naturels, Manfred & Fe-

Conrad succede à Federic, & meurt l'année seiziéme de son élection, laisse vn fils nommé Corradin.

Manfred vsurpe le Royaume sur Corradin son neyeu; le Pape Vrbain l'excommunie, envoye vers Sainct Louis, luy fait connoistre les desseins qu'il avoit de donner l'investiture du Royaume de Sicile & de Naples à Charles d'Anjou son frere.

Vrbain meurt, Clement Quatriéme luy succede au Pontificat.

Charles d'Anjou passe en Italie avec le Comte de Montfort, il est receû à Rome par le Pape Clement IV. qui luy donna en l'an 1265. la dignité de Senateur Romain, avec l'investiture du Royaume de Sicile, de Naples & de Hierusalem, à la charge de payer au S. Siege quarante mil escus d'or tous les ans le jour de S. Pierre, & tous les trois ans, yn cheval blanc, à condition qu'il n'accepteroit jamais la dignité d'Empereur.

Charles donne la bataille à Manfred, qui mourut au combat. Depuis Corradin ayant sceû la mort de Manfred, entre dans l'Italie avec de grandes forces; Charles va au devant de luy, le combat, & Corradin fut desfait & pris prisonnier, & en suite eut la teste tranchée dans

Naples, par le jugement de Charles. Ainsi finit la Maison de Suauve, apres avoir possedé le Royaume de Si-

cile foixante & scize ans.

Charles d'Anjou entre en poffelion du Royaume de Sicile, en confequence de l'inveltiure qui luy avoit elé donnée par le Sainé: Siege, auquel il eftoit rerourné de plein droit, n'y ayant plus aucun herinter legitime de la Maifon de Suauve. Il est vray que Manfred bastard avoit cu deux filles, Beatrix & Constance: il maría de fon vivant la demitere à Pietre d'Arragon, l'autre ethoit fon vivant la demitere à Pietre d'Arragon, l'autre ethoit.

demeurée prisonniere en Sicile

Charles possede son Royaume paisiblement pendant douze ans; son regne neantmoins fut rude, & ses Officiers faisoient de grandes exactions, & exerçoient de grandes violences: les François qui estoient dans la Sicile traitoient injuricusement les Dames Siciliennes. Certe mauvaise conduite irrita les Siciliens, leur donna sujet de faire des plaintes à Charles par des Deputez qu'ils luy envoyerent à Rome. Le mépris que Charles en fir, augmenta leur mécontentement, & leur donna fujet de penser à se titer de son obeissance. Les Grands sont yne faction, deputent vers Pierre d'Arragon, traitent avec luy, pour venir en Sicile posseder le Royaume, qu'ils disoient luy appartenir comme heritier de Manfred, à cause de Constance sa femme. Pierre reçoit les propositions, & engage les Siciliens à faire ce grand meurtre des François, qui a eu le nom de Vespres Siciliennes. Charles ayant eu advis de la revolte des Siciliens, & de la cruauté qu'ils avoient exercée envers les François, vint en Sicile, & affiege Messine. Pendant ce temps, Pierre d'Arragon descend en Sicile, se fait reconnoistre Roy dans Panorme par ses Ambassadeurs. Charles en ayant eu advis, se retire dans son Estat de Naples, & abandonne la Sicile à Pierre d'Arragon. Depuis Charles passe en Provence, laisse Charles son fils à Naples, qui fut pris prisonnier en yn combat naval, & mené en Arragon. Charles Premier meurt, son fils estant encore en prison: Il nomme Robert Comte d'Artois son frere, pour gouverner ses Estats, pendant la prison de son fils.

Pierte d'Arragon, en l'an 1286, meurt d'une bleffur qu'il eur en la baraille qu'il donna à Philippes Roy de France, fils de S. Louis, qui effoit entré dans ses Estars avec vne puisflante armée. Pierre d'Arragon laiss quarre enfans malles, Alphonse, Jacques, Frederic & Pierre-Alphonse luy succede au Royaume d'Arragon, Jacques au Royaume de Sicile, à la charge qu'Alphonse mourant sans enfans, Jacques auroit le Royaume d'Arragon, & Frederic celuy de Sicile.

Iacques d'Arragon met en liberté Charles II. & enfuite le Pape Nicolas luy donne l'investiture du Royaume de Sicile.

lacques ayant eu advis de la mort d'Alphonse Roy d'Arragon son frere, passe en Arragon, laisse son frere Frederic son Lieutenant General en Sicile, en l'an 1290.

Le Pape Nicolas meurt, Boniface luy succede, quinegocie par se Legats vn Traité de paix, entre lacques Roy d'Arragon, & Charles II. Les conditions surent, que lacques cederoir à Charles toutes les pretensions qu'il avoit sur le Royaume de Sicile, qu'il espouleroir Blanche fille de Charles, & que Charles sils du Roy de France renonceroit au droit qu'il pouvoir pretendre au Royaume d'Arragon, & que lacques seroit absons des censures Ecclésatiques.

Les Siciliens ayans eu advis de ce Traité, font vne grande assemblée, en laquelle ils declarent Frederic Roy de Sicile, suivant le Testament de son pere Alphonse.

Frederic, & Charles eurent de grandes guerres pour le Royaume de Sicile: Enfin ils firent la paix, à condition que Frederic espouleroit Alconor, fille de Charles, que la Sicile luy demeuragoit pendant son vivant. Le Traité de paix est constrmé par Boniface VIII. Frederic, apres avoir regné quarante ans, meurt l'an 1336. laisse son successeur au Royaume de Sieile Pierre Deuxième son fils.

Pierre eut deux enfans, Louis qui fut Roy de Sicile,

S. Frederic.

Louis apres longues guerres fit la paix avec leanne Premiere Reine de Naples, fille de Robert. Les conditions du Trairé furent, Que le Royaume de Sicile demeureroit à perpetuité à Louis, à la charge de payer tous les ans au S. Siege, au nom de la Reine leanne, trois mil onces d'or.

Louis meurt sans enfans, Frederic IV. luy succede,

qui meurt l'an 1377

Marie sa fille luy succede, espouse Martin d'Arragon. Apres la mort de Marie, & Martin d'Arragon, il y eur de grandes guerres pour le Royaume de Sicile: enfin les Siciliens éleurent Ferdinand Premier Roy d'Arragon, fils de Iean Roy de Castille.

L'on peut donc remarquer de ce qui a esté dit cy-de se sus, que la Sicile appartenoit à Charles d'Anjou, & à ses descendans, par l'investiture qui luy en avoit esté don-

née par Clement IV.

Que Pierre d'Arragon elloir vsurpateur, qu'il n'avoit a quant droit en l'Estat de Sicile, sa pretension estant sondée sur le mariage de Constance, sille de Manfred, lequel Manfred estoit bastard, de la Masson de Suauve, ée qui avoit vsturpé le Royaume sur son eveu Corradia. L'on peut adjouster, que ces Terres estant de l'Egisse, Charles d'Anjou en estoit le vray Seigneur, puisqu'il en avoit eu l'investiture du Sainté Siege.

Si done Pietre d'Arragon n'avoit aucun droit, ses enfins ne pouvoient avec titre legitime contesser le Royaumeà Charles d'Anjou: joint que lacques second fils de Pietre d'Arragon, ainsi que nous avons remarqué cy-desus, avoit cedé tout le droit qu'il avoit au Royau-

me de Sicile, à Charles d'Anjou.

Apres

Apres cette cession, Frederic frere de lacques, ne pouvoit pas legitimement contester la Sicile à la Maison d'Anjou, neantmoins ce Frederic ayant esté éleû par les Siciliens, fit la guerre à Charles II. d'Anjou; & par yn tres à perpetuité; c'est le premier titre legitime de la

En consequence de ce Traité, Frederic posseda la Sicile du vivant de Charles II. d'Anjou, & de son fils Robert pendant quarante ans, en sorte que ceux de la Maifon d'Arragon avoient pour partage la Sicile, & la Maison d'Anjou le Royaume de Naples. Ces deux Estats fudeux Maisons, jusques au regne de Ieanne Premiere, Reine de Naples, qui estoit fille de Robert d'Anjou, durant lequel regne Louis d'Arragon, petit fils de Frederic, luy fit la guerre. Et enfin par vn Traité de Paix, Icanne accorda à Louis la Sicile à perpetuité, à la charge de payer au S. Siege, à la décharge de Ieanne, trois mil onces d'or tous les ans. Cette division du Royaume de Sicile, sous le nom de Trinacrie, fut approuvée par le S. Siege, & par les Cardinaux, nonobstant l'investiture faire en faveur de Charles Premier.

En consequence de ce Traité, la Sicile a esté possedée par les descendans des Rois d'Arragon, jusques à la mort de Marie d'Arragon Reine de Sicile, apres la mort de laquelle les Sicilens éleurent Roy de Sicile Ferdinand V. Roy d'Arragon, fils de Iean de Castille. C'est de ce Ferdinand que la Maison d'Austriche pretend avoir droit au Royaume de Sicile, dautant que les successeurs de Ferdinand en l'an 1460, firent vne vnion du Royaume de Sicile à la Couronne d'Arragon.

L'on void donc par ce que dessus, que la division du Royaume de Sicile ayant esté faite d'avec le Royaume par le consentement de Icanne Reine de Naples) il est

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

difficile de fonder yn droit pour la France, puifque nos Rois n'ont aucun titre pour pretendre le Royaume de Sicile, que l'adoption qui a ellé faite par l'eanne Deuxiéme Reine de Naples, & Louis d'Anjou. El tots de cette adoption, leanne II. n'avoit rien au Royaume de Sicile, qui efloit polífedé par Alphonfe d'Arragon, en confequence de la fuffite division.

Adjoustez à cela le Traité fait entre Louis XII. & Ferdinand Roy de Castille, par lequel la Sicile fur laif éc à Ferdinand, & janais depuis en tous les Traitez el-le n'a esté contestée: Tellement que je ne voy pas que l'on puisse fonder yne contestation pour le Royaume de

Sicile.

GENEA-



CHARLES D'ANIOV free
de S. Louis, cur l'inveftiture du Royaume de Sicile en l'an 164.

CHARLES Deuxiefine fon
fits luy fuccede.

ROBERT D'ANIOV fucceda à Charles Deuxiefine.

IEANNE petite fille de
Robert luy fuccede, certe
feanne a effe il, demiere

qui a pretendu la Sicile.



POUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 115

DES DROITS DE LA Couronne de France sur les Estats du Duc de Savoye.

Es pretensions de la France sur les Estats du Duc de Savoye, ne sont pas de peu de consideration. Nos Rois en ont fait tant d'estat, qu'encore qu'ils ayent rendu plufieurs Places qu'ils avoient conquises sur les Ducs de Savoye, neantmoins tous ces Traitez ont esté faits avec cette reserve, & condition, que les disferens qui estoient entre les deux Princes, seroient termi-

nez par Commissaires, & Arbitres, qui seroient nommez de part & d'autre. L'on peut voir cette condition par vn des articles du Traité de Cambresis inseré cy-apres; & depuis ce Trairé, tous les autres qui ont esté faits, ont contenu cette referve.

Ces pretensions sont fondées sur deux moyens: le premier, sur l'adoption faite par leanne II. de Louis III. Duc d'Anjou, & apres sa mort, de René d'Anjou, qui institua par son Testament Charles d'Anjou, & Charles ensuite appella à sa succession vniverselle Louis XI. & Charles VIII. A ces deux Rois ont succedé Louis XII. & consecutivement nos Princes, qui ont soustenu qu'en la succession des Rois de Naples, les Comtez de Provence, le Comté de Piedmont, qui avoit esté annexé à la Provence, & le Comté de Nice estoient compris.

Sur ce fondement les Commissaires du Roy de France qui furent deputez pour terminer avec les Commissaires de Savoye, les differens reservez par le Traité de Cambrelis, adjugerent le Comté de Nice à la Couron-

ne de France.

Il est vray que pendant les troubles du Royaume de

Naples, qui furent excitez par la Maison de Durats, à l'encontre de leanne Reine, Amedée Septiéme Comte de Savoye, s'empara du Piedmont, que ces Comtes ont tousiours depuis possede par vsurpation.

La Reine l'eanne deslors assembla ses Estats à Casa-nauve, l'an 1325, commanda de lever des gens de guerre pour rentrer dans son Estat; mais la division, & la guerre qu'elle avoit dans l'Estat de Naples, l'empescherent d'execu-

ter fon dessein.

Les Princes de la Maifon d'Anjou, & Rois de Naples, qui ont fucced à cette Princeffe, out diffoné par leurs Testamens, & du Comré de Provence, & du Piedmonts quant au Comté de Nice, René Roy de Sicile envoya fommer le Duc de Savoye de la yr endre cét Ésta, qui s'eltendoit jusques à Genes, ensemble Ville-franche, & le reste du Predmont.

Les droits des Ducs de Savoye für le Comté de Nice, font fondez für vne cession qu'ils pretendent leur avoit esté faite en l'an 1418. par Ioland, mere de turrice de Louis III. Comte de Provence, & Roy de Naples, qui laissa la ville de Nice, pour composer vne pretenssion de cent soixante mille livres, qu'Amé Duc de Savoye di.

soit luv estre deuë.

A cela l'on refpond deux chofes: la premiere, que cette cellion est nulle, estant faire par vne turrice, qui n'avoit aucun pouvoir de disposer du bien de son mineure. La seconde, que ce n'est qu'vn engagement, & qu'en payant la somme de cent soivante mille livres, l'on peur tentrer dans cét Estat: Et de plus, que les Dues de Savoye possedent plusieurs autres villes, qui ne son point comprises dans l'engagement, comme Ville-franche, le Pont-joye, Saincte Agnette, & toute la coste de la mer.

Enfin ce droit du Comté de Nice a esté trouvé si legitime, que les Commis députez par la France, ne pouvans s'accorder avec ceux de Savoye, adjugerent à la Couronne de France ce Comté. Les pretensions de la France sur les Estats de Savoye, sont encore sondez sur vn autre moyen, qui n'est pas si

cloigne.

Il eft constant que Philippes Septiéme Duc de Savoyecípouía Margueirie de Boutbon , & par le contract de mariage il est porté, que les enfans qui en viendroient, devoient fucceder les vns aux autres en tous les Estas. Cette condition fut approuvée par les Estass de Savoye. De ce mariage il y eutdeux enfans, Philbert, & Louise, mere du Roy François Premier.

Philbert succeda en tous les Estats de son pere, & mourut sans enfans, laissant par consequent son heritiere vniverselle, tant par la disposition de droit commun, que par la clause du mariage, Louise sa sœur, & mere du

Roy François Premier.

François Premier pour avoir raifon de fes droits, envoya fes Deputez vers Charles IX. Duc de Savoye; & cette voye n'ayant pas reùffi, il envoya vne puisfante armée dans les Eftats du Duc, commandée par Monsieur le Dauphin, & par François de Bourbon Comte de S. Pol. La Savoye, le Piedmont, la Bresle furent conquifes en peu de temps: le Marquist de Saluces fur confiqué par la felonnie commile par François Marquis de Saluces: le Roy en investit Gabriel d'Aire, apres lamort duquel, l'Estat retourna à la Couronne de France.

Depuis en l'an 1539, tous ces Eflats furent rendus au Duc de Savoye, par le Traité de Paix de Cambrefis, fait l'an 1539, à la referve des Places de Thutin, de Quiers, de Ville-neufve d'Aff, de Chivas, de Pignerol, de du Chafteau de Saluces, qui devoient eftre retenués par le Roy Henry Second, jusques à ce que les droits qu'il pretendoit en la fuccellion de lon ayeule fusifient.

terminez par les Arbitres.

En execution du Traité de Cambress, Marguerite de France sur mariée avec le Duc de Savoye, & par le contract de mariage Henry Second delaissa au Duc de Savoye, pour luy, ses hoirs & ayans cause, l'entiere & pleine possellion des Duchez de Savoye, pais de Bresse, l'Principauté de Piedmont; ensemble des autres Terres, & Seigneuries mentionnées au Traité de Cambress, sors & excepté les Places de Thurin, Quiers, Pignerol, Chivas, & Ville-neurive d'Ast, que le Roy devoir treenir, jusques à ce que les droits par luy pretendus susselliers reminez; ce qui devoir estre fait dans trois ans sans autre prolongation.

Henry Second meurt, ces differens estans encore indecis. Depuis sous le regne de Charles IX. Ion depura des Commissaires de la part du Roy, & du Duc de Savoye, pour en execution du Traité de Cambressies, examiner les pretensions de la Coutonne de France. Cette Assemblée fur inutile, les Commissaires ne s'estans pû accordet, ni convenir sur les differens de deux Princes. Ensin ils se separent, & rendirent en particulier leur ingement, chacun en faveur de leur Maitre.

En ſuire de cette Alſemblée, le Duc de Savoye reprefenta par ſes Deputez à Charles IX. que les trois an portes par le Traité de Cambreſis eſtoient expirez, & meantmoins que leurs differens n'eſtoient point terminez, demandoit la teſſtrution de ſes Places, Suc quoy le Roy Charles mal conſeillé, luy remit toutes ſes Places, à la reſerve de Pignerol. Le Duc de Savoye donna de plus Savillan. Ainſi la France ſut dépouillée des Places qu'elle avoit conquifes dans le Piedmonr, & qu'elle avoit poſſedées pendant vingt-trois ans, ſous le regne de quatre Rois.

Henry III. eftatt venu à la Coutonne, le Duc de Savoye luy fir grande instance pour la restitution de Pignerol & de Savillan. Ensin par Lettres patentes données à Lyon, le 7. Octobre 1574. le Roy donna pouvoir au Grand Prieur de France, & à Charles de Biraque son Lieutenant General delà les monts, en l'absence de Monsseur de Nevers, & à Monsseur de Savoy Sectrais.

#### POUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 119

te d'Estat, de rendre audit Duc de Savoye les Places de Pignerol, Savillan, la Perouse, l'Abbaye de Genelles, leurs appartenances & dépendances, sans prejudice to efois des droits pretendus par le Roy contre le Duc de Savoye, s'elon ce qui en pourroit estre adjugé par les Deputez & Arbitres qui féroient choiss de par & d'aure.

Le Duc de Nevers qui efloit lors Gouverneur & Lieucenant General pour le Roy delà les monts, ayant eu advis de cette rellitution, envoya vne remonstrance au Roy, qu'il fit lire en plein Conseil, & declara qu'il luy remettoit sa charge, & qu'il ne vouloit estre present à la restitution de ces Places, qui portoient vn si grand

prejudice à la Couronne.

Le Roy, Henry III. fit expedierdes Lettres en forme de Declaration, qu'il avoir mis est emontirances en de-liberation, & que pour plusieurs confiderations à ce le mouvant, il veut que la rellitution foit exeguée, qu'il reprend en les manis la charge de Gouverneur & Lieutenant General delà les monts, que ledit Duc de Nevers luy avoir temiste, pour en dispoler ainsi qu'il advisferoit, fans que pour raison de la restitution des Places, il en puisse rien ettre impuré audit Duc de Nevers. Ces Lettres sont du 19. Octobre 1754-

Le Duc de Savoye apres tant de gtaces receuës, voyant le Roy Henry III. occupé aux Estats de Blois, s'empara

du Marquisat de Saluces

Depuis en l'an 1600. Henry IV, ne pouvant avoir raifon fur la rethicurion du Marquifar de Saluces, entra dans la Savoye qu'il conquir en peu de temps. Le Pape Clement VIII, s'entremit pour terminer ces differens, en confequence d'vn article du Traité de Vervint, qui potte, que les differens qui demeuroient à terminer par ce Traité, entre Henry IV. & le Duc de Savoye, feroient remis pour le bien d'vne paix au jugement du S. Pere le Pape Clement VIII.

Le Roy Henry IV. deputa Messieurs de Sillery, &

le President Iannin, pour traiter en presence du Cardinal Aldobrandin, de la restitution du Marquisat de Saluces, & autres droits & pretenssons de la Couronne de France, sur les pais possedez par le Duc de Sayoye.

Le Traité est conclu à Lyon, l'eschange est fait du Marquisse de Saluces avec la Bresse; se par ce Traité le Roy se reserve tous les droits par luy pretendus contre le Duc de Savoye, suivant ce qui est porté par les Traitez de Cambress, en 1579, se de Thurin en 1574.

Ces droits refervez, son les pretenssons en la succession de Louis de Savoye, mere de François Premier, & les droits de la fuccession des Rois de Naples, Comtes de Proyence, de Piedmont & de Nice, a sinsi que j'ay dit ey-devant. L'on peut adjouiter à ces droits, e eux que le Roy peut pretendre à causé du Dauphiné, sur la Baronnie de Fossigny, & autres terres possedées par le Duc de Sayoye, qui estoient des dépendances du Dauphiné.

Quant aux pretensions du Roy sur les Estats du Duc de Savoye, à cause de Madame Louise de Savoye, mere du Roy François I. sur les biens alodiaux du Piedmont;

Il tau remarquer que l'hilippes Comte de Brelle, depuis Duc de Savoye, pere de ladite Louife, épouls Marquerite de Bourbon. Il fur dit par le contract, que les enlans qui fortioient dece mariage, reprefenteroient leur pare au droit d'aifnesse, selon l'ordre de primogeniteure. De ce mariage sortir le Duc Philibert de ladite Louise ledit Duc Philbert mourur sins enfans, & ainst ladite Louise venoit, tant à la succession de son perr Philippes, que de sa mere Marguerite de Bourbon; maisparce que la Principauté ne tomboir en quenouïlle en Savoye, il n'y avoit que les biens alodiaux qui pouvoient écheoir aux filles, par conséquent à ladite Louise.

Mais ceux qui ont voulu examiner de plus prés cét affaire, ont trouvé que ce droit du Roy est foible, &

qu'il seroit plus à propos de ne s'en pas servir.

Ils ont dit, que ce Philippes Comte de Bresse avoit deux freres ses aisnez, tous deux mariez, & le Duc avoit plusieurs enfans: Que ledit Philippes avoit eu pour son

appanage le Comté de Bresse & Beugé; de sorte que Madame Louisc sa fille du premier lich ayant esté dotée, ne pouvoit rien pretendre audit appanage, y ayant des successeurs legitimes du nom, & des armes de la Maison

Que ladite Louise qui survesquit son frere Philbert prés de trente ans, ne disputa jamais la succession, ni de tout l'Estat, ni de l'appanage de son pere, audit Charles: Que les differens furent seulement pour le dot de sa mere Marguerite de Bourbon, qui n'estoit pas de grande confideration.

Que quand ainsi seroit, que le Roy François I. eust pû pretendre quelques alodiaux, comme representant sa mere, ou toutes ses pretensions sont esteintes avec sa posterité, ou elles sont devoluës aux trois sœurs filles du Roy Henry II. & leurs heritiers, comme les plus pro-

ches de la Maison de Valois.

Que ces filles sont ces trois sœurs filles dudit Roy Henry I I. ou leurs enfans qui ont survescu à tous les masles dudit Roy; sçavoir Elizabeth, mariée au Roy d'Espagne; Claude, qui espousa le Duc de Lorraine; & Marguerite Duchesse de Valois : celle-cy decedée sans enfans, institua son heritier le Roy à present regnant; Que ladite Reine d'Espagne n'avoit laissé autres enfans que l'Infante des Païs-Bas Isabelle, & Catherine mere du Duc de Savoye qui est à present : Que de là s'ensuivoit, que tous les droits de la Maison de Valois, ausquels les femmes peuvent succeder, doivent estre partagezentre ces trois sœurs, ou leurs heritiers, qui sont le Roy, le Duc de Savoye, & le Duc de Lorraine.

Mais comme ceux qui ont écrit pour le Duc de Savoye, demeurent d'accord de ce que dessus, & qu'il appartient au Roy vne partie de ces biens alodiaux, comme institué heritier par la Reine Marguerite; ils adjoustentaussi que les pretensions dudit Due vone plus avant, & en des chofes de bien autre confequence, voulans designer ces pretensions sur le Duché de Bretagne, du cher de samme, contre lesquelles le Roy a de bonnes dessenses.

#### 

## FOSSIGNT.

HINE.

La Baronnie de colligny coolière
is Villes, Piaces, Anflessus de Fodgry , Bonne & Sonoc-willefür Ares, Hennanie 8,
trie Las de Geere, Lullins, Aoggs, Moorfeurere, Lebire, bastrelles, Chatillon, Semagny, d

A Baronnie de Fossigny écheur aux Dauphins de Viennois, par le mariage de Beatrix de Savoye, avec Gay Cinquiéme Dauphin, qui mourur l'an 1270. & certe Beatrix eftoit fille de Pierre Comte de Savoye & d'Agnes de Fossigny.

Les Dauphins ont possedé cette Baronnie jusques és années 1343. & 1349, que le Dauphin Humbert en fit

don, avec le Dauphine aux Rois de France.

En l'année 1354, il y cur vo Traité fait à Paris, entre lo Roy lean, &c fon fils Charles d'une part, & Amé V I, Comre de Savoye d'autre, où il fur accordé que ledit Come de Savoye & fes fuccefleurs auroient ladite Baronnie de, Foffigny, & autres terres y Ppecifiées, à la charge de tenir par les dies Comtes de Savoye à perpetuité, à foy & hoimnage lige, & fous la Souveraineté des Dauphins de Viennois, out en leur défaut des Rois de France, la dire Baronnie de Foffigny, & autres Terres. Ce Traité confirmé és années 1376. & 1490.

En suite de ce Traité, il y a deux actes d'hommage

lige pour ce regard, des années 1355. & 1410.

En l'année 1455. Louis Dauphin, depuis Roy de France Onziéme du nom, renonça audit droit de foy & hommage, & de Souveraineté, moyennant vne somme de deniers. Ce qui fut ratifié par le Roy Charles V 11. audit nom.

Il y a plusieurs moyens contre cette renonciation,

### COSNI, SAVILLAN, FOSSAN, Mondewis, & Cherase en Picdmont.

I eff certain que le Piedmont a eflé renu & posfedé par les Countes de Provence Charles Premier & Sccond, aufquels ont fuccedé Robett, fils dudit Charles Second, Ieanne Premiere, & apres elle Louis, fils adoptif de ladite Ieanne, & en fuire tous les Comtes de Provence, juíques au Roy Louis X1. & fes fuccelleurs Rois de France.

Le Piedmont a esté vni au Comté de Provence dés l'an 1306. & les marques de la possession desdites deux Seigneuries par les Comtes de Provence, sont certaines

& indubitables

Du Comté de Picelmont dépendoient anciennement les villes de Cofuy, Fossian, Savillan, Mondevis, Chetase, Albe, Montiental, Busque, & Roque-parviere; les cinq dernieres villes ont ellé distrates du Picelmont, en forre qu'il ne rette plus que Cossy, Fossian, Savillan, Mondevis, & Cherase, que le Roy peut justement pretendre.

Il est vray qu'Amedée VI. Comte de Savoye és années 1346. & 1347. envahit le Comté de Piedmont fur leanne Première, & que les Dues de Savoye en fuite de ce en ont jouï; mais l'origine de cette possession estant vicieuse & violente, ils n'ont pû acquerir de titre le-

gitime

Les Dues de Savoye apportent vne renonciation du Piedmont à leur profit, de Louis Premier, en l'année 1381. A quoy l'on respond, que ledit Louis n'a pù faire cette renonciation par l'inflirettion d'heriter audit Cometé de Piedmont, laire de luy par leanne Premiere, le fits dudit Louis c'hant appellé apres luy, & leurs décendant masse, qui estoient heriters & successives necestaires dudit Louis, qu'ils ne pouvoient privet de ladite successires dudit Louis, qu'ils ne pouvoient privet de ladite successires de la comet de la cometa del cometa de la cometa

#### MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

Pour le droit pretendu du chef de Madame Louïse de Savoye, mere du Roy François I. il a esté representé en vn memoire separé, & consiste en si peu de chose, qu'il est comme inutile de s'y arrester.

OVE LE DVC DE SAVOYE A PV

aliener Pignerol; que l'alienation est bonne; que le consentement de l'Empereur n'y estoit point requis, cette Place ne dépendant point de l'Empire.



E Roy au mois de Mars de l'année 1630, par la bonne conduite de celuy qui commandoit son armée, conquit sur le Duc de Savoye, entre autres places du Piedmont, la Ville & le Chasteau de Pignerol.

Au mois d'Octobre ensuivant se fit le Traité de Ratisbonne, par lequel, entre autres choses, il fut convenu que cette place & autres seroient renduës par sa Majesté audit Duc.

En luin de l'année 1631, fut fait vn Traité à Querase, par lequel le Roy s'obligea de faire retirer ses garnisons de Pignerol; & de fait le vingtiéme Septembre ensuivant elles fortirent. Au mois d'Octobre de la mesme année, par vn Trai-

té particulier, le Duc de Savoye, pour le bien general de l'Italie, laissa Pignerol au Roy, pour le tenir six mois.

Enfin sa Majesté par vn Traité du 5. May 1632, acquir dudit Duc la Souveraineté de Pignerol, & autres Terres & Seigneuries, (ce sont les termes du Traité) pour estre vnies à perpetuité à la Couronne de France.

Cette vente faite par Monsieur de Savoye au Roy d'yne Terre souveraine, ainsi qualifiée par le Traité, qui luy appartenoit, & dont il estoit en possession depuis longues années, excita beaucoup de bruit dans l'Italie: Et parce que les Efpagnols de leur chef n'y pouvoient trouver à redire, & n'avoient aucun moyen de troubler la France, en fa nouvelle acquifiction, ils ont recherché l'Empereur, qu'on ne doute pas eftre du tout à leur devotion, auquel ils ont függeré des moyens, qu'in emanquent jamais à ceux qu'i fe peuvent fervir de l'auctoricé de l'Empire.

L'Empéreur donc voulant fervir le Roy d'Espagne, & les Princes d'Italie, qui sont sous le joug des Espagnols, proposa quelques moyens peu de temps apres cette acquistrion, & les sera possible proposer en la

Conference de Cologne, qui sont:

Que le Duc de Savoye, vassal de l'Empire, n'a pû vendre ni aliener Pignerol fiet de l'Empire, sans le sced & consentement de luy, qui est son Seigneur Souverain, & que cette alienation est nulle de ce ches.

Que cette acquisition n'a pour fondement que les troubles d'Italie, que les François entretiendront perpe-

tuellement, tant qu'ils tiendront ces Places.

Qu'ils ont vsé de mauvaise soy pour parvenir à cette acquisition, & au prejudice du Traité de Ratisbonne.

À ces oppositions, il femble que les responses que l'on peut faire de la part du Roy, sont rets-considerables, & que ce sera vn bon consciil, quand l'on donneta ordre aux Deputez de sa Majesté à Cologne, de declarer ab-folument, que le Roy ne peut donner satisfaction sur cette proposition, pour beaucoup de raisons.

Que cette acquilition estant traversée par les ennemis de cette Couronne, qui ont excité pour cela toutes fortes de Puissance, tant dedans que dehors l'Italie, pour la faire revoquer, fait voir combien elle est viile

à la France.

Que l'honneur du Roy y est trop engagé, le contract de l'acquisition parfait & accompli, & les Terres acquises & ynies à la Couronne de France.

Que les amis & alliez de sa Majesté sont trop interes-

fez à l'entretenement de ce contract, pour ne se voir frustrez d'vne dessense qui leur est si necessaire & vtile.

Que ce seroit condamner l'action du Roy, & du Duc de Savoye d'avoir ignoré l'vn & l'autre: ce qu'ils faisoient en cette occasion, pour rendre leur contract boar

& valable.

Ce feroir advouër ce que les ennemis de la France ont eferit contre cette acquifition, touchant feulement la forme, non pas le fonds; mais il importe peu en telles affaires de quelle forte elles foient executées, pourveu que les contractans foient respectivement faitsfaits.

de Savoye a pû vendre Pignerol, & fes dépendances, fans en demander la permission à l'Empereur, & que le

Roy l'a pû acquerir.

Les Hillorièns de Savoye, les mieux informez, ont cleirit, que la Terre & Seigneurie de Pignerol, & B. a vallé, de la Peroufe, font écheux la Maifon de Savoye, par le mariage d'Adelaïde, our Alix fille de Manfroy, Marquis de Suze, avec Amedée Premier du nom Comete de Morienne, per la 10-25. Que de ce mariage nafquit Amedée II. ault Gomte de Morienne, perce de Humbert II. Comte de Morienne, fan 10-77, qui fucceda en ces Seigneuries à ladite Alix fon ayeule patemelle.

En suite de ce, & à ce titre, les Comtes & Ducs de Savoye, ont jouï de ces terres, jusques au jour de l'ac-

quisition, dont est question.

Les mesmes Historiens ont escrit, que lesdites Seigneuries ont esté possedées en Souveraineté par les Ducs de Savoye, n'en ayant jamais reconnu personne, non

pas mesme l'Empire

Le contract fair avec le Roytémoigne bien ectre vericé; car il porte experdément, que ledit Due transporte au Roy, à tousjours, la proprieté, possession à fouveraineté de la Ville & Chasteau de Pignerol. Et en vn autre lieu, pour monstrer qu'il enoit ladite tetre souvePOUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 127

rane, il elt dir, que ledit Duc ayant l'intention d'employer l'argent qu'il recevroit du Roy, il avoit penfé d'acquerir la Souveraineté de Neuf-chaltel, & Valengin, ou autres Terres Souveraines; c'est à dire, employer son argent en terres de pareille nature, que celles qu'il avoit vendué;

Si Pignerol & les autres tertes alienées au Roy n'euflent elté Souveraines, & tenuës de cette qualité par ledit Seigneur vendeur, il eult elté necelfaire d'exprimer par le contract, de qui elles effoient tenuës, & qui en elloir le Seigneur direct : le prix en euit elté beaucoup moindre, & l'acquifition peu confiderable pour le Roy: ledit Duc & (on Confell connoifloient bien la condition des Tertes dont elt queltion.

S'il ettoir befoin, l'on pourroit faire vne énumeration de plufeurs Souverainetze fituées fur les limites de l'Empire, & du Royaume de France, relles que celles-cy, qui ont etté alienées, foit par donaction, échange, vente purc & fimple, ou autrement, fans que les Empereurs y ayent jamais apporté leur confentement, fans qu'ils s'y foient oppolez, quoy que ces Eigneuries ayent

esté autrefois de l'Empire.

Mais quand bien Pignerol & les terres venduës par ledit Traité, n'auroient effe tenuës en Souveraineré par ladite Alix & ses successeurs; ce qui est neantmoins in-dubitable: l'on pourroit dire qu'elle tenoit ces Seigneuries en franc-alleu, & comme biens alodiaux. Et ette conjecture est triée de la sondation de l'Abbaye de Pignerol, faite par ladite Dame Alix, d'wne partie du Domaine de Pignerol; ce qu'elle n'eust pû faire, si Pignerol cust esté vin ses, d'autant que les hest ne se peulement les biens alodiaux, pour raison desquels il n'est de ûn sip & hommage, ni fevrice militaire: & cela s'observoir plus religieusement au temps de cette sondation, que depuis, les loix estans plus proches de leur origine.

Or personne ne doute que les Terres Souveraines & alodiales ne se puissent donner, vendre, échanger, & aliener en quelque sorte que ce soit, les exemples en sont fort ordinaires.

Quand ces qualitez ne feroient point à ces Terres, c'eft à dire, qu'elles ne feroient ni fouveraines, ni alodiales, mais fiefs d'Empire, l'on peut avec raifon fouffeinir, qu'elles peuvent eltre alienées, sans requerir le confentement de l'Empretur les Docteurs Allemands l'ont

ainsi resolu, & l'on l'observe ainsi.

Thomas de Savoye Comte de Piedmont, l'an 1280, ne fit point de difficulté d'offrir au Roy Philippes Auguîte de luy obliger les Terres & Seigneuries de Piedmont, & les luy mettre en main, pour feuteté d'accomplir ce que le Roy ordonneroir lur le differend qu'ayoir Ledit Thomas avec Guillaume Marquis de Monfferrat.

Le Roy François Premier, en l'aunée 1366, le rendir maiftre par la force de les armes de tout le Piedmone, & de Pignerel melme, qu'il fit fortifier. Apres la baraille de S. Quentin, les deux Rois de France & d'Efpagne, traiterent la paix: & par le Traité fait à Chafteau en Cambrelis, l'an 1379. le Duc de Savoye, fut refittué en toutes fes Terres & Seigneuries, fors & excepté aux villes de Thurin, Quiers, Pignerol, Chivas, & Ville-neufve d'Aff, dont la jouiffance fut laiffee au Roy, jufques à ce que les differons, pour raifon des droits pretendus par le Roy contre le Duc de Savoye, & cent dudit Duc contre la Majellé, fuffent retminez; & fut convenu que ce feroit dans trois ans, lefquels expirez, le Roy promit laiffer audit Duc la position deldites villes.

Le Roy Charles IX. en l'année 1161, fut prefié par le Duc de Savoye d'executer le Trairé; le Roy envoya (ès Commillaires à Lyon, le Duc les fiens; les droits futent fort agitez de part & d'autre. Nous pretendions Nice & Ville-franche, comme dépendance du Comté de Pro-

vence.

Pour le Piedmont, nous le pretendions auffi par le mesme droit. Le Duc de Savoye avoit d'autres pretensions. Ces Commissires se departitent sans rien faire; car ceux du Roy luy adjugerent ce qu'il demandoit; ceux de Savoye jugerent en faveur de leur Maistre.

Il ne fur parlé vir feul mot dans toute cette negociation, ni de Pignerol, ni de la Peroufe, ni par la Scutence, qui deligne particulierement les Ieux, dont ces Princes elbient en différent, qui elt vir argument que Pignerol elt vire terre fouveraine & indépendante.

Monsieur de Bourdillon Lieutenant General du Roy en Piedmont, ayant eu ordre du Roy en l'année 1562. de delivrer au Duc de Savoye, vne partie de ces Places. s'y opposa formellement; neantmoins obeissant aux commandemens precis du Roy, le Duc de Savoye renera en possession des villes de Thurin, Quiers, Chivas. & Ville-neufye d'Alt; & le Roy demeura en possession de Pignerol, & receut dudit Duc Savillan, la Perouse, & l'Abbaye des Genelles, qui furent conservées à la France jusqu'en l'année 1574. que le Roy Henry II I. retournant de Pologne, perfuadé par aucuns de son Conseil, qui avoient esté corrompus, & avant esté bien traité par le Duc de Savoye, luy rendit ces quatre villes qui luy restoient en Piedmont; quoy que Monsieur le ces pour les conferver à la France, & qu'il cust desiré du Roy vne descharge expresse, se sentant coupable d'obeir en cette occasion, & d'y apporter son consentement. Le Chancelier de Birague ne voulut jamais seeller les expeditions necessaires pour faire cette restitution : le Roy luy-meline les fit feeller en sa presence, & fit expedier vn brevet de descharge audit Chancelier, comme il n'avoit point scellé lesdites expeditions.

Ces oppositions font voir combien il importe au Roy de ne point se relascher en cette occasion, ayant outre l'interest public, vn fondement bon & legitime de sa possession, qui est vn contract en bonne forme.

Pendant cette longue & pailible possession de quarante années, les Empereurs Ferdinand I. & Maximilian 11. Princes puissans & tres-jaloux de la conservation de leurs droicts, ne se sont jamais entremis du fait de Pignerol, & de la Perouse, ni lors de la conqueste, ni lors du Traité de Chasteau en Cambresis, ni en l'année 1561. ni lors de la Conference de Lyon, ni au passage que fit le Roy Henry III. par l'Allemagne: ils eussent eu lors plus de raison de ce faire, ces Places n'estans qu'en depost enrre les mains de nos Rois, au lieu qu'aujourd'huy le Roy les possede par le droit de la guerre, droit legitime; & en second lieu, en vertu d'yn Traité fair avec vn Prince majeur, & connoissant ses droits, & qui ne peut estre dit avoir esté circonvenu, puisque le contract luy est tres-advantageux; & le Roy au conrraire chargé d'yne grosse garnison, qui ne peut estre entretenuë

La demande que fait l'Empereur, n'est point tant pour le bien de l'Empire, que pour fervir à l'ambition d'Efpagne, qui void de mauvais œil les François dans l'Italie, prests à s'opposer à l'oppression des plus soibles, ge-

missans sous le joug des plus puissans.

Si l'Empereur perfife en cetre demande, qui n'a pour prerexte que le bien de l'Empire, l'on luy pours juffement reprocher, & avec beaucoup de raifon, que toute l'Europe avel, & Cès prédeceffeurs Empereurs l'ont fourfert, & cux-mefines ont fait le mal en partie, Que les Rois d'Elpagne ont vlurpé fur l'Empire le Duché de Milan, en l'année 1346. la Seigneurie de Siene, l'an 1544, le Marquifat de Final, l'an 1562. la Seigneurie de Piombin, en l'an 1577, le Chaffeau de Monaco, en 1665, la Souveraineté du Comé de Bourgongne, des Duchez de Brabane & Cé Cueldres, en l'année 1548. la ville Imperiale de Cambray, en l'an 1595. & autres grandes Sci-gneurie de Cambray, en l'an 1595. & autres grandes Sci-gneuries.

L'Empereur ne se plaint point de ces vsurpations si importantes, il n'en demande point la restitution, combien que ce foient de grandes Seigneuries, & des Places sort considerables pour leur situation, non pas vne petite place comme celle-cy aux consins de l'Italie, qui ne sur jamais sies d'Empire, & qui n'en sit partie.

Quel interetli peut avoir l'Empreuur à ceite acquisition è nuls au contraire le Roy a cu grant fabir de Le plaindre, de ce que l'Empire a fouhert, & possible a procuré, que le Roy d'Eppagne s' foi trassi à la France, & qui servent de terraire aux armées de mer du Roy d'Eppagne, qui sont oujours au guet, pour surperendre quelques Places de la coste de Provence, voinine de ces portes vsurpez par force, ou contre le gré des Seigneurs, qui vivent mistrables sous la tyrannie d'une force garnssion.

La France, en la guerre de mer qui se fait presentement, void quel advantage tire le Roy d'Espagne de ces ports voisins de nos costes, qui sont siefs de l'Empire, & neantmoins l'Empereur n'en demande pas la restitu-

tion. Mais quand les Efpagnols ont reconnu qu'il n'y avoir Mais quand les Efpagnols ont reconnu qu'il n'y avoir tien à redire à cette acquifition, que ces Terres venduës ne relevoient point de l'Empire, & quand ainfi feroit, que l'altienation effoir bonne, ont voulu accufer la forme dont ils difient qu'on s'est fervi en cetre occafion, ils ont dit, que puisque le Traite de Ratisbonne portoir, que le Roy restitueroir Pignerol au Due de Savoye, qu'il le faloir rendre, & que ce qui avoir esté promis de leur part par ce Traité, avoir esté executé de bonne foy.

Par le Traité de Ratifbonne, il n'est pas dit, que le Roy n'acquereroit pas la Souverainteé de Tignerol; au moment de la restitution il l'acquilé, qu'y a-t-il à direz & l'a acquise de celuy qui la pouvoit vendre, & qui en avoit la faculté, & qui en a receû vn tres-grand advanrage. Le Traité a ellé executé de bonne foy de part & d'autre. Ceux qui s'en plaignent, n'ont pas droit legitime de le faire: ce sont des interests injustes, qui les sont

agir contre leur propre conscience.

"Pour ce qui eft de l'execution du Traité de Ratilhonne, l'on leur peut juffement reprocher, & à leur confusion, que l'ant porté expressement, que l'Empeteur
bailleoir l'investitate de Manous pur è climple, comme les precedentes, elle sub suilées mais ils finent publier clandestinement vn acte en la Chancelerie de l'Empereur, par leque l'invessiture es lott declarée nuile, en cas qu'il s'ult contrevent au Traité de Ratilhonne; c'est à dire, au cas que Monsseur Duc de Mantouë ne se conduissit pas à leur volonté. A-t-on jamais
oui parler d'vus semblable action, de vouloir tenir la
qualité dudit Duc en incertitude, de faire dépendre
deux la condition d'vus Prince Souverain. L'Esta de
Milan est trop voisin de Mantouë, pour ne pas craindre
les essesses des les crites de services de l'action de voisin les ses sets s'est de l'action de les ses s'est de l'action de les ses s'est de l'action de l'action de l'action de les ses s'est de l'action de

Done par le contenu en ce memoire, l'on void que le Roy a pû acquerir valablement Pignerol, & les lieux compris au Traité d'acquifition, foir que ces lieux foient fouverains, comme ils le font, foir qu'ils foient alodiaux, foit aufli qu'ils dépendent de l'Empire, là Majefté en cela n'a rien fair que de legitime, & fon action est trop glotieuse, pour n'avoir autre but que la feule confervation de fes amis & alliez, & pour maintenir le repos du S. Siege, & de l'Italie: & ains sa Majefté est obligée pour ces refpects de se conferver en la possession de les termes du Traité, sans se relatcher pour quelque cause & occasion que ce foit.



## \*\*\*\*\*\*\*\*\*

### RAISONS POUR LESQUELLES MONSIEUR

de Savoye ne peut pretendre que le Traité de l'eschange de Pignerol soit nul, parce que le Roy n'est pas entré en guerre avec la Republique de Genes, ainsi que ledit seur Duc l'avois desiré.

NONSIEVR DE SAVOYE d'à present ne peut pretendre, que le Roy demeure obligé d'entreprendre vne guerre contre Genes, en vertu du Traité de l'eschange de Pignerol, pour plusieurs raisons.

La premiere est, Que le temps de trois ans, dans lequel ladite guerre devoit estre entreprise, s'estant passé, sans qu'il ait esté possible de le faire, & ce pour des raisons, où les Ducs de Savoye ont plus d'interest que la France; l'obligation d'entreprendre ladite guerre, doit estre tenue pour passée avec le temps, auquel elle devoit estre entreprise.

La seconde est, Que le Roy ayant eu lieu depuis d'employer ses armes à la deffense de la Maison de Savoye avec beaucoup plus de despense, qu'il n'en cust falu faire à la guerre de Genes, quand mesme cette entreprise cust esté une condition essencielle du Traité de Pignerol, sa Majesté en seroit valablement déchargée, pour y avoir plus que satisfait par autre voye.

La troisième est, Que se reserver le pouvoir de faire vne telle entreprise contre la Republique de Genes, est chose incompatible avec l'establissement qu'il faut faire de la paix generale, par laquelle le repos de tous les Potentats d'Italie doit estre également asseuré.

Si l'on dit que cette entreprise de Genes ne se faifant pas, le Roy est obligé de rendre Pignerol: Quiconque lira le Traité, verra qu'il ne porte pas que le Roy rendra Pignerol, au cas que l'entreprise de Genes ne se fasse pass mais bien au cas que le Roy ne la veuille pas faire; ce qui fair que le defaut de cette entreprise, ne peur obligerà la restitution de Pignerol, parce qu'il procede de Pimpossibilité de la chose, & non du manque

de la volonté du Roy.

Il eft à confidere en fuire, que Monfieur de Savoye eftane oblige par le Traite de l'efchange de Pignerol, de reftituer le parrage qu'il a cu du Mone-Ferrat, a Monfieur de Mantouë, au cas qu'on luy rende Pignerol, l'inveftiture qu'il a prife de l'Empereur dudit parrage, jutifié bien qu'il a ris pascu intention de le rendre, & qu'il ne le peur quaf plus faire, ayant fait excepter par l'Empereur, les Terres qu'il a cuès, de celles qui devoient demucre à Monfieur de Mantouë.

Il y a plus, l'obligation à la guerre de Genes, fuppofe vne ligue des Princes l'Italie à cette fin, & outre qu'elle est maintenant du tour impossible, Monsieur de Subject de l'entre de l'entre de l'entre avec la Republique de Venise, presque aussi-rost que le Traité de l'igacros fur fait. Cest chose claire qu'il a plussost mis l'obligation à la guerre de Genes dans son Traité, pour

embarraster, qu'à dessein de l'effectuer.

Au refle ledit fieur Duc estant obligé de procurer que le Roy d'Angleterre filt vne puislante diversion fur la met, par le moyen de laquelle ceux de Genes ne peufent eftre secourus par met: Outre que ledit Duc ne l'a point fait, bien que le Roy travaillat aufi tost avec fueces aux diversions qui pouvoient eftre requises en Hollande, & en Allemagne; le Roy d'Angleterere n'eltane plus en cstat de faite les diversions, quand mesíne il le voudroit: il est évident que Monsseur le Duc de Savoye n'est point en celuy de demander l'execution de l'entreprisé de Genes.

Enfin ledit sieur Duc estant obligé de fournir douze mille hommes de pied, & deux mille chevaux, dont POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 135 la moitié doit estre payée par le Roy & la Republique de Venise, il est clair que si ladite Republique ne veut

la noute cort cut payee pai e two ye. It responsque de Venife, il elt clair que fi ladire Republique ne veue entret en cette obligațion, le Roy ne peut eftre obligé; & de plus que le Traité ne fut pas plutoft fair , que Monsseur de Savoye osta le moyen de l'accomplir par les contestations avec les fiquelles il entra de gayeté de cœur avec la Republique.

### 表表表表表表表表表表表表表表表表表表表表表 ARTICLE DV TRAITE' DE CAMBRESIS

touchant les differents de la Couronne de France, & des Ducs de Savoye.

AVTANT que la plus grande partie des guerres, qui ont eu cours depuis plusieurs années en çà, sont procedées à cause des droits, & pretensions que sa Majelté Tres-Chrestienne maintient avoir sur le Païs de Savoye, Bresse, Picdmont, & autres, que tenoient les Ducs de Savoye. Et que tres-excellent Prince Emmanuël Philibert de Savoye luy a fait entendre & remonstrer la bonne intention qu'il a de luy en faire raison, & comme son tres-humble parent, le reconnoistre de tout l'honneur, service, & observance d'amitié qu'il luy sera possible, pour le rendre à l'advenir plus content de luy, & de ses actions, que le temps, & les occasions passées ne luy ont donné le moyen. Le suppliant qu'il veuille pour plus fermement establir cettedite reconciliation, affinité, & amitié, qu'il cherche, & desire de sadite Majesté, trouver bon & avoir agreable, que le mariage de tres-excellente Princesse Madame Marguerite de France la sœur vnique, Duchesse de Berry, & de luy, se puisse faire, & l'honorer d'yne telle Princesse, qu'il desire singulierement, tant pour la proximité de lang dont elle attouche à sadite Majesté, que pour les dignes, excellentes & rares vertus qui sont en elle. Ce que sa Majesté (comme Prince d'honneur, & aimant le bien, & le repos

de la Chrestienté, ainsi qu'il a demonstré en toutes choses) a receû à grand plaisir, & de voir le bon devoir, en quoy ledit Seigneur de Savoye offre se mettre, desirant de sa part le gratifier dudit Mariage, & de toutes ciliation, pour l'affeurance qu'il a aussi de l'honneur, & bon traitement que madite Dame sa sœur (qu'il aime & tient chere comme sa propre fille) en recevra; & sadite Majesté toute satisfaction, contentement, & parfaite amitié. Pour ces causes le voulant reconnoistre comme parent, & de fon fang, & pour de plus en plus corroborer & confirmer cette Paix, ont lesdits Seigneurs Deputez en vertu de leursdits pouvoirs, convenu & accordé que ledit Seigneur de Savoye aura à femme madite Dame Marguerite, à laquelle sadite Majesté tres-Chresa vie durant dudit Duché de Berry, & autres terres & autres qui luy peuvent appartenir, & sont escheus (aufquels moyennant ce elle renoncera) la somme de trois cent mille escus payables, c'est à sçavoir, cent mille escus comptant le jour de la consommation dudit mariage, autres cent mille escus vn an apres ladite consommation, & les autres cent mille escus, six mois apres ledit temps revolu. Recevant laquelle fomme ou partie d'icelle, par ledit Sieur de Savoye, il fera tenu l'affigner bien & convenablement fur le Duché de Savoye, Peage , Dace de Suze , & Gabelle de Nice de proche en proche, dont ladite Dame, ses hoirs, successeurs, & ayans cause seront & demeureront saisis, jouissans & me, ou de ce que receû aura esté. Et advenant que ledit sieur Duc de Savoye aille de vie à trespas avant ladite Dame, elle aura pour son douaire la somme de trente mille livres par an, qui luy est & sera assignée sur les

pays de Bresse, Bugey & Veromey, & autres pays dudit ficur de Savoye, aussi de proche en proche; dont elle jouïra par ses mains, sa vie durant seulement, avec la provision, & disposition des offices, & benefices desdits son de Bourg en Bresse, ou de Pontclain à son choix & option, le tout avec les clauses, & conditions qui se-Sera ledit Mariage solennisé en face de sainte Eglise, & consommé entre eux, dans deux mois prochainement venans. Et à cette fin s'obtiendra la dispense de nostre Saint Pere le Pape. Et deslors sera baillé & delaiffé audit sieur de Savoye, pour luy, ses hoirs, successeurs & ayans cause, l'entiere & pleine possession paisible, tant du Duché de Savoye, Pays de Breffe, Bugey, Veroiney, Morienne, Tarantaile, & Vicairie de Barcelonnette, comme de la Principauté de Piedmont, Comté d'Ast, Marquisat de Seve, Comté de Cocoual, & des terres des Larmes, des Gatteries, & terres de la Comté de Nice, de la du Var, que ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien, ou autre quel qu'il soit de ses serviteurs & subjets possedent : Que de tout ce que le seu Duc Charles son pere tenoit quand il fut mis hors de ses pays du vivant du feu Roy François, fors & excepté, les villes & places de Thurin, Quiers, Pignerol, Chivas, & Ville-neuve d'Ast, avec les finages, territoires, mandeplaces de Thurin, Chivas, & Ville-neuve d'Ast, ainsi qu'ils s'estendent & comportent, & de celles dudit Pignerol, & Quiers, des finages, territoires, mandemens & Jurisdictions, tant & fi avant que ledit Seigneur Roy tres-Chrestien connoistra estre necessaire, pour la nourriture & munition de toutes lesdites places, & compris les vivres qui se tireront desdites trois places, & leurs-

dits territoires, le tout de bonne foy, ce qui demeure à

tettitoires, mandemens, Iurisdictions & leursdites appartenances, tenir pat ledit Seigneur Roy tres-Chreftien, ainsi que dessus est dit, jusques à ce que les differends sur les droits par sa Majesté pretendus contre ledit sieur de Savoye, soient vuidez & terminez. Ce que lesle plus tard, fans autre prolongation, ne retardement. & iceux differends vuidez, & ledit temps de trois ans escheù, en laissera sadire Majesté Tres-Chrestienne, la possession libre audit sieur de Savoye, pour en jouir ainsi que de ses autres terres, pourveu toutefois qu'il n'y ait aucun retardement, ou refus procedant dudit fieur de Savoye. Comme aussi le Roy Tres-Chrestien promet n'en faire aucun de sa part, à peine de descheoit de ses pretensions, & possessions. N'entendent toutefois par ce present article, aucunement prejudicier aux droits, & taisons dudit sieur de Savoye. Lesquels differends se vuideront selon les Concordats, & ainsi qu'il a esté accoustumé quand aucuns differends se sont offerts entre ceux de la Maison de France, & celle de Savoye. Et là où ils ne pourtoient estre determinez pat ledit moyen, seront dedans six mois apres la consommation dudit Mariage, choisis, & deputez arbitres de commun accord, & consentement, pour proceder le plustost que faire se pourra, à la determination d'iceux differends.



DROITS DV ROT SVR LE COMTE de Flandre.

E Comté de Flandre, sous lequel est compris le Brabaut & l'Artois, faisoit partie de l'ancien Royaume de Lotraine, & écheut à Charles le Chauve, par le partage à fait avec Louis de Germanie son frere.

Ce fut luy qui l'erigea en Comté, & en investit Godefroy, furnommé Bras de fer, pour le dot de sa fille Iudith.

Depuis ce temps les Rois de France ont jour plus de sept cens ans durant de la Souveraineté de Flandre. Et les Cointes leur en ont rendu la foy & hommage lige.

Ils ont esté leurs luges souverains, lors que la succession du Comté a esté disputée, ou lors que les partages ont fait naistre des contentions entre les heritiers.

Quand les Comees, ou leurs fubjets se sont voulte fouttraire de leur obestifiance, ils ont pris les armes en main pour les chastier, & seans avec leurs Pairs, ou confisqué leurs biens, & les ont declarez criminels de leze-Majeth.

Enfin ils ont exercé tous les actes de Souveraineté dans la Flandre, qui reconnoissoit leur Parlement de Pa-

ris, par le droit de ressort.

Ainfi les Atchidues d'Auftriche n'ont point refuié de fe foufinettre aux anciennes ions de ce fich, dépendant de la Couronne de France, &cen ont fait & continué leurs hommages, jufques à ce que le Roy François Premier ayant effe pris à la journée de Pavie, fur contrainn par le Traité de Madrid de quiter la Souveraineté des Paysbas. Outre ces droits, le Roy en a d'autres bien certains fur les villes de Lifle, Doiay, & Orchies; caraptes que le Roy Philippes le Bel eur gagné cette memorable bataille contre les Flamans, en l'an mil trois cens quatre, ils luy affignerent vingt mil livres de rente fur Lifle, Doiay, & autres places.

En l'année mil trois cens neuf, il se fit vn autre Traité, entre Philippes le Bel, & Robert Comte de Flandre, par lequel ce Comte transporta purement & simplement au Roy les villes de Lisse, Doüay, & Berhune, pour la

moitié de la susdite rente.

Louis Comte de Nevers fon fils, confirma & ratifia ce tratisport en l'an mil trois cens quinze, & depuis les Flamans traitans de leurs differens avec le Comte de Poiétiers, alors Regent en France, il fut convenu que ces trois villes demeureroient au Roy à perperuité; ce qui fut encore confirmé en l'an mil trois cetts vingt, avecles Deputer des Communautez de Flandre, en prefence du Nonce du Pape.

Cela mesine sut ratifié par Louis Comte de Nevers, qui espousa Marguerite de France, sille de Philippes le

Long.

Entin par deux Transachons, dont Ivne fur paffe à cand, en l'an mil trois cens foixante-huir, & l'autre à Pars, en l'an mil trois cens quatre-vingts fix, il est porté que le Roy pourra retirer les villes de Lille, de Doiay, & d'Orchies, au cas que la lignée des males de la Duchelse de Bourgongne, & de ion mary vinst à defaillir; comme il est arrivé par le deces de Charles Duc de Bourgongne.

Auss le Conseil de l'Empereur Charles Cinquiéme, qui sçavoit le droit de la Couronne de France, stipula par les Traitez de Madrid, & de Cambray, vne expresse renonciation à tous ces droits, qui estoient acquis au

Roy François

Er pour donner quelque couleur à ladite renoncia-

tion, ledits Traitez portent, que l'Empereur cede audit Roy François, & à fes fuccefleurs, en cfchange d'iceux, fes droits fur les places & forterefles de la riviere de Somme, fur le Comté de Ponthieu, fur les Chaftellenies de Peronne, Roye, & Mondidier, & fur les Contez de Boulogne, & de Guines. Mais comme ces droits cedez par l'Empereur etfoient de fimples petrenfions non enclavées, & la pluspart notoirement deftiruées de tout fondement. Vne telle cellion ne peut valider pour celle qui fur faite par François Premier.

Les Eßpagnols talchem encore de donner couleur à leur droit, en difant, que les Traitez faise entre les Rois de France, & les Comres de Flandre, ont esté forcez, les Comres estans prisonniers. Et venant au particulier des trois villes de Litsle, de Dolüay, & d'Orchies, dissoutiennent, que par la Transaction de Gand, lessites trois villes furent restitutés à la charge de l'hommage.

On replique, que dans la Tranfaction il fur fippulé vne reverfion à la Couronne, au cas que la ligne des malles defeendans des Comtes de Flandre vinft à faillir: & que les Traitez ont elfé ratifiez par ces Comtes, lors qu'ils efloient en pleine liberté.

## 

DROITS DE LA FRANCE SVR LE Comté d'Artois.

R

HILIPPES d'Alface, Comte de Flandre, donna en faveur de mariage à Ifabelle de Hainaur la nicce, & femme de Philippes Auguste, le Comté d'Artois.

Roy de France, & Comte d'Artois par sa mere.

Louis VIII. sit partage par son testament à ses enfans,

& donna à Robert son second fils frere de Saint Louis, le Comté d'Artois, à la charge que Robert venant à mourir sans heritiers, le Comté d'Artois retourneroit franchement & entierement à son fils, successeur au Royaume de France.

Apres la mort de Louis VIII. le Roy Saint Louis son frere, & le descharge de l'assignation du douaire de la Reine Blanche, & moyennant ce Comté, Robert declare qu'il estoit satisfait de la part hereditaire qu'il pou-

Robert I. Comte d'Artois, eut Robert II. qui luy fucceda au Comté.

Robert II. cut deux enfans, Mahaut sa fille aisnée,

Mahaut fut mariée à Othon Comte de Bourgongne. elle eut vne fille nommée Icanne, qui fut mariée à Philippes le Long Roy de France, fils de Philippes le Bel. Robert II. d'Artois, & laisse vn fils nommé Robert III.

Robert III. apres la mort de Robert II. son ayeul Comte d'Artois, pretendit que le Comté d'Artois luy appartenoit à l'exclusion de Mahaut sa tante. Son moyen estoit que le Comté avoit esté donné à son bisayeul Robert I. pour son appanage, que la loy des appanages est, que les masses succedent à l'exclusion des femelles. Mahaut au contraire soustenoit, qu'il ne pouvoit venir à la licu en aucun cas.

Ce different fut jugé par le Parlement, le Roy Philippes le Bel y seant, & le Comté d'Artois sut adjugé par Arrest à Mahaut: L'on pretend que le Roy Philippes le Bel voulut favorifer Mahaut, à cause que Jeanne sa fille

estoit mariée à Philippes le Long, son fils.

Depuis Robert se pourveut contre l'Arrest du Parle-

ment, & par Arreft qui fut donné en Parlement sous le regne de Philippes le Long, il fut encore debouté de sa demande.

L'on dit que cét Arrell fur donné en faveur de Leanne fille de Mahaut, & fermue de Philippes le Long Roy, de France, & que fans cette confideration le Parlement cuft jugé finivante la loy de 17apanage, que le Comté devoit appartenir à Robert III. Et de fair, Que les Comcez de Poickou, Aujou, & le Maine, que Louis VIII. avoir laifice par fon reflament à fon troitiéme fils, our clé reuins par Arrelt du Parlement faute d'hoirs mafles à la Couronne de France, fous le règne de Philippes III. en l'an 1818. Que le Comté d'Arrois ayant ellé donné par le mesime tellament, la loy devoit effre égale.

Robert ne se contenta pas de ces deux Arreits, il renouvella sa demande sous le regne de Philippes de Valois, & se servit d'actes faux. Artest sur donné contre luy, & sur debouté de sa demande, & banny du Royaume. L'on dit que Philippes de Valois s'itrita contre luy à cause de quesques reproches injutieux qu'il luy avoir

aits.

Depuis cét Arrest les heritiers de Mahaut ont posse dé paisiblement le Comté d'Artois, jusques au deceds de Charles Duc de Bourgongne, qui mourut à la bataille de Nancy.

Apres fon deceds Louis XI. prit la ville d'Arras, & declara qu'il faififfoit le Cointé d'Artois, comme mou-

vant de la Couronne.

Enfuire Louix XI, fit vn Traité avec Maximilian Roy des Romains qui avoit époulé Marie de Bourgongen falle de Charles de Bourgongen; & par le Traité Marguerite de Bourgongen fille de Maximilian, & de Marie de Bourgongen, fut promisé en mariage au fils du Roy Louis XI. fa dor fut le Comté d'Artois, que Louis XI. remit en cette consideration avec la ville d'Artas.

Louis XI. meurt, Charles VIII. son fils ne se maria

point avec Marguerite de Bourgongne, Maximilian indigné de ce retus luy fit la guerre. Enfuite ils firent vn Traité à Senlis, par lequel entre autres conditions, Maximilian promet que fon fils Philippes eflant en l'âge de vingt ans il remettra entre les mains de Charles VIII. Il ville d'Arras pour en dispoler, & y mettre Capitaines, & Gardes tels que bon luy (embleroit.

Cette claufen'a esté executée, au contraire François 1. estant prisonnier à Madrid renonça à la Souveraincté de Flandres, & d'Artois, & depuis par le Traité de Cambray, de Crespy, de Chasteau en Cambress, & de Ver-

vins, le Traité de Madrid a esté confirmé.

L'on pretend que les Arrelts cy-dessus mentionnez sont mus, donnez contre la loy du Royaume, par la pussifiance des Rois qui estoient lors interesse; sé quandis auroient esté bons, les Traitez faits entre Maximilian & Louis XI. restabilissen clairement les droits de la France sur le Comte d'Arrois.

Quant au Traité de Madrid, on n'en peut rien inferer contre nous, puisqu'il a esté fait par violence, & que le Roy François I, avoit fait protestation devent & apres

le Traité

Tout ce que dessus presupposé, comme c'est chose tresveritable, le Roy Louis XIII. peut avec justice pretendre la proprieté du Comté d'Arrois, comme vn membre de la Couronne de France.



DV ROY SVR HESDIN.



ESDIN est vne ancienne Seigneurie, dis- Le Roy Frantincte & separée de l'Artois, & qui a por- con y renonce té le titre de Comté auparavant que cet- Madrid, comte qualité cust esté donnée à l'Artois par S. me à une de-Louis, lors qu'il en fit donation à Robert Laure

Et quoy qu'en ladite donation Hesdin soit compris avec les villes d'Arras, Saint Omer, Aire, Bethune, Bapaume, Lens, & Lillers: neantmoins Saint Louis tira declaration, & reconnoissance dudit Robert, comme Hesdin estoit du tout distinct, & independant de l'Artois.

Philippes de Bourgongne, qui espousa Marguerite Comtesse de Flandre & d'Artois, bailla pareillement declaration au profit du Roy Charles V. son frere, que Hesdin n'estoit des dependances d'Artois, ains Seigneurie, ayant Bailliage & Iurifdiction separée.

Aussi Louis X I. apres la mort du dernier Duc de Bour-

gongne, ayant reduit fous fon obeissance, non seulement Hefdin, mais aussi Arras, & autres villes voisines; voulut encore laisser ces Iurisdictions separées, & par vne Declaration particuliere, ordonna que Hesdin, & Saint Pol seroient du ressort de Montrueil comme auparayant.

Depuis sont ensuivis les Traitez de Madrid, & Cambray, par lesquels François I. quita la souveraineté de Flandres, & d'Artois: toutefois le Roy d'Espagne reconnoissant que cette renonciation ne se pouvoit estendre au Comté de Hesdin, par le Traité de Chasteau en Cambrefis, obtint d'Henry II. vne renonciation particuliere aux droits qui pouvoient appartenir à cette Couronne en la ville & Bailliage de Hesdin.

Aussi par le Traité fait à Crespy auparavant le dernier en l'an 1544. quoy que Ivoy, Montmidy, Landrechy & autres places prifes fur les Espagnols leur ayent esté restiruées, neantmoins Hesdin demeura à la France jusques aux années 1552. & 1553. qu'elle fut prife & reprife par les Espagnols & par eux entierement ruinée, au lieu de laquelle ville fut basti le nouveau Hesdin Fort, demeuré à l'Espagnol par ledit Traité de Chasteau en Cambresis, jusques en l'an 1639, que sa Majesté le remit sous

# DROITS DV ROT SVR LE COMTE

de Saint Pol.



VANT au Comté de Saint Pol, c'est vne piece qui a esté lirigieuse depuis le siecle dernier entre les deux Couronnes: de forte que pour en decider le different par ledit Traité de Chasteau en Cambresis, comme depuis par celuy de Vervins, il fut arresté que l'on

Les Espagnols & Flamans pretendent que ledit Comté est mouvant de celuy d'Arrois. Et nous au contraire, qu'il releve immediatemnt de celuy de Boulongne.

La meilleure partie des Historiens & Chroniqueurs de part & d'autre, demeurent d'accord qu'anciennement lors que la Flandre fut crigée en Comté par le Roy Charles le Chauve, en faveur de Baudouin, surnommé Bras de Fer, qui avoit espousé Madame Iudith de France sa fille, Artois, Boulenois, Saint Pol & Guines estoient du pays de Flandres, dont Arras estoit la ville capitale.

Adolphe II. fils dudit Baudouin eut en partage Bou-

Ionnois & Saint Pol, erigez par luy en Comtez, apres la mort duquel fans enfans; le tout retourna à Arnoul fon frere Comte de Flandres.

Depuis Lothaire Roy ayant guerre contre Arnoul II. s'empara desdits Comtez, & les donna aux deux enfans

le Guillaume Comte de Ponthieu.

Cette donation fur confirmée par le Traité qui s'entraite avec ledit Arnoul II. à la charge de les tenir du Comté de Flandres; Sçavoir Boulongue en fief, & Saint Pol en arrierefief, parce que celuy qui eut Saint Pol,

estoit fils puisné du Comte de Ponthieu.

L'an 180. Philippes d'Alfate, Comte de Flandres, n'ayant pas d'enfant, en fiveur du marige d'Ifabelle de Hainaur fa nicce avec le Roy Philippes Augulte, ly donna Arras, Saint Omer, Aire, Bethune, Lens, Lillers, Bapaume. Le Comté de Heffin, ainfi l'appelle la Chronique manuferite d'Anchin, avec les hommages de Guines, Boulongne & Saint Pol.

Mais voicy d'où procede la plus grande contestation

qui est entre les deux Couronnes

Saint Louïs ayant donné à fon frere Robert lesdites villes, les Flamans, & les Espagnols pretendent qu'il lay a austic cede lesdits hommages de Guines, Boulongne, & Saint Pol; & consequentment que depuis ce temps Guines, Boulongne, & Saint Pol ont esté mouvans d'Arrais

Mais il ne se voit pas dans la teneur de ladite donation, qui est de l'an 1237, que les dits hommages y soient

compris.

Âu contraire îl fe reconnoil, que ledirs hommages turent retinis à la Couronne par Philippes Augulte, puifqu'en cette qualité Renaut Courte de Boulongne luy fit la foy & hommage dudit Courte l'an 1196. Et depuis Philippes Comte de Boulonge l'an 1156. en ît de mefme au Roy Saint Louis son oncle, & pareillement Marite l'an 1131. Meyer Annalifte, Flaman paffionné contre la France, eft contraint de reconnolitre que lean Duc de Berty, qui poffedoir à caufe de fa femme le Comté de Boulonnois, n'en voulut faire l'hommage à Louis. Comte de Flandres & d'Artois, proteflant qu'il ne la relevoir que du Roy, & non du Comte d'Artois. Mais cét Annalifte adjoullet, que la haute naiflance du Duc de Berry luy faifoit refuier l'hommage au Comte d'Artois, qui caufa vne querelle entre cux, en Jaquelle ledit Comte fut bleffé d'yn coup de poignard, dont il mourut trois jours aptes, J'an 1381.

Mais ce pretexte est voe couleur recherchée par Meyer, veu qu'il ne se trouve pas que devant, ni depuis les hommages desdits Comez ayent esté faits aux Comets d'Artois, mesmes à present, & auparavant souverture de la guerte. Ils n'en demandent pas pour lestits Comtez de Guines, & de Boulongne: & par consequent ne peuvent aussi pretendre les soy & hommage du Comte de Sant Pol, puisqu'il est mouvant immediatement de Casint Pol, puisqu'il est mouvant immediatement.

de Boulonnois.

Neantmoins pour faire perdre peu à peu la memoire des droits de cette Couronne fur leddits Comtez de Heldin, & Saint Pol, & authorifer avec le temps la pol-fefion dudit Courté de Saint Pol, de nu lis fe îont emparez au prejudice defdits Traitez de Chafteau en Cambrefus, & Vervins: Ils ont foulmis les Jurufdédions defdits lieux au reflort du Confeil Provincial d'Artois; melines ont voulu que le Comté de Saint Pol fult du reflort immediatement de la gouvernance d'Arras.

#### DROITS DV ROT SVR Chastellenie de Beaurains.

YANT ainsi annexé ces Iurisdictions à celles d'Artois, ils ont en suite fait ressortir celle de la Chastellenie de Beaurains à Saint Pol, pretendans que ladite Chastellenie est mouvante dudit Comté de Saint Pol, au lieu qu'elle est tenuë immediatement du Roy à cause de son Chasteau de Montrueil.

Pour quoy reconnoistre, il faut prendre l'affaire dés le regne de Charles V. qui par vne Declaration expresse reunit ladite Chastellenie à la Couronne le 27. Juin 1368.

Neantmoins Charles VI. pour recompenser Ican sieur de Croy, & de Ranty, de quelque somme de deniers dont il luy avoit vn peu auparavant fait don, donna audit sieur de Croy, ladite Chastellenie qui est située entre Montrueil, & Hesdin, & dont dépendent dix-huit ou dix-neuf villages, à la charge des foy & hommages, & de la tenir de luy à cause du Chasteau Royal de Montrueil. Et encore à condition de la pouvoir rachepter toutefois & quantes: Laquelle concession fut faite en la presence des Ducs de Bourgongne, Comtes d'Artois, & Saint Pol, qui ne reclamerent pas, & ne soustindrent point que ladite Chastellenie devoit relever d'aucun

Antoine de Croy successeur dudit Iean, fit les foy & hommage au Roy à cause de ladite terre de Beaurains: l'an 1450.

Mais depuis les guerres frequentes estant arrivées entre nos Rois, & les Maisons de Bourgongne, & d'Austri, che, qui furent depuis suivies de nos guerres civiles: Lesdits ficurs de Croy, grands partisans desdites Mafons, & souvent Generaux de leurs armées, par succesfion de temps ont tasché d'intervertir ladite mouvance; Et voyans que les Rois d'Espagne, & Comtes d'Artois avoient vsurpé la Comté de Saint Pol, pour ce qui regarde les droits de souveraineté, & de mouvance : Ils ont relevé ladite Chaltellenie de ladite Comté de Saint Pol pendant la confusion qui regnoit pour lors.

Neantmoins cette entreprife n's pas laiffé d'eftre interrompué, dautant que Charles IX. & depuis Henry II I. adresferent commission au Lieutenant General de Montrueil pour s'aistr ladire Chastellenie, & la retirer moyennant le rembourfement qui sur offert par le sieur de Saint Lue qui en avoit les droits du Roy. En cette instance les Officiers du Comté d'Artoris se voulurent remuer, & demanderent le tenvoy pardevant eux: Mais sans y avoir égard, les sieurs de Croy surent condamnez à quiter ladire Terre, en les remboursant suivant les of-

fres qui en avoient ellé faites.

En execution de cette Sentence, on envoya quelques Soldats prendre poffession du Chasteau: mais l'Ambalfadeut d'Espagne estant sur ce intervenu, il sur arresté que les deux Rois deputerotient des presiones qui se transporteroient sur les lieux, avec pouvoir de terminer extre affaire; Et cependant que l'on retireroit la garnison dudit Chasteau. Ce qu'ayant esté executé, comme les Deputez Espagnols reconneurent leur peu de droit; ils rompitent la partie, alleguans qu'ils n'avoient pas pouvoir de rien accorder, mais seusement de consolite ce qui estoit de l'âstire.

Depuis, & pendant les guerres de la Ligue, les Espagnols se remirent en possession de ladite Chastellenie, & la firent ressortie, comme devant, à Saint Pol, & de là au Conseil d'Artosi; au lieu qu'anciennement elle refortissior, comme aussi les Comtez de Hesdin, & Saint

Pol, au Siege de Montrueil.

### \*\*\*\*\*\*\*\*\*\* DROITS DV ROT SVR CAMBRAT.

A ville & Principauté de Cambray a esté de tout temps vn fief de l'Empire.

En l'an 1542. le Roy François Premier accorda Lettres de neutralité à ceux de Cambray, pourveu qu'ils demeurassent neutres, entre lesdits Rois & l'Empereur Charles Quint,

fans donner affiftance aux vns ou aux autres. Charles V. en 1545. se rendit le maistre de Cambray, & y fit faire vne Citadelle, laissant la ville sous le gouvernement de l'Evesque, qui en est Seigneur temporel.

En 1580. la ville de Cambray vint au pouvoir des François, lors que le Duc d'Alençon fut reconnu pour Seigneur des Pays-bas.

Le sieur de Balagny depuis Mareschal de France en fut fait Gouverneur, & quelque temps apres s'en fit

Prince Souverain. En 1595, la ville de Cambray fut reprise sur le sieur de Balagny par le Comre de Fuentes, au nom du Roy d'Espagne. Et les Ecclesiastiques, les Nobles, & le Magistrat de la ville de Cambray, reconnurent Philippes II. Roy d'Espagne, & ses successeurs Rois pour leurs Seigneurs Souverains, avec pouvoir d'instituer ou destituer les Magistrats; & le Comte de Fuentes receut cette soulmission au nom du Roy d'Espagne.

Depuis l'Archevesque de Cambray s'estant plaint au Roy d'Espagne Philippes II. & ayant fait connoistre qu'il estoit Souverain Seigneur de Cambray, il obtint qu'il auroit la Iustice & la Seigneurie en la ville, & en tout le Pays de Cambresis, à la charge que la protection demeureroit au Roy d'Espagne avec la Citadelle.

## \*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

### LISLE, DOVAT ET ORCHIES.



Es pretensions du Roy sur la Ville & Domaine de Liste, onr diverses causes.

La premiere & plus ancienne, est le Traité fair en l'an 1304, apres de longues guerres entre Philippes Roy de France, & les Flamans.

L'autre & la derniere, vient de la Maison de Bourbon. Quant à Douay, & Orchies, elles viennent aussi du premier droit.

Le Roy a jouy du revenu de Liste, Bourbourg, Dunkerque, & Gravelines jusques à la rupture de la Paix, en l'estar que ces Domaines estoient apres de grandes alienations qui en ont esté faites.

Quant à Douay, & Orchies, les Rois de France n'en onr point jouy depuis Charles V. qui les laissa avec Liste au Comre de Flandres, en consideration du mariage qui se faisoit entre Philippes Duc de Bourgongne, & l'heririere de Flandres.

Et pour entendre ces differentes pretensions, il faut remarquer qu'en l'année 1304, le Roy Philippes apres de longues guerres contre les Flamans, traita avec eux. Il fur convenu que jusques à ce qu'ils cussenr assigné au Roy vingt mil livres de rente, ils mettroient entre les mains de sa Majesté, Lisle, Douay, Cassel, & Courtray, & outre ce payeroient trois cens mil livres.

En 1305, aurre Traité par lequel il fut dit, qu'on affigneroit au Roy ces vingt millivres de rente sur le Comté de Retel, & que l'on luy payeroit quatre cens mil francs en deniers; & fut dir que jusques à ce que l'assiette fust faite sur ledit Comté de Retel, que Lisse, Douay,

Bethune, Cassel, & Courtray demeureroient en la main du Roy.

En 1309, autre Traité, par lequel est accordé que defdits vinge mil livres de rente, le Comre de Flandres en rachepteroit la moitié pour six cens mil livres 3 pour l'autre moitié le Comre ceda & transporta au Roy purement & simplement Lisse, Doüay & Berhune.

En l'année 1316, par Traité il fût convenu, que Lisse, Doüay, & Bethune demeureroient à perpetuité au Roy, & que les Flamans payeroient à sa Majesté deux cens mil livres

En 1320, par vn acte il fut dit, que le mariage entre Marguerite fille du Roy Philippes le Long, avec Louis Comte de Nevers ne s'executant, que ledit Comte n'eftoit obligé au Traité cy-dessus.

En ſuice il fut fait vn autre acte à Paris, le Roy prefent, le Comte de Flandres, & les Communes du Païs, où fut absolument ratifié le transport fait au Roy destites villes, de l'an 1316. Ce qui fut ratifié par le Comte de Flandres, par ses freres, & par toutes les villes, par actes separtez.

Le mariage fue executé, & en fortir Louis Comte de Flandres, dit de Marle ; la pofterité dure encore à prefent; fi bien que ce qui avoit esté promis à condition de l'accomplissement de ce mariage devint pur & simple. En suite dequoy les trois villes, Doiay, Lisse, & Bethune, furent delivrées au Roy, & les bornages & leurs dépendances fairs & arrellez.

Louïs Comte de Flandres en l'année 1322, ratifia les Traitez de l'an 1305, 1309, 1316, 1320,

Philippes Duc de Bourgongne frere du Roy Charles V. mary de Marguerite de Flandres, heiritiere du Comte de Flandres, promit le 12. Septembre 1968. au Roy fon frere, de luy retlituer les deux villes de Lille & Doüzy. La ville d'Orchies fut baillée au Roy Iean au lieu de Bethune.

v

1309.

1316.

chapt, apres la mort de Iean Duc de Bourgongne.

Cette Transaction ratifiée par le Duc, la femme & fon fils; & le Roy en suite jetta au seu l'Original de l'acte du 12, Septembre 1368.

Depuis cette Transaction, lean Philippes, & Charles Duc de Bourgongne, ont jouy de ces trois villes. Ce Duc Charles mourut l'an 1477. & ne laissa qu'vne

Le Roy Louis XI. pretendit justement, que cestrois villes luy devoient revenir. Le Conseil de ladite fille au contraire: sur ce conference qui n'eut aucun effet.

L'an 1482, ce faict fut agité de nouveau au Traitté d'Arras, par lequel le droit du Roy sur lesdites villes sut conservé, pour estre decidé, en vn autre temps.

Et par le Traité de Paris 1498. il fut stipulé, que du vivant du Roy Louïs XII. & de l'Archiduc Philippes, il ne seroit fait aucune poursuite pour raison de ces

il ne seroit fait aucune poursuite pour raison de ces trois villes, que par voye amiable.

Iufques alors les droits du Roy efloient entiers, mais ils ont elté bleffez par les Traitez de Madrid, Cambray & Crespy, qui portent que le Roy renonce à tout el droit de rachapt qu'il avoit, pour le regard de Lis-le, Doüay, & Orchies, quel qu'il pût effet, consenta sa Majesté qu'elles soient à perpetuité vnies au Comté de Flandres, comme elles estoient avant qu'elles fusient transportées au Roy par le Comte de Flandres, monobstant le Traité de Paris 1498. & autres Traitez faisans mention dudit rachapt.

Donc la seule opposition qui se peut faire à present en cette affaire, se rire de ces trois derniers Traitezt car le droit du Roy estoit avant cela sans aucune difficulé

C'est ce qui se peut dire pour l'éclaireissement des droits & pretensions que le Roy peut avoir sur Lisse, Douay, & Orchies, comme Roy de France. 1482.

1498.

## 

## LISLE, DVNKERQVE, GRAVELINES, Bourbourg.

VANT aux autres droits que le Roy a fur Lisse, Dunkerque, Gravelines, Bourbourg, qui luy appartiennent, à cause de la Maicon de Bourbon: Il est certain que les Seigneuries de Dunkerque, & Gravelines au

Comé de Flandres, la Chaftellenie de Lidle, & quelques autres Terres fizes au Païs-bas, luy appartiennent enocre prefentement, & qu'on ne le peut revoquer en doute, puisque Charles de Bourbon, pere d'Antoine Roy de Navarre, daquel nasquir le feu Roy Henry le Grand, pere de la Mayelté à present repante, chôit fils de François de Bourbon Comte de Vandosme, qui époufa en l'an 1488. Marie de Luxembourg, heritiere & paifible Dame desdites Seigneuries.

Cette verité est si evidente , que jusques à present le Roy a tousjours joidy destites Seigneuries , & des Do-maines y appartenans , qui one esté autant diffipez & gallez par ecux à qui on en a commis l'administration , comme par les rigueurs des Ministres, qui peuvent avoir esté tenués on Flandres, loss qu'on a recours aux Officiers de la Iustice , pour maintenir le Roy dans ses dans les dans le

Lesdites dépendances du Domaine de Navarre, sont mouvantes du Comré de Flandres, ainsi qu'aujourd'huy le Comré de Charolois, qui est possedé par l'Espagne dans la France, releve de la France.

## 

DROITS DV ROTSVR LE Duché de Bourgongne.



E Duché de Bourgongne est la premiera Pairie de France, qui a tousjours esté moudy vante de la Couronne. Les ancestres de Huë Capet l'ont tenuë en titre de Duché: Elle fut reijnie à la Couronne sous le re-

gne du Roy Robert, fils de Huë Caper, Henry fils de Kobert füsced à fon pere à la Couronne de France, & au Duché de Bourgougne, Le meſime Henry donna don friere Robert le Duché de Bourgongne, par forme de provifion, ( ainsí que l'on parloit en ce temps) au bien d'apanage - fiuivant les termes d'aujourd'huy, Depuis ce Robert, le Duché de Bourgongne a ellé pofledé; aant par luy, que les descendans malles, ja d'autotrois cens trener ans, jusque's à Philippes demier Duc de cette Race, qui deceda fain enhan fous le regue du Roy Iean. Il importe de remarquer, que pendant ces trois cens trente ans, il n'y eut qu'un l'eule pretenfion des filles, pour la fuccession du Duché.

Ce fur en l'an 13-74. apres la mort de Hugues IV. Duc de Bourgongne. Ce Duc eut trois fils, Eudes l'ail. né, qui mourut avant son pere, & ne laissa qu'vne fille, Jolande, qui fut martice à Robert Comte de Flandres. Le second fur lean, fieur de Charolois, qui ne laissa qu'vne fille, Beatrix de Bourgongne, qui fut mariée à Robert de France, Comte de Clermont, cinquienme fils du Roy S. Louis. Le troisseime fils de Hugues, stu Robert, qui survesquir à son pere Hugues. Hugues donc estant mort, Robert Comte de Flandres preendit devoir succeder au Duché de Bourgongne, à causse

#### 158 MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

d'Iolande fa femme, fille d'Eudes, qui effoir le fils atine d'Hugues. Ce différend fur decidé à l'advantage de Robert troifiéme fils, par le reflament de Hugues fon pere. & par le jugement de Philippes III. Roy de France, nommé arbitres réllement qu'il demeute conflant par ce jugement, que les feuls malls font capables de lucceder au Duché de Bourgonges, qui cht vn des moyem pour exclute l'Efpagne, qui veut venit par vne fille. Pour l'intelligence de ce faich,

#### Hugues IV. Due de Bourgongne eut trois enfans,

/		
Robert de Boorgon- gne: le Deché luy fue adjugé centre la pro- tonion de la Nieper lolarde fille d'Eudes for adde	Fodes Comte de Charolous qui mounte avant son pere laisse vue fille, Iolande ma- trée à Robert Comte de l'Inaderes; ce fut ce Robert, qui apres la mort d'Haguers Duc de Bourgongne grand pere de sa femme, pre-	Ican feur de Charo- loss, lusta voe filje, Bea- triz de Boutgoogne,

Depuis ce Robert, qui mourut en 1308, ce Duché a esté possedé par ses descendans, de masse en masse. jusques à Philippes Duc de Bourgongne, qui mourur sans enfans. Apres sa mort le Duché de Bourgongne fut pretendu par Charles II. Roy de Navarre, à cause de Marguerite de Bourgongne son ayeule, fille de Robert II. En second lieu par Robert Premier Duc de Bar, à cause de Marie de Bourgongne son ayeule, fille du mesme Robert. Le troisième pretendant sut lean Roy de France, à cause de Ieanne de Bourgongne sa mere, fille du mesme Robert. Ce Duché fut lors adjugé au Roy Ican, comme plus prochain heritier de Philippes dernier Duc: Mais les Officiers du Roy Ican, firent lors vne grande faute, d'avoir mis en avant pour moyens de leur Maistre, qu'il estoit le plus prochain heritier, dautant qu'ils devoient soustenir que le Duché de Bourgongne estant vn fief de la Couronne, & qui avoit autrefois esté donné par Henry Roy de France à Robert son frere, par forme d'appanage, que le dernier Duc estant mort

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 159 fans enfans, le Duché estoit reüni à la Couronne, par la loy du Royaume; neantmoins le Roy Iean suivant l'er-

lov du Royaume; neantmoins le Roy Iean suivant l'erreur & l'ignorance de ses Ministres, fit vne Declaration de reunion du Duché de Bourgongne à la Couronne, contenant que le Duché luy appartenoit, par la succession de leanne sa mere, fille de Robert Deuxième Duc de Bourgongne. Ces Lettres Patentes furent verifiées en la Cour de Parlement de Paris. Depuis, le mesme Roy Ican estant de retour de sa prison d'Angleterre, il voulut reconnoistre le service que Philippes le Hardy son fils luy avoit rendu en la bataille de Poictiers. Et pour cét effet, il luy donna le Duché de Bourgongne, avec le titre de premier Pair de France; & les Lettres portent, qu'il luy donne le Duché de Bourgongne, qu'il a eu de la succession de Philippes dernier, comme en estant le plus prochain heritier, avec tout le droit de proprieté qu'il pouvoit avoir, mesme au Comté de Bourgongne, pour en jouir par luy, & les heritiers qui viendroient de son corps en loyal mariage, perpetuellement hereditairement, avec tels droits, privileges & prerogatives qu'en jouissoient les precedens Ducs de Bourgongne, & qu'en jouissent les autres Pairs de France, à la reserve du ressort, & de l'hommage, tel que les Ducs de Bourgongne l'avoient rendu aux Rois de France. Ses Lettres sont verifiées au Parlement. Du depuis, Charles V. confirme & ratifie la mesme donation; il adjouste sculement, pour les heritiers qui viendront en droite ligne.

Philippes rendit la foy & hommage de ce: Duché au Roy Iean fon pere, & depuis, luy & fes heritiers mafles l'ont possedé jusques au regne de Louis XI. que Charles Duc de Bourgongne sut tué en la bataille de Nancy.

Apres la mort de Charles Duc de Bourgongne, Louïs XI. le mit en possession du Duché de Bourgongne, & du Comté.

Maximilian Archiduc d'Austriche, qui avoit épousé

Marie de Bourgongne, fille & heritiere du Duc Charles, pretendoit le Duché; neantmoins les Rois de France en sont tousjours demeurez en possession. François I. par le Traité de Madrid, s'estoit obligé de rendre le Duché à Charles-Quint. Depuis, par le Traité de Cambrav, le Traité de Madrid est confirmé, fors pour la restitution du Duché de Bourgongne, dont l'Empereur Charles-Quint se départ. Mais en tous les Traitez qui ont esté faits, entre les Rois de France, la Maison d'Austriche, & les Rois d'Espagne, depuis l'ouverture à la succession du Duché de Bourgongne par le deceds de Charles: il y a vne clause qui reserve les droits de la Couronne de France, & de celle d'Espagne. Tellement que l'Espagne dans vn Traité, dés lors que l'on mettra en avant les anciennes pretensions que nous avons sur Naples, Milan, Flandres, l'Artois, & Comté de Bourgongne, ne manquera pas de mettre en avant ses droits fur le Duché de Bourgongne.

#### RAISONS DE L'ESPAGNE, fur lesquelles elle fonde sa pretension sur le Duché de Bourgongne.

Le Roy d'Espagne represente qu'il est descendu de Marie de Bourgongne, fille & seule herritere de Charles Duc de Bourgongne, qui estoit descendu en droite ligne de Philippes le Hardy, auquel le Roy lean avoit donné le Duché de Bourgongne en toute proprieté, pour luy & ses herriters, qui viendroient de son corps en loyal mariage, & en ligne directé: Et par confequent que Marie de Bourgongne estant de cette qualité, le Duché de Bourgongne estant de cette qualité, le Duché de Bourgongne luy appartenoit, & non point aux Rois de France.

Qu'il n'est pas nouveau qu'vne fille succede au Duché de Bourgongne, puisqu'il est venu deux sois à la Couronne de France par les filles; l'vne au pere de Hu-

gues Capet, l'autre au Roy Ican, à cause de Icanne de

Bourgongne sa mere.

Que cela n'est pas sans exemple à la France, que les filles ayent succedé aux grandes Terres dépendantes de la Couronne, comme en la Duché de Normandie, Guvenne, Bretagne, Comté de Champagne, Poictou, Thoulouse, de Flandres, & Artois. Que le Duché de Bourgongne n'est point vn apanage de Fils de France: dautant que le Roy Ican par ses Lettres Patentes , declare qu'il donne en proprieté ce Duché, qu'il avoit eu de la fuccession de sa mere, pour en jouir par son fils Philippes le Hardy, & ses heritiers en ligne directe, comme avoient fait les derniers Ducs. Or est-il que les derniers Ducs en jouissoient en toute proprieté: & par conse quent il avoit le mesme droit qu'eux. Ils adjoustent que la loy des apanages de France, qui porte que les Terres données aux Enfans de France, retourneront à la Couronne, à faute d'hoirs masses, n'a esté faite que du temps de Charles Cinquiesme, frere de Philippes le Hardy, & depuis la donation qui luy avoit esté faite du Duché. Tellement qu'elle ne pouvoit changer la condition de la donation, qui avoit esté verifiée dans les Cours de Parlemens, fans aucune restriction.

Que le Roy Jean à bien fair connoistre, que son intention estoir, Jors qu'il a donné le Duché à Philippes
le Hardy, qu'il luy demeuraît en pure proprieté, non
point à condition d'apanage : dautant qu'au mesme
temps le Roy Jean donnant le Duché d'Anjou à Louis
son second fils, sil adjouste, pour luy & ses enfans masses
feulement. Il en fit de mesme en la donation qui situ
faire à Jean Duc de Berty. Que c'estoit la forme des anciens apanages qui passionent aux filles, si la clause des
masses meste au la donation faire à Philippes le Hardy? & paranta il n'est
point sujet à reversion à la Couronne faute d'hoiss

masles.

La réponfe à ces moyens est fondée fur la maxime generale de Farnee, Que les Rois ne peuvent aliener le Domaine de la Couronne à perpetuité : Que si le Roy lean par ses Lettres Patentes a fait mettre des elauses qui semblent aliener la proprieté du Duché de Bourgongne contre la nature des apanages, neatmoins qu'elles doivene estre expluets, & reglées sclonia Loy du Royaume, Jaquelle il n'a pû changer: Que le Duché de Bourgongne a este rétuit à la Couronne en la perfonne de Robert Roy de France, se Que Robert cut deux enfans, Henry Roy de France, & Robert, auquel ledit Henry donna le Duché de Bourgongne par forme de provision ou apanage.

Qu'en l'an 1272, le Duché de Bourgongne fut adjugé à Robert II. à l'exclusion d'Iolande de Bourgongne fa niepce, & fille de fon aissé; qui est vne marque que les filles n'y pouvoient succèder, estant vn parrage de

Fils de France.

Qu'il el vray que le Roy Iean mal informé de fes détoirs, & par l'ignorance de fes Officiers, fe fit adjuger le Duché de Bourgongue, comme fils de Ieanne de Bourgongue: mais que cela ne change pas le droit de la Couronne, qui ne peut cêtre bleff, en prejudicié par des actes particuliers, ou des Declarations des Rois, qui ne font qu'administrateurs dupatrimoine de leur Couronne, dont ils ne peuvent alterer les condictions, ni la nature.

Quant à la loy de Charles Cinquiéme, qu'il fit pour les apanages, que c'est plustost vne interpretation de la loy ancienne qu'vue nouvelle loy; Qu'il avoit reconnu la faute faite par les Officiers de son pere, qui n'avoient pas relevé son droit : Enfin que cette loy estant faite avant l'ouverture de la fuccession du Duché de Bourgongne, & n'y ayant point eu d'exception particuliere pout ce Duché, ai d'opposition de la part de l'hilippes le Hardy, sans doute que la donation qu'i luy avoit esté faite, estoit signette à la loy.

Qu'il est vray que les filles ont succedé aux Duchez de Normandie, Bretagne, Guyenne, aux Contecz de Policiton, & Languedoci misa qu'il faut confidere que en restoit pas des pattages des Enfans de France; mais des anciennes Seigneuriers, qui estoient possedées par leus Seigneurs particuliers, & qui n'avoient point encore esté retinies à la Couronne, lors que les filles om succedé.

Quant au Comté d'Artois, qu'il est vray que c'estoit vn partage d'vn Fils de France, que le Roy Louis VIII. le donna à Robert son fils, & neantmoins que Mahaut fut preferée à son nepveu Robert : mais il ne s'agissoit pas lors, si le fief devoit estre reiini à la Couronne faute d'hoirs masles : mais c'estoit vne contestation particuliere entre deux heritiers ; sçavoir Robert qui vouloit venir à la succession de son ayeul, par representation de son pere, qui estoit decedé. Mahaut luy soustenoit, que par la Coustume de l'Artois, representation n'avoit point de lieu: & ainsi fut jugé par le Parlement de Paris. Ce n'estoit pas faute d'hoirs masles que Mahaut venoit à la succession, car il y en avoit; ce n'estoit point yn heritiet de la Coutonne qui en demandoit la reunion; & partant cét exemple ne fait rien pour dire, que les Terres données en apanage avant Charles-Quint, n'estoient pas reunies à la Couronne, faute d'hoirs masses.

Au contraire, l'on void en l'Histoire de France, qu'avant Charles-Quint, les Tertes qui avoient esté dounées en apanage aux Enfans de France, sont retournées à la Couronne faure d'hoirs masles, & que les filles n'y ont point fuccedé. Les filles de Philippes le Long pretendirent apres sa mort, que les Tertes qu'il uy avoient esté données avant qu'il vinit à la Couronne, leut appartenoient, mais elles en futera excluses.

Le Duché d'Alençon, qui avoit esté donné par Saint Louïs à Pierre son sils, sut reuni à la Couronne aptes

164 MEMOIRES ET INSTRUCTIONS sa mort, faute d'hoirs masses; le Duché de Valois de

Enfin, c'est vne Loy tres-vtile, & necessaire pour la conservation de l'Estat. Que si les Rois pouvoient aliener leur Domaine, & que les apanages fussent sans retour, il se trouveroit enfin, que le Domaine de la Couronne pourroit passer la plus grande partie en main

estrangere, par des alliances.

L'on fait vne difference des Terres qui sont venuës à la Couronne par donation, & succession, & qui ne sont point neantmoins de la Couronne, d'avec celles qui en sont mouvantes: les premieres peuvent estre facilement alienées, dautant qu'elles ne sont pas du corps du Domaine, mais choses accessoires, & estrangeres: & non pas les autres, qui estant mouvantes de la Couronne, si-tost qu'elles y sont retournées, elles sont tellement vnies,

## EFF BEFFERENCE

DV COMTE DE MASCONNOIS.



E Comté de Masconnois a esté possedé par des Seigneurs particuliers, jusques au regne de Philippes fils de Saint Louis. En ce temps le Comte de Masconnois ayant esté visiblement emporté par le Demon : le fils dudit Comte touché d'yne si funeste sin de son pere,

quitta le monde, & se fit Religieux: Et donna le Comté audit Roy Philippes, avec toutes ses appartenances, pour estre vni à la Couronne de France.

Ce Comté depuis cette donation, n'a point esté separé du Domaine de la Couronne, jusques au regne de Philippes le Bel, qui donna à Philippes Comte de Poictiers, son second fils, ledit Comté, pour partie de son apanage. Et aprés le deceds dudit Philippes sans hoirs

masses, ledit Comté, avec toutes les autres Terres qui luy avoient esté données en apanage, retournerent à la Couronne, ainsi qu'il fut jugé par Arrest du Parlement contre le Duc de Bourgongne, Eudes, pretendant ledit Comté, à cause de sa femme, qui estoit fille aisnée du

Depuis ce temps le Comté de Masconnois a esté possedé par nos Rois, comme Domaine de leur Couronne, jusques au regne de Charles VII. qui fut obligé pour donner la Paix à son Estat, de faire le Traité d'Arras avec Philippes Duc de Bourgongne, par lequel ledit Roy Charles VII. transporte audit Duc Philippes, pour luy & ses hoirs procreez de son corps, & des hoirs de ses hoirs, descendans en droite ligne masles ou femelles, la Cité & Comté de Mascon, & toutes les villes, terres, cens, rentes, revenus qui doivent appartenir audit Roy Charles, & à la Couronne, par tout le Bailliage de Mascon, & S. Gengon, sans en rien retenir, sauf le droit de Souveraineté, Garde des Eglises de fondation

Royale, & le droit de Regale.

C'est le Titre en vertu duquel la Maison d'Austriche, qui a succedé à la Maison de Bourgongne, pretend le Comté de Masconnois: & ses pretensions furent examinées lors du regne de Louis XI. & fut soustenu lors, que le Comté de Masconnois n'avoit pû estre aliené par le Roy Charles VII. comme estant le Domaine de la Couronne; joint que ce Traité d'Arras a esté fait comme par force & violence, le Roy Charles VII. ne pouvant terminer par autre voye les grands troubles qui estoient dans son Estat. Enfin ce Comté a esté aliené sans cause, le Duc Philippes de Bourgongne n'ayant aucun moyen pour le pretendre, si ce n'est qu'il voulust renouveller la demande qui avoit esté faite autrefois par le Duc Eudes de Bourgongne, comme estant venu de Marguerite de France, qui estoit fille de Philippes Comte de Poictiers, auquel le Comté de Mascon avoit ellé donné en apanage : mais toutes ces pretentions ont ellé jugées apres la mort de Philippes Comte de Poichiers. Ét pat Atreft, comme il a ellé dit cy-deffus, le Contré fur retini à la Couronne, & fut jugé qu'illy devoit retourner comme Terre d'apanage. Ainfi Philippes Due de Bourgongne n'avoit aucun droit audit Comté, & par confequent le transport qu'i luy en a ellé fair ell nuf : Les Rois n'ayans aucun pouvoir d'aliener le Domaine de leur Couronne.

## DROITS DV ROTSVR LE Comté de Bourgongne.



tie Comté de Bourgongne est vne Seigneutrie separée du Duché, qui depuis longtemps a esté possedée par des Seigneurs partriculiers.

Othon en estoit Comte en l'an 1265. Il maria sa fille leanne de Bourgongne à Philippes se

Long, qui depuis fut Roy de France.

Par le Contract de mariage il ett porté, que l'on donne en doüaire, & pour raifon du mariage, le Comté de Bourgongne, & la Seigneunie de Salins, avec leurs appartenances & dépendances, à la charge que les enfans qui viendroien dudit mariage, fuccederoient aufdites Seigneuries. Er en cas qu'il n'y euft point d'enfans dudit mariage, le Comté devoir recourner à Philippes le Bel Roy de France, & à fes hoirs.

De ce mariage de Philippes le Long, & de Icanne de Bourgongne, il y eut deux filles, Icanne de France, &

Marguerite de France.

Ieanne de France fut mariée à Eudes Duc de Bourgongne, & luy porta le Comté, avec la Seigneurie de Salins. Flandres.

Du mariage d'Eudes Duc de Bourgongne, & de leanne de France, il y eur Philippes qui mourut avant son pere Eudes, & laissa vn fils nommé Philippes.

Philippes succeda, apres la mort de son grand pere Eudes, à la Duché & Comté de Bourgongne: il sut ma-

rié à Marguerite de Flandres.

Du mariage de ce Philippes Duc de Bourgongne, & de Marguerite de Flandres, il n'y eut aucun enfant.

Ce Philippes deceda fous le régne du Roy Jean : aprés fa mort, le Roy Jean pretendit le Duché, comme plus prochain heritier, & en cette qualité il luy fur adjugé. Le Comté fut ptetendu par Marguerite de France,

fille puisnée de Philippes le Long.

Elle disoit pour son moyen, qu'Othon Comte de Bourgongne, mariant sa fille Jeanne de Bourgongne à Philippes le Long, il avoit donné le Comté pour luy,

& ses hoirs, qui naistroient du mariage.

Que de ce mariage, il y avoir eu deux filles: Sequoir cille, Marguerite de France, Se leanne de France, qui fur mariée à Eudes, dont effoir venu Philippes dernier, Due & Comte de Bourgongne. Tellement que la ligue de leanne de France effant finie, elle Marguerire, comme fa fœur, luy devoit fucceder au Comté; ce qui fur fuyvi.

Marguerite de France fut donc Comtesse de Bourgougne: Elle avoit épousé le Comte de Flandres, & de son mariage vint Louis de Mallé Comte de Flandres.

Louis de Mallé eur pour fille Marguerite de Flandres, qui effoit Comtesse de Plandres de par son pere, & Comtesse de Bourgongne de par son ayeule Marguerite de France.

Marguerite de Flandres aussi Comtesse de Flandres, & de Bourgongne, su mariée à Philippes le Hardy, Duc de Bourgongne, & sils du Roy Iean. De ce mariage vint Ican Duc & Cointe de Bourgon-

Ican cut pour son fils Philippes le bon Duc, Philippes cut pour son fils Charles.

Charles n'eut qu'vne fille, qui fut Marie de Bourgongne, qui fut mariée à Maximilian d'Austriche.

gne, qui fut mariée à Maximilian d'Autriche.

Apres la mort de Charles Duc & Comte de Bourgongne, qui artiva fous le regne de Louis XI. le Roy Louis XI. fe mit en possession du Duché & Comré de

Bourgongne, comme estant de la Couronne. Quant au Comté, ses Officiers qui lors representoient ses droits, n'en demandoient pas la proprieté:

mais ils soustenoient seulement que le Comté de Bourgongne estoit vn arrière-fief de la Couronne, & qu'il

estoit mouvant du Duché.

Pour preuve de leurs moyens, ils dificient que Orhon Comre de Bourgongne, ne voulant pas reconnoiltre à Seigneur Robert Duc de Bourgongne, & luy rendre la foy & hommage, Robert fit faiir fon fief, & pretendir qu'il luy appartenoit par commife.

Othon le trouvant presse vint trouver Philippes le Bel, lors Roy de France, & se mit avec ses Terres en sa protection; Philippes le Bel l'accepta, & mit en sa main

le Comté.

Robert prefenta vine Requefic à Philippes le Bel, demanda que le Comré luy fulf temis , comme eflant vin fief mouvant de luy. La Requefic fur deliberée au Confeil du Roy , & fut trouvé juste de rendre le Coméé de Bourgongne Robert Due , & luy payer messenses tes les levées du revenu , qui avoient esté faires par les Officiers du Roy , e e qui fut executé, à condition que si le mariage de la fille d'Orhon se faisoit avec Philippes le Long , le Duc Robert recevroir Philippes le Long à l'hommage du Contté.

Le mariage fut ainfi qu'il a esté dit cy-dessus : & en suite Philippes le Long fut receu à foy & hommage du Comté. POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 169

Comté. Par ces moyens les Officiers du Roy disoient, que le Comté estoit vn arrierefief de la Couronne, comme estant mouvant du Duché, & mettoient en faict dans leurs escritures, que l'on void encoreaujourd'huy, que les actes de ce qui est representé cy-dessus, estoient en la Chambre des Comptes; & neantmoins, il est certain qu'ils n'y sont plus.

A ces moyens, les Officiers de Marie de Bourgongne disoient, que le Comté ne pouvoit estre mouvant du Duché, que c'estoit vne Terre franche, vn Comte Palatin, & qu'il y avoit mesme vn Parlement qui jugeoit souverainement des differends des Subjets du Comté.

Les Officiers du Roy Louis repliquoient, que co mot de Franche-Comté, n'induisdit pas vne indépendance, que la franchise estoit seulement de battre monnoye, de payer des subsides, & autres droits, qu'encore que cefust yn Comte Palatin, il n'estoit pas exempt de mouvance : que les Palatinats d'Allemagne reconnoissoient l'Empereur : que le Comte de Champagne se disoit Palatin; & neantmoins il estoit vassal de la Couronne de France. Quant à ce que l'on disoit qu'il y avoit vn Parlement, cela ne concluoit pas que ce fust vne Souveraineré sans Seigneur souverain : que les Duchez de Normandie, & Alençon, avoient leurs Eschiquiers, & le Duché de Bretagne, vn Parlement où l'on jugeoit souverainement; & neantmoins ces Duchez estoient mouvans de la Couronne de France.

L'on void donc par ce discours, que Louis XI. n'avoit jamais pretendu la proprieté du Comté, mais seulement la mouvance comme vn arrierefief de la Couronne de France, & que Maximilian d'Austriche comme mary de Marie de Bourgongne, soustenoit que le Comté n'estoit point mouvant du Duché : mais il ne disoit pas aussi, qu'il fust mouvant de l'Empire.

Neantmoins if se trouve dans le Thresor des Chartres du Roy, yn acte d'investiture du Comté de Bourgongne, en datte de 1562. par lequel l'Empereur Cl-arles IV donne à l'hillippe le Hardy, fils du Roy lean, & à feshoirs, & fucceficurs legitimes, le Comet de Bourgongne, pour tenirledit Conne à foy & hommage del Empire. Ladie inveltiurer faire, e ant à caufe que le Cometé effoit lors vacant audit Empire, que pour le defaut d'hoirs malles, & autres caulés. L'acte porte aufii que l'invefliture a ellé donnée par l'Empereur à la priere du Roy Iean, perc de Philippe le Hardy.

Cét acte jultifie, que le Comté est mouvant de l'Empire, les Officiers de Marie de Bourgongne ne s'enfervirent point lors qu'ils contesterent du temps de Louis XI. pour monstrer que le Comté n'estoir pas mouvant de la France; s'e n'entromis l'acte est dans le Thresor

des Chartres du Roy.

Depuis en 1491. le 31. Decembre, il y eu tva Traité fair à Arras, entre Louis XI. d'wap ear, & Maximilian/Due d'Authriche-Parce-Traité, il eft porté, que pour plus rande feureté de la Paix, Traité & alliance de matiage est promis, & accordé entre le Dauphin feul fils du Roy, & Madamoifelle d'Authriche, Eucle fille dudit Seigneur Due, & de Feie Dame Marie de Bourgongne.

En faveur dudit mariage, l'on luy donne entre autres Terres, le Comté de Bourgongne; & felt dit, qu'à faute d'hoirs, le Comté de Bourgongne retournerad Philippe fils de Maximilian, & frete de Mademoifelle d'Austriche,

Et en cas que le mariage ne s'accompilife, est stipulé que ledit Comté & autres y mentionnez, retourneront audit Philippe, fauf, & refervé seulement au Roy, le ressort & souveraineté, & droits qui en dépendent.

Par autre Traité fait à Senlis le 23 May 1493. entre le Roy Charles VIII. & Maximilian d'Auftriche Roy des Romains, il elt potré que les Contrez de Bourgongue, & d'Artois, Charolots, & Seigneurie de Noyers feront renduës par le Roy & tous autres qu'il appartiendra au Roy de se Romains, comme pere & tuteur de Phi-

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 171 lippe fon fils, pour en jouir en tous droits & profits,

ainsi & par la maniere que d'ancienneté en ont jour les predecesseurs dudit Seigneur Archiduc, fauf eldirs Comtez d'Artois, Charolois & Seigneurie de Noyers, les droits Royaux de ressort, & de Souveraineté, & autres

droits appartenans au Roy.

Ce qui est à remarquer, est que par le premier Traité, lors que l'on stipule le retour des Comtez de Bourgongne, Artois & Charolois, il est dit, sauf les droits de Souveraineté aux Rois de France, d'où l'on pourroit induire, que l'on a reconnu que le Comré de Bourgongne estoit de la mouvance de la Couronne.

Neantmoins par le dernier Traité fait avec Charles VIII. lors que l'on parle de la Souveraineté, il n'est point fait mention du Comté de Bourgongne, mais seulement des Comtez d'Artois, Charolois, & Seigneu-

rie de Novers.

# DV COMTE DE CHAROLOIS.



E Comté de Charolios, appartenances & Les anciens Tidépendances, sont tenus & mouvans, tant peter les co en fief, comme en ressort, du Duché de pomini de Bourgongne.

Il appartenoit à Iean Comte de Chalons, qui le bailla en eschange à Hugues IV. Duc de Barrenges I.

Bourgongne, & ce par la permission du Roy S. Louis.

Ce Hugues IV. l'an 1239, en Iuin fit la foy & homma
"9."

ge lige audit Roy S. Louïs, dudit Charolois, lors sim-

ple Chastellenie, & ses dépendances.

Ledit Duc Hugues espousa en premieres nopces lolande de Dreux, dont il eut trois fils, le second nommé Iean de Bourgongne, Seigneur de Charolois &

de Bourbon, qui mourut avant son pere.

Ce Iean espousa l'an 1237. Agnes de Bourbon, fille puisnée d'Archambauld le jeune, Sire de Bourbon; & cut ladite Agnes pour partage la Seigneurie de Bourbon. De ce mariage vint Beatrix de Bourgongne, Dame de Bourbon & de Charolois.

Ledit Hugues Duc de Bourgongne, par son Testament de l'an 1272, laissa à ladite Beatrix sa petite fille, ladite Chastellenie de Charolois, & autres biens.

Cetre Beatrix Dame de Bourbon & de Charolois fut mariée à Robert de France, Comte de Clermont en Beauvoisis, cinquiesme fils du Roy S. Louïs.

Le second fils issu de ce mariage, eut nom Iean de Clermont, qui fut Baron de Charolois, & espousa Icanne d'Argies. Par Arrest de l'an 1314, il fut dit que la Baronnie de Charolois luy appartenoit : il mourut l'an 1316.

Il cut de son mariage vne fille nommée Beatrix de P. 11. 11. Vol. Clermont, Comtesse de Charolois, qui fut seconde femme de Iean I. Comte d'Armagnac. De luy vint Iean II. Comte d'Armagnac, & de ce Iean I I. vint Iean III. & son frere Bernard d'Armagnac, Comte de Charolois. Lesdits Iean & Bernard d'Armagnac l'an 1390, le 11.

May, vendirent à Philippe le Hardy Duc de Bourgongne, ledit Comté de Charolois, appartenances & dépendances, pour la somme de soixante mil francs.

La posterité masculine dudit Duc acquereur, estant finie, le Roy Louis XI. pretendit que les filles estoient

incapables de posseder ledit Comté.

Neantmoins par le Traité fait à Senlis l'an 1493. entre le Roy Charles VIII. & Maximilian I. Roy des Romains, & fon fils Philippe Archiduc d'Austriche, il fut dit, que les Comtez de Bourgongne, Artois & Charolois, scroient rendus par le Roy audit Roy des Romains, comme pere, & Mainbour dudit Archiduc Philippe, pour en jouir en tous droits, ainsi que d'ancienneté en avoient joui les predecesseurs dudit ArchiPOVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 173 duc, fauf audit Comte d'Artois & Charolois, les droits Royaux, ressort, & Souveraineté, & autres droits ap-

partenans au Roy.

En suite de ce, au mois d'Aoust de l'année 1499, ledit Philippe Archidus d'Austriche, sit l'hommage en personne au Roy Louis XII, pour les Comtez de Flan-

dre, d'Artois & de Charolois.

Charles lors seulement Archiduc d'Austriche, envoya au Roy François I. Henry Comte de Navarre, &c autres, qui luy sirent de grandes soûmissions, pour le regard des Comtez de Flandres, Artois, & Charolois, en reconnoissance de la souveraineré qu'y avoir le Roy,

Au Traité de Cambray de l'an 1329, il y a article qui potre que l'Archiducheffe d'Auftriche Doüairiere de Savoye, Tante de l'Empereur Charles V. jouïra fa vie durant dudit Comté de Chatolois en toute Souveraineté, comme a fait le Roy tres-Chreftien: Et apres le deceds de ladite Dame, l'edit Empereur en jouïra auffij & luy decedé, ladite Souveraineté retoutnera au Roy

En l'année 1956. les guerres eftant fort grandes entre l'Empereux de le Roy François I. le Roy joignit les moyens legitimes de la luftice, à la force ouverte; l'Empereur fut adjournée en la Court des Pairs de France, & n'ayant comparu, Arrelt intervint, par lequel veu les felonnies de l'Empereur contre fon fouverain Seigneut, à cause des Comtez de Flandre, d'Arrois & Charolois, ils furent declarez commis & confisquez à la Couronne; cela se voit aux Registres de la Cour. Depuis par le Traité de Chasteau en Cambretis 1553. & par celuy de Vervins, il est accorde que le Roy d'Espagne rentrera en jouissance de possible de la Courcinement de jouis, pour en jouis de les fuccesseus partiblement, & le tenir sous la Souveraineté dudit Roy de France. CHOPPIN livre III. du Domaine, Tit. XII. 6. 4.

A ce que dessus se peus rapporter l'ancien proces, touchant le Comté de Charolois, le Duc de Bourgongne l'acquit de Jacques d'Armagnac , pour le tirer de la prison & Angleterre. Robert Duc de Bourgongne donna ledit Comté de Charolois à Robert Comte de Clermont; pour luy fournir une partie du bien de sa femme , dautant qu'ils avoient espousé tous deux les deux Princeses de Bourbon. Depuis Louis Duc de Bourbon donna à Jean son frere puisne ledis Comté de Charolois, en partageant la succession tenuë à titre d'apanage, en l'an 1314. Avec le temps il vint à Bernard d'Armagnac pere de lacques, par le moyen des mariage de Eleonore, fille & heritiere de Jacques de Bourbon. Mais les Ducs de Bourbon estans défaillis , ensemble tous les masles de la Maison de Bourgongne premier acheteur, le Roy commença de remuer son droit, es contester sur l'ancien apanage de la Bourgongne, de laquelle le Comsé de Charolois faisoit part, contre les successeurs du Duc de Bourgongne, venus du costé des femmes, qui estoient les Princes d'Austriche. Par le Traité de Cambray 1529. fut accorde qu'apres le deceds de l'Empereur Charles V. le Comté retourneroit au Roy; mais par le Traité de Chastean en Cambresis 1559. il fut delaisé à perpetuité aux Princes d'Austriche, le Roy s'estant reservé la Souveraineté, comme estant un fief dépendant de la Couronne de France.

Bien que ce passage de Choppin contienne quelques poincts differents, à ce qui a esté dit cy-dessus, tiré des pieces originales; il sert neantmoins pour faire voit le droit que nos Rois ont pretendu sur ce Comté.

En vne Conference tenuë à Marc prés Ardres, en l'année 1555, entre les Deputez de l'Empereur Charles V. & du Roy Henry II. par l'entremise du Roy d'Angleterre : Les Deputez de l'Empereur pour donner quelque recompense demandée par les Ministres du

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 1738 Roy, offrirent de bailler le Comté de Charolois, dont

Roy, offrirent de bailler le Comté de Charolois, dont les Miniftres du Roy fe mocquerent, expofant à l'affemblée en quoy confiftoit le Comté de Charolois, & le peu de reve un qu'il avoit, comme de deux mil cinq cens livres de rente.

# 

JVSTIFICATION DV PROCEDE DE l'Electeur de Tréves : Et quelle est la liberté des Electeurs de l'Empire, & autres Princes d'Allemagne, de faire de Traite7, & alliances avoc tous les Frinces de la Chrestienté.



ERoy de Suede entra en armes dans l'Allemagne au mois de Iuin de l'année 1630, Les progrez qu'il y fit futent si grands, & si heureux, qu'apres avoir desfait le General Tilly, à Leipsic, il prit Francfort, & tou-

te la Franconie, pasla le Rhin, & prit Mayence sur la fin de l'an 1631.

Les Espagnols, au bruit de ses armes, abandonne-

rent plusieurs places du Palatinat.

Le Roy qui voyoit ses voisins effrayez d'vn progrez si prodigieux, partit pendant l'Hyver de la mesme an-

née, pour se rendre en sa ville de Mers.

Le Duc de Lorraine, proche de l'orage, y vint trou-

ver sa Majesté qui le prit en sa protection. L'Empereur, quoy que le plus puissant dans l'Allemagne, & obligé à la desfense des Princes de l'Empire, & principalement des Ecclesatiques, & bien plus des

Electeurs; s'opposa lors si foiblement pour leur dessence, que les Electeurs, & Princes de la Ligue Catholique d'Allemagne, rechercherent en ce commun peril l'assi-

stance de la France : l'Evesque de Vvirtzbourg , qui avoir esté desposiblé de son Estar , sur trouver le Roy à Mets en qualité d'Ambassadeur de la Ligue Catholique ; le Duc de Bayiere y envoya ses Angbassadeurs se-

rément.

Le Roy, qui n'a jamaisrefulé d'affilter fes Amis & Alliez, principalement pour le bien de la Religion, fit negocier par les Ambaifadeuts prés le Roy de Suede vne fulpention d'armes, & puis vne neutralité: mais comme les interests font differens, aucuns de ces Princes de la Ligue, ne firent pas ce qui estoit lors necessaire pour recueillir les frusts d'une negociation si vtile à l'Allemagne, & è eux en patriculier.

Le feul Electeur de Tréves, qui fe voyoit à la veille de fa ruine, abandonné de tous, & par confequentrop foible pour conferver fon pais contre vne fi grande Puissace, traitea avec le Roy pour la protection de son Archevesché, & de sea surtes Estas, & pour asseurace de la foy, depose antre les mains des Ministres de sa Majesté le Fort de Hermenstein, & autres places just

ques à la Paix generale.

Ce Traité de protection ainfi fait , par vne pute necessité par l'Electeur de Tréves , trois ans avant que le Roy cust declaré la guerre au Roy d'Espagne, a esté fort blamé par l'Empereur , & par ceux qui suivent son party , jusques là qu'il luy a esté imputé à crime de leze Majesté de s'estre allié ayec vn Prince estranger, & d'a-

voir mis son pais en sa protection.

Il eft mal-aifé de lé figurer les raifons, pour lesquelles l'on peut fonder le crime, que l'on impute à l'Eleâteur de Tréves : car Dieu, la Nature, & les Loix, non feulement authorifent vn chacun en sa juste deffense, & veulent qu'on la recherche où elle peut estre : mais obligent toutes personnes, particulierement les Princes, à prendre la cause des plus foibles, & de ceux qui sont opprimez. La necessité absolué & forcée, telle qu'estoie POUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 177 celle de l'Electeur de Tréves, a les yeux fermez à toutes

sortes de coustumes & de loix.

Cette oppreffion a cht e grande, qu'elle a cht connue de rout le monde : l'Allemagne en general l'a refientie. Plufieurs Princes ont cht abfolument ruinez: l'Electeur de Mayence, & l'Evefque de Vittzbourg voifins de l'Eftar de Tréves, ont cht defpouillez de leurs Effats.

Le Roy n'est point estranger à l'Allemagne, mais ancien allié de l'Empire; & en cette qualité, la Ligue Catholique, en corps, a eu recours à sa protection en

te occasion.

Le Roy est moins estranger à l'Electeur de Tréves qu'aux autres Princes : Tréves ayant autrefois esté toute

Françoise, & faisant partie de la Gaule.

L'Empereur tout-puissant qu'il est, abandonna lors ceux qu'il devoit proteger, retira ses troupes pour sa destenle propre. Les troupes Espagnoles en cette conjoncture, quitterent les places qu'ils tenoient dans le Palatinat & autres lieux.

Le Roy seul garentit lors la Lorraine à la priere du la Duc.

Cette necessité ainsi pressante pouvoit seule sauver

l'action de l'Electeur de Tréves, quand il manquerois

d'autres raifons & d'autres moyens.

De verité, f. vn Prince nay François, Espagnol ou Anglois, avoir fair cette action, ¿cét à dire recherché vue autre procedion que celle de fon Roy, son crime feroir irremissible; car leur dépendance est voute autre: il est sujer d'vn Roy qui vient au Royaume par succession; au contraire de l'Empereur qui vient à l'Empire par estetion, & la premiere chose qu'il fait, est de promette de maintenir les Princes qui l'out est est évaite, se cett la vraye raison de la disference de ces devoirs, & Le sondment de la succession des vins, & des grandes libertez, & authoritez des autres.

L'on sçait que la puissance de l'Empereur est grande; mais il cit certain, que toutes les nations ne la connoissent pas. Les Allemans mesmes qui y sont obligez, la reconnoissent, mais en telle sorte, qu'il semble, ou qu'ils commandent plus qu'ils n'obeiffent, ou du moins qu'ils

Cecy est si vray que l'Empereur Maximilian I. bon & sage Prince, disoit ordinairement, que des Rois de la Chrestienté, l'vn estoit Roy des ames, l'autre Roy des hommes; mais que l'Empereur estoit Roy des Rois, qualifiant Rois, les Princes de l'Empire : & de verité ils sont Rois de leur establissement, & de leur authorité sur leurs Subjets, & fur l'Empereur mesme, lequel est Em-

Les marques de cette puissance & authorité paroifsent non pas en des privileges, mais aux grands pouvoirs, & aux libertez qu'ils ont dans l'Empire; libertez d'autant plus grandes & asseurées, qu'elles ne sont point elerites, que dans l'ylage ordinaire, & tres-ancien, & ne sont point accusez de crime quand ils les observent, & quand ils en ysent, comme veut faire aujourd'huy l'Empereur contre l'Electeur de Tréves, pour le traité qu'il a fait avec le Roy.

Les Princes de l'Empire ont autant de pouvoir dans leurs Estats, que l'Empereur dans l'Empire.

Ils ont pouvoir sur la vie, biens & honneurs de leurs

Ils peuvent contracter librement des mariages avec les Princes estrangers sans le sceû de l'Empereur, quand bien il ne l'auroit pas agreable; ne sont pas mesmes obligez de luy obeir.

Ils prennent dans leurs Lettres le titre : Par la grace de

Ils envoyent des Ambassadeurs vers les Rois & Princes estrangers. Ils peuvent lever des gens de guerre, non seulement

Ils peuvent fortifier leurs villes, & construire des

avec les Princes estrangers, non seulement pour mettre nes; mais pour rechercher leur protection, pourveu

Pour l'execution de cette liberté & prerogative , ils

Les prerogatives, & libertez cy-dessus, sont communes aux villes Imperiales, qui sont autant de petites

Et pour faire voir, que ces articles sont pratiquez ordinairement dans l'Empire, & sans crime, il semble estre à propos d'en remarquer quelques exemples, entre vne infinité qui se trouvent dans les Histoires.

Nous avons yn Traité fait l'an 1324, par le Duc d'Austriche Leopold, avec le Roy Charles le Bel, par lequel il luy promet de le faire eslire Roy des Romains, pour puis apres estre promeû à l'Empire.

En l'année 1338. Albert & Othon freres, Ducs d'Austriche, tant pour eux que pour leurs descendans, firent vn Traité avec le Roy Philippe de Valois, par lequel ils luy promirent de luy estre bons, & fideles amis, & de l'aider envers & contre tous, fors contre le S. Empire.

En l'année 1430. Frederic Duc d'Austriche, de Stirie, & autres Seigneuries, promit mariage pour son fils Sigifinond avec Radegonde fille du Roy Charles VII. & ensuite il promit de faire la guerre contre les Bourguignons & le Roy d'Angleterre, en faveur du

Roy de France.

Ces exemples sont d'autant plus notables qu'ils sont de divers Princes de la Maison d'Austriche, qui ne creûrent pas lors avoir besoin de l'authorité de l'Empereur.

Aubert Duc de Baviere, Comte de Hainaut & de Hollande, ne rechercha point le confentement de l'Empereur, lors qu'il traita le mariage de Guillaume d'Oltrevant son sits, avec Marie de France, sille de Charles V. Iran 377. & en siute du mariage, il sit vn Traité pour la deffense du Roy & du Royaume de France, eant pour luy que pour les ensans.

En l'année 1379. Robert Comte Palatin, Duc de Bavicte, fit le mariage de Robert fon fils, avec Catherine fille de Charles V. où il fut stipulé que ledir Robert succederoit au Palatinat & au Duché de Bayiere. En

tout cela nul consentement de l'Empereur.

Nous avons vn grand nombre de Titres anciens, comme les Evesques de Verdun, leur Chapitre, & la ville mesme de Verdun, se sont mis par plusieurs fois par actes separez en la protection de nos Rois; il en est de mesme de la ville de Toul.

Ces villes Imperiales, pour eftre aux extremitez de l'Empire, ont souvent recherché la protection des Princes voisins, pour la conservation de leur liberté & de

leurs biens.

La ville de Mets a fait pluseurs Traitez sans l'authorité de l'Empire avec les Ducs de Lorraine, les Comtes de Luxembourg, les Comtes de Bar, de Nassau, & autres Princes estrangers, mesmes avec les Rois de France, pour terminer des guerres surveunés entre-eux,

ou pour autres sujets importans.

En l'année 1932. FElecteur de Saxe & (on fils, les Ducs de Baviere, le Landgrave de Hesse & Cauttes Princes Allemans, apres plutieurs assemblées, firent vn Traité de Ligue pour la conservation des droits & libertez du Saint Empire; ils envoyetent plusseurs sois en France requerir le Roy François L de vouloir entrer avec eux en cette Ligue, qui n'alloit que pour empefcher que Ferdinand Roy de Boheme fult éleu Roy' des Romains pendant la vie de l'Empereur Charles V. son firere; ce qui eftoit contre les privileges de la Bulle d'Or, les Coultumes anciennes & la dignité de la Nation Germanique: n'antimoins l'Election se fir, en suite de laquelle Guillaume Duc de Baviere, bisqueul du Duc de Baviere qui est à present, donns pouvoir, tant pour luy que pour les autres Princes liguez avec ley, de traitet vne ligue avec ledit Roy François I, au cas qui s' fuifent moleltz pour s'estre opposéza cette efection. On ne peut pas s'imaginer que l'Empercur cust donné son consintement à ce Traité de ligue, & à ces oppositions.

Guillaume Duc de Iuliers & de Cleves c'h l'année 1540 envoya fes Ambaffadeurs vets le Roy François I, qui traiterent vne ligue deffenfive perpetuelle pour leur Iccours. Le Cardinal de Tournon & le Chancelier Poyer furent commis de la part du Roy pour faire ce Traité.

Maurice Duc de Saxe Electeut, & les principaux Princes de l'Empire traiterent avec le Roy Henry II. à Chambor l'an 1551. En suite dequoy le Roy entra dans l'Allemagne, & depuis ce temps nos Rois rentretent en la possession des villes de Mets, Toul & Verdan. Il ne faut pas 'penser que l'Empereur eust permis ce Traité, s'il cutte un droit de l'empechet.

Les Princes Protefans d'Allemagne, envoyetent en France vn fecours notable en fayeur de ceux de la Religion pretenduë reformée, en l'année 1711. Les mefines Princes fayorifans le feu Roy, lors Roy de Navatte, firent entrer en ce Royaume vn notable fecours, qui perit en partie à Auneau.

L'Empereur ne donna jamais son consentement à ce secours, si l'on neveut croire qu'il airfavorisé ceux de ladite Religion au prejudice de la Ligue, dont le Roy d'Espagne espetoit riter seul de l'advantage.

En l'année 1586. les Electeurs & Princes Protestans

d'Allemagne, & les villes Imperiales, comme Straf-Bourg & VIm, envoyerent vne grande Ambaffade vers le Roy Henry III, pour fep plaudre de ce qu'il avoir revoqué son Edict fair en faveur des Huguenosts, & pour le sipplier de retabili ce qui avoit etté revoqué. Ces Ambaffadeurs furent fort mal receus par le Roys non pas parce qu'il Empereur ne les avoir pas authorisez, mais parce qu'il avoir fair dans son Estat ce que tout Prince Souverain fait absolument, & ordonne ce qu'il luy plaist, & connosit estre ville pour le bien de ses peuples.

Au Traicé de Hall fair en Fevrier 1610. entre le feu Roy Henty le Grand, & les Electeurs Palatin & du Brandebourg, & autres Princes & Eltars de l'Empute vnis, ces Princes furent fommez de declarer s'ils entendioient deferer aux mandemens qui pourroient venir de la part de l'Empereur, & de le départit pour cela de la deffied de la caufe qu'ils avoient entreprife ils declarerent qu'ils demeureroient fermes en leur vaiona, fins avoir effard à auteun mandement, ou ban qui

puisse venir de la part de l'Empereur.

Quelques Electurs & Princes Allemans en l'année tists, firen no Traité avec le Roy d'Angleterre pour la confervation des Duchez de Iulies, Cleves, Berg, & autres. Ces Princes apres avoir declaré que ce qu'ils faifoient, eftoit pour le bien de l'Empire, & pour la confervation de l'authorité de l'Empire, x pour la confervation de l'authorité de l'Empereur, traitetent vue alliance deffensive & reciproque avec le Roy, qui promit à ces Princes vn fecours specifié au Traité, & ces Princes reciproquement.

En la mesme année le Prince Palatin Elesteur de l'Empire, espousa la Princesse Elizabeth, fille du Roy d'Angleterre, sans que par le contract il paroisse que

l'Empereur y ait apporté son consentement.

Au mois de May 1631. l'Electeur de Baviere seul, contracta avec le Roy vne Ligue dessensive. Le Roy POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 18;

promettoir le deffendre luy & fon pais, avec les troupes y specifiées, & luy au reciproque: Et par vi naricle, il est dit que ce Traité est licite, & permis par le droit de nature, & convenable au Roy & audit Eleceur, lequel referve le ferment par luy fait à l'Empeceur, lequel referve le ferment par luy fait à l'Empe-

reur, & à l'Empire.

Les Princes Frorefans en 161, firen vn Trairé de Ligue définité avec les Eftats generaux des Provinces vnies des Pais-bas, avec beaucoup d'articles quicontiennent particulièrement les fecours munuels que les traitans le doivent rendre. En ce Traité il et parlé de l'Empire, comme de la France, de l'Anglererre, & du College Electoral: mais il n'eft point fair mention de l'Empire, en forte que ces Princes creufent avoir befoin de l'authorité de l'Empereur pour rendre leur Traité valable.

En la mesme année, les mesmes Estats generaux traitectut avec le Senat de Lubec, ville Imperiale, & autres villes scituées aux costes de la Mer Septentrionale & Orientale, pour le faich du commerce; l'Empereur & Flumpire y font nommerz, comme au Traité precedent,

Lors que le Marquis de Brandebourg Electeur, & le Duc de Neubourg, firent à Hunten l'an 1614, leur parrage provisional des Effats de la fuccellion de Iuliers, ce fur par l'entremife du Roy d'Angleterre, & des Effats de Hollande, par leurs Ambalfadeurs, fans que l'Empereur y eut esté appellé, ni qu'il foir fair aucune menton de luy, ni de fon authorité, ni de l'Empire.

Ge n'est pas seantmoins qu'en vin autre Traité provifioral fait à Dusseldorp l'an 1619, entre les intesses prices, l'Empereur ne soit reconnupar eux, pour leur Souverain Seigneut. Ce qui fait voir que ces Princes sont libres en leurs Traitez, & en leurs partages, & qu'ils ont quelquesois recours aux Princes estrangers, pour y apportet la paix par leur authorité.

En l'année 1626, en Iuillet, le Duc de Bayiere, tant

pour luy, que pour les autres Elecleurs, Princes, & Eltas Cartholiques, vnis d'vne par, & l'Elecleur de Brandebourg, cant pour luy, que pour les Elecleurs, Princes & Eltas Evangeliques vnis, furent affemblez à Vlm : ils frent vn Traité pour maintenir la paix publique en l'Allemagne, & pour le donner vn fecours muruel, entre les Princes des dites deux vnions, à l'exclusion du Royaume de Boheme, & Provinces incorporées, & autres Paris hereditaires de la Maison d'Autriche. En ce Traité, il n'elt point parlé de l'Empereur, ni de son authorité.

Ceux de la ville Imperiale de Straibourg, en l'année 1631: envoyerent vers le Roy , pour le fupplier de les vouloir stiliter, par forme de preft, d'vae foume de deniers, pour fubvoir à la necelité des affaires de leur Ville. Cette façon de traiter feroit criminelle en France: en Allemagne les Villes ont cette liberté, & ne commettent aucun crime, quoy qu'elles traitern fansla

permission de l'Empereur.

Apres tant d'exemples, l'on ne peut pas avec raison demander où a esté pendant tant d'années cette authorité Imperiale, que l'on réveille à present avec tant de violence: l'on n'a jamais rien veû de semblable à ce que l'on void aujourd'huy en Allemagne : Où estoit cette authorité, lors que les armées d'Allemans entroient en France, pour assister ceux de la Religion pretenduë reformée, pour avancer la ruine de l'Estat ? Où estoit cette authorité, lors que le Duc d'Albe entra aux Païsbas, où il fit les camages qui ont aliené tant de belles & riches pieces de l'Empire, qui ont forcé les Estats à vne juste deffense, & par vne juste deffense les ont portez à vne heureuse liberté dont ils jouissent à present? Où enfin estoit cette authorité Imperiale, lors que l'on a despouillé l'Empire de ses plus riches dépendances, tant en Italie qu'autre-part ? Où estoient ceux qui aujourd'huy en font tant de bruit ? Ils estoient lors traifitres, parce qu'ils en profitoient; ou bien ils sont aujourd'huy Tyrans, parce qu'ils veulent envahir la liberté publique; & en toutes façons sont meschans.

oublique; & en toutes façons lont melchans. Quel crime a commis l'Electeur de Tréves , il a veû

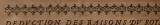
les armes victorieufes du Roy de Suede, depuis les excremitez de l'Allemagne, juiques à luy; il a voi la ruine de les voifins, l'Emperteur reduit à d'extrémes necefficez, la Ligue Carbolique batué en diverfes journées; il a vié de fon droit pour fauver fon Effax, & s'eft prete en la protection de la France, liée d'amitté avec les Princes Allemans, & qui néfloit lors en guerte avec l'Empereur, & cela feulement pendant cette furieufe tempetle juifques à la Paix generale.

Le Subjet le plus obligé & le plus efclave qui auroir fuic Caute Aclion, trouveroit cette grace aupres de fon Seigneur; bien loin de trouver rien à redute en la perfonne d'vn Prince de l'Empire; & d'vn Electeur voifin d'vn grand & puisfant Roy, qui avoir moyen de le garentir fans violet les droits de l'Empire; & qui n'a eu d'autre but que de conferver la Religion Catholique, & L'Eftar de ce pauvre Prince qui luy tendoit les bras

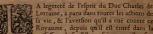
en cette extremite

Ces exemples donc semblent assez suffisans, pour justifier ce que peuvent les Princes de l'Empire, & jusques

où s'eftendent leurs libertez & prerogatives. Ce n'elt pas à dire que quand ces Princes estrangers, s'allient avec eux & font Ligue, que ce soit pour ne connositre jamais, ni l'Empereur, ni l'Empire; rien noins, ils l'exceptent le plus souvent, & n'en parlent pas dans leurs Traitez; ectre obligation qu'ils ont à l'Empire, qui leur est comme naturelle, est tousjours refervée, & de faich ils ne laissent pas de deferer à l'Empereur, les honneurs qu'ils luy dovent, à l'Empire tous les droits ausquels ils lont obliger par leur establissement. Donc l'Electeur de Trèves viant de son droit ; a Puse mettre en la protection du Roy, suivant les privileges, & libertez des Princes de sa qualité; & pat les exemples de ses predecesseurs, il l'a deû faite, pressé par la necessité, voyant l'Ennemi à ses pottes, & ses voilins tuinez.



sur tout ce qui s'est pasé entre luy, & le Duc Charles de Lorraine.



Lorraine, a paru dans toutes les actions de sa vie, & l'avetsion qu'il a cue contre ce Royaume, depuis qu'il est entré dans la possession de ses Estats, fait connoistre son imprudence; en ce qu'estans voisins comme ils sont de

la France, il ne les peut maintenir sans elle, & qu'il les peut deffendre contre toutes les autres Puissances avec fon affiftance.

Cette connoissance qu'il devoit avoir par son propte jugement, & les bons exemples que les plus sages de ses predecesseurs luy avoient donnez, ne l'ont pas empesché de tenir vne conduite toute contraire à la leur.

Il commença à en donner vne matque, lors qu'il porta le deffunct Empereut, à construire vn Fort à Movenvic, sur les terres de l'Evesché de Mets, à la dépense duquel on croit qu'il conttibua appareinment, pout mettte ledit Empeteur en estat de le mieux affiftet, quand il voudroit entreptendte quelque chose con-

En suite il sit des pratiques, & forma des caballes avec plusieurs personnes de la Cout : l'Artest du sieur de Montagu fit voir qu'il chetchoit à faire des vnions, entre luy, les mal-contens de France, & quelques Prin-

ces estrangers.

### POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 187

On a feeth qu'en 1630, entre la Reine Mere, Monleur, ledir Duc Charles, & le Prince d'Anhalt, General de l'armée de l'Empereur, il y avoit vne intelligence formée contre le Roy, & que l'accident de la maladie de fi Majefté à Lyon, en empeéha les maussi eficas, parce que Monsieur qui croyoit devoir bien-tost possederle Royaume, ne voolut pas que les armes de l'Empereur y entreptissen rien.

Ledit Duc depuis fomenta la mauvaise humeur de Monsseur, l'attira à Nancy, pour se fortisser d'vne personne si considerable, & s'en prevaloir contre cét Estat:

tout cela se passa en l'année 1631.

En ce meline temps, il avoit vne atmée qu'il avoit levée fous pretexte de l'approche du Roy de Suede; ce qu'i faifoit bien voir le peu d'envie qu'il avoit de bien vivre avec la France; parce qu'en ce cas, il n'euft eu rien à craindre de ce Prince qui en cloit Allié, & qui n'euft jamais penfé à atraquer ledit Due, s'il euft voulu

demeurer sous la protection de sa Majesté.

Neantmoins il dissimula, fit excuse au Roy sur la retraite de Monsieur dans son Estat, comme ayant erta ne la luy pouvoir destire; & assieura fa Majesté qu'il ne s'y passerier in contre son service. Cependant par va artentat insigne, il maries factura la Vinceste Marguerite avec son Altesse, non seulement sans avoir le confentement de sa Majesté, necessire absolument, sola la Loy & l'Vagge de ce Royaume, pour la validité du Mariage d'une personne qui luy est si proche; mais apres avoir sist conder sa volonté, qu'il trouva contraire, & apres en suite loya voir fait donnet parole precife qu'il ne penseroit janais à ce mariage, qui est vnecirconstance la quelle marque vne insidelué extraordinaire.

Le Roy n'a sceû ce Mariage que long-temps aptes qu'il a esse fait : mais voyant ledit Duc armé, & Monsseur retiré dans Nancy, qui avoit lors creance à des personnes mai affectionnées au bien de ce Royaume; sa Majesté jugea à propos de se transporter à Mets avec vne armée, & de là à Vic, d'où elle envoya ses forces devant le Fort de Moyenvic, qui se rendit apres quelques jours de siege.

Le Duc Charles voyant cette place emportée en moins de cemps qu'il ne penfoir, eut recours à la bonté du Roy, fit tout ce que sa Majestlé luy ordonna, à e receut routes les conditions qu'elle luy voulut presenre : sur quoy il sur passé von Traité audit lieu de Vie,

le 26. lanvier 1632.

Par iceluy, il renonce à routes ligues, aflociations, intelligences & pratiques qu'il pouvoit avoit avec quelques l'rinces que ce fuit, au prejudice du Traité fair entre fa Majelié & le Roy de Suede: comme aufil entre elle & le Due de Baviere, pour la confervation de la liberté de l'Allemagne: pour laquelle fi fa Majelié vouloit ensuite melloyer fes armes, il promet d'yioinde quatre mil hommes de pied, & deux mil chevaux.

Qu'il ne traitera ou fera alliance avec quelque Prince & Estat que ce soit, sans le sceu & consentement du Roy.

KO

Qu'il fera retirer de son Estat, tous les ennemis de sa Majesté, & ses Subjets qui estoient sortis de son Royaume.

Et par vn article (ecret, il est dit, que les Princes mentionnez dans le premier article, sont l'Empereur, & le Roy d'Espagne; & que par les Subjets de sa Majethé qui estoient sortis de son Royaume, on entendoit la Reine Mere, Monsseur, & tous ceux qui l'accompagnoient, ausquels ledit Due s'oblige de ne plus donner de retraite.

Pour seureté de l'accomplissement de ce Traité, il mit Marsal en dépost entre les mains du Roy, & sa Majesté luy promet sa protection envers & contre tous.

Monsieur incontinent apres ce Traité passé, se retire dans les Païs-bas, mais de concert avec ledit Due, & POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 189 pour revenir bien-toft, afin que conjointement ils peuf-

sent faire la guerre contre la France.

Pendant le reste de l'hyver, «E lors que sa Majesté se reposoit surla soy du Traité de Vic: ce Prince fair se projets pour le Princemps, & aussi-tost que la faison luy peut permettre, il fait des levées de gens de guerte, sortific ses places en diligences de Comme il Gavoir que le Roy le trouveroit mauvais, il envoya le sieur de Ville, pour persuader à sa Majesté que cela ne luy devoit point estre suspens.

En ce temps Dom Gonçales de Cordoita commandoir vne armée du Roy d'Elpagne vers l'Archeve(ché de Tréves & le Palatinat : & Messieuss les Mareschaux de la Force & Deffax, qui commandoient aussi les forces de la Majelté, les firent advancer pour favoriser le passige de quelques gens de guerre, qu'elle envoyoir en garnisso dans Hermstein.

Ĉe votifinage de l'armée de Gonçales , & les levées du Duc Charles donnerent grand ombrage, & obligerent le Roy de s'advancer vers la Lotraine : Pendant que la Majellé efloit en chemin, vne Compagnie de Carabins de Monsseur le Mareschal Deffiat, s'ut dessaite par les Lotrains, qui sur leur premier acte d'hossilité.

On furprit cependant des lettres du fieur de Puilaurens, à la Princeffe de Phalfebourg, qui fitificient voir l'intelligence du Duc avec Monfieur & fes Ministres, leurs dessens, & cequi fet raitoit entre eux, l'Empereux, & les Efapagnos : ce que ledit. Duc faifoit has voir aucun subjet legitime de se plaindre depuis le dernier accord.

En fuire dequoy Monsieur suivant ce qui avoit elde concerté entre luy & ledit Duc, vint des Païs-bas, & passià à Malatour, entre Mets & Verdun, à dellein de se joindre ensemble contre la France; mais la diligence du Roy, qui s'estoit approché de la Lorraine, a yant découvert leurs menées, rompit leurs medures: Monsieur de la lorraine de la contraine de la contraine. fut contraint de se separer dudit Duc, & entra dans la France sur la parole qu'il luy avoit donnée, de ne se point accommoder avec le Roy, & de l'occuper avoc toutes ses sorces, pendant que S. A. feroit revolter le Languedoc; ce qu'il n'eust osé entreprendre, sans la confiance qu'il prenoit dans les promelles dudit Duc.

Le Roy voyane Monfieur îon Ferre, entré à main armée dans fon Royaume, prefile ledit Due, s'advance jusques à Liverdun, où il fur fair vn Traité le 26. Iuin 1631, par lequel le Roy rend audit Due, les lieux de Bar, S. Michel, & le Pont à Mougon, occupez par sie sarmes; & luy de sa part, reconnoissant ses fautes passes, deposé entre les mains de la Majetlé, Stemay & Iamez, pour quatre ans, & luy cede la place & Connté de Clermont en proprieté, dont il y avoit proces entre le Procureur General de sa Majetlé, & ledit Due, s'au Parlemend de Paris, en payant le prix dudit Comté par sa Majetlé, dans quatre ans, siuvant l'évaluation qui en seroit saire.

Ledit Duc promet dans vn an , faire hommage du

Duché de Bar.

L'observation des cinq premiers articles du Traité de Vic, par lesquels il renonce nommément à toutes intelligences suspectes au Roy.

Qu'il demeurera inviolablement attaché aux interests de sa Majesté, joindra ses armes aux siennes, l'assistrera de toutes ses forces en quelque guerre qu'elle veuil-

le entreprendre, &c.

Six mois apres que ce Traité est figné, au commencement de l'année 1631. le Duc Charles arme de nouveau plus puilsamment que jamais, acheve de sortisfer Nancy, continué dans ses intelligences avec l'Emperetur, les Espagnols, & Monsfeur, pour eslayer de r'avoir les places qu'il avoit mises entre les mains de sa Majenéé, & pour appuyer le mariage de la Princesse Marguerire, avec son Altesse.

Le Roy envoye le sieur de Guron vers luy, pour

l'advertir de son devoir, & de ce qu'il avoit promis par les sussibilités. Traitez, & luy dire comme sa Majetté avoit fait spavoir aux Succlois qu'elle l'avoit mis en sa protection, pour luy oster tou pretexte de se tenir armé. Mais il S'eloligan pour ne point voir ledit sieur de Guron, qui su tobligé de s'enrevenir apres avoit expliqué bien au long les sentimens du Roy, à ceux en qui ledit Duc avoit le plus de creance, afin qu'ils l'en informatser.

On demanda peu apres audit Due, l'hommage du Duché de Bar, conformément au Traité de L'ivetdun, lequel non feulement il refuß de rendre pour lors, mais dit qu'il ne le devoit point, & que fes predeceffeurs ne l'avoient jamais fait, fi ce n'elloit que l'on appellaît hommage, vne fimple vifite qu'ils rendoient aux Rois de France: Surquoy il fut donné vn Arreft du Parlement du 30. Iuillet 1633, par lequel le Duché de Bar fur fuil en la main du Roy jusques à ce que

l'hommage en eust esté rendu.

Ledir Duc eftant vers le mois d'Aouît de cette année avec fon armée dans les retranchemes prés de Saverne, & feignant d'estre picqué de ce que le Rhingrave Otto l'vn des Chefs Suedois, n'avoir pas voulu confentir que Haguenan fust mis entre ses mains par les Imperiaux, comme ils avoient fait auparayant Saverne, & Bachstiein, qu'ils ne pouvoient garder, parce qu'il s'açvoir la mauvaise intention qu'il avoit contre la France & se Miller de la contre la France & & se Miller de la contre la France & & fes Allier.

Manquant à l'observation de ce qu'il avoit promis par les Traitez precedens, de ne rice entreprendre contre les Suedois, il se met en campagne avec son armée, s'achemine vers Pafenhoven, entre Saverne & Hagueriau, donne la bataille aux Suedois commandez par le Palatin de Birkenfeld, dont l'issue ne sur pas austi advantageusse qu'il esperoit.

Cette conduite du Duc, & l'advis asseuré que le Roy

avoit eu, que le pretendu mariage de Monsieur, & de la Princesse Marguerite estoit fait, obligea sa Majesté de faire approcher ses forces de Nancy, où ladite Princesse estoit encore, sous la conduite de Monsieur de Saint Chamont.

ler en Lorraine; le Cardinal de Lorraine le vint trouver à Saint Dizier, luy advoüa franchement ce marjage , luy dit que si sa sœur estoit au pouvoir dudit Duc & au sien, ils la mettroient entre les mains de sa Majeil ne vouloit rien faire qui pust déplaire à sa Majesté, à laquelle (voyant que les affaires du Duc ne prenoient pas le chemin de s'accommoder ) il demanda vn passeport pour faire fortir ses hardes, son carrosse, & ses chevaux de Nancy, promettant expressément de ne point contribuer à l'evasion de la Princesse Marguerite, si elle y estoit : nonobstant quoy, il ne laissa pas de la faire sauver déguisée dans sondit carrosse.

Sa Majesté ayant tant de marques des mauvaises intentions de ces Princes, & de leur peu de fincerité, mit le siege devant Nancy; & eux ne se voyant point en estat de pouvoir resister, le Cardinal de Lorraine ayant pouvoir de son frere, conclud vn Traité avec Monseigneur le Cardinal à la Neufville, le 6. Septembre 1633. par lequel il promet entre autres conditions le depost de cette place : ce que n'ayant point esté fait sans la participation dudit Duc, il ne laisse pas de desadvouer son frere, remet vne autre negociation sur le tapis, se trouve avec mondit Seigneur le Cardinal à Charmet, où apres plusieurs contestations, il confirme le 20. Septembre, le Traité fait par ledit Cardinal de Lorraine, par lequel il promet positivement,

De ne faire aucun armement pendant les troubles d'Allemagne, sans l'exprés commandement du Roy. De deposer presentement Nancy entre les mains de POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 1

fa Majesté pour y demeurer jusques à la parcification des troubles d'Allemagne, ou jusques à ce que sa bone conduire ne donne plus subjer à sa Majesté, d'apprehender qu'il faste parelles menées & entreprises, à cels qu'il a faites contre Elle & ses Alliez; comme aussi jusques à ce que le pretendu mariage de la Princesse Marguerite avec Monsteur, soit declaré nul, par voyes legritmes & valables.

Que ladite Princesse seroit mise dans quinze jours

entre les mains du Roy.

Et ledit Duc adjoulle, que s'il faifoir mettre la Princeffe Marguerite entre les mains du Roy, dans trois mois pour proceder à la diffolution du pretendu mariage, à laquelle ledit Duc confennoir des lors, & quifurplus le Traité du 6. Septembre fuil accomply, Nancy letoit rendu audit Duc auffi-roll, en nazant par fa Majetté les fortifications de la place, s'il luy palsitit.

Il età remarquer, pour faire voir le peu de folidité de l'esprie duit Duc, qu'appres s'estre plaint que le Cardinal fon frere, avoir fair vn Traité qui luy ethoit tresprejudiciable și il ne laiffe pas neantmoint de le confirmer, & y adjouste vn article, qui le rend beaucoup plus desdavantageux pour luy, en ce qu'il remet entre les mains du Roy, la Porte nostre Dame, qui est comme vne Citadelle à la vicille ville de Nancy, où il devoir faire sa demeure, l'aquelle fondit frere s'estoit reservée, pour estre gardée par les Lorrains: mais sit quelque chofe est capable d'excuste la faute qu'il fit en ce renconter, c'est qu'il avoit traité avec Monséigneur le Cardinal.

En fuite de ce qui s'eftoit passé à Charmes, le Duc vint trouver le Roy à la Neufville, où il sur receû de sa Majesté avec toutes les demonstrations de joye, & de bonne chere qu'il en pouvoit attendre.

Il n'y fut pas si-tost arrivé, qu'on eut advis qu'il avoit dessein de s'évader, & de manquer à ce qu'il avoit promis: de sorte qu'on fut contraint de l'observer. Il cherche pendant deux jours, les moyens de diffe-

rer l'execution du depost de Nancy.

Enfin voyant qu'il ne pouvoit échaper, & qu'il n'avoit point de railon, pour s'empelcher de remettre cette place entre les mains de fa Majelfé: il sy porte, mais d'vne façon qui faifoit bien voir qu'il n'accompliffoir son Traité, que pour ne pouvoir faire autrement.

Ledit Duc n'a pas esté plus soigneux de l'observation de celuy-cy que des precedens. Apres le partement du Roy de la Lorraine, il demeura quelque temps dans Nancy: où quoy que M. de Brassac, que le Roy y avoit laissé pour Gouverneur, luy rendist tous les respects deus à sa qualité, il ne laissa pas de luy donner divers ombrages, de faire diverses pratiques avec les Bourgeois, pour railler en pieces la garnison de sa Majesté, de renouër les intelligences qu'il avoit avec les Estrangers conrre la France. Et enfin, il s'enfuit de cette ville, fous vn faux pretexte qu'on se vouloit saisir de sa personne; mais en effet, parce qu'il sçavoit qu'on avoit connoissance de ses mauvaises intentions, & qu'au lieu d'en demander pardon au Roy, il vouloit y persister. Il se joignit depuis tour-à-fait à la Maison d'Austriche, & s'est employé en toutes occasions, tantost contre sa Majesté, tantost contre ses Alliez; ce qu'il a continué depuis le commencement de l'année 1634. jusques au commencement de celle-cy.

Le Roy voyant qu'abandonnant fes Eflars, il s'eftoir abandonné luy-melme, fes interefts & fon honneur, en violant la foy de tant de Traitez, il fe faifit de routes les places de Lorraine, & les reduifit en fon obeiifiance, declarat le Duché de Bar à elle acquis & confifqué par la felonnie du Duc, conformément à l'Arreft du Parlement du

Iustice en son nom dans la Lorraine.

L'an 1637. ledit Duc, dont la legereté ne le pouvoit pas laisser long-temps atraché à vn mesme party, a fair souvent témoigner au Roy, & à Monseigneur le CardiPOUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 195

nal, qu'il desiroit se raccommoder avec la France, & s'est servi pour cet effet du Pere Rollet, Benedictin, du sieur de Ville, lors qu'il estoit prisonnier au Bois de Vincennes, & du sieur de la Grange aux Ormes.

En 1639. ledit Duc ayant fait sçavoir par ce dernier, qu'il avoit consideré yn projet d'accommodement, que de Ville avoit eu ordre de luy faire voir en suire des instances qu'il en avoit faites de sa part; & qu'il supplioit le Roy de luy accorder vn fauf-conduit pour se rendre auprés de sa Majesté, afin de le pouvoir conclure en personne : apres que ledit de la Grange aux Ormes luy eut porté toute asseurance, il fit attendre huit jours sa Majesté à Langres, & sans donner de ses nouvelles, il s'en retourna avec les ennemis.

Au commencement de cette année 1641. ledit Duc

ayant fait de nouveau témoigner au Roy par M. du Hallier, qu'il reconnoissoit le mauvais chemin qu'il avoit pris, & qu'il desiroit se remettre sincerement aux bonnes graces de sa Majesté, il y avoit sujet de croire que l'adversité luy avoit fait sentir la faute qu'il avoit commise, & enfin voir par experience, que son bien, seureté & advantage dépendoient de la France; cela fit resoudre sa Majesté à écouter les propositions qu'il auroir à luy faire.

Ledit Duc envoya ensuite à la Cour, le Comte de Ligneville, avec vne lettre au Roy, par laquelle il reconnoissoit ses fautes passées, le prioit de les oublier, & de luy vouloir accorder vn fauf-conduit pour venir

trouver sa Majesté; ce qui luy fut accordé.

Il est à remarquer, qu'on a sceû qu'en mesme temps que Ligneville retourna auprés de luy, pour luy porter toute la satisfaction qu'il pouvoit desirer, il avoit esté sur le poinct de s'aller rejoindre avec les ennemis; neantmoins il vint à Paris, vid sa Majesté à S. Germain en Laye, fit toutes les demonstrations d'un extréme regret de l'avoir offensée, mit trois fois le genouil en terre, luy

demanda pardon, & ptotesta qu'il ne se releveroit point, s'il ne l'obtenoit.

Il dit diverses sois à sa Majethé , qu'il elboit estonné de l'honneur qu'il recevoit d'elle , & que pendant le temps qu'il avoit esté avec les canemis il n'en avoit esté traité que comme vn coquin , & qu'encore qu'il leur eust tendu des s'ervices tres-signalez , il n'avoit pas touché cinquante mil esus de leut argent , pour luy & pour ses troupes.

Tois jours apres, ledit Duc commença à traiter avec Monfeigneut le Cardinal de fon accommodement, dont la negociation duta plus de quinze joures parce qu'encore que ledit Duc euft declaré d'abord qu'il ne venoit que pout acceptet toures les conditions qui luy feroient données pat le Roy, fans en vouloir propofer aucune de fa part, il cust neantmoins bien voulu les avoir aussi advantageuse; que s'il eust eu à traiter avec vn Prince son égal, & qu'il n'eust point ofsenséen tant de rencourtes.

Vn jour il demeuroit d'accord d'vne chose, & le len

demain il ne la vouloit plus.

Il témoigna fouvent qu'il fetoit bien-aife de ne point faite de traité, que le Roy Temployaft dans fon fervice, & que felon qu'il le metietroit; il fetoit confideté de fa Majefté, à laquelle il protefloit vouloir inviolablement s'attachet en quelque façon que ce puil eftre. Neant-moins toutes les difficultez elsant prefque refolués, & n'y ayant plus que le feiu poincê de la place à la Motte d'aprendit de la place de la Motte à ajufter, que ledit Duc defitoit passionnément qu'on luy rennist entre les mains:

Quoy que Monfeigneur le Cardinal conneust claitement les mauyatés qualitez de son ciprit, qu'il estoit capable de retomber dans les messins inssidelitez que celles qu'il avoit faites pat le passe, & qu'un jour il se pourroir servir du bien qu'il autoit reced du Roy, pour en faite du mal à la France; neantmoins son Eminence, POUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 197

confiderant l'advantage que recevoir la reputation du Roy, en remettant vn Prince dans fes Eflats, & dans vne place confiderable comme celle-là, & pour faire voir que la Majelfé (çavoir auffi bien pardonner que chaftier les mauvaifes aétions, & qu'elle ne faiolir point la guerre, pour retenir injuftement le bien d'autruy, il luy dit que le Roy la luy accordoir. Ce qu'entendam ledit Due, & eflantour transporté de joye, il le jerre à genoux & embraffi ceux de Monfeigneur le Cardinal, luy dit qu'apres avoir connu fa bonne volonté, il ne le foucioit plus d'avoir la Morte, § c'éfloit chofe qui donnaît tant foir peu de peine au Roy, & qu'il effoit rop affeuré s'il avoit part dans l'amitié de fon Eminence; & fit tant d'autres proteflations, & fi expreffes, qu'il n'y pouvoir avoir que luy qui les euit voulu faire pour y manquer.

feigneur le Cardinal & Iuy, le 29. Mars dernier, par lequel le Roy le remettoir prefentement dans les poiléfions des Duchez de Lorraine, & de Bar, & de toutes les places, à la referve de telles de Senay, lamets, Dun & Clermont, qui devoient demeuter infeprablement vnies à la France; comme auffi de celle de Nancy, que fa Majelf ét extenoir judques à la Paix, pour la rendre audit Duc, apres qu'elle feroit faite, les fortifications prealablement razZes, fi fa Majelfe ellimoit de devoir faire; ce dont elle s'éhoit desia refervé le pou-

voir par le Traité de la Neufville.

Ledit Duc, par l'onzieline article du detnier fair à la Majellé , les troupes qu'il avoit lors , & qu'il pourroit avoit cy-apres, léquelles feroient ferment de bien & fidellement fervir la France , envers & contre tous, & d'aller luy meline en personne pour entreprendte tout ce que la Majellé ordonneroit contre les ennemis de cér Étlat. Il promet en outre exptessément, de ne vouloir aucun mal à ceux de ses Subjets qui auroient servi le Roy, & de ne leur faire en cette consideration aucun mauvais traitement; comme aussi de rendre la soy & hommage pour le Duché de Bar, avant que de partir de Paris.

Le s. jour d'Ayril, ledit Traité du 59. Mats, fut juré folennellement par le Roy, & par ledit Duc, fur les faindres Evangiles dans la Chapelle de Saint Germain en Laye, en prefence de la Reine, de Monfeigneur le Cardinal, de Mefficurs les Ducs de Longueville, & de Chevreufe, de Mefficurs le Chancelier, & Sur-Intendant des Finances, & de plutieurs autres perfonnes de condi-

Le mesme jour le Roy donna ordre au sieur de Chavigny, Secretaire d'Estat, de proposer audit Duc, de rendre lesdits foy & hommage; ce qu'il respondit estre prest de faire, pourveu que l'on adjoustast à la forme de l'acte que l'on luy avoit fait voir, qu'il feroit cette action ainsi que ses predecesseurs l'avoient faite; ce que sa Majesté trouva bon. Neantmoins sadite Majesté estant en son cabinet, attendant que ledit Duc fust venu pour rendre la foy & hommage, ainsi qu'il estoit demeuré d'accord; il voulut parler auparavant à Monsieur le Chancelier, pour luy dire qu'il ne sçavoit ce que l'on desiroit de luy, qu'il n'avoit aucune connoissance de la forme de foy & hommage que ses predecesseurs avoient renduë pour le Duché de Bar, & qu'il doutoit mesme s'il estoit obligé de lafaire, comme on le proposoit; qui luy demanda ladite foy & hommage, apres le Traité de Liverdun.

Monfieur le Chancelier luy ayant representé le peu de raison qu'il avoit de persister dans de telles difficultez; il dit que s'il les avoit mises en avant, ce n'estoit pas à dessein de differer de faire ladite soy & homma-

ge; au contraire qu'il estoit prest de rendre toute obeiffance aux commandemens du Roy, & de se jetter à ses pieds, & qu'il prioit sa Majesté de luy accorder cette grace : elle ne jugea pas à propos de le faire ce jour là, & luy fit response qu'elle avoit resolu de luy donner du temps pour connoistre ses droits, & que dans huit jours, il pourroit en estant bien informé, faire la foy & hommage; & que cependant on luy feroit voir les actes qui justifioient les justes pretensions de sa Majesté; ce qui fut fait : & ayant pris tout le loisir qu'il faloit pour les examiner, il rendit le 8. ou 9. Avril, la foy & hommage lige au Roy, telle qu'elle a accouftumé d'estre faite ; c'est à dire sans esperons , sans espée , nud teste & à genoux,

Il partit quelques jours apres pour aller en Lorraine, prendre possession des graces que le Roy luy avoit faites, témoignant une satisfaction extraordinaire, & une passion extrême de meriter par ses services, les graces

qu'il avoit receuës de sa Majesté.

Estant à Bar, il envoye au Roy la ratification dudit Traité du 29. Mars, fignée de luy, & scellée de son grand seau, & vn acte du serment qu'il avoit fait dans la Chapelle de Saint Germain, signé & seellé en la mesme forme.

Il depesche les sieurs des Coutures & Morimont, à la Diette de Ratisbonne, avec une ample instruction fignée de luy, par laquelle il se louë de l'extraordinaire bonté & generolité du Roy, exagere la malice de ceux qui accusent sa Majesté de ne point vouloir la Paix; & donne ordre ausdits sieurs des Coutures & Morimont, de le faire entendre particulierement à tous les Princes d'Allemagne; ce qu'on verra plus distinctement par la copie de ladite instruction.

Vn peu apres qu'il fut arrivé audit Bar, il commença à faire des exactions sur ses Subjets insupportables, veu l'estat auquel les avoit reduit la guerre, & à maltraiter particulierement ceux qui avoient esté dans le scrvice du Roy; qui estoit formellement contre ce qu'il

Cependant sa Majesté qui avoit fait quelque fondement sur la personne dudit Duc, & sur ses troupes, le Mareschal de Chastillon, afin de s'opposer aux mauvais desseins que les Princes assemblez à Sedan témoignoient avoir; elle envoya prier ledit Duc de venir en Champagne pour cét effet : ce qu'il feignit de vouloir faire d'abord, mais en se plaignant qu'on luy manquoit de parole, & qu'on luy avoir promis à Paris, de luy donner des troupes pour pouvoir agir de son costé avec les fiennes, (à quoy pourtant on n'avoit jamais pensé) & que mesme en ce rencontre on ne luy envoyoit point la Patente de General de toute l'armée de sa Majesté; ce qui estoit bien contraire à ce qu'il avoit souvenr dit à Paris, qu'il se joindroit tousjours avec tel General qu'il plairoit au Roy, qu'il ne desiroit aurre qualité que de commander ses troupes, pour les employer au service de sa Majesté, & qu'il ne feroit jamais aucune difficulté sur rien.

On luy envoye pourtant (pour luy ofter tout subjer de se plaindre) le sieur de Sainctou, qui luy porta ladite Patente de General. Apres l'avoir veuë, il trouve à redire de nouveau, qu'on y avoit mis que le Roy luy donnoit le commandement de son armée sans y estre obligé; ce qui faisoit voir clairement, qu'il ne cherchoit que de faux pretextes pour s'excuser de venir servir le Roy; & quoy qu'en suite cette difficulté eust esté levée, il ne laissa pas d'en faire d'autres.

Pendant les irrefolutions du Duc, Monsieur de Chastillon perd la bataille de Sedan, & luy croyant les affaires du Roy en mauvais estar, par ce fascheux succes. commence à faire entendre à sa Majesté, qui le pressoit tousjours de venir en Champagne, que ses pais avoient

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX.

besoin de sa presence, pour se remettre, & qu'il eust bien desiré qu'elle eust trouvé bon qu'il fust demeuré en neutralité. Il envoye Rolin l'vn de ses Secretaires, pour en faire la proposition, à laquelle on fit la plus favorable response qu'il se peust, & telle que la conjoncture venir servir avec ses troupes en Champagne, sans toutefois luy dire qu'on luy accordoit la neutralité.

Le sieur de Sainctou, partit avec ledit Rolin, pour luy porter ladite response, & allerent droit à Cirque, pensans y rencontrer ledit Duc; mais ils trouverent xembourg, afin de les éviter. Aussi-tost apres qu'il sceut qu'ils estoient arrivez, sans les vouloir voir, il s'en alla à Arlon, passa la Meuze à Guies, & de là dans le Païs-bas, pour apparemment se joindre aux Espagnols, avec lesquels il estoit entré en traité, pour leur aider à secourir la place d'Aire, attaquée par les armes du Roy. Ainsi voilà ce dernier Traité violé comme les autres, nonobstant toutes les solemnitez qui y avoient esté ob-

servées, comme il est remarqué cy-dessus.

Depuis ledit Duc s'estant retiré de Flandre dans la la prise de cette place inévitable, & apres avoir ruiné & bruslé le pais où il avoit passé avec ses troupes, envoye vers le Roy, le sieur Gervais l'vn de ses Secreraires, & le sieur la Martiniere, François, par deux fois: la premiere, pour demander à sa Majesté, qu'elle trouvast bon qu'il demeurast en neutralité; ce qui luy fut refusé, comme estant directement contre le dernier Traité : la seconde, pour faire entendre à sa Majesté, que s'il n'estoit pas venu le servir en personne, comme il estoit obligé, & s'il estoit allé en païs ennemi, il avoit esté contraint de le faire par des ombrages qui luy avoient esté donnez, faisant connoistre que Monsieur & Madame du Hallier en avoient esté les autheurs par l'entremise du Chevalier de Lorraine.

Ledit la Martiniere est venu seul vne troisiesme fois, pour porter de la part dudit Duc, au Roy, & à Monseigneur le Cardinal, des memoires signez de luy, par lesquels il exposoit comme le Chevalier de Lorraine luy avoit dit diverses choses de la part de Monsieur & Madame du Hallier, pour le mettre en allarme, & pour le dernier Traité, & luy offrir de le servir en Allemagne, dans la Franche-Comté, & par tout où elle auroit

On a renvoyé ledit la Martiniere avec des responses les plus favorables qu'il se pouvoit, veu les dernières infidelitez dudit Duc; mais on a veû par des lettres qui ont esté interceptées, qu'en mesme temps qu'il faisoit ces offres au Roy, il negocioit avec le Roy de Hongrie, & l'asseuroit qu'il porteroit sa personne & ses troupes en Allemagne, pour le servir quand il luy plairoit; & qu'il entretenoit d'autre costé des intelligences avec le Marquis de Saint Martin, Gouverneur de la Franche-Comté, auquel il offroit de l'aller secourir

Enfin tant d'experiences font connoistre, qu'il ne faut faire aucun fondement sur l'instabilité de l'esprit dudit Duc, & que contre la nature de tous les autres hommes, il n'est jamais plus ennemi que lors qu'il est ami . rede M. de Pe. & que sa Majesté ne peut prendre autre resolution pour ce qui le regarde, que de demeurer dans le droit qu'il luy a donné par le dernier Traité, en consentant s'il Par leure de venoit à y manquer, que tous les droits qu'il a sur ses

a M. Viguer. Estats, fussent devolus à sadite Majesté.

Au mesme temps que le Duc Charles renvoya le sieur de la Martiniere vers le Roy, sa Majesté fut advertie qu'il avoit envoyé le Colonel Flekenstein à Ratisbonne. pour asseurer le Roy de Hongrie, qu'il ne prendra jamais autre parti que le sien, & luy demander secours:

Marquis de S. Cliques. Etpar autre

z. Ollobre.

Par vne letrigal , Gowverneur de Bar, du M. de Rozieres

ce que luy ayant esté accordé, ledit Colonel Flekenstein M. de Sur, cenà son retour d'auprés du Roy de Hongrie, fit prendre la sirme la mesme route du Rhein audit Duc Charles

Sa Majesté fut aussi advertie que ledit Duc Charles Ganverne avoit envoyé vn nommé Simon son Secretaire, aux los , escreta



I. DV DROIT DE SOVVERAINETE LORRAINE. & furisdiction qui appartient à l'Empereur, sur le Duché de Lorraine en certains cas.



E Duc de Lorraine est subjet aux Ordonnances & Loix de l'Empire, pour l'entretenement de la Paix publique; & s'il y contrevient, & qu'il se rebelle contre l'Empereur , ou vie de force & violence

contre les Princes, & autres Estats dudit Empire, l'Empereur le peut mettre au Ban, le condamner à mort, & retinir son Duché au domaine de l'Empire, ou bien le transferer à quelque autre Prince.

11. Outre ce il est obligé à toutes les taxes, & impositions pour les necessitez de l'Empire, selon les resolutions qui s'en font aux Dietes & assemblées des Estats Generaux, pour vn tiers moins que les Electeurs: de forte que si l'yn d'eux doit contribuer à l'entretenement de trois cens hommes de guerre, le Duc de Lorraine l'est pour deux cens, & ainsi à proportion de plus

III. Et l'Empereur donnant des Sauvegardes & sauf-conduits sur les grands chemins dudit Duché, le Duc doit tenir la main à ce qu'il n'y foit contrevenu.

Et s'il manque ausdites impositions & Sauvegardes, l'Empereur le peut contraindre d'y satisfaire, par saisses & amendes.

IV. Davantage le mesme Duché est pour tousjours

fous la garde & protection de l'Empire qui est obligé de le dessendre. Selon que sur ces quatre articles, le Duc Antoine en

Selon que sur ces quatre articles, le Duc Antoine en demeura d'accord, avec l'Empereur Charles V. & les Electeurs, & autres Estats de l'Empire, par la transa-

ction faite à Nuremberg, l'an 1642.

v. Et quand il artivé differend pour la fucceilion de ce Duché, l'Empereur en doit prendre connoiflance, & les parties s'y adrefler & à nul autre Prince, comme il fut obsérvé par René d'Anjou Duc de Lorraine de par la femme, & par Antoine Contre de Vaudemont, qui implorerent le jugement de l'Empereur Sigtimond, fur le debat qui elôtie entre eux, pour raition dudit Duché j Ledit René remonîtrant que fa femme effort fille du dernier Duc decedé; & ledit Antoine, que tandis qu'il y avoit des maîles de la Maison de Lorraine, les femelles encore que plus proches en degré, ne pouvoient fucceder audit Duché.

# DROITS ANNEXEZ AV DVCHE de Lorraine, que les Ducs tiennent à foy & hommage de l'Empereur.

Le Duché de Lorraine est vne Principauté libre, dont les Ducs ne sont obligez de faire la foy & hommage à l'Empereur, & s'en sont exemptez depuis l'an 11,8. Il n'y a que quelques droits qui en dépendent, pour raison desquels, ils se reconnoissent ses vassaux.

I. A sçavoir pour le droit de Garde & Protection

de la ville de Toul.

11. Et de l'Abbaye de Remiremont.

111. Pour le droit de fauf-conduit fur les grands chemins par terre & par eau, qui est à dire de donner sourceé à ceux qui y passent, de punir les meureriers, voleurs & autres mal-faickeurs, & dy lever des peages & imposts sur les marchandises.

ty. Pour le droit de fabriquer monnoye au village de Yve, autrement dit Deiveline, prés de Saint Dié, d'où les mines d'argent devers l'Alface, ne font gueres efloignées.

v. Pour le droit de connoistre des duels qui se font en-

tre les rivieres du Rhin, & de la Meuse.

VI. Expour le droit qu'a le Duc, que les fils des Prefires qui n'aiflent en ces terres luy appartiennent, comme estans de serve-condition, & obligez pour s'affranchit de se rachepter, & l'appasser par argent ou en autre maniere.

#### III. DROITS ROTAVX, DESQVELS LES Ducs de Lorraine jouissent dans leur Duché, dont ils ne font la soy & hommage à l'Empereur.

I E droit de denoncer la guerre.

11. Comme aussi de traiter de Paix & de consederation & alliance avec les Rois & Princes estran-

gers.
111. Accorder des levées de gens de guerre tant pour

x que pour autruy. 1 V. Et de construire de nouvelles Forteresses.

v. Faire des Ordonnances & Loix , & d'establir des coustumes qui obligent leurs Subjets de s'y conformer. v.l. Mettre des Tailles & imposts mesmes sur les Feel-septimes.

VII. luger fouverainement au Criminel, & fans

VIII. Comme aussi en ce qui est des matieres Civiles & de Police.

IX. Octroyer des Privileges.

X. Remissions & pardons.

XI. Bailler lettres d'amortissement, & permission d'acquerir aux Ecclessastiques.

XII. Legitimer.

#### 206 MEMOIRES ET INSTRUCTIONS

XIII. Et annoblir.

Et ainsi vser de tous droits Royaux, & de Souve-

#### IV. DENOMBREMENT DES SEIGNEVRIES tenues en Fief, ou Arriere-fief, & Jous la Souveraincté & Jurifliction de l'Empire, qui ne font d'ancienneté des appartenances du Duché de Lorraine, ains ont effé acpartenances du Duché de Lorraine, ains ont effé ac-

appartenances du Duche de Lorraine, ains ont effe dequifès par les Ducs, foit par fuccesson & donation, ou par Contracts d'achapt, d'esfbange & autrement.

I. Le Comté de Blamont.

111. La Seigneurie de Clermont en Argonne.

I V. La Seigneurie de Hartonchastel.
V. La Seigneurie de Falkenstein devers Bitiche.

VI. Le Comté de Salme.

VII. La Seigneurie de Phaltzbour

VIII. La Seigneurie de Lixhein.

I X. Partie du Comté de Saruverden.

x. Hombourg.

XI. Saint Avaut. XII. Saralben.

XIII. Sarbourg.

XIV. Les Salines de Moyenvic, & de Marsal.

XV. Et le Marquisat de Homeny.

## V. SEIGNEVRIES DV RESSORT DE la Chambre Imperiale de Spire.

E Marquisat de Homeny.

III. Falkenstein.

IV. Bilstein.

v. Turquestein.

VII. Saint Ayaut.

### 

OV'VNE IVSTE GVERRE EST vn moyen legitime d'acquerir.

'EsT vne maxime receuë de toutes les naté en tous les ficeles, que les Iurisconsultes ont approuvée par leurs responses, & qui est authorisée par les exemples rap-

Il cst vray qu'il n'y a rien en apparence de plus injupires : Toutefois lors qu'elle est reglée par ses conditions necessaires, & qu'elle ne sort point de ses bornes legitimes, l'on peut dire qu'elle est la vraye Iustice des Empires, & des Souverains qui les commandent.

Dieu establissant les Rois, leur donne en mesme temps la puissance armée, pour maintenir & conserver leurs Estats en leur grandeur & dignité, & les rend juges de tous ceux qui les voudroient destruire; & l'exercice de cette puissance qui est reputée vne violence & vn crime en la personne des particuliers, est une Iustice en la personne des Souverains; ils sont arbitres en leur propre cause, & lors qu'ils entreprennent vne juste guerre, ils exercent vn jugement public fur ceux qui ne sont pas leurs Subjets, & dont ils ne peuvent avoir raison par la voye de la lustice ordinaire, puisqu'il n'y a point de Iuges des Souverains, ni de Tribunal où ils puissent estre appellez pour rendre compte de leurs actions.

Le droit de la guerre n'est pas seulement authorisé par les loix civiles, mais encore par les loix divines; Dieu en a monstré l'vsage legitime, lors qu'il s'est fait nommer le Dieu des batailles & des vengeances, & qu'il a commandé à fon Prophete de mettre les armes entre les mains du Chef de fon peuple, quand il luy a preferit les loix de faire la guerre, & que pour rout titre des terres promifes, il ne luy a donné que le droit de la conquelle.

L'Eglife suivant cét exemple lors que les Rois prennent leur espèc de sa main, elle leur dit par la bouche des Evesques, qu'avec ces armes, ils se rendront redoutables à leurs ennemis, & qu'ils leur feront esprouyer

leur force & leur puissance.

Que si l'on vouloit priver les Princes du droit de la guerre qui est comme vne lustice vindicative des sigutes qui leur sont saites, ils demeureroient exposez à l'injure de leurs subjets, & aux entreprises de leurs

égany

Or comme en la lultice particultiere l'on adjuge vue reparation à celuy qui eff offence, ainfi les Rois peuvent legitimement priver ceux qui leur ont fait injure de leurs Effats, les conquerir fur eux, & les retenir avec ration comme vue faisfaction de loffence qu'ils ont receue; & vue recompende des petres qu'ils ont fouffertes en faifant la guerre.

Autrement il arriveroit qu'yn Prince qui auroit receu yne injure, adjousteroit à l'offense la ruine de ses Estats, la perte de ses peuples, & l'affoiblissement de sa

puissance.

Enfin l'on peut dire que le droit divin & humain observé d'vn commun consentement des peuples, rend les victorieux, maistres & seigneurs legitimes de leurs conquestes sur leurs ennemis.

QVE LA LORRAINE NE DOIT estre restituée, nonobstant la dépendance de l'Empire.

SI la guerre est vn moyen legitime pour acquerir, & que les Princes puissent retenir les conquestes, lors que la cause en est juste, l'on peut conclure que le Roy

a droit de ne point rendre la Lorraine, puisque personne ne peur douter que sa Majesté n'ait eu vn tres-grand & juste sujer de saire la guerre au Duc, & de le despouilter de ses Estats.

La qualité de vaffal & homme lige du Roy, l'obligeoit à luy rendre tous les devoirs & fervices que les loix des fiefs preferivent à ceux de fa condition; & au contraire il a commis teus les actes d'hoftlitre & de felonnie, qui fout tomber les fiefs du vaffal en commile.

Par le Traité de Vic, Liverdun & Channes, il avoir renoncé à toutes ligues, aflociazion & intelligence avec l'Empereur & la Maison d'Auditrice, fans le consentement du Roy s & neantmoins il n'a pas laifé passer aune occasion de traiter avec les ennemis , & de s'associer avec eux pour faire la guerre à son Seigneur.

Il y a plus, par le Traité dernier le Roy luy reme coutesles Terres & Seigneuries qu'il avoit juffement acquifes par la guerre, à la referve de celles portées par le Traité; mais fous ces conditions qu'il n'autoit aucune intelligence avec les ennemis du Roy, & lois que cela artiveroit, il confent que toutes les Terres & Seigneuties, mouvantes & non mouvantes de la Couronne, y foient vnies de plein droit.

C'est vn Traité qu'il a volontaitement fait, qu'il a ratifié estant en pleine liberté dans ses terres ; le Roy a donc juste occasion en executant les conditions de ce Traité, de tetenit routes les Terres & Seigneuries du Duc qui luy sont acquiste par le manquement de sa fov.

Mais l'on dira que routes les Terres & Seigneuries du Due, ne font pas mouvantes de la France, que la plus grande partie, & particuliteremen le Duché de Lorraine, releve de l'Empire, & Par confequent que le Roy ne peur pas au prejudice de l'Empereur Seigneur fuzrain, s'emparer de la Duché de Lorraine mouvante de l'Empire.

Il est vray, que le Duc de Lorraine est vassal de

l'Empire, & l'inveltiture de ce Duché a clié autrefois, donnée à les predecelleurs, dont ils ont rendu long-temps la foy & hommage; mais depuis ils ch ont ellé exemps. Iln'y a point d'appel de réformation à la Chambre Imperiale, ni au Conleil Pirvé de l'Empeteur, des lugemens qu'ils rendent entre leurs Subjess; l'Empereument, adjournement ou appellation: dont l'on peut conclure qu'encore que la Lorraine foit vin fief de l'Empire; n'eanthonis ce n'eft pas avec des conditions qui marquent vne si grande dépendance que les autres fiefs.

Mais supposé que le Duc soit subjet de l'Empire, il a neantmoins en qualité de Duc de Lotraine, le privilege & le pouvoir de denoncer la guerre aux Princes cstrangers, & de traiter de paix, confederation & alliance avec eux, sans le consentement de l'Empereur & par principal de la confequent il est subjet à tous les evenemens de par consequent il est subjet à tous les evenemens de la confequent il est subjet à tous les evenemens de la confequent il est subjet à tous les evenemens de la confequent par la confequent par la confequent par la confequent par la confequent de la conf

a guerre.

Ce feroit vine dure condition pour les Princes voifins des vafiaux de l'Empire, qu'ils suffent droit d'entrer en armes dans leurs terres, exercer tous ades d'hoftlifé contre cux; à en antimois que l'on ne puil en sirer la raifon par la voye des armes, qui est le droit des gens, auquel les contitutions des Empreurs ne peuvent avoir defrogé. Le dtoit des gens ett vae Loy generale & vinivefelle, qui regle tous les Souverains, de laquelle les Empereurs mefines ne font point exempts. Ils peuvent en l'eftendué de leur domination, donner telles loix que bon leur fembles; mais ces lois n'affuje-tiffent point les autres Souverains qui ne reconnoissempoint leur putifiance.

Si l'Empereur a donné pouvoir à son vassal, de faire la guerre aux Princes Souverains, il l'a sans doute soûmis à toutes les conditions, & à tous les evenemens qui

suivent ordinairement la guerre.

Que si les Empereurs jugent que leurs vassaux ne doivent pas commettre leurs Estats au sort de la guerre, ils doivent les empescher de l'entreprendre. Mais sinon seulement ils ne l'empeschent pas; au contraire qu'ils le tolerent & l'approuvent : C'est sans raison qu'ils se plaignent si les Princes opposent leurs armes à leurs ennemis, & se servent du droit de la conqueste, qui est si legitime, & le seul moyen pour tirer la raison de l'injure qui leur est faite.

L'on peut adjouster à ces considerations generales, des raisons qui naissent du fait particulier. Le Duc de Lorraine n'a point pris les armes contre la France, que par l'induction & la persuasion de l'Empereur; l'on sçait les Traitez qu'il a faits avec la Maison d'Austriche, en forte que l'on peut dire qu'il a esté comme l'instrument de leur passion & de leur haine contre la France. Que s'il est ainsi, comme l'on n'en peut douter, peut-on pas dire avec verité que l'Empereur est autheur de toutes les entreprises faites sur cette Couronne par le Duc Charles, & par consequent que c'est autant contre luy que l'on a fait la guerre, que contre le Duc? D'où l'on peut conclure que l'on a conquis non seulement les Seigneuries du Duché, mais encore la mouvance de l'Empire,

Ne sert de dire qu'vn vassal ne peut confisquer son fief, ni en changer la condition sans permission de son Seigneur suzerain : cette maxime n'a pas lieu entre les Souverains, ce sont loix qui sont subordonnées aux droits des gens, qui sont muettes, & n'ont aucune vigueur tant que cette loy generale est reconnuë, & laquelle ne peut estre changée par vne loy particuliere.

Ie demeure d'accord, que si l'Empereur n'eust pas participé aux desseins du Duc Charles, il auroit raison de demander la conservation de la mouvance ; aussi seroit-il obligé de la donner lors que le Roy la demanderoit, & ne pourroit pas avec justice la luy desnier, puisque c'est avec un juste titre, qu'il a acquis les terres du

Duc de Lorraine. Il n'a pas refuté à la Maison d'Espagne l'investiture de plusieurs fiefs de l'Empire , contre les lois de l'Empire messime : il n'est pas necessaire de representer en ce lieu, tous les Estats que la Maison d'Etagagne possesée, donn la possessifición de le tires aflez niquise, ont esté authorisez par les investitures données par les Empereurs.

Le Roy auroit tres-grand fujet de se plaindre, si on luy refusoit ce qui a esté accordé aux autres Princes, qui n'ont pas tant de droit de le pretendre que luy; si ce n'est que les interests de la grandeur de la Maison d'Esipagne, qui sont communs avec la Maison d'Austriche, servent de raison aux Empereurs pour faire cette difference, d'obliget le Roy de rendre les terres qu'il a si justement conquises, & de laisser en possession la Maison

d'Espagne de celles qu'elle a vsurpées.

L'on peut opposée vne derniere difficulté, que le Duché de Lorraine est l'úbstitué, & par conséquent que les heritiers qui ont esperance à la fueccession, n'en peuvent estre privez. La responsé à cette objection est fixcile : premierement pour ce qui regarde le Duché de Bar & autres Terres qui sont del amouvance de la Couronne; la concession de sief emporte vne convention tacite de commisée de sief, messime sur convention tacite de commisée de sief, messime sur convention tacite de commisée de sief, messime sur connosit point d'autre Seigneur des terres de son ennemi, que celuy qui en est en possession, & qui s'en ser pour luy faire la guerre : ce font des conditions qui se donnent aux fiés par des dispositions particulieres, qui ne peuvent changer la loy generale receus par tous les Princes.

De toutes ces raisons, il semble que l'on peut conclure que la retention de la Lorraine, n'est pas sondée sur des moyens imaginaires, mais sur les maximes & les

regles les plus affeurées de la Iustice.

#### 

## STENAT, SATHENAT OV ASTENAT, Septiniacum.

A Princesse Matilde, si celebre pout avoir donné tant de grands biens à l'Eglise de Rome, qu'elle en a esté appellée fille de S. Pietre, donna en l'année 1107. à l'Eglise dediée à la Vierge edifiéeau fonds & au lieu

appellé Verdun, les lieux & villes appellées Septiniacum & Mesagium, (qui sont Stenay & Mesay) appartenances & dépendances: le Pape Pascal II. approuva ce don par sa Bulle, les originaux de cette donation, & de la Bulle de constituation on esté vendus au Roy depuis

peu de jours. La vetité de cét acte, monstre evidemment la fausse-

té deice qu'eferit Waffebourg en l'Hiltoire des Evefques de Verdun, que Godefroy de Buillon, pour faire fon voyage de la Terre Saincle, avoit vendu Stenay & Mefiy à l'Eglife de Verdun; ce qu'il a advancé d'autant plus grofficement qu'il avoit veù le don de la Princefle Matilde, & la Bulle du Pape, dont il fait mention. Par ce que deffus, il est clair que Stenay a appartenu à l'Eglife de Verdun,

Ce Wassebourg, & lean Bertels, qui à escrit l'Histoite du Luxembourg, (Autheurs qui n'ont pas affez consideré ce qu'ils ont escrit; ont dit que Richard Evesque de Verdun, avoir engagé à Guillaume Comte de Luxembourg, Stenay & Melay, mais qu'il les retira peu apres, & les engagea, & vendit à Renaud Comte de Bar,

Ces Autheurs donnent peu, ou du tout point de droit, au Comte de Luxembourg sur Stenay, puisqu'ils ont escrit qu'il ne l'a possed que pat engagement, & peu de temps; & qu'il fur vendu au Comte de Bar, qui l'vnit dellors à fon Domaine, où tousjours il eft demeuré, & encore à prefent en est. Ce sont les propres tetrmes de Wassebourg, qui a esté suivi par Bertels, qui a estrit en faveur du Due de Luxembourg, & qui estoir

ion lubjet.

La possession des Comtes ou Duce de Bar, de la place de Stenay, a continué jusques en l'année 1,341, que Antoine Duc de Lorraine, & de Bar, & son fils François, par vn acte authentique, cederent & transporterent au Roy François I. & à la Couronne, pour luy & les fuccesseurs, les Villes, Terres, & Seigneuries, & Prevolté de Stenay, appartenances & dépendances, moyennant recompense qui leur en seroit baillée en autres Terres. Cét acte a etté registré au Parlement de Paris, à la requeste du Procureux General, en l'année 136 3.

L'Empereur Charles V. qui considera possible l'intportance de cette place, prit l'occasion pat le Traité de Crespy de l'an 1544, de la tirer des mains du Roy Fran-" çois I. Voicy ce que porte le Traité. ET pour ce que "Empereur maintient, que la Ville, Chastellenie & Sei-" gneurie de Stenay, est de son Fief, à cause du Duché », de Luxembourg, & n'en a pû le feu Duc de Lorraine », faire valable transport, soit par eschange, ou autrement, " audit sieur Roy, sans son consentement, a esté accor-" dé, que ledit Stenay se rendta au Duc de Lorraine. » pour le tenir sous la messne charge de Fief, que sondit " feu Pere l'avolt, sans que cy-apres iceluy sieur Roy y » puisse rien à jamais pretendre ; demeurant au surplus à » sadite Majesté Imperiale, le droit & action de commi-» se, pour en faire à l'endroit dudit Duc, comme avec " raison bon luy semblera: & pourra ledit sieur Roy, avant » faire ladite restitution, démolir les fortifications qu'il a » faites audit Stenay, en le reduisant en l'estat qu'il estoit » avant le Traité fait avec ledit seu Duc de Lorraine. Il y cut de grandes oppositions publiques à l'execu-

tion de ce Traité, non pas à cause de Stenay, jugé lors de peu d'importance; mais pour raison des droits tresgrands, & fans contestation, sur plusieurs grandes Seigneuries, que le Roy ceda à l'Empereur pour des droits imaginaires: Neantmoins il fut en partie executé, & principalement pour le regard de Stenay, qui fut rendu au Duc de Lorraine, duquel l'Empereur a receû toutes fortes de reconnoissances, ainsi que bon luy a semblé.





A ville de Moyenvic (en Latin Medius vicus) située entre Vic, & Marsal, est d'ancienneté du Temporel de l'Evesché de MOYINVIC Mets, & de la Chastellenie de Vic.

Thierry Evesque de Mets, l'an 1365, la fit fortifier, & enclorre de murailles.

Et l'an 1375, il s'y maintint en personne, avec nombre de Noblesse, contre vne puissante armée, que le Seigneur de Coucy conduisoit lors en Allemagne, lequel voulut forcer cette Ville pour en tirer quelque ar-

Depuis l'Empereur dernier mort, prestant son nom au Duc de Lorraine, s'en faisit contre le consentement Ferdinand II de l'Evesque, & aux despens, & conduite dudit Duc, nonvelle Force. y fit construire une Forteresse, où il mit garnison, qui reste Moyen s'y est conservée, jusques à ce que le Roy a repris la place, & changé la garnison Allemande, en vne garni-

L'on void par le Traité de Ratisbonne, de l'an 1630. tan 1630. que les deputez du Roy infisterent fort à ce que cette place fust démolie, & que la garnison Imperiale en sortist; mais ils ne purent rien obtenir.

L'Empereur alleguant qu'il avoit droit comme Souverain, dy faire vne Forteresse, & y mettre telle garnifon qu'il luy plairoit, dautant que le lieu dépend de

Empire

Et que le Roy, & les Rois (es predecesseurs, depuis le Roy Henry II. en l'an 1352, avoient fait construire des Citadelles à Mets, & Verdun, qui sont Villes Imperiales, lesquelles devoient estre plutost razées, que ladire Forteresse de Moyenvic.

Neantmoins qu'il s'en remettoit à la conference qui

pour ce sujet se tiendroit.

L'Empereur avoit pris avec les armes du Duc de Lorraine, la ville de Moyenvic, sur l'Evesque de Mets, auquel elle appartient, sans qu'il eust commis aucun acte d'hostilité, ni entrepris la guerre contre luy; tellement qu'il le despouilloit injustement de son Domaine: & le Roy avec raison a repris la Place sur le Duc de Lorraine, & l'a fortifiée pour la conserver, avec le mesme droit que la Ville & Citadelle de Mets, dont il a la protection. L'Evesque de Mets ne se plaint pas, au contraire il confent que le Roy en demeure en possesfion : il peut aussi legitimement consentir, que la ville de Movenvic demeure en la main du Roy, comme les autres Evesques qui estoient de la Maison de Lorraine, ont aliené en faveur des Ducs, plusieurs places avec leur Domaine dépendant de l'Evesché, sans que l'Empereur s'y soit opposé.

Adjoustez que l'Evesque de Mets (qui est sous la protection du Roy) a, comme Prince. Regalien de l'Empire, droit de fortisser ses Villes, & y mettre telle gamison qu'il luy plaits, ainsi que les autres Princes du-

dit Empi

Il ne se trouvers point, que lors que les Suedois ont attaqué à diverses fois, les Electeurs de Baviere, & de Saxe, jusques au cœur de leurs Estats, l'Empereur ait entrepris sous pretexte de leur conservation, d'y conference de leur conservation de l'un conserv

struire aucune Forteresse; au contraire, il s'en est remis à eux enticrement, selon qu'ils adviseroient pour le micux.

Et quant aux Citadelles de Mets, & de Verdun, ce n'est pas en haine de l'Empereur, & de l'Empire, qu'elles ont esté construites; mais plustost à cause que les deux Villes, sont enclavées de toutes parts, des Seigneuries du Duc de Lorraine, & aussi que le Roy d'Espagne tient le Duché de Luxembourg, qui en est bien proche, dont il luy seroit facile de les surprendre, s'il n'estoit soigneusement donné ordre à leur garde.

Il y a vne Saline audit lieu de Moyenvic, comme aussi à Marsal, desquelles Charles Cardinal de Lorraine, a administrateur perpetuel de l'Evesché de Mets, & Louis de Musal. Cardinal de Guyle, Evelque dudit Mets, firent cession & transport, l'an 1571. à Charles Duc de Lorraine, & à ses successeurs Ducs de Lorraine, à la charge de les tenir à foy & hommage lige de l'Evesque de Mets,

fous l'Empire:

D'vn cens annuel, de quarante-cinq mille francs de Lorraine, qui reviennent à trente mille livres tournois, & de quatre cens muids de sel, par chacun an.



DROITS DV ROT SVR LES VILLES, & Evefchez de Mets, Toul & Verdun, leurs appartenances & dépendances; avec quelques considerations pour maintenir l'establissement du Parlement de Mets.

l l'Empereur en la conference de Cologne fait instance que le Roy restitué à l'Empire, les villes de Mets, Toul, & Verdun, leurs appartenances & dépendances, en l'estat qu'elles estoient, lors que le Roy

Henry Second s'en rendit Protecteur, il fera bien

paroistre qu'il n'a nulle intention de parvenir à vne

bonne Paix.

Car bien que ses predecesseurs en ayent fait demande du temps dudit Roy Henry II. & de Charles IX. ç'a plustost elté pour se delivrer de l'importunité des Espagnols, & des Dues de Lorraine, que de penser obtenir ce qu'ils demandoient, aussi les instances qu'ils en ont fait, ont tousjours esté si foibles & si peu presante, autre l'autre, autre l'autre, autre l'autre, autre l'autre, autre l'autre, autre l'autre, autre l'autre d'autre d'autre de l'autre de l'autre d'autre d'autre d'autre d'autre d'autre de l'autre de l'autre d'autre de l'autre de l'autre d'autre d'autre

Cette denande femble fort defraifonnable. Lors que l'Empereur Ferdinand l'an 13 60. envoya l'Evefque de Trente, pour demander au Roy ces trois Villes: Le Chancelier Olivier, prevenant tres-fagement le Confeil du Roy, dit qu'il elioti d'advis de faire trencher la tefte au premier qui ouvriroit la bouche, pour donner confeil à fa Majelfé, d'accorder cette demande à l'Em-

percur.

Le Roy Henry II. 'lan 1532. reconquit par la valeur de sea armes, les villes de Mets, Toul, & Verdun, qui estoient d'ancienneté du Royaume de Lorraine, qui comprenoit tout le pais entre les rivieres de Meuze, Lescault, 1a Mer Occane, la riviere du Rhin, & le

mont de Vosge.

Ce Royaume de Lorraine avoit esté víurpé par les Empreturs d'Allemagne, fur nos Rois de la feconde race , quoy que Charle le Simple, & le Roy Lothaire, fils de Louis d'Outremer, forcez & contraints par les armes, y eussent entre forcez & contraints par les armes, y eussent Henry I. & Othon I. pendant que le Royaume de France (thio plein de troubles, & affoibli par les guerres civiles & clirangeres, & par la mauvaile conduite de ces deux Rois.

Cette renonciation, quoy que reiterée, forcée ou

non, n'a pù eltre valablement faite par lefdirs Rois Lothaire, & Louis, au prejudice de leurs fucceffeurs au Royaume, eflant vne Loy generale & indubitable, tenuë par toutes les Monarchies, que le Domaine public eft facré & inalienable, foit par Contrachs & autres fortes d'acquificions, & en cela la prefeription n'a point de lieu; & que les Rois neson point tant nommez Seigneurs & Proprietaires, que Gardiens & Confervateurs de leurs Royaumes.

Cette Loy eftoit lors' tenuë pour certaine: car à cette tenonciation fi grande & fi extraordinaire d'un Royaume entier, les Grands du Royaume s'y oppoferent, & fans leur consentement, cette renonciation ne se pouvoit faire; les Historiens en parlent ainsi fassir univernent,

L'on peut aussi justifier par bons Autheurs de nostre Histoire, que le Roy Robert, en suite de ces justes pretensions, poursuivit les messes droits en ce Royaume de Lortaine. Tellement que quand le Roy Henry II. en l'année 197s. à tendir massifire de ces trois Villes, ce ne fur point vne vsurpation violente, comme par ignorance aucuns l'ont eferit, mais plustost vn restablissement dans les Estass de ses Ancestres, qui avoient esté injustement vsurpez sur eux, pendant leur foiblesse, & mauvais gouvernement.

Cette possession du Roy n'a point esté interromput depuis la conquete 3 les Empreurs ont traité plusicus fois avec nos Rois, des mariages & autres traited, a qu'il en ait esté rien elerit : melmes au Traité de Ratifbonne de l'an 1630. auquel temps il y avoir quelque alteration entre ces Princes, cette demande la extraordinaire ne fur point faite; les Ambassadeurs de l'Empereur Ceontenterent d'en parler superficiellement, fans faite înstance pressaure pour en avoir statissation.

Aussi il est à croire, que ce que l'Empereur en fait à present, est seulement pour faire paroistre à tour l'Empire, combien il est jaloux de ses droits, & qu'ils luy sont en finguliere recommandation.

Sex Commifiaires pourront dire, que l'Empeteur a grand füjet de plainte, de ce que le Roy, qui avoit elté jufques iey fimple Protecteur de ces trois Villes, & de leurs territotres, a paffé plus outre : car il a voule uc ces peuples l'ayent reconnu pour Souverain ja aboli toutes les Indices ordinaires, & le droit qu'avoient ces peuples d'appeller à la Chambte Imperiales y a effa-bli von Parlement, le reflort duquel il a non feulment citendu fur ces trois Villes, & leurs dépendances; mais jufques dans le territoire de l'Evefché de Mets, qui ne reconnoifioir point fa protection, mais l'Empire feul, l'Evefque de Mets, firete naturel du Roy, ayant reconnulEmpereur pour fon fouverain Seigneur, auquel il a baillé fon adveu, & dénombrement en l'année 1655. & cela du conferement du Roy de France.

Comme cette demande semble avoir plus d'apparence que la premiere, l'on peut neantmoins dire, qu'il n'importe pas à l'Empereur, de quelle façon la lustire s'exerce en ces l'ais, puisqu'il n'y est plus reconnu, & qu'il a sousser depuis tant d'années, que ces peuples soitent gouvernez sous la protection de la France.

Que l'on ne peut mieux reconnoistre, de quelle sorte la Iustice estoit exercée en ces Pais, que par la joye que ces peuples ont tesmoigné à l'establissement du Par-

lement. L'on a veû comme ils estoient opprimez, soit par la longueur, soit par la dépense, & par l'ignorance des Iuges.

Ces peuples ont reconnu l'advantage qu'il y a d'estre traitez en cette partie de la Iustice, comme les autres peuples de la France, d'estre reglez par mesmes loix, &

jugez par mesmes luges.

L'interett de la Chambre Imperiale de Spire, est si peu considerable, que depuis soixante ou quatre-vingts ans, elle n'a connu d'aucun faict de la ville de Mets, peu de la ville de Toul, & vn peu plus de la ville de Verdun.

Vne bonne partie de ces Païs, confifoit en pluficurs petites luftices Souveraines, appellées Francs Alleuz, des lugemens desquelles la Chambre Imperiale n'avoit nulle connoillance. Le Roy pour vn grand bien du Païs, en etablisfiant le Parlement à Mets, a aboli ces francs alleuz, qui effoient la ruine & l'oppression de ces peuples, a bandonnez à vne instité de ces petits Seigneurs, qui les tyrannisoient suivant leurs passions.

Les Doyen, Chanoines, & Chapitre de Toul, qui ont vn grand Domaine, & par consequent plusieurs Iuges, pour beaucoup de vallaux, & de tenanciers, remonstrerent au Roy, en l'an 1612, combien leurs Sujets estoient vexez en la poursuite des appellations, qu'ils interjettoient des lugemens de ces petits luges, & le plus souvent mal- jugées. Le Roy qui n'a jamais refusé aucun soulagement à ses peuples, par sa Declaration poursuivie par ceux dudit Chapitre, ordonna de leur consentement, que les appellations desdits luges seroient jugées souverainement, en la quatriesine Chambre des Enquestes de son Parlement de Paris. Cette Chambre, en consequence de cette Declaration, les a jugez en vne infinité de differens, & les lugemens executez, avec vne satisfaction publique. A quoy il n'y a jamais eu d'opposition, ni de la part de l'Empereur, ni de la Chambre Imperiale.

Ce Parlement establi à Mets, represente le Roy dans les Provinces de son ressorts; pour cette consideration; il doit estre maintenu, & Gemble que l'on doive insister, pour qu'il subsific suivant son establissement, n'y ayant rien qui imprime plus l'amour, & l'affection des peuples, que la lustice à laquelle ils ont recours à tous moments, pour la conservation de leurs biens, de leur honneur, & de leurs honneur, & de leurs honneur, & de leurs honneur, se de leurs view.

Il faue noter que quand l'on parle du País de l'Evefché de Mers, la Ville & le territoire d'icelle, appellé le Pais Meffin, n'y font pas compris, mais feulement la ville de Vic, lieu de la refidence de l'Evefque, & de fes Officiers, & le País de l'Evefché qui reconnoît l'Ervefque pour Seigneur; car ledit Evefque pour le tergard du temporel, n'ett point reconnu, in dans la ville de du temporel, n'ett point reconnu, in dans la ville de

Mets, ni dans le Pais Messin.

En l'année 1531. Le Pais de l'Evefché fut conquis par le Roy, comme le refte du Païs, & a clié fous la protection de nos Rois jusques au temps de la Ligue, auquel non seulement ledit Païs, mais toute la France, furent en vue confusion generale; & lost ocluy qui commandoit pour le Roy dans Marfal, place de l'Evefché de Mers, en fut chasse par la faction de la Ligue, & le Duc de Lorraine se servir de cette occasion pour y mettre garansion.

Mais ce qui s'est passe depuis, & la reconnoissance faire à l'Empereur cy-dessus, & la separation des terres de l'Evesché, d'avec celles de la ville de Mets, rendencette possession peu considerable; & par consequent l'expedient cy-dessus proposé, moins prejudiciable au bien des affaires du Roy, pourveu que l'on obtienne la sibssificance dudit Parlement, & par consequent, le Roy reconnu Souverain de ces trois Villes, & de leur.

1 crritoire

ON PROPOSE QV'VN FRANCOIS qui s'estoit retiré en Italie, avec cette resolution de ne retourner plus en France, soit decedé en ce Pais estranger , laissant des Enfans nez en France, ou ils font leur demeure, & des petits Enfans descendus de son fils aisné marié en Italie, avec une femme estrangere : sur ce fait on forme la question en laquelle, on demande, si en consequence de la loy d'Aubaine, le Roy est bien fondé à pretendre une partie de la succession des biens qui sont situez en son Royaume, & dont ce François est mort pos-Ceffeur; ou au contraire si les Enfans qui sont nez, es demeurans en France, luy doivent estre prefereZ, en cette succession.



OVR esclaircir ce doute, il est necessaire de poser les maximes & les Regles qui sont vniversellement receuës en cette matiere. que l'ysage a establies & que les Iugemens ont confirmé.

Premierement il est constant que comme l'Estranger est capable des effets du droit des gens, il peut aussi acquerir & posseder des biens, les eschanger, les donner, & en disposer par des actes entre vifs; mais il n'en peut pas tester, ni les transmettre par aucune disposition, à cause de mort : parce que les testamens sont de droit Civil, dont l'Estranger n'est pas capable; il vit en pleine liberté, mais il meurt comme serf; Et comme il ne prend point de part en la succession des autres, il n'en donne point en la sienne.

C'est par ce principe de droit commun, que la soy d'Aubaine defere au Roy la succession des Estrangers: il est le Chef de son Estat , & en cette qualité , il luy appartient de les recevoir dans son Royaume, & de leur communiquer les droits, les privileges, & les prerogatives dont jouissent ses Sujets naturels : soit qu'il leur octroye le bienfait de Naturalité, ou qu'il souffre qu'ils s'establissent, & qu'ils s'habituent dans son Rovaume, auquel cas leurs Enfans sont reputez François, & sont capables de tous les droits qui appartiennent aux François: Car encore que leurs parens non naturalisez n'ayent pas cette capacité, & qu'ils ne puissent laisser d'heritiers legitimes, ni testamentaires; toutefois la raison naturelle, qui destine aux Enfans les biens de leurs parens, se trouvant fortifiée par le lieu de la naissance, a fait fleschir l'ancienne rigueur de la loy d'Aubaine qui traitoit les Estrangers comme des Esclaves, C'est la gloire de la France, que comme on disoit de Rome, elle est faite le païs commun de toutes les na-

C'est par cette mesine raison que les Ensans du Batand nez en loyal mariage sont preferez au Fisque en la succession de leurs peres & meres, bien que le Roy par le droit de sa Couronne, soit appellé à la succession des Bastards.

A ces maximesil en faut adjoufter vne autre, qui prive & qui despouïfle l'Estranger de tous les privileges de naturalité qu'il avoit obtenus, dés le moment qu'il fort de la France avec intention de s'establir en vn autre Païs. Et cela et sir vay, que quand bien il seroit evem Prince souverain d'vn autre Estat, il ne conserveroit pas les droits qu'il s'estotit acquis pendant qu'il demeuroit dans le Royaume.

De là vient que Monsieur le Duc d'Anjou, apres avoir esté falué Roy de Pologne, ne voulut point fortir de la France, jusques à ce que par Lettres publicés en Parlement, le Roy y seant, il se sust reserve tous les droits de naturalité, tant pour luy que pour se Enfans.

ionlicu

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 125 Monficur le Duc d'Alençon fon frete, en vía de la forte; Et quand Madame Renée de France fut manée avec le Duc de Ferrare, elle n'oublia pas à faire mettre dans fon Contract de marige, que les Enfans qui en mailtroient, ne feroient point tenus pour Eltrantre.

Quant aux particulhers, qui changent de domicile, & qui transportent ailleurs leur fortune: Ils fe privent tellement de tous les droits civils, dont ils jouisloient dans le Royaume, que non feulement ils sont exclus des faccessions, qui leur y estoient escheus's mais encore il y a ouverture de substitution , pendant leur vie messine, en faveur de ceux qui n'estoient appellez, qu'apres leur morte: il est vray que changeans de volonté, & venans à restablir en France leur demeure, ils sont admis aux successions si pourveu que la demande n'en soit pas preferire, par le laps de trente ans , qui est vie grace sondés un les droits de la Nature, qui en s'essacent pas aissement, par le fait, & par la volonté des

Or de ces Regles generales, on peut titer la decision du doute propolé, & faire jugement, si le Roy est bien fonde à pretendre que par la loy d'Aubaine, il ait va droit acquis en la succession de ce François, qui s'estoit retiré en Italie, & qui est mort possessiones en France.

On pourroit dire en fa faveur, que par la Loy Royale, & par la Loy de la Couronne, les biens des Eftrangers, fituez en fon Royaume, luy appartiennent, fi non comme leur heritier, au moins comme leur fuecesseur.

Que c'est vn droit domanial, & tout Royal, reservé à luy seul, introduit en sa faveur, qu'il peut opposer aux parens de l'Estranger, & dont eux messens en le peuvent servir; Car comme c'est le Roy seul qui peut essacer les taches de la peregtinité 3 c'est aussi luy seul, Fé

qui peut alleguer l'empeschement qui en descend. Qu'en toutes Lettres de naturalité, les impetrans

Qu'en toutes Lettres de naturalité, les impetrans sequierent que leurs parens leur puillent fucceder, fins dittinguer évils font nez, & demeurans en France, ou évils font Eftrangers: & fic ette claule chôtic obmité, le Roy auroit droit de pretendre leur fuccession, par preferenceà leurs parens, qui pour estre nez & demeurans en France, ne sont pas capables de fucceder à un Estranger, y ils n'ont plustott obtenu des Lettres de naturalité. Qu'il feroit intuité d'alleguer au conraire, qu'il a

esté souvent jugé, qu'à defaut des plus proches parens Estrangers, ou des François, qui se sont retirez du Royaume, les autres parens nez & demeurans en France, entrent en leur place, à l'exclusion du Roy : pource qu'en toutes les hypotheses des Arrests qu'on allegue sur ce subjet, il s'agissoit de la succession des François originaires, ou de ceux à qui le benefice de naruralité avoit esté donné. Or il y a grande difference, d'admettre à la succession d'yn François, ou d'yn Estranger naturalisé, le plus esloigné parent, en cas d'incapacité du plus proche, & de le preferer au Roy, ou de recevoir le plus esloigné parent, à l'heredité d'vn Estranger, à defaut du plus proche aussi Estranger: dautant que les François originaires, & ceux qui sont naturalisez, ont également le pouvoir de disposer par testament de leurs biens, & leurs parens leur succeder ab intestat, s'ils sont regnicoles; ce qui n'est pas permis à l'Estranger, non naturalisé.

A quoy l'on peut adjouîter, que la Couîtume de Sens, qui parle de la fucceffion des plus eloignez parens nez en France, ne les admet, qu'au cas qu'il foit question des bitns de leur parents, natif du Royaume, où il est decedé, & nullement de leur parent Estranger.

Et quant à ce qu'on dit, que lors que les Estrangers ont des Enfans nez dans le Royaume, & qu'ils y font leur demeure, ils sont capables de succeder à

leuts parens Eftrangers, ce qui mesmes a lieu pour rels Enfairs nez hors le Royaume, au cas qu'ils y viennent eftablir leur demeure. On peur respondre à cette instance, que les Enfans succedent feulement, pour la part qui leur appartient, en consequence du Teslament de leur pere, ou ab intestar, mais ils ne succedent pas en la portion de leurs Collacteraux.

Vient encore à confiderer, qu'au fait qui se presente, les Enfans de l'aidie sont incapables de succeder aux biens qui sont en France, & que leur incapacité donne droit au Roy, d'entrer en leur place, pour prendre dans les biens la mesure paracture de l'est place, pour prendre dans les biens la mesure paracture d'enseure en l'est place d'empeschement; & ce d'autant plus, qu'il n'importe point aux autres Enfans, qui sont nez en France, de partaget la succession avec le Roy, ou avec leurs Neveux, qui sont talle.

Mais nonobstant toutes ces raisons, il faut confesser par la force de la verité, que la pretension du Roy, n'est aucunement sondée sur les vrais Principes du

droit, & de l'vsage.

Et pour le jultifier, il faut confiderer, qu'il ne s'agit pas icy des biens d'un Estranger, mais d'un François, qui pour s'estre fimplement retrié en lealte, n'est point devenu ennemi du Roy, ni de son Estat, & ne peut estre appellé fugitif, ni descretuet de la Patrie : d'où s'ensuit, qu'il est tousjours demeuré maistre, & posse-service de la cretaire : auquel cassi est sians doute, que se senance à demeurans dans le Royaume, luy doivent succède à l'exclusion du Roy, qui en cette reucontre, ne se peut servir de la loy des Aubains, contre des Enfans qui sont nez dans son Royaume, & qui y font leur aduelle demeure.

Et ne faut point dire, qu'il entre au lieu des Enfans, qui sont nez en Italie, & qui sont reputez pour Estrangers dautant que leur portion et devolué aux Enfan regnicoles, par la Regle de droit, qui veur que celuy que et incapable de lucceder, foit confideré, comme s'il n'eloit jamais venu au monde : & comme il ne fait aucun nombre entre les Enfans capables de fucceder, il ne luy faut point aufil de part en la fuccetilon, qui eff acquife toute entière à les fretes non point par vn droit d'accroiffement, mais de plein droit, & de leur ptopre chef.

C'et la raison de la difference, qui se remarque dans les loix Romaines, entre les cas d'incapacité & d'indignité, en matiere de successions. L'incapable est celuy, à qui la Loy dessend de succeder, à cause du vice de la personne : Elle ne le reconnossi jamais pour heri-

tier, & luy desnie toutes ses faveurs.

Au contraire, elle reçoit l'indigne à l'heredité, au poinct qu'elle est esheué; mais parce qu'il a offensé la memoire du Testareur, & qu'il s'est fouillé de crimes, cette mesme. Loy luy ofte la succession, & l'applique au sique, fans la donner à celuc qui sint en depré de parenté, a fin que la peine de l'yn, ne soit pas la re-

compense de l'autre.

Il n'en est pas ainst de l'incapable, à qui on ne peur oster l'heredité, parce qu'elle ne luy a jamais esté deferée; il ett consideré, comme n'ayant jamais rien eu en la succession. Et es autres heritiers, legitimes ou Testamentaires prennent le tout sans le compret; mais en France, on ne reçoir pas toures les distinctions, que le droit Romain met entre l'indigne & l'incapable; yeu que nostre vage n'appelle point le sique au cas de l'indignité, mais les plus proches parens recueillent toute la succession, à l'exclusion du Roy.

Or l'Estranger n'est pas indigne', mais seulement incapable de succeder : c'est pourquoy la Loy luy refuse l'heredité, pour la defetera son plus proche parent, demeurant en France, & capable de succeder; Car ce qui

est desnié à son parent incapable, n'est pas fait caduque, ni n'est pas appliqué au fisque, mais est deferé à celuy de sa parenté qui se trouue capable : ainsi par la jurisprudence Romaine, ce qui estoit laissé à vn legataire incapable, ne tomboit point en caducité, pour appeller le fisque, mais cette part vacante, accroissoit au

Puis donc que les incapables ne sont pas comptez entre les heritiers, on ne peut dire que le Roy entre en leur lieu, & en leur droit, veu qu'ils n'en ont jamais eu aucun en l'heredité; il n'y a que les seuls parens capables, qui leur puissent succeder, & entrer au lieu qu'ils trouuent vuide, & qu'ils ont droit d'occuper de leur chef.

Ainsi le Bastard, le condamné, le Religieux profés, & autres semblables qui sont reputez morts civilement, ce, & ceux qui suivenr en ordre, & qui sont appellez apres cux, n'entrent point en leur place, mais y viennent par leur droit, comme si les autres n'avoient jatiere de substitutions, où celuy qui est incapable par sa naissance, ou par sa qualité, ne fait ni nombre ni degré, mais il donne sculement ouverture à ceux, qui font appellez avec luy.

Car la coustume generale du Royaume, qui dit que le mort faisit le vif son plus prochain habile à luy succeder, fait passer au moment du dernier souspir de l'homme mourant, le droit de posseder ses biens, à ceux qui alors se trouvent avoir les deux qualitez concurrentes & necessaires, I'vne d'estre plus proche parent,

& l'autre d'estre habile à succeder. D'où s'ensuit que celuy qui n'a pas cette derniere qualité, n'est pas saisi par nos Loix, mais sculement celuy qui est capable, quoy qu'il se trouve en vn degré plus esloigné; & par cette raison le fisque ne scauroit rien pretendre, du chef d'yne personne inhabile à succeder, puisqu'il n'est pas saisi, par la Loy qui appelle les parens à la succession, & rejette tous ceux qui n'en sont pas capables.

Cette verité peut estre confirmée par vn exemple memorable, tiré des Registres du Parlement, de l'an 1503, sur le sujet du proces intenté par Ican d'Albret, mari de Charlotte de Bourgongne, contre Engilbert de cession du pere de ces deux Princesses, & on soustenoir. que le Duc de Cleves n'estoit pas capable de la recueillir, quoy que ce fust l'heredité de son ayeul, dautant qu'il estoit Estranger, & né d'vne Princesse d'Allemagne. En laquelle contestation le Roy Louis XII. ne pretendit jamais aucun droit; mais au contraire il termina tout le differend du proces, par le moyen du mariage de Marie d'Albret, avec le Duc Engilbert. Cela fait voir que nos Rois ont tousjours víe avec grande modestie, & retenuë de leur droit d'Aubaine, en ce qu'ils n'ont jamais fait d'empeschement aux Enfans, ni aux heritiers legitimes qui ont esté appellez à la succession de leurs parens.

Ne ferr de dire que le droit d'Aubaine ett domanal a ke deut avez du fifque, qu'il ne doit profiter qu'à luy-meline ni oftre allegué par vn patriculier, patce que le profit qui en peut revenir, n'êt! qu'en consiquence du droit qui eult appartent a celuy, au lieu duquel le fique pretend fuccedet. Or eft-il que le droit de lucceder aux biens de France, n'a jamais appartenu aux petirs fils de ce François qui s'étloit retré en Italie, & par et confequent le fique qui veut entere en leur place, ne peut fucceder à vn droit qui n'a jamais efté acquis à ceux dont il veut occuper le lieu.

Il en estoit autrement par le Droit Romain, quand il estoit question d'oster le droit à celuy qui s'en estoit rendu indigne, parce que la Loy le tenoit pour vray heritier, jusques à ce qu'elle luy eust arraché la succel-

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. fion, à cause de son indignité, que le seul fisque luy

pouvoit objecter : mais comme il a esté desja dit , nos mœurs de France ne reçoivent pas cette jurisprudence, & l'indignité aussi bien que l'incapacité donne droit aux plus proches de l'indigne pour obtenir la succesfion, sans que le sisque y prenne aucune part ; outre que l'Estranger n'est pas indigne, mais seulement inca-

Et comme il est vray qu'vn Enfant Bastard ne peut fucceder à son pere, ni à ses autres parens, & qu'il est exclus par ceux qui se trouvent plus proches en degré, & qui sont capables de recueillir yne succession; il en est tout de mesme de l'Estranger qui n'a pas plus d'in-

Et ne faut point faire force sur ce que le droit d'Aubaine est tout particulier au fisque, en ce qui est du pouvoir & de la faculté de succeder aux Estrangers; Car il est vray que ce droit est general pour exclure les Aubains, & les empescher de prendre aucune part dans les successions du Royaume ; de sorte que cette exception d'incapacité appartient à tous ceux qui par auroit droit, si son incapacité ne luy servoit d'obstacle.

Et de fait comme par le mesme droit d'Aubaine, l'on ne peut faire donation ni legs testamentaire à vn Estranger, ausli en cas que l'on en cust fait quelqu'vn, le legs est fait caduque, & retourne à l'heritier testamentaire ou legitime, & le fisque n'a jamais rien pretendu en

Aussi quand on a demandé aux Iurisconsultes, quel estoit l'effet d'vn Statut particulier d'vne Ville ou d'vne Province, qui establissoit contre le droit commun, vne incapacité de succeder, ils ont tousjours respondu que cette Loy municipale n'attribuoit aucun droit au fisque, qui ne laissoit pas d'estre exclus par les parens capables de succeder à l'incapable.

Il s'enfuit doncques au fait propolé, que le fils anfie decedant en Italie, fans avoir pù laifier à fes Enfans, le droit entier de luy flieccele pour les biens fituezen France, fes autres heriters qui font regnicoles font capables de les recueilir; aini qu'il fru jugé pour Madame de Nemours, qui emporta la fuecellion de fon frere Hercule Duc de Ferrare, pour les biens qui efloient en France, au prejudice de Cefar d'Eft Duc de Modene, qui effoit hertiret reflamentaire.

Cela eft d'autant plus veritable en l'hypothefe propofée, que le François non criminel ni rebelle, qui transère fon domicile, ne laiffe pas de retenir les biens qu'il avoit dans le Royaume; & flau poinde de fon decedson le confidere comme Eftranger, il eft fans doute que les biens qu'il avoit en France, appartiennen à fes Enfans expinciles; & ce par le meline droit que les fucceffions font acquifes aux Enfans nez dans le Royaume, jors qu'elles leur font delaiffeste par leurs preter mourans

qui estoient Estrangers.

Et en cela les Arrests qui ont esté donnez sur semblables differends, n'ont point distingué les hertitets collateraux, d'avec les descendans; comme l'on peut recueillir des escrites de Bacquet, de Chopin, & des au-

tres Collecteurs d'Arreits.

Il elt vray que dans les Patlemens, les Gens du Roy ont quelquefoss pretendu, que quand il 3 agifori des biens dei François, qui s'elfoient habituer en des Païs Eftrangers, le Roy devoit eltre preferé aux heritures collateraux; mais il a tousjours ellé jugé contre leurs Conclutions: & l'elgard des Enfans nez en France, & y demeurans, lis ne l'ont jaunsi déliputé : Encore moins ont: ils voulu foutlenir que le fique reprefentatif. Es Eftrangers incepables, & qu'aux lueu d'eux, il d'euft pretendre part dans les fuccellions des Eftrangers, avec les Enfans natifs du Royaume & regnicoles.

L'argument qui a esté tiré du formulaire des Lettres

POVR LES NEGOCIATIONS DE PAIX. 233 de naturalité, ne conclud rien en certe Caufeisear on ne doute pas que le híque ne fucede aux Effragres smais c'eft quand ils n'ont point laiffé d'Enfans net & domi-ciliez en Franco; outre qu'il s'agit iey d'un François qui s'elloit retrié en Italie, & qui a laiffé de Enfans net dans le Royaume de forte que toute la queffion effredute à ce point, de favoir file Enfans de fon fils qui font Effrançers, peuvent faire part & concurrence en fucedenin pour de leur chet y introduire le fifque.

Ce qu'on mer en avant de la Couflume de Sens, n'est pas aufli confiderable, pource que fes paroles font mal entendués & décournées de l'intention des legislateurs; & il est certain d'ailleurs, que l'argument tiré d'une Couflume particuliere, ne fair aucune confequence. Chaque Peuple a fes loix, & fon Genie particulier; à l'et trouve des Coutlumes fi inhumaines qu'elles paragent les hiens des Ettrangers, entre le fique & le Sei-aucul es biens des Ettrangers, entre le fique & le Sei-

gneur, au prejudice des Enfans.

Enfin c'est tromper l'intențion des loix & des maximes, de voulori dire qu'en ce qu'elles deferent la fuecession des Estrangers a leurs Enfans nez dans le Royaume, elles doivent estre restraintes à leur part & poution, fans y comprendre celle de leurs Coheritiers incapables qui doivent avoir le sisque pour succession.
Car cela mesine est vue petition de principe, puisque
c'est ce qu'il faut prouver : joint que cette objection a
esté déja levée par l'explication de l'incapacité, & de
fics estres.

FIN.



ALT MAS













